

## Du « mouvement » entre Washington et Moscou

Les commentaires entendus ces jours-ci à Moscou et à Washington sur les relations des Deux Grands frappent par leur différence. Pour les États-Unis, comme M. Reagan vient de le dire à la tribune de l'ONU, il y a du « mouvement », donc de l'espoir, dans les négociations de désarmement, lesquelles sont entrées dans une phase « sérieuse ». Pour Moscou, au contraire, l'attitude américaine reste « désastreuse », négative et rigide sur la plupart des sujets. Il n'est donc pas question de partager un optimisme qui relève de la « manœuvre » intérieure ou extérieure.

Cette différence n'est pas pour surprendre : les dirigeants soviétiques ont pour tradition de faire la fine bouche devant les gestes de leur partenaire, précisément pour obtenir davantage dans les négociations. Même lorsque celles-ci débouchent sur des accords, l'optimisme est toujours réservé et éphémère. Et ce qui se passe aujourd'hui ne veut pas dire, bien au contraire, que les positions ne se sont pas rapprochées.

M. Reagan a en effet bougé sur un certain nombre de points. En renonçant à exiger que les avions chargés d'inspecter les mouvements de troupes en Europe soient fouillés par les autorités d'autres pays que celles du pays inspecté, il a permis l'accord qui vient d'être conclu à Stockholm. Il s'est rapproché des Soviétiques en abaissant à 50 % le pourcentage de l'armement nucléaire à détruire, au lieu de 60 % comme il l'avait annoncé. Enfin, il se dit prêt à signer, très vite, malgré les réserves de ses alliés, un accord sur les armements à moyenne portée (européennes) qui ne laisserait subsister qu'une faible partie des Pershing et missiles de croisière récemment installés en Europe. Comme M. Gorbatchev a lui aussi bougé sur tous ces points, des compromis sont à portée de main.

Un rapprochement est plus complexe, mais tout de même possible, sur deux autres dossiers actuellement privilégiés par Moscou. M. Reagan ne veut certes pas arrêter ou suspendre ses essais nucléaires, comme l'a fait l'URSS, mais il est prêt, moyennant un progrès aujourd'hui plus facile à obtenir sur les mesures de contrôle, à ratifier deux accords partiels conclus dans les années 70 : celui qui limite à 150 kilotonnes les essais souterrains et celui qui réglemente les explosions à usage civil.

On notera enfin la nouvelle présomption que le président américain donne de son initiative de défense stratégique (IDS), et qui équivaut à pincer M. Gorbatchev devant le choix suivant : ou bien l'URSS accède en 1991 aux fruits de la recherche américaine sur l'IDS en échange d'une income réduction, voire d'une élimination des armements nucléaires offensifs de part et d'autre : auquel cas aucun bouclier américain n'a besoin d'être déployé, l'ère post-nucléaire peut commencer ; ou bien M. Gorbatchev refuse l'arrangement, et dans ce cas-là seulement les États-Unis démontrent le traité de 1972 sur les antinutritionnelles (ASB) et mettent en place leur système défensif.

On voit mal Moscou accepter tel quel ce marché, mais celui-ci ouvre tout de même la voie à des compromis. Après tout, entre les sept ans et demi que Washington propose au total pour s'en tenir au traité ASB et les quinze à vingt ans que réclament les Soviétiques, la fourchette n'est pas infranchissable.

Au regard de ces grands dossiers, les coups d'épingle que constituent l'affaire du journaliste américain Daniloff et les expulsions de diplomates soviétiques de New-York ne devraient pas représenter un obstacle insurmontable. Les perspectives de progrès suffisantes pour justifier un nouveau sommet.

(Lire page 3.)

## La vague d'attentats relance le débat sur le rôle de la France au Proche-Orient

Mis à part le Front national, la classe politique continue d'affirmer sa solidarité avec le gouvernement de M. Chirac et d'approuver les mesures prises pour lutter contre le terrorisme. M. Jospin a ainsi déclaré, ce mardi 23 septembre, que le pouvoir « a la chance de bénéficier d'une opposition très responsable, ce qui n'était pas notre cas ». Cependant, les socialistes multiplient les interrogations sur le

lien entre la politique « hésitante » — selon M. Jospin, menée par M. Chirac au Proche-Orient et la vague d'attentats de ces derniers jours. Le premier ministre pourrait profiter du discours qu'il doit prononcer, mercredi, devant l'Assemblée générale des Nations unies pour préciser l'attitude de son gouvernement dans la région. D'autres responsables de la majorité ont expliqué, à plusieurs reprises, que

la position de la France aurait été rendue plus difficile par les engagements pris par le gouvernement socialiste lors des négociations qui ont permis, en avril 1983, la libération de M. Gilles Peyrolles, enlevé au Liban. Dans un article du « Matin », M. Roland Dumas, ancien ministre des affaires étrangères, dément qu'il y ait eu un quelconque engagement.

(Lire nos informations pages 14 et 44.)

Entretiens avec le président du Liban et le chef de la diplomatie de Damas

### « Il faut dénoncer les Etats qui soutiennent le terrorisme »

BEYROUTH de notre envoyé spécial

Le terrorisme a frappé à Paris puis assassiné en plein secteur chrétien l'attaché militaire de France. Les Libanais ont aussitôt réagi, dit l'ambassadeur, M. Christian Graeff, « de façon aussi bouleversante, des deux côtés, l'expression seule variant selon la sensibilité ». Mais qui est en train d'écouler Paris ? Ici — au-delà des frères Abdallah et de leurs plans de vol acrobatiques — on incrimine les deux grands marionnettistes de la scène libanaise. L'occupant syrien et le perturbateur iranien.

Tandis que tout Beyrouth bruisse d'hypothèses sur ce duo, le président Gemayel célèbre, ce mardi 23 septembre, le quatrième anniversaire de son mandat, dans un déploiement coloré de portraits et d'oriflammes.

Depuis son « non » du 15 janvier à l'accord entre milices patronné par la Syrie, il a affronté courageusement l'adversité. Les Syriens ont fait parler le canon puis les politiciens ont exigé la démission du chef de l'Etat. Impavide, il a gagné dans cette épreuve une sérénité nouvelle et semble même ragailardi comme un homme qui a joué son va-tout. Il nous montre avec un sourire, dans son immense bureau, une vitre encore fêlée. Elle rappelle discrètement que sous deux mandats successifs les caves de cette

maison ont été aussi fréquentées que les salons.

Le chef de l'Etat libanais est tenu à la prudence. Mais ses propos disent assez ses soupçons. Face aux Etats qui soutiennent le terrorisme, il demande à la France et aux démocraties de ne pas capituler. A ses yeux, le départ de la FINUL du Sud

### « Que cessent les accusations contre la Syrie ! »

DAMAS de notre envoyée spéciale

« Nous sommes totalement bouleversés par l'attitude de certains médias français qui essaient de trouver un lien entre la Syrie et les attentats à Paris. » Grave, décidé à convaincre sur un sujet qui lui tient visiblement à cœur,

lent maintenant entre Paris et Damas.

Pour la première fois, affirme M. Chara, il y a une sorte de consensus politique à Paris pour maintenir les bonnes relations qui se sont instaurées avec la Syrie depuis le voyage du président Mitterrand à Damas, en 1984. « Ces relations, M. Chirac les a encouragées et poussées pour qu'elles se développent dans un sens encore plus constructif et amical », poursuit le ministre syrien, qui ajoute :

« Cela gêne tous ceux qui voudraient donner une image négative des Arabes, et de la Syrie en particulier, dans le conflit israélo-arabe. »

M. Chara en veut pour preuve le fait que les condamnations du terrorisme par la Syrie ne trouvent pas l'écho qu'elles mériteraient, selon lui, et donne comme exemple le fait que la violente condamnation par Damas de l'assassinat de l'attaché militaire français à Beyrouth et des opérations contre les « casques bleus » (le Monde du 19 septembre de la FINUL n'ait pas été largement soulignée en France. « Nous n'avons pas l'habitude, nous a-t-il dit, de publier de communiqué à la légère. Or nous avons condamné très fermement cet attentat, une heure seulement après en avoir été avisés. Je crois que nous sommes le seul pays au monde à avoir publié un communiqué pareil. »

FRANÇOISE CHIPAUX. (Lire la suite page 6.)



serait une « abdication » et encouragerait le terrorisme. Pour le Liban, il aurait des conséquences « désastreuses ». Ce coup surviendrait à un moment où le « dialogue national » se noue sur des bases solides, où l'Etat a su renouer son armée, et où on consensus se dessine sur les institutions.

PAUL-JEAN FRANCESCHINI. (Lire la suite page 6.)

« Thérèse », un film d'Alain Cavalier

## Le coup de grâce

La bande annonce du film d'Alain Cavalier Thérèse, c'est tout simplement la retransmission par Antenne 2 de la remise des prix à Cannes. Sydney Pollack donne le Prix du jury, Patrick Poivre d'Arvor appelle Alain Cavalier, qui arrive, avec ses lunettes rondes et son sourire serein. On ne voit pas la foule, on entend les salves d'applaudissements qui ne s'interrompent pas, quand le présentateur, aussi ému que le cinéaste, dit : « Thérèse a certainement été le film le plus apprécié de la presse et du public. » C'est vrai, c'est rare, c'est justifié.

D'où viennent les œuvres justes ? Et, dans le cas de Thérèse, d'Alain Cavalier, les chefs-d'œuvre ? Sans doute pas d'un cabal. Le travail, la préparation, le choix des interprètes (ici la très étonnante Catherine Mouchet) sont essentiels mais ne suffisent pas à expliquer la magie d'une œuvre et de ce cinéma qu'on s'oublie pas de saisir, le coup de grâce qui nous est porté. Thérèse n'est pas non plus — bien que sainte — un miracle par hasard dans la carrière de Cavalier. C'est plutôt l'adéquation d'un sujet et de l'histoire personnelle du créateur qui choisit de l'investir, de s'y

investir, qui est à la source de ce lumineux mystère.

Ceux qui croient au ciel se méfient à juste titre des spectacles de la foi et ceux qui n'y croient pas redoutent les images pieuses. Les uns et les autres seront sur ce point réconciliés : Thérèse n'est pas un film pieux sur la vie de Thérèse de Lisieux ni une œuvre missionnaire ou démythifiante, même s'il y entre autant d'amour que de cruauté, d'humour que de compassion, ainsi qu'un beau regard d'ethnologue caché, celui de Cavalier se revendiquant « oiseau invisible ».

Thérèse est avant tout du pur cinéma, une grande leçon sur l'art de mettre en lumière les moments forts et les instants de bascule d'une vie, et de fondre au noir les temps morts, comme en littérature on doit faire un usage dynamique de l'ellipse.

Alain Cavalier s'explique assez peu de son film et de lui-même parce qu'il est très réservé, très élegant et qu'il se dit timide. Aussi parce que le sens de son travail ne lui apparaît qu'après coup. Thérèse l'a occupé très longtemps, a mis plusieurs années en lui. Il l'a tourné en dix semaines, avec des inconnues, dans un décor de papier, pour une somme très modeste, moins du vingtième du budget de Jean de Florette.

Il y a certainement là matière à réfléchir aussi pour les cinéastes et les producteurs qui se plaignent d'un cinéma en crise. Et ceux qui craignent les colis suspects dans les lieux publics, ceux qui fuient les salles pour se réfugier devant leur petit écran rassurant et ravagé, doivent se précipiter pour voir Thérèse. Quel qu'il arrive, ils seront au paradis.

MICHEL BRAUDEAU.

### LIRE

- Un entretien avec le réalisateur : « Toute petite chose est magnifique. »
- Catherine Mouchet, sainte ou saltimbanque.
- Le portrait et son modèle.

Page 17

## Bernard Sichère



## La gloire du traître

roman

De l'espionnage considéré comme un des beaux-arts

DENOËL

مكتبة الأمل



هكذا من الاصل

## Débats

### L'armée est-elle toujours une nécessité ?

La militarisation croissante : un danger pour la politique et l'économie

par ALBERT TÉVOÉDJRÉ (\*)

EN cette Année internationale de la paix, il ne paraît pas inutile de rappeler deux récentes déclarations de chefs d'Etat africains qui assument des responsabilités particulières dans des organisations ayant vocation au rassemblement et à la coordination des options et des points de vue.

Le président de la République du Congo, M. Sassou N'Gessou,

en sa qualité de président en exercice de l'Organisation de l'unité africaine, a déclaré à la séance de clôture de la dernière conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA : « L'histoire nous condamnerait pour avoir dépensé nos maigres ressources et notre énergie en armes et autres instruments de destruction (1). »

De son côté, ouvrant à Harare la conférence des pays non alignés, le premier ministre Robert Mugabe, qui est devenu le porte-parole officiel de ce mouvement, a tenu des propos qui ne peuvent laisser indifférent : « Il y a dans le monde 556 soldats pour 100 000 personnes, mais seulement 85 médecins... Si l'on consacrait en une année un cinquième seulement des dépenses militaires à la lutte contre la famine, ce fleau aurait disparu en l'an 2000 (2). »

S'il est très courant, dans les discours politiques, de se référer, sincèrement ou non, au désarmement pour renforcer le développement, il faut relever que l'insistance sur le sujet par des responsables officiels du tiers-monde est un événement.

« Quelle sécurité, pour quel développement dans le tiers-monde ? » Cette question, qui a été le sujet d'un colloque organisé à Genève du 15 au 17 septembre 1986 par l'Association mondiale de prospective sociale, a permis d'observer qu'une tendance

lourde veut que tout pays indépendant dispose d'une armée comme il dispose d'un siège à l'ONU. Il est vrai que bien des pays seraient apparemment dans l'embarras si, à leur défilé de fête nationale, l'armée ne jouait aucun rôle... Mais soyons sérieux. L'armée et les équipements militaires sont-ils une nécessité dans tout pays indépendant ? La question n'aurait pas de sens si l'on ne savait que le Costa-Rica a réussi le « miracle » de l'abolition des forces armées et qu'il existe de par le monde d'autres petits pays qui vivent paisiblement sans la nécessité d'assumer certains attributs de souveraineté qui sont autant de sujétions lorsque le besoin n'en est pas démontré.

Les attributs de souveraineté comprennent aussi le discernement entre ce qui est absolument nécessaire et ce qui l'est moins ; ils signifient, sûrement les limites volontaires que l'on impose à son indépendance parce que les circonstances et l'intérêt supérieur du pays l'exigent.

Les millions de dollars dépensés en pure perte depuis plus de vingt-cinq ans pour des équipements militaires totalement inutiles et régulièrement immobilisés dans de nombreux pays africains auraient résolu bien des problèmes liés à la vie quotidienne de tous ceux — vieillards, femmes ou

nourrissons — que les télévisions nous montrent, attaqués par les mouches de la décomposition avant même d'avoir expiré, victimes, du désert et de la faim.

Rares sont les pays qui fondent leurs achats d'équipements militaires sur une appréciation objective et raisonnable de leurs besoins réels en matière de sécurité. En fait, malgré leurs aspirations à l'autonomie sociale et culturelle par rapport aux pays industrialisés, ils ont succombé aux tentations des exportateurs et se trouvent ainsi dans une nouvelle forme de dépendance vis-à-vis d'eux.

Cherchant sans cesse à se constituer des arsenaux militaires toujours plus puissants, de nombreux pays du tiers-monde semblent se désintéresser de l'idée qu'ils pourraient très bien, dans de nombreux cas, instituer des systèmes de sécurité collective pour se défendre contre toute agression extérieure au lieu de s'endetter de plus en plus lourdement pour payer un équipement qui, en réalité — et fort heureusement — ne sera sans doute jamais utilisé pour faire la guerre.

Les répercussions politiques dangereuses de la militarisation croissante, avec ses menaces pour les droits de l'homme, sont évidentes pour tous, comme l'est aussi l'incapacité croissante des pays du tiers-monde à satisfaire les besoins même les plus élémentaires de leurs peuples.

L'initiative prise en Suisse par un groupe dit « marginal » et qui recueille plus de cent mille signatures pour l'abolition de l'armée doit faire réfléchir surtout dans les petits pays du tiers-monde, comme doivent faire réfléchir les discussions actuellement en cours en Italie sur les mesures à prendre pour la limitation des exportations d'armes à destination des pays bénéficiant de l'aide publique de développement.

Louis XIV avait fait inscrire sur les canons de son armée : « Ultima ratio regum » (Le dernier recours des rois). Aujourd'hui l'on est fondé à se demander si la fusée, le char ou le Mirage ne sont pas devenus la première priorité et si certains n'ont pas froidement choisi de régner — même sur des cimetières !

(1) Le Monde du 31 juillet.  
(2) Le Monde du 3 septembre.

### En voie de développement ?

Dans les rencontres ministérielles internationales récentes (Punta-del-Este), dans les colloques (Genève), dans les ouvrages et les revues, le tiers-monde tient toujours une place de choix. Ce qui n'améliore pas son sort. Albert Tévoédjré s'afflige des dépenses militaires des pays du Sud ; Gilbert Étienne demande que l'on ne tombe pas d'un dogmatisme (socialiste) dans un autre (libéral) et Abdessamad Mouhieddine estime que les pays pourvoyeurs de main-d'œuvre ont davantage besoin de cette richesse humaine que les pays hôtes.

### Chassez le dogmatisme, il revient au galop

Les Occidentaux n'ont pas à jouer le rôle de mentor mais celui de courroie de transmission

par GILBERT ÉTIENNE (\*)

« SUIVEZ Reagan, prenez la première porte à droite, libérez l'initiative privée et tout ira pour le mieux. Ainsi peut se résumer la vulgate propagée par les disciples du président Reagan aux élites du tiers-monde déçues par les mille et une faces du socialisme. Et nos ténors américains, comme leurs émules européens, d'ajouter : « Voyez comme ça marche, de la Chine à l'Algérie, de l'Afrique noire à l'Amérique latine. »

Il est exact que le dogmatisme socialiste ou socialisant, voire populiste, recule dans un nombre croissant de pays en développement, mais le mouvement s'est amorcé bien avant l'arrivée au pouvoir du président Reagan. On le perçoit en Asie dès la fin des années 70. En Inde, au Pakistan, au Bangladesh, en Chine, les esprits clairvoyants se rendent à cette évidence : « Qui trop embrasse mal étreint. » L'Etat doit en faire moins et mieux, ce qui déclenche des réformes, des allègements ou des suppressions des contrôles étatiques. Le secteur privé est davantage encouragé dans le sous-continents indien : il repart en Chine.

Ces tendances se renforcent peu à peu. Il faut du temps pour réduire les oppositions. En Inde, l'arrivée inopinée de Rajiv Gandhi au pouvoir (1984) injecte du sang neuf et accélère le mouvement.

L'Indonésie, quant à elle, mettrait un terme à son socialisme échevelé après la chute du président Soekarno (1965-1967). La Corée du Sud, l'île de Taïwan créent, dès les années 60, des systèmes pragmatiques dont on sait le succès. En Égypte, en Algérie, on a commencé à s'interroger sur les vertus du socialisme il y a déjà plusieurs années. Plus récemment, des pays comme Madagascar et le Mozambique s'efforcent de réduire le rôle de l'Etat, tout au moins dans les campagnes.

Toutes ces évolutions qui se rapprochent doivent peu aux influences étrangères. Elles sont

nées des défauts des systèmes économiques adoptés, d'un certain recul, d'une expérience accumulée avec le temps. Voir entre autres les innombrables programmes sociaux qui sont allés exactement à des fins contraires : renforçant les aantis au lieu d'aider les pauvres...

#### Trop d'Etat et pas assez d'Etat

Au sujet du rôle de l'Etat, les pays du tiers-monde affrontent des problèmes qui ne recouvrent pas partiellement les nôtres. C'est vrai qu'il y a trop d'Etat, d'où les réformes évoquées ci-dessus qui, en même temps, permettent de limiter la corruption. Mais, d'un autre côté, il n'y a pas assez d'Etat. De vastes pans de la vie économique et sociale échappent aux lois et aux règlements. Citons en vrac quelques faiblesses généralisées : les conditions de travail des enfants, la surcharge des camions avec pour conséquence de nombreux accidents et des routes vite abîmées, les innombrables fraudes en matière d'adultération de produits alimentaires, d'engrais chimiques, de pesticides... et combien d'autres formes de « combine » et d'arbitraire.

Secondement, le paysan et l'industriel ne peuvent pas tout faire par leurs seuls moyens. La pompe n'est pas un remède universel. De vastes espaces doivent faire l'objet de gros travaux d'irrigation et de drainage. L'industrie, privée ou publique, a besoin d'électricité dont une très large part ne peut venir du secteur privé.

En bref, il est troublant de constater qu'au moment où les

(\*) Professeur à l'Institut universitaire des hautes études internationales et à l'Institut universitaire d'études de développement (Genève).

dogmatismes de gauche reculent, un nouveau dogmatisme entre, celui-ci par la porte de droite. Les élites dirigeantes de nombreux pays du tiers-monde n'ont pas besoin de mentors ou de digneurs de conseils, y compris les mieux intentionnés. Là où les Occidentaux peuvent par contre jouer un rôle utile, c'est en tant que courroie de transmission. Les Latino-Américains, les Africains, les Asiatiques sont, en tout cas, aussi ethnocentriques que nous. Ils savent fort peu de ce qui se passe dans d'autres parties du tiers-monde. Or ils pourraient s'enrichir mutuellement en se connaissant mieux. Contribuer à faire circuler les idées et les échanges d'expériences, voilà des champs d'action où il reste énormément à faire pour les instituts occidentaux de recherche et les organisations d'aide au développement.

### Une chance pour les pays pauvres : le retour des immigrés

La société française ne peut être multiculturelle en dehors de la clarté et de la transparence

par ABDESSAMAD MOUHIEDDINE (\*)

DEPUIS une décennie, un discours tiers-mondiste, particulièrement militant, souvent pathétique, en faveur des immigrés, a meublé la scène intellectuelle et médiatique française. Aujourd'hui, ce discours est violemment infirmé par les réalités économiques, politiques et socio-culturelles.

Les immigrés, disons-le de suite, sont devenus économiquement inutiles, politiquement « angoissants » et socialement indésirables. D'autre part, les économies des pays pourvoyeurs de main-d'œuvre ont davantage besoin de cette richesse humaine que les pays hôtes. Mehdi Elmandjra classe le déficit en cadres moyens et en OS parmi les premiers han-

dicaps empêchant les industries des pays du Sud de prospérer. Or les immigrés ont bien acquis quelque maîtrise des machines et des outils et peuvent, grâce à leur expérience, devenir la chance historique de leurs sociétés quasi archaïques. Ils peuvent peser sur le destin de leurs nations en constituant une force nouvelle capable d'instituer des réflexes socio-économiques inédits.

D'où l'opportunité politique d'obtenir que ces populations dépayssées et dépayssées regagnent leurs pays pour y jouer le rôle qui est le leur, au lieu de végéter en rapatriant le fruit de leur travail. Les régimes en place ne peuvent que se féliciter de l'absence du sang nouveau que peut injecter cette population dorénavant aguerrie par l'apprentissage de la contestation démocratique et l'exercice des libertés. N'est-ce pas un encouragement du sous-développement au sein du Maghreb que de persister à garder injustement ces populations en dehors de leur destin le plus logique ? A quoi servent les transferts de milliards opérés par les immigrés vers leurs pays d'origine sinon à réanimer, au sens ethnique, des machines économiquement atones et socialement injustes ?

Le pluralisme marocain autant que la « démocratie populaire » algérienne ou le système tunisien ont en commun des réalités socio-économiques inquiétantes. Seuls leurs peuples y peuvent quelque chose. Pour y parvenir, ceux-ci doivent réapprendre le sens de l'effort et des responsabilités.

C'est pourquoi les immigrés qui bouchent les canalisations des immeubles en sacrifiant le fameux mouton de l'Aid El Kébir doivent choisir définitivement entre l'insertion en France ou la réinsertion chez eux : l'assimilation ne peut être qu'hypocrite.

Car, à ce rythme, la démocratie française, déjà fragilisée par la montée du racisme, risque d'y laisser ses idéaux et son essence. La société française ne peut être multiculturelle en dehors de la clarté et de la transparence. De ce fait, elle ne saurait tolérer, entre

autres, les séjours clandestins ou anarétiques. Cela favorise un environnement où règnent avantage l'insécurité, le banditisme et le terrorisme. Le dialogue des cultures doit pouvoir se passer de la problématique de l'immigration en y apportant, en toute sérénité, les solutions logiques qui s'imposent. Cela n'empêche aucune « tendresse ethno-culturelle », aucune générosité réciproque.

## L'AMOUR EN GUERRE.



DANS LE BOUILLONNEMENT D'IDÉES QUI MARQUE LE MONDE GERMANIQUE DU DÉBUT DU 19<sup>È</sup> SIÈCLE, UNE BELLE HISTOIRE D'AMOUR NE PEUT ÊTRE QUE L'HISTOIRE D'UNE PASSION, CELLE QUE FAIT REVIVRE GILLES LAPOUGE REND HOMMAGE À TOLSTOÏ ET À STENDHAL PAR LA QUALITÉ LITTÉRAIRE DE SES CROISEMENTS FASTUEUX AVEC L'HISTOIRE. LA GRANDE. 312 PAGES, 89 F.

« LA BATAILLE DE WAGRAM » DE GILLES LAPOUGE

FLAMMARION

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,  
75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDIPAR 650572 F  
Télécopieur : (1) 45-23-06-81  
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. le monde

Gérant : André Fontaine,

directeur de la publication

Anciens directeurs :

Hubert Bour-Méry (1944-1969)

Jacques Faure (1969-1982)

André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :

cent ans à compter du

10 décembre 1944.

Capital social :

620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »,

Société anonyme

des lecteurs du Monde,

Le Monde-Entreprises,

M.M. André Fontaine, gérant,

et Hubert Bour-Méry, fondateur.

Administrateur général :

Bernard Wosté

Rédacteur en chef :

Daniel Varon.

Correspondant en chef :

Claude Salas.

5, rue de Montfaucon, 75001 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82 et 45-55-91-71

Tél. MONDIPUB 206 136 F

#### ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 357 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)

L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG

FAVRES-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou

provisaires : nos abonnés sont invités à

formuler leur demande deux semaines

avant leur départ. Joindre la dernière

bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire

tous les monts propres en capitales

l'abonnement.

#### Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composé 36-15 - Tapez LE MONDE

Imprimé

à « Le Monde »

et du Palais

PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles

sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN : 0395 - 2037

#### PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,20 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$ ; Côte-d'Ivoire, 375 F CFA ; Danemark, 9 kr. ; Espagne, 150 pes. ; Grèce, 120 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 9 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 110 esc. ; Roumanie, 200 F CFA ; Suède, 9 kr. ; Suisse, 1,60 S. ; USA, 1,25 \$ ; USA (West Coast), 1,50 \$ ; Yougoslavie, 110 din.

(\*) Écrivain et journaliste marocain.



## La session de l'Assemblée générale des Nations unies et le sort de la FINUL

### M. Reagan se dit confiant sur les perspectives d'un accord avec Moscou concernant les armements stratégiques

NEW-YORK  
de notre envoyé spécial

Cassant sur l'affaire Daniloff, mais évitant soigneusement de poser aucune sorte d'ultimatum, M. Reagan s'est montré particulièrement confiant, lundi 22 septembre, sur les perspectives d'accord sur le contrôle des armements avec Moscou.

« Les contacts que nous avons eus ces derniers jours ont été très satisfaisants », a déclaré le président américain devant l'Assemblée générale des Nations unies, pour la réduction des armements. Le blocage des pourparlers pourrait être levé si les deux parties intensifient leurs efforts », a ajouté M. Reagan, après s'être félicité de ce que l'URSS ait « maintes fois accepté notre idée d'une réduction radicale dans les systèmes offensifs ».

« Il y a eu du mouvement », a encore dit M. Reagan en faisant état de l'espoir que tout cela [lui] donne. Quelques heures plus tard, la délégation soviétique convoquée, de son côté, la presse pour souligner la

satisfaisance de Moscou après l'accord intervenu dimanche à la conférence de Stockholm sur le désarmement en Europe. L'objectif affiché était de faire valoir ainsi que la même bonne volonté manifestée dans la capitale suédoise par l'ensemble des pays concernés (y compris, a-t-il été souligné, par ceux de l'Otan) pouvait redonner vie au processus de contrôle des armements sept ans après le dernier accord intervenu en ce domaine.

Hors la lecture de ce communiqué, le ton s'est posant durci. L'affaire Daniloff ? Sa solution ne poserait pas de problème, mais « dépend de Washington ». Le discours de M. Reagan ? « De nature à susciter une réaction très négative » et une « déception », car l'Union soviétique attendait mieux après les deux journées de discussions de la fin de la semaine dernière entre MM. Shultz et Chevardnadze.

Il n'en reste pas moins que l'impression d'une accélération des pourparlers en cours entre les deux superpuissances prévaut. Il est de ce point de vue frappant que M. Reagan ait admis lundi que « les termes définitifs et offensifs de l'équation stratégique doivent tous deux être pris en compte » et qu'il existe « un

usage offensif potentiel des systèmes défensifs » à propos desquels il a, dit-il, « offert des assurances fermes et concrètes » en réponse aux « préoccupations soviétiques ».

#### Marchandage sur la « guerre des étoiles »

La formule n'implique en elle-même aucune concession sur la « guerre des étoiles », dont le président américain a une nouvelle fois défendu le bien-fondé moral en affirmant qu'elle rendrait « obsolètes » les armes nucléaires. L'initiative de défense stratégique (IDS) est, en revanche, maintenant clairement placée sur la table des négociations. M. Reagan a d'ailleurs officiellement dévoilé dans son discours l'offre contenue dans la lettre qu'il avait adressée, le 25 juillet dernier, à M. Gorbatchev.

En échange d'un accord sur une « réduction radicale » des armes offensives, « il dit » nous sommes prêts « maintenant » à signer [avec les Soviétiques] un accord sur la recherche, le développement, les essais et le déploiement de défenses stratégiques. Le schéma proposé

par Washington consisterait à ce que les deux parties acceptent de se limiter jusqu'en 1991 aux recherches, au développement et aux essais permis, à souligné M. Reagan, par le traité ABM sur les missiles antibalistiques que « les Etats-Unis continuent à respecter malgré les preuves évidentes des violations soviétiques ».

Un « nouveau traité », signé dès à présent, prévoirait en deuxième lieu que si l'une des deux parties décidait après 1991 de passer à l'étape de déploiement elle « serait obligée de proposer un plan de partage des avantages d'une défense stratégique et d'élimination des missiles balistiques offensifs ». Ce plan devrait être négocié en deux ans et, en cas d'échec, un déploiement serait alors autorisé sur simple préavis de six mois.

Concrètement, cela revient à proposer un délai de déploiement de sept ans et demi aux Soviétiques. Ceux-ci souhaitent, quant à eux, obtenir en contrepartie d'une réduction du niveau des armes offensives une confirmation, pour quinze à vingt ans, du traité ABM, qui interdit la mise en place de systèmes antimissiles.

Le président américain s'est également dit prêt à signer « sans délai » un accord sur les missiles de moyenne portée qui seraient également interdits, c'est-à-dire qu'il ne seraient pas dans l'immédiat à leur totale élimination. Il a enfin proposé de marcher « pas à pas » vers un « programme de limitation et au bout du compte d'arrêt des essais nucléaires » dont les prémisses pourraient être la ratification des traités sur les essais souterrains militaires et pacifiques.

#### L'affaire Daniloff

Bien que M. Reagan n'ait pas mâché ses mots sur l'affaire Daniloff (« accusation fabriquée », « une ombre sur nos relations », « un exemple particulièrement inquiétant des transgressions soviétiques des droits de l'homme ») et qu'il ait à nouveau exigé une libération sans condition de cet « otage », rien n'indique aujourd'hui que le « mouvement » puisse s'arrêter, même si le correspondant de US News and World Report n'était pas rapidement autorisé à quitter l'URSS. M. Reagan a aussi répété que « les progrès sur le contrôle des armements » ne pouvaient être séparés du développement des conflits politiques régionaux. Mais là encore, le lien établi entre ces deux dossiers n'a guère paru évident.

Si tôt le discours du président américain terminé, le premier ministre israélien, M. Shimon Pérès, s'est discrètement entretenu avec M. Chevardnadze. Rien n'a filtré de leurs conversations qui ne sont pas exceptionnelles en elles-mêmes mais prennent une signification particulière après le récent accord entre M. Pérès et le président Moubarak sur le principe d'une conférence internationale sur le Proche-Orient.

BERNARD GUETTA.

### Le Conseil de sécurité va se prononcer sur l'évacuation totale du Liban par l'armée israélienne

Israël a massé, lundi 22 septembre, plusieurs centaines de soldats le long de sa frontière nord avec le Liban, pour soutenir l'armée du Liban sud (ALS), financée par Jérusalem, face aux miliciens chiites. Les autorités de Jérusalem ont également suspendu dimanche la délivrance de permis de passage pour Israël aux habitants de la « zone de sécurité ».

Les « casques bleus » français ont, pour leur part, poursuivi, lundi, leur redéploiement dans le sud du Liban en évacuant trois positions supplémentaires dans le cadre des mesures prises pour améliorer la sécurité de leur contingent. Ils ont été remplacés par des Népalais.

NATIONS UNIES  
de notre correspondant

Le débat du Conseil de sécurité, convoqué le vendredi 19 septembre à la demande de la France (le Monde daté 21-22 septembre), s'est poursuivi lundi par l'audition de plusieurs intervenants. Consacrée à l'examen du rapport que M. Perez de Cuellar avait soumis au Conseil à la suite du voyage en Israël, au Liban et en Syrie du secrétaire général adjoint, M. Gouding, la séance a été marquée par une vigoureuse passe d'armes israélo-arabe.

L'ambassadeur d'Israël, M. Benjamin Netanyahu, a sévèrement critiqué les conclusions du rapport quant à la nécessité d'un retrait de l'armée israélienne du sud du Liban. « Les auteurs du rapport », a-t-il dit, « souhaitent faire cesser les attaques contre la FINUL en demandant le départ non pas de ceux qui attaquent les « casques bleus » — c'est-à-dire des hébreux commandés de Téhéran — mais de ceux qui assurent l'ordre dans une région particulièrement troublée. Le retrait de l'armée israélienne n'apporterait pas la paix, bien au contraire : je doute que la FINUL laissée seule dans la région soit en mesure d'empêcher la concentration immédiate sur la frontière israélienne des extrémistes chiites et des partisans de l'O.L.P. ».

#### La rencontre Pérès-Chevardnadze

Le représentant du Liban, M. Rachid Fakhouh, a exigé, quant à lui, « le retrait total, immédiat et inconditionnel » de l'armée israélienne et de ses alliés libanais, ajoutant : « Je demande aux membres du Conseil de sécurité de prévenir l'échec de la plus importante tentative de maintien de la paix de l'histoire de l'Organisation ». Il a été fermement soutenu par l'ambassadeur de la Ligue arabe, M. Maqoud, qui s'est dit persuadé que la crédibilité du Conseil de sécurité était en jeu.

Usant de son droit de réponse, M. Netanyahu a souligné qu'il était impossible, ainsi que le demandait le rapport, de remettre le pouvoir aux autorités libanaises, car « il n'y a pas de gouvernement au Liban, il n'y a que des factions manipulées par la Syrie et l'Iran. Tout le monde ici sait que le gouvernement de Beyrouth n'exerce son pouvoir sur aucune parcelle du territoire, qui est d'ailleurs en partie occupé par l'armée syrienne ».

Dans une intervention mi-figue mi-raisin, le représentant britannique, Sir John Thomson, a donné raison à Israël quant à la responsabilité de l'Iran dans les attaques dont la FINUL est l'objet, tout en insistant sur l'illégalité de l'occupation du sud du Liban.

La séance devrait s'achever mardi par un vote sur le projet de résolution proposé par la France en faveur d'un retrait immédiat de l'armée israélienne.

La situation au Liban et le débat du Conseil de sécurité ont sans doute été évoqués lors de la rencontre, dans un salon des Nations unies, entre le premier ministre israélien, M. Shimon Pérès, et le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Chevardnadze. Le plus grand secret entoure les résultats de la conversation. La délégation israélienne affirme seulement qu'elle a été consacrée essentiellement aux problèmes bilatéraux et à la préparation de la reprise des relations diplomatiques entre les deux pays.

Les nombreux responsables politiques présents à New-York profitent d'ailleurs tous de la grande affluente de la première semaine du débat général afin de nouer des contacts qui, en d'autres circonstances, exigeraient de longs voyages. Le ministre français des affaires étrangères, M. Jean-Bernard Raimond, a eu des entretiens avec ses collègues du Congo, de Bulgarie, de l'Inde et de Cuba. Avec ce dernier, M. Malmierca, il a évoqué la situation de l'opposant cubain, M. Ricardo Bofill, réfugié dans les locaux de l'ambassade de France à La Havane. « Les deux parties ont exposé leur position », a indiqué le porte-parole du quai d'Orsay, ce qui signifie sans doute que les ministres n'ont pas trouvé de solution.

Lors d'un entretien « franc et direct » avec l'ambassadeur de Libye, M. Ali Triki, M. Raimond a redit l'opposition de la France à toute présence militaire étrangère au Tchad. Les entretiens du ministre se poursuivront pendant toute la semaine. Mardi, M. Raimond devait rencontrer son collègue irakien, et l'on s'attendait à un contact avec un représentant de l'Iran.

CHARLES LESCAUT.

### A Vienne Réunion préparatoire à la troisième Conférence sur la sécurité en Europe

Vienne. — Les représentants des trente-cinq pays signataires de l'Acte final d'Helsinki se sont réunis mardi 23 septembre à Vienne afin de préparer la troisième Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), qui s'ouvrira le 4 novembre dans la capitale autrichienne. La durée de cette rencontre ne devrait pas dépasser deux semaines.

Cette réunion préparatoire, à laquelle participent tous les pays d'Europe, sauf l'Albanie, mais également le Canada et les Etats-Unis, s'ouvre sous des auspices plutôt favorables au lendemain de l'adoption à la conférence de Stockholm (CDE) du premier accord militaire Est-Ouest depuis 1979.

On s'attend que les trente-cinq pays de la CSCE soient représentés à l'ouverture de la conférence, le 4 novembre, par leur ministre des affaires étrangères, ce qui pourrait donner lieu à un nouvel entretien du secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, et du chef de la diplomatie soviétique, M. Chevardnadze.

L'URSS a nommé comme chef de sa délégation à la réunion préparatoire M. Igor Andropov, ambassadeur et fils de l'ancien numéro un soviétique. Les Etats-Unis seront représentés par M. Warren Zimmermann, ancien chef adjoint de la délégation à la conférence de Madrid. — (AFP.)

### Washington se montre mieux disposé envers l'Organisation internationale

NEW-YORK  
De notre envoyé spécial

« Vous avez ma parole : mon pays qui a toujours accordé aux Nations unies un soutien généreux, continuera à jouer un rôle moteur dans l'effort entrepris pour atteindre leurs nobles buts ». Ainsi M. Reagan a-t-il déclaré, lundi 22 septembre, dans son discours à l'Assemblée générale de l'ONU, la réorientation de la politique américaine à l'égard de l'Organisation.

Sans doute le chef de la Maison Blanche ne s'est-il pas arrêté sur ce point, et s'il a rendu hommage au rôle joué par l'ONU depuis plus de quarante ans « pour harmoniser les conflits entre les intérêts nationaux et apporter une contribution significative dans tous les domaines, comme le maintien de la paix, l'aide humanitaire et l'éradication de la maladie », il a aussi souligné combien nombre de ces « nobles idéaux » étaient « souvent restés inaccomplis ».

Les pessimistes, en particulier au sein du secrétariat, balançaient, en outre, valant lundi que M. Reagan n'avait rien annoncé de concret concernant les conséquences financières de ce revirement de Washington vis-à-vis des Nations unies. Et qu'il avait semblé subordonner discrètement un tel retour en grâce à l'adoption du plan de réformes élaboré par les dix-huit experts qui ont récemment remis leur rapport à M. Perez de Cuellar, le secrétaire général.

Il n'en demeure pas moins que le discours du président américain a transformé en certitude ce qui n'était encore qu'une hypothèse : après avoir multiplié les critiques à l'encontre de l'ONU et fait adopter par le Sénat un certain nombre de dispositions tendant à restreindre sévèrement la participation de Washington au budget de l'Organisation, l'entourage de M. Reagan, sans renoncer à son analyse politique

de fond, paraît avoir brusquement mesuré qu'il y avait pour les Etats-Unis plus à perdre qu'à gagner à un désengagement du système des Nations unies.

#### Une contribution financière importante

Sur les quelque 200 millions de dollars qui représentent la contribution financière américaine (le quart du budget total de l'ONU), différentes dispositions législatives du Congrès tendent à priver l'Organisation d'environ 149 millions de dollars. Si on y ajoute les quelque 300 millions de dollars d'arriérés de cotisations dus par d'autres pays — dont l'URSS et ses satellites, qui refusent de financer certains programmes jugés politiquement déplaçants — on mesure à quel point, pour les Nations unies, cette affirmation tardive de la bienveillance américaine peut être importante. Reste à savoir s'il ne sera pas trop difficile à l'administration Reagan de faire revenir les sénateurs sur leur vote de mauvais humeur.

L'affaire des espions soviétiques expulsés et la crise de l'UNESCO ont évidemment fourni des arguments inespérés à ceux qui mènent le combat contre le système onusien. M. Perez de Cuellar, en tout cas, avait fait du revirement de Washington un des préalables à toute nouvelle candidature de sa part. Le secrétaire général a certes usé de métaphores journalistiques et diplomatiques pour faire passer le message, mais il l'a fait avec une rude franchise qui a peut-être contribué à éclaircir les positions. Je ne vois pas, avait-il déclaré en substance, peu avant le discours de M. Reagan, pourquoi je devrais « couler avec le navire ». Si « on » n'est pas disposé à le rallouer, « on » ne doit pas compter sur moi.

Ce langage a, semble-t-il, été entendu à Washington. Si le prési-

dent américain a, incontestablement, ravi la vedette aux autres orateurs de la journée de lundi, il en est tout de même deux qui se sont taillés un joli succès personnel : le roi Juan Carlos et la présidente philippine, M<sup>me</sup> Corason Aquino. Pour la seconde, en particulier, dont l'apparition sur le circuit de télévision intérieur a suscité des attroupements qui n'étaient pas sans rappeler le succès qu'elle avait remporté quelques jours plus tôt à Washington.

M<sup>me</sup> Aquino a fait entendre un langage direct et fort dont la beauté de venue de l'East River n'est finalement pas si contrastée. Evitant tout folklore triomphaliste, elle a expliqué qu'elle s'adressait aux Nations unies avec « un sentiment partagé ». Partagé entre la fierté de représenter un pays qui a récemment recouvré sa liberté et le souvenir du temps où c'était la propre épouse du dictateur déchu qui venait à New-York recueillir des braves. Partagé aussi entre la certitude qu'« un gouvernement ne peut résister éternellement à un peuple soulevé par la volonté de gagner sa liberté » et une constatation discrètement amère à l'égard de l'ONU : cette liberté, pour leur part, les Philippines « l'ont conquise eux-mêmes tout seuls », autrement dit sans le secours de la communauté internationale.

Il y avait dans ce rappel une sorte de revanche implicite à l'égard des Nations unies, même si « Cory » a aussi tenu à montrer qu'elle n'abandonnait pas tout... réalisme » et qu'elle comprenait les exigences de la non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats. La présidente philippine a aussi fait un parallèle entre la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud et son propre combat. Y compris à propos du sort de Winnie et Nelson Mandela, ces « époux séparés » contraints par la politique à prendre un chemin qu'elle-même et son mari Benigno, assassiné à son retour, ont connu.

BERNARD BRIGOULEUX.

### A TRAVERS LE MONDE

#### République sud-africaine

Incidents lors d'une cérémonie à la mémoire des victimes de la catastrophe de Kinross

Pretoria. — Des centaines de mineurs noirs et des syndicalistes du NUM (Syndicat national des mineurs) ont perturbé, lundi 22 septembre, un service funèbre organisé par le compagnon minier Gencor à la mémoire des cent soixante-dix-sept mineurs décédés le 16 septembre, lors de l'explosion dans la mine de Kinross, à 120 kilomètres de Johannesburg. Dès le début du service, près du puits n° 2 où s'est produite la catastrophe, des contestataires ont entonné des chants de libération tels que *Amandla Awetu* le pouvoir au

peuple), en marquant le sol de leurs pieds. Un prêtre noir leur a demandé en vain de rester tranquilles et de ne pas perturber la cérémonie, tandis que les responsables de la mine, les mineurs blancs et environ la moitié des mineurs noirs continuèrent de prier, impassibles.

D'autre part, le président Botha a assisté à la Conférence internationale des syndicats libres (CISL) que son gouvernement était prêt à accepter une inspection internationale des mines sud-africaines, à la suite de la catastrophe de Kinross. — (AFP.)

#### Tchad

M. Foccart se félicite de la politique de réconciliation de M. Hissène Habré

N'Djamena. — M. Jacques Foccart, conseiller spécial pour les affaires africaines, a déclaré, lundi 22

septembre, après un entretien avec le président Hissène Habré, qu'à ses yeux les problèmes intérieurs du Tchad étaient désormais réglés grâce aux efforts de son hôte pour la réconciliation nationale qui ont abouti au ralliement des rebelles codes du Sud et à celui de plusieurs personnalités de l'opposition extérieure.

Le seul problème qui reste est posé par le « voisin » du Tchad, a poursuivi M. Foccart, par allusion à la Libye. Il a indiqué que la France poursuivait son action pour un règlement pacifique du conflit, semblant ainsi écarter toute participation militaire française à une éventuelle tentative de reconquête du Nord par les troupes de M. Hissène Habré.

Le spécialiste de l'Afrique à Matignon quitte le Tchad mercredi matin pour la Côte d'Ivoire, nouvelle étape d'une tournée qu'il avait conduit les jours précédents au Togo, au Congo, au Zaïre et en Centrafrique, « dans le cadre », a-t-il dit, « d'une mission auprès des différents gouvernements pour voir les problèmes qui se posent et examiner ce qu'il est possible de faire pour améliorer les situations ». — (AFP, AP, Reuters.)



### Sur le prisme métaphysique de Descartes

Par Jean-Luc Marion

D'après Jean-Luc Marion, Descartes est métaphysicien. Certes, au sens des médiévaux et d'Aristote, mais surtout parce que le « concept de la métaphysique cartésienne » (Hegel) confirme « la constitution onto-théo-logique de la métaphysique » (Heidegger). A travers ce prisme se décident les possibilités de toute la métaphysique jusqu'à Kant. Pascal l'avait vu : réfuter Descartes, c'est récuser la métaphysique.

Collection « Epiméthée » dirigée par Jean-Luc Marion. 400 pages. 280 F.



LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

حکذا من الاحول



هكذا من الاجل

## Amériques

### CHILI

#### L'armée, cette grande inconnue

SANTIAGO  
de notre envoyé spécial

« Vous les aimez, vous, les militaires ? Mai, pas. Ils sont méchants. » Pour l'achat d'un simple timbre — sur lequel figure un soldat — la posture a réagi vivement. Il y a quelques semaines, des carabiniers franchissant la foule lors de l'enterrement d'une victime des manifestations se sont fait conspuer aux cris d'« Assassins ! ». Cette armée qui défila vendredi 19 septembre, en cette journée qui lui est consacrée, devant le chef de l'Etat, au pas de l'oise (dit « pas régulier au Chili... »), est de moins en moins aimée par la population. Un prélat raconte que, à la question : « Que feriez-vous si un carabinier arrivait avec sa famille à l'église ? », les habitants des poblaciones réagissent par un haut-le-cœur.

Cette armée, ou plutôt ces armées, puisque le système militaire chilien comprend une marine héritière de la marine britannique, une aviation « américaine » et une armée de terre fidèle reproduction de l'armée prussienne, à laquelle s'ajoute le corps des carabiniers, manifeste pourtant parfois son opposition ou ses réserves face à la dictature. Ainsi le

commandant et l'intendant de la cinquième région militaire de Punta Arenas ont condamné, avec les officiers, l'assassinat récent du journaliste Carrasco Tapia. Le général d'aviation Matthei, membre de la junte, s'est maintes fois prononcé sur le nécessaire progrès de la démocratie. Et beaucoup de Chiliens s'accrochent pour souligner que l'attitude des carabiniers à l'égard des personnes détenues est plus « légaliste » que celle de la police politique.

#### Un système très pyramidal

« En fait, dit Augusto Varas, l'un des rares spécialistes de ces questions au Chili, si le gouvernement est aujourd'hui l'un des plus militaires depuis le coup d'Etat de 1973, cette situation cache une grande différence entre les quatre armes. A l'évidence, l'armée de terre, la plus nombreuse, est aussi celle qui a le plus d'influence. Mais cette armée de terre, qui est l'une des plus puissantes d'Amérique latine, est aussi la plus mystérieuse.

Beaucoup d'observateurs avouent en ce domaine une totale ignorance. « A tel point, explique un interlocu-

teur, que l'opposition s'est récemment félicitée de la déclaration des officiers de Punta Arenas, mais elle est incapable de connaître les raisons d'une telle prise de position et de son effet réel au sein de l'armée. » On raconte à ce propos que l'ambassadeur des Etats-Unis a affirmé, après son arrivée à Santiago, avoir été très bien « préparé » en ce qui concerne la vie politique et économique au Chili, mais être surpris par la psychologie de l'armée chilienne et du général Pinochet.

Les seuls officiers qui acceptent les contacts sont le plus souvent à la retraite et sont déjà coupés du milieu dont ils sont issus. « Cette situation s'explique par le système excessivement pyramidal, où toutes les informations remontent vers le chef de l'Etat », dit Augusto Varas. Et le système de contrôle est très complet. Lorsqu'un officier se marie, il doit, par exemple, communiquer la liste complète de ses invités à ses supérieurs.

« La division de la société chilienne, précise Ricardo Nunez, du Parti socialiste (teodanice Briomes), passe bien évidemment par la séparation entre les riches et les pauvres. Mais elle est surtout gigantesque entre civils et militaires. » D'autant plus que ces derniers bénéficient d'un salaire de deux à trois fois supérieur aux salariés des entreprises. De la sorte, l'armée chilienne, qui jouera à l'évidence un rôle dans l'éventuel retour à la démocratie, quelles qu'en soient la date et les modalités, échappe presque totalement à la vie publique.

#### Le régime fragilisé

Pourtant, selon Augusto Varas, beaucoup de militaires souhaitent éviter une guerre civile. Mais, ajoute-t-il, l'opposition néglige trop ce contact — difficile — avec les autorités militaires.

« Un général ne va pas à la guerre pour la perdre, explique-t-il. Or, actuellement, c'est un peu comme si l'on demandait à quelqu'un de se jeter dans une piscine sans eau. L'opposition ne veut pas « remplir le bassin », et la situation est de ce fait bloquée. » Et cela alors que de jeunes officiers, qui n'ont pas connu autre chose que la dictature, ont un rôle de plus en plus important dans la lutte contre la guérilla et jouent à Rambo dans la ville. Ce que le militaire assurent la présentation du défilé, vendredi, exprimait à sa manière en annonçant que, parmi les élèves officiers que le général Pinochet passait en revue, figurait le futur chef de l'Etat ou de l'armée d'après l'an 2000.

DENIS HAUTIN-GUIRAUT.

### Sur TF 1

#### Guérilla urbaine à Santiago-du-Chili

« Pas une feuille d'arbre dans ce pays ne bouge sans mon autorisation. » Treize ans après sa prise sanglante du pouvoir, le général Pinochet n'a pas davantage réussi à domestiquer la nature qu'il n'est parvenu à numérotter le peuple chilien. L'attentat auquel il a échappé miraculeusement témoigne même d'une audace accrue de la part des mouvements d'opposition les plus déterminés à abattre le régime.

Une équipe de la télévision française a filmé cet été certains de ces groupes armés à Santiago même ou dans la proche banlieue de la capitale chilienne. Document exceptionnel, ce reportage de Jean-François Boyer, Christian Poveda et Patrick Denaud permet de comprendre la ténacité nouvelle des partisans de la guérilla urbaine contre la dictature militaire, qu'il s'agisse du Front patriotique Manuel-Rodriguez, qui a revendiqué l'attaque contre le général Pinochet, ou du MAPU-Lautaro, un groupe dissident issu de la mouvance démocrate-chrétienne.

Ces hommes, jeunes pour la plupart, se sentent aujourd'hui assez forts pour prendre d'assaut des postes de police, mitrailler l'Ecole d'officiers de Santiago ou s'emparer au pistolet dans un bois de la capitale à un jet de pierre d'une caserne de l'armée. L'arme au poing et le visage masqué, ils n'hésitent pas à lancer en plein jour des actions de « récupération » alimentaire dans les faubourgs de Santiago : un commando intercepte un camion de livraison, s'en rend maître et distribue les vivres à la population avant de disparaître, comme des poissons dans l'eau, dans le dédale des poblaciones.

Nouveaux Robin des Bois, ces « combattants de la liberté » — crédibilisés dans la population la lutte armée, au grand dam de l'opposition modérée. L'obstination du général Pinochet à infliger à tous ses adversaires la même répression féroce fait le jeu des éléments les plus radicaux. Ce n'est pas, pour les partisans de la démocratie, le paradoxe le plus réjouissant de la situation actuelle.

M. L.  
★ « Information », TF 1. « Combattants de la liberté », (coproduction avec les Films du Village), mercredi 24 septembre, 22 h 05.

Se perfectionner, ou apprendre la langue est possible en suivant  
**LES COURS D'ANGLAIS DE LA BBC**  
cours avec explication en français  
Documentation gratuite :  
EDITIONS DISQUES BBC  
8, rue de Bari - 75008 Paris

## Europe

### URSS

#### Six morts dans une tentative de détournement d'avion

MOSCOU  
de notre correspondant

Six personnes ont été tuées, le 20 septembre à Oufa, dans l'Oural, au cours d'une tentative de détournement d'avion, a annoncé l'agence Tass, deux jours après les faits. Deux hommes, décrits comme des « toxicomanes » par l'agence officielle, auraient tenté de détourner un avion transportant 76 passagers. Selon l'agence Tass, ces deux « criminels armés » avaient arrêté un taxi et l'avaient obligé à les conduire à l'aéroport. Poursuivis en voiture ils ont tué deux policiers.

Parvenus à l'avion, ils auraient encore tué deux passagers avant d'être eux-mêmes abattus de l'assaut de l'appareil par les troupes du KGB. L'avion, un Tupolev-134 qui assurait, via Oufa, la liaison entre Kiev, la capitale de l'Ukraine, et la ville sibérienne de Nijnevartovsk, n'a pas quitté la piste.

Les noms des deux auteurs du détournement inachevé, Mamnev et Yagmour, laissent à penser qu'il s'agit de Bachkirs ou de Tatars. Oufa est la capitale de la Bachkirie, une république autonome dans laquelle les Russes sont légèrement minoritaires face aux diverses populations asiatiques.

Tass fait l'éloge du « courage exceptionnel » et du « professionnalisme » des militaires et des hommes du KGB qui ont donné l'assaut. L'agence affirme que l'équipage et les passagers n'ont pas été touchés lors de l'opération et que les deux passagers tués l'avaient été avant

l'assaut. Un compte rendu semblable avait été donné de la tentative de détournement d'avion, en plein vol celle-ci, effectuée à Tbilissi, en novembre 1983, par huit jeunes Géorgiens parmi lesquels plusieurs enfants de l'intelligentsia locale. Il était apparu par la suite que des passagers avaient été tués lors de l'assaut lancé par la police. Sept personnes avaient péri : l'un des pirates, le pilote, un mécanicien, une hôtesse de l'air et trois passagers. L'affaire avait donné lieu, en 1984, à un procès public à Tbilissi. Quatre des pirates furent condamnés à mort.

Un autre détournement d'avion a eu lieu le 19 décembre dernier. L'appareil, un Antonov-24, dux se posait en territoire chinois. L'avion et ses passagers furent rendus dans les quarante-huit heures, signe de l'amélioration des relations entre les deux pays, mais les pirates de l'air furent gardés en Chine pour y être jugés.

La présentation par Tass des deux auteurs du détournement d'Oufa comme des toxicomanes vient à point alors que se poursuivent depuis quelques mois une campagne contre la drogue. Le sujet jadis tabou est amplement traité désormais dans la presse. C'est ainsi que la *Literaturnaya Gazeta* citait en août dernier un sociologue selon lequel la pharmacie des drogues soviétiques vient de familles « aisées ». Un haut responsable de la milice expliquait dans le même hebdomadaire que la drogue ne vient pas pour l'essentiel de l'étranger mais d'URSS même.

DOMINIQUE DHOMBRES.

#### La grande misère des émigrés juifs aux Etats-Unis

MOSCOU  
de notre correspondant

Les téléspectateurs soviétiques ont eu droit, le dimanche 21 septembre, à un document très inhabituel sur la vie des juifs soviétiques qui ont récemment émigré aux Etats-Unis. Le documentaire était conforme à la thèse officielle selon laquelle leur geste est une « erreur tragique », mais les images tournées aux Etats-Unis ont dû faire sursauter plus d'un : on a rarement l'occasion de voir ici les victimes regrettant de vicissitudes de New-York.

Il a fallu pas mal d'habileté au présentateur Henri Borovik pour tirer une conclusion pessimiste du documentaire lui-même. Celui-ci avait, en effet, été réalisé il y a quatre ans pour la chaîne publique américaine PBS. Refusant les clichés et s'attirant les foudres de nombreuses organisations juives américaines, PBS avait insisté sur les difficultés d'adaptation des nouveaux arrivés. Pour faire bon poids, ce documentaire américain était suivi dimanche soir d'un « reportage » de trois quarts d'heure totalement caricatural effectué par la télévision soviétique.

Un pauvre hère trouvé en ne sait où à New-York, presque entièrement désemparé, que tous sont malheureux et qu'ils regrettent la gentillesse de la médecine et de l'enseignement, ainsi que la sécurité de l'emploi. Les téléspectateurs soviétiques — en particulier juifs — ont-ils tous tiré dimanche soir la même conclusion ?

D. Dh.

**8 JOURS EN OR**

Du 24 septembre au 4 octobre

**PREMIER**



**الموسوعة العربية**  
ENCYCLOPÉDIE UNIVERSELLE ARABE  
EN COULEURS  
(ouvrage entièrement en arabe)

Complément indispensable des programmes scolaires, conçu par des pédagogues, outil majeur pour la réussite des études.

21 volumes grand format (22x29), près de 4.000 pages entièrement illustrées en couleurs, plus de 600 monographies et de 9.000 illustrations, reliés luxueusement.

En vente chez :  
**MAISONNEUVE ET LABOUE**  
15, rue Victor-Cousin, 75005 PARIS - Tél. 43.54.32.70

Nom/Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_

Bon pour une documentation gratuite EA



## Europe

RFA : indignation dans les milieux conservateurs

### Un industriel rachète l'empire immobilier des syndicats

BONN  
de notre correspondant

La Fédération des syndicats ouest-allemands (DGB) a annoncé vendredi 19 septembre la vente de son empire immobilier. Le Nene-Heimat, à un industriel berlinois à peu près inconnu. Les dirigeants du DGB se sont d'abord réunis politiquement, puis financièrement, pour discuter la base financière des syndicats ouest-allemands. La solution retenue revient à abandonner à leur sort quelques dizaines de milliers de logements, qui risquent, à plus ou moins brève échéance, de perdre toutes leurs garanties de logement et de louer.

L'indignation des milieux politiques conservateurs était ce week-end à la hauteur de leur surprise en apprenant l'accord passé par le DGB et l'industriel de l'alimentation Horst Schiesser. Les discussions entre les deux parties, qui duraient, croit-on savoir, depuis la mois de novembre 1985, s'étaient restées jusqu'au dernier moment confidentielles. L'ancien responsable de la Dresdner Bank, M. Meier-Pesch, qui avait été chargé par le Nene-Heimat de négocier avec les banques un accord sur l'apurement des dettes du groupe — 17,5 milliards de DM pour un actif estimé à 14 milliards — n'en a été averti lui-même qu'à la veille de la publication. Il a remis sa démission sur-le-champ.

La personnalité de M. Schiesser, il est vrai, de quoi susciter la perplexité. Inconnu des milieux de la finance ouest-allemande, c'est un industriel de Berlin-Ouest dont la surface financière n'a rien à voir avec l'importance du groupe qu'il acquiert. Avec un chiffre d'affaires estimé à environ 300 millions de deutschemarks par les spécialistes, son groupe serait désormais l'un des tout premiers en RFA dans le domaine de la biscuiterie. On lui prête également des intérêts commerciaux dans les secteurs les plus divers, de la distribution de pièces détachées d'automobiles à une chaîne de restaurants. Un homme bien mystérieux, que certains soupçonnent de n'être qu'un homme de paille.

Les termes de l'accord conclu entre lui et le DGB restent pour le moment tout aussi mystérieux. Le prix de vente est tenu secret. Selon des informations non confirmées, le holding, qui regroupe tous les intérêts industriels et financiers du DGB, se serait engagé à prendre à sa charge 400 millions de deutschemarks de pertes sur l'exercice 1985 et 600 millions de deutschemarks sur l'exercice 1987. La banque des syndicats fournirait, en outre, la première année un crédit de 100 millions de deutschemarks éventuellement renouvelable les deux années suivantes, la transaction porte sur environ 190 000 logements. Le DGB conserverait momentanément les 73 000 logements restants en Rhénanie-du-Nord-Westphalie et en Hesse, où les gouvernements régionaux sociaux-démocrates se sont engagés à trouver une solution.

#### Mauvaise gestion et corruption

Fondée en 1954 à partir du regroupement de toutes les sociétés immobilières d'origine syndicale, le Nene-Heimat a joué un rôle important pendant les années d'après-guerre dans la construction de logements sociaux. Jusqu'au jour où son tout-puissant patron, Albert Victor, s'est trouvé un peu à l'étroit dans le confort de son statut d'utilité publique. C'était l'époque où la spéculation immobilière battait son plein en RFA. Assis sur ses 350 000 logements sociaux, M. Victor devait se contenter de maigres bénéfices, alors qu'un peu partout des fortunes colossales se faisaient en spéculant sur la pierre. Une seconde société, de droit commun celle-là, fut créée pour utiliser les bénéfices de la première. Ce fut la naissance de Nene-Heimat-Städtebau, mais aussi de nombreuses filiales servant toutes plus ou moins à pomper les finances de la maison mère, notamment en facturant des services fictifs ou surévalués.

Il faut croire cependant que le fait de M. Victor n'était pas à la hauteur de ses ambitions. Les investissements à l'étranger, comme celui du Front de Seine à Paris, se révélaient désastreux. La situation n'est

guère plus brillante en RFA. A la suite de l'effondrement du marché immobilier, Nene-Heimat, qui finissait largement ses opérations à crédit se retrouve avec des engagements énormes auprès des banques. Lorsque le scandale éclata, en 1982, c'est la catastrophe. Non seulement les syndicats doivent puiser d'urgence dans leurs caisses de grève 1,3 milliard de deutschemarks pour sponger les erreurs de spéculation à l'étranger, mais on découvre peu à peu que beaucoup de dirigeants de Nene-Heimat et de ses filiales avaient utilisé des fonds à leurs fins personnelles.

Le sauvetage se révèle plus difficile que prévu. Une partie des terrains acquis à prix d'or sont totalement inutilisables ; le parc immobilier ne cesse de se déprécier du fait de la crise du bâtiment. Le DGB s'était efforcé ces derniers mois d'intéresser le gouvernement fédéral et celui des Länder à son sort pour maintenir au moins le statut social de ses logements. Les partis de la majorité, qui ont obtenu en juin dernier la création d'une commission d'enquête parlementaire sur les agissements du Nene-Heimat, exigent que les syndicats fournissent eux-mêmes les quelques milliards de deutschemarks nécessaires à une apurement des comptes du groupe, ce que le DGB ne pouvait accepter sans risquer de voir s'écrouler son assise financière. La solution Schiesser lui permet de se tirer d'affaire au meilleur compte, en laissant aux banques le soin de trouver un accord avec le nouveau propriétaire.

HENRI DE BRESSON.

**PRINTEMPS**

**5650<sup>F</sup>**  
Banquette-lit exclusivité PRINTEMPS

**3955<sup>F</sup>**

**8 JOURS EN OR**

— 30 %  
sur la banquette-lit recouverte 100 % coton, matelas Dunlopillo DUNLOPILLO (L. 155 cm - P. 98 cm - H. 85 cm) couchage : 140 x 200.  
PRINTEMPS Hausmann/Nation Parly 2/Vélizy 2/Ternes.

**COMMENT CREER SON PROPRE EMPLOI**

SCIENCE & VIE  
**ECONOMIE** OCTOBRE

**I'M THE CESTONE**

### Un des romans les plus sulfureux du XVIII<sup>e</sup> siècle

La Religieuse, ou ce qu'il advint à la jeune Suzanne Simonin qui, à seize ans et demi, fut enfermée par sa famille dans trois couvents successifs où elle connut les pires turpitudes.

Ce roman qui fit scandale jusqu'à nos jours, précède et annonce les œuvres du marquis de Sade dont il n'a cependant ni les outrances ni le mauvais style. On y trouve les mêmes ingrédients : une famille sans scrupules qui se débarrasse d'un enfant pour s'emparer de sa dot, un univers carcéral où des esprits pervers par l'enfermement donnent libre cours à leurs passions, l'innocence et la candeur victimes de la folie et du cynisme...

Mais derrière ce sombre récit et ces tableaux licencieux, le lecteur découvre un appel

### un chef-d'œuvre piquant du XVIII<sup>e</sup> siècle vu par J. David



## La Religieuse de Diderot

vibrant à la liberté et une dénonciation implacable des mœurs du temps. Ce souffle et cette lucidité font de ce livre un des textes importants du XVIII<sup>e</sup> siècle. Il faut ajouter à cela le style éblouissant de Diderot et l'on comprendra pourquoi ce beau roman reste une des œuvres les plus estimées de notre temps.

**Des images somptueuses**  
Pour illustrer ma Religieuse j'ai fait appel à un des dessinateurs les plus brillants d'aujourd'hui. Il s'agit de José David, un artiste de la nouvelle école portugaise dont les œuvres incisives ont été exposées à Paris et ailleurs. La fond mystique de ses origines associée au côté frondeur de la nouvelle école font un mélange savoureux tout à fait dans le caractère du chef-d'œuvre de Diderot.

José David nous donne ici 30 compositions originales que j'ai sélectionnées moi-même parmi une cinquantaine de dessins. Ces tableaux inédits

donnent à mon livre un caractère précieux et unique qui augmente sa valeur. Une valeur qui suivra la cote croissante du jeune peintre.

**Un livre beau comme les in-octavo d'autrefois**  
La beauté d'une reliure plein cuir de mouton véritable, la richesse d'un décor original frappé en or 22 carats sur le

dos et en somptueux "à-froid" sur les plats, la charme d'un papier chiffon inaltérable authentifié par le filigrane infalsifiable aux deux canons, tous ces matériaux nobles et tous ces soins font de mon Diderot un livre précieux entre tous. Ajoutez à cela la tête dorée à l'or fin, les cahiers cousus au fil fort, les gardes assorties, les tranche-files et le signet tressés, et vous comprendrez pourquoi un "Jean de Bonnot" est un livre pas comme les autres. Un livre fait pour durer. Un livre que la patine du temps embellit chaque année.

**30 illustrations inédites d'un grand artiste contemporain**

#### Garantie à vie

Il vaut mieux avoir moins de livres mais les choisir avec goût. Jean de Bonnot ne publie que des textes de qualité, imprimés, illustrés et reliés dans la grande tradition du passé. Ces livres se patinent et embellissent avec le temps. C'est pourquoi je m'engage à les racheter au prix d'achat fait au souscripteur.

*Jean de Bonnot*

Le prix exceptionnel de cet ouvrage nous oblige à limiter le tirage. Nous vous prions donc de nous excuser si nous ne pouvons pas honorer les demandes tardives.

### SUISSE : polémique dans le canton de Vaud

### Les étranges conceptions de Mme Paschoud, professeur d'histoire et officier

BERNE  
de notre correspondant

Rarement sujet aura suscité autant de discussions dans le paisible canton de Vaud que l'affaire Paschoud, du nom de cette enseignante de Lausanne ayant publiquement mis en doute l'existence des chambres à gaz nazies.

Collaboratrice d'une feuille confidentielle d'extrême droite la *Pamphlet*, Mme Mariette Paschoud n'avait jamais dissimulé ses sympathies pour des pseudo-historiens cherchant à réhabiliter le nazisme sous couvert de « révisionnisme ». Elle a attiré l'attention de ses compatriotes en apportant sa caution, le 30 juillet lors d'une conférence de presse à Paris, aux allégations de M. Henri Rogues, dont la thèse douteuse a été annulée par le ministre de l'éducation.

La présence de Mme Paschoud aux côtés de M. Rogues devait provoquer une indignation d'autant plus vive dans l'opinion que l'enseignante venait d'être nommée professeur d'histoire dans un lycée de Lausanne. En outre, Mme Paschoud occupe dans l'armée suisse des fonctions inhabituelles pour une femme : capitaine du service complémentaire féminin, elle est également juge militaire et membre du comité d'une société d'officiers.

A en juger par le volumineux courrier publié par la presse, l'attitude de Mme Paschoud a été largement désapprouvée par la population et des historiens ont dénoncé aussi bien l'imposture de la pseudo-thèse de M. Rogues — que les « élucubrations » de Mme Paschoud, ses « doutes » n'ayant rien à voir avec « les règles les plus élémentaires de la recherche historique ». Seuls, quelques nostalgiques proches de l'action nationale (extrême droite) et des milieux xénophobes ont jugé bon de voler au secours de l'enseignante lausannoise.

Devant un tel tollé, les autorités ne pouvaient pas rester

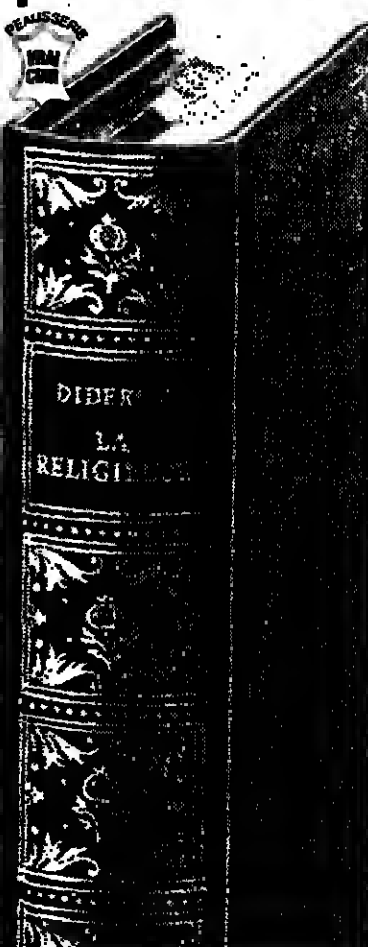
totalellement indifférentes. Seule mesure prise pour l'instant, le gouvernement du canton de Vaud a décidé de retirer provisoirement l'enseignement de l'histoire à Mme Paschoud, en attendant les résultats d'une enquête administrative.

Dépendant cette enquête administrative, et qui pourrait durer plusieurs mois, ne semble pas satisfaire complètement l'opinion. En tout cas pas certains parents dont les enfants doivent suivre les cours de français donnés par Mme Paschoud. Lors de la récente rentrée des classes, des manifestants portant l'étoile jaune ont distribué des tracts de protestation devant le lycée où elle enseigne. Les autres enseignants ont, pour leur part, observé une minute de silence à la mémoire des disparus des camps de la mort et des victimes des chambres à gaz.

#### La position de l'armée

Cette affaire a des prolongements devant le Parlement vaudois. Mardi 2 septembre, un député d'extrême-droite a vivement reproché au gouvernement cantonal d'avoir cédé à la corruption des médias. En revanche, le conseiller fédéral, M. Jean-Pascal Delamuraz, a fait savoir qu'il « déplore et condamne personnellement » les propos de Mme Paschoud. Mais, en même temps, il a tenu à préciser que l'enseignante ne s'est exprimée « ni au titre d'officier de l'armée suisse, ni à celui de juge militaire. Dès lors, a-t-il ajouté, ses déclarations ne tombent pas sous le coup de dispositions nous permettant de sanctionner son attitude ».

JEAN-CLAUDE BUNHER.



هكذا من الاصل



هكذا من الاجل

## Proche-Orient

Entretiens avec le président du Liban et le chef de la diplomatie de Damas

### « Il faut dénoncer les Etats qui soutiennent le terrorisme »

(Suite de la première page.)

« Monsieur le président, la France subit une offensive terroriste d'une rare violence, aussi bien sur son sol qu'en Liban... »

— Oui nous vivons le même martyre. Nous en avons — hélas ! — une longue habitude. Quant à savoir d'où viennent les coups qui vous frappent... Il existe un contentieux entre la France et certains pays, certains Etats que je ne veux pas nommer et qui exploitent le sol libanais pour régler leurs comptes avec elle. C'est là qu'il faut éliminer la cause du problème. Pour notre part, depuis longtemps nous mettons en garde le monde contre ce qui vient de se passer. Certains suspects que vous recherchez à Paris avaient déjà été impliqués ici dans des attentats à la voiture piégée. L'un d'eux visait mon père, un autre mon frère.

— Vous parlez du clan Abdallah ?

— En fait, il s'agit de tout un réseau plus important, d'un terrorisme proprement régional.

— On parle beaucoup de l'assassinat du colonel Gontier ?

— Je ne peux pas incriminer un Etat à ce stade de l'enquête. Je peux seulement vous dire que ces gens-là ont pour sanctuaire des zones du Liban échappant au contrôle de l'Etat et à son autorité.

— Où en est l'enquête sur l'assassinat du colonel Gontier ?

— C'est un crime qui nous a tous beaucoup émus ici et je suis personnellement l'enquête de très près. Elle vient de commencer et nous espérons aboutir à des résultats concrets. Nous avons des soupçons contre certains suspects et des éléments à charge. Mais, comme d'habitude, ces gens-là ont probablement déjà trouvé refuge dans des zones du pays que nous ne contrôlons pas.

— La série d'attentats contre le contingent français pourrait bien avoir pour résultat le retrait de la FINUL du Liban sud. Quelles en seraient les conséquences pour votre pays ?

— Tout simplement désastreuses. Ce qui s'est passé en 1983, lorsque le Force multinationale a baissé les bras, est en train de se reproduire avec les « casques bleus ». Des soldats français meurent sans qu'on comprenne le sens de leur sacrifice. Du coup, on pense au retrait, c'est-à-dire à l'abdication...

— Ne serait-ce pas la seule attitude réaliste ?

— C'est une abdication. Dans ce genre de situation, il faut voir loin et avoir du souffle. Déclarer forfait catastrophique. Si vous cédez ici, le terrorisme continuera à aller vous chercher chez vous. Cela ne règlera rien, bien au contraire. Le terrorisme est en train d'empoisonner l'existence de la communauté internationale. Il faut le combattre à la source.

— Certes, mais comment ? Où situez-vous cette source ?

— Il faut d'abord dénoncer les Etats qui soutiennent le terrorisme. Les désigner par leur nom, ne pas passer de compromis avec eux. Et, en ce qui vous concerne, il faut aider le Liban à rétablir sa souveraineté sur tout son territoire national. Du même coup, vous éliminerez les repaires, les sanctuaires où les terroristes prospèrent actuellement.

— Pour l'instant, monsieur le président, un semblant d'acheminement vers le retrait de la FINUL ?

— Je vous le répète, pour tous ce serait un désastre. Israël récupérerait une partie du territoire. Un nouvel exode de population submergerait Beyrouth. L'intégrisme serait exacerbé au sud. Nous serions encore plus déstabilisés. Je crois qu'un tel retrait relancerait dramatiquement tous nos problèmes, et je ne sais pas où cela pourrait nous mener. Peut-être à l'avenue. Quelle belle victoire pour le terrorisme ! Quelle prime à la poursuite de son action ! Sans parler du discrédit et de l'abdication de l'ONU acceptant de plier bagages et de renier sa propre décision sous la pression. Car notre population du Sud est dans sa majorité solidaire avec votre contingent et l'a manifesté avec éclat il y a quelques jours.

— L'Iran a jeté de l'huile sur le feu en proclamant son hostilité à la résolution 425, base de la présence des « casques bleus »...

— Je regrette vivement cette attitude hostile de l'Iran. C'est une atteinte à notre souveraineté nationale. En outre, le consensus libanais et international pour approuver cette résolution est général. J'ajoute que l'Iran connaît bien les conséquences d'un retrait de la FINUL.

#### « Il n'y a pas de juste milieu »

— L'opinion française, déjà émue par le drame des otages, peut-elle voir longtemps nos soldats tués ou blessés au fil des jours sans avoir le droit de vraiment se défendre ?

— Je comprends l'émotion des Français, mais la question des otages est inséparable de l'ensemble du problème : ou nous avons du souffle ou nous abdiquons. Ou



la fermeté ou la débâcle. Il n'y a pas de juste milieu. Croyez-moi, quand on a tué ici plus de trois cents « marines » américains et soldats français, si l'Occident avait montré les dents, nous n'en serions pas là.

— Le départ des Occidentaux du Liban ne fait-il pas, d'abord, l'affaire de la Syrie ?

— En ce cas, elle pourrait bien créer une situation plus compliquée qu'elle ne le pense, et voir remplir par d'autres le vide que vous laisseriez ici...

— Par Israël ?

— Pas nécessairement... pas seulement...

— Par votre initiative du 1<sup>er</sup> août, vous avez rétabli au Liban ce que vous appelez le dialogue national. Les ministres recommencent à se rencontrer, à se parler. On a l'impression d'un déblocage, le sentiment d'un début d'espoir. Un retrait de la FINUL va-t-il compromettre tout cela ?

— Ce retrait mettrait à nouveau le feu aux poudres. L'afflux d'Israël pour amplifier les antagonismes ne peuvent que laminer les modérés et encourager les extrémistes. C'est d'autant plus fâcheux que nous avons fait beaucoup de progrès ces derniers temps. Nous revenons de loin...

— Certains vous donnaient même perdant et partant. Ils vous sommaient de démissionner pour ce quatrième anniversaire de votre prise de fonctions. On voulait vous faire payer cher votre refus d'avaliser le plan intermédial parrainé par la Syrie...

— C'est vrai, nous avons connu une période très difficile et une dure vague de terrorisme. Mais il y a eu aussi une prise de conscience chez les Libanais. Les Syriens, nos premiers voisins, avec lesquels j'ai toujours prôné les meilleures relations, ont mis de l'eau dans leur vin ces derniers temps. Il y a à nouveau un dialogue sérieux en cours avec eux. Ils évaluent mieux la situation ici. Quant à l'accord tripartite que je n'ai pas entériné, les choses ont également évolué. On ne s'accroche plus à la lettre mais à certains aspects de l'esprit de ce texte. Il y a aussi un réel progrès de notre diplomatie, un regain d'intérêt pour le Liban, notamment en URSS, puisque Moscou a pour la première fois accepté de participer au financement de la FINUL. Bref, la bouteille est toujours aux trois quarts vide, mais on commence à se dire qu'elle est remplie pour un quart. Et sur le plan intérieur, nous en sommes à traiter nos affaires de façon plus saine...

— On a tout de même réclamé sur tous les tons votre démission. (Le président éclate de rire et balaise l'objection de la main.)

— Parlons-en. Tel haut personnage me demandait le mardi avec éclat de démissionner, et le mercredi, remettait en mon nom à son titulaire la décoration que je lui décernais. Quant à la gestion des affaires de l'Etat, les procès-verbaux ont été entérinés à domicile par les ministres empêchés de se réunir. C'est l'ingéniosité libanaise. Ce n'est pas l'idéal, mais cela a permis aux institutions de continuer à fonctionner. Il ne faudrait pas oublier, d'ailleurs, qu'au départ on avait réclamé mon « départ immédiat et inconditionnel », puis on s'est contenté d'exiger la démission collective de l'exécutif, puis la réduction du mandat de six à quatre ans. Et aujourd'hui même les parties au dialogue national d'aboutir rapidement à des résultats. Tout cela montre finalement que cette campagne était artificielle, pour ne pas dire imposée de l'extérieur. Mais il est vrai en revanche que le pays est traversé de fractures verticales et horizontales.

— Verticales, certes, mais horizontales ?

— En fait, les gens sont de plus en plus attachés à leur spécificité culturelle et à leur identité communautaire. La coupure horizontale sépare l'Etat et son administration des citoyens de toutes confessions. Les affaires publiques ont été trop longtemps l'appel à la chasse gardée de quelques politiciens traditionalistes ou féodaux. Il faut restaurer la confiance du peuple en ses responsables. Il faut établir un Etat suffisamment fort pour contrôler la situation sur son sol et, en même temps, assez décentralisé pour répondre aux aspirations des uns et des autres. J'ai hérité d'une partition de fait. Pour en venir à bout sans se jeter dans le vide, il fallait partir de nos institutions. Je suis ouvert au changement et rien n'est intangible. Mais je me suis accroché aux institutions et à la Constitution démocratique du Liban, rare dans la région. Même si cela semble actuellement une fiction, cette fiction est reconnue par la nation et par l'extérieur. Donc, c'est d'elle qu'il faut partir pour reconstruire. Même quand on me critique sur tous les tons, je reste le président de la République.

#### « Cibles et victimes »

— Une République menacée de banqueroute ?

— Non. Même si certains chiffres sont cruels. En 1985, les Libanais ont perdu 62 % de leur pouvoir d'achat et le quart de la population adulte est sans emploi. Mais il y a d'autres réalités, beaucoup plus positives. Notre dette extérieure est très faible : 200 millions de dollars, beaucoup moins que nos voisins. La perte de valeur de la livre libanaise a fossilisé les exportations et, avec leur savoir-faire habituel, les Libanais sont en train de trouver des créneaux partout. L'an dernier, la balance des paiements est devenue excédentaire, et en matière d'infrastructure nous en avons fait autant en trois ans qu'il nous en avait fallu dix auparavant. Il faut tout de même le savoir et ne pas laisser étouffer cela par les explosions du terrorisme.

— On craint aujourd'hui à Beyrouth que la France, dans sa lutte antiterroriste, ne malmène ces amis libanais et ne leur fasse payer, en méfiance et tracasseries, des crimes qu'ils condamnent dans leur immense majorité...

— Je n'en crois rien. L'opinion française n'est pas braquée contre nous. Tout comme vous, nous sommes des cibles et des victimes du terrorisme. Vos restrictions sur l'octroi de visas s'appliquent à tous. Et puis il y a tant de liens spirituels, affectifs, humains. Il y a tant de Libanais chez vous. Ce qu'il faut, c'est ne pas donner la moindre prime au terrorisme. Ne pas pactiser, et continuer à vivre avec fermeté et courage dans tous les domaines. Songez que la présidence de la République du Liban — dans cette tourmente — vient de patronner l'édition par un pianiste de chez nous de la première intégrale de Haydn...

Propos recueillis par PAUL-JEAN FRANCESCHINI.

### « Que cessent les accusations contre la Syrie ! »

(Suite de la première.)

Insistant à plusieurs reprises sur le fait qu'il ne voulait rien dire qui puisse en quoi que ce soit altérer les relations franco-syriennes, M. Chara a implicitement critiqué l'action de la police française, en déclarant : « Nous ne voulons pas donner de leçon au gouvernement français. Nous n'en avons pas le droit, mais c'est dans son intérêt d'analyser la conjoncture et d'arriver à trouver l'identité des vrais terroristes, au lieu de donner du crédit à des hypothèses et à des coups de téléphone de revendications qui peuvent émaner de n'importe qui. »

Visiblement, on se montre sceptique à Damas sur la piste Abdallah, laissant entendre en filigrane que la conférence de presse tenue par Maurice et Robert Abdallah devrait être une preuve suffisante pour les innocenter d'une participation directe aux récents attentats de Paris.

#### Résistance et terrorisme

Rappelant que la Syrie a subi « les actions criminelles du terrorisme » — récemment les attentats contre des autobus ont fait cent cinquante morts et plus de cent cinquante blessés, — M. Chara nous a affirmé : « La Syrie sait concrètement ce qu'est le terrorisme. Quand nous en avons été victimes, comme la France aujourd'hui, nous avons reçu des revendications ; mais nous ne les avons jamais prises au sérieux. Nous n'avons demandé à aucun pays de publier des communiqués de condamnation. Nous nous sommes efforcés de répondre à la seule question qui compte : qui a intérêt à commettre ces actes ? L'important, c'est de découvrir les véritables terroristes, non de faire des spéculations. »

M. Chara explique les accusations de terrorisme, si souvent portées contre la Syrie, par la position de son pays dans le conflit israélo-arabe. « Malgré tous les défis et les menaces d'Israël et des Etats-Unis conjugués et les pressions exercées par quelques pays arabes, la Syrie, nous a-t-il dit, a toujours refusé de faire des concessions sur les territoires occupés par Israël et les droits légitimes du peuple palestinien. Cette attitude est la cause de cette haine, manifestée par l'administration américaine, Israël et quelques cercles occidentaux qui gravitent dans la sphère d'influence israélo-américaine. »

« C'est vrai que notre attitude n'est pas soutenue par tous les gouvernements arabes, mais nous sommes convaincus qu'elle est appuyée par les masses arabes : c'est pour cela que nous sommes obligés de dire que la campagne des médias contre la Syrie a pour premier but de noier notre image et de nous discréditer au sein de la communauté internationale. »

— Publiée

#### SCIENTES-PO

### Nécessité d'une classe préparatoire

L'examen est de plus en plus difficile. Ne gaspillez pas vos chances de réussite. Du 15 oct. au 15 jan., à temps complet, le CEPES renforce la culture générale, les connaissances historiques et géographiques et la méthodologie. Succès importants depuis 20 ans. 57, rue Ch.-Lafitte (82), Neuilly, 47.22.94.94 et 47.45.09.19.

**isth** INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES Depuis 1953

Pour vous aider à réussir à

**CPECF** : rentrée en octobre

cours du jour et stages intensifs

**BTS** : comptabilité et gestion de l'entreprise : 2 ans

enseignement complet, toutes UV, contrôles écrits hebdo.

CENTRE AUTJEUILL : 6, av. Léon-Henzy, 75016 Paris. Tél. : 42.24.10.72 +

CENTRE TOLBIAC : 83, av. d'Italie, 75013 Paris. Tél. : 45.85.59.35 +

près des masses arabes et de l'opinion internationale. L'autre objectif de cette campagne, poursuit le ministre syrien, est de confondre la résistance légitime contre l'occupation avec le terrorisme. L'administration américaine et Israël essaient de pousser certains pays, et surtout la France, à prendre position contre la résistance nationale libanaise et la résistance palestinienne. Quand on accuse la Syrie, qui soutient ces deux mouvements, c'est aussi pour ternir leur image dans le monde. »

M. Chara poursuit : « Je me demande quel est l'intérêt de la Syrie d'avoir des liens avec le terrorisme international ou de l'appuyer. Je ne trouve pas de raison, au contraire, que valide cette thèse. » Sans le dire explicitement, M. Chara répond aux arguments de ceux qui accusent Damas en sous-entendant que la Syrie n'aurait aucun intérêt à commettre de tels actes contre la France à un moment où la position de Paris est « très positive et mieux qu'au paravent » et cela « non seulement au niveau des relations bilatérales, mais aussi parce que la France comme la Syrie, et, contrairement à Israël dans les deux cas, se prononce d'une part nettement en faveur du déploiement de la FINUL le long de la frontière internationale israélo-libanaise et, d'autre part, pour une conférence internationale sur le Proche-Orient. Une attitude qu'ont critiquée en Israël à la fois colommes et faucons », souligne M. Chara.

#### Nous sommes opposés aux attaques contre la FINUL

Le ministre syrien des affaires étrangères convient que les récentes attaques contre des soldats français de la FINUL n'émanaient pas d'Israël. Mais, dit-il, peut-être trop confiant dans l'avenir : « Nous sommes convaincus que les militants du Hezbollah changeront de position si la FINUL se déploie à la frontière. Ils disent aujourd'hui que la FINUL protège en fait la sécurité d'Israël contre la résistance nationale libanaise et que c'est leur droit de résister à l'occupation jusqu'à la frontière internationale. De toute façon, notre position est claire : nous sommes contre les attaques fomentées contre la FINUL et d'accord avec le rapport de M. Perez de Cuellar qui accuse Israël d'être responsable de la tension au Liban sud. »

« De nouveau, je me demande, dit M. Chara, qui a intérêt à commettre des actes terroristes contre la FINUL et contre des civils français à Paris. » La Syrie, poursuit-il, est aussi sérieuse dans sa lutte contre le terrorisme que dans son soutien à la résistance nationale. C'est pour cela que nous ne voulons pas être liés au terrorisme et c'est aussi la raison pour laquelle nous avons fait le possible et l'impossible au Liban pour libérer les otages. Nous avons réussi quelquefois et échoué dans d'autres cas. »

La raison de ces échecs ? La situation au Liban est confuse et

très compliquée, répond M. Chara. Ce n'est pas facile d'aboutir à des résultats, alors même que, dans un pays organisé comme la France, vous avez des difficultés à trouver les vrais terroristes. Notre président a dit, c'est vrai, que la Syrie o de l'influence au Liban, une présence. Mais la Syrie ne gouverne pas le Liban. »

Est-ce pour ménager les protégés de son allié iranien que la Syrie n'a pu faire plus ? « Nous ne faisons pas de concessions sur les principes. Il y a eu des accrochages entre les troupes syriennes et des groupes qui oppriment les ravisseurs. » Mais, poursuit M. Chara, nous refusons qu'on exploite cette affaire d'otages pour saboter et détruire des relations amicales entre la Syrie et l'Iran. »

Sur le point de savoir si l'Iran ne joue pas contre la Syrie au Liban, M. Chara se contente de dire que c'est Israël, en refusant de se retirer du Liban sud, et « ses agents extrémistes qui revendiquent la création d'un Etat chrétien qui ont créé les extrémistes dans l'autre camp. » A la fois, dit-il, ceux qui revendiquent la nécessité d'utiliser la violence partout pour obliger les Israéliens à se retirer du territoire libanais et ceux qui réclament la création d'une République islamique au sud du Liban. Ces deux courants ne sont que des conséquences des deux premiers. M. Chara ajoute : « Nous sommes convaincus qu'il faut s'attaquer aux sources de la maladie et non en énumérer les symptômes. C'est ainsi qu'il faut traiter aussi les racines du terrorisme et non pas seulement ses manifestations extérieures. »

Estimant que le terrorisme peut aussi être le fait de groupes pas toujours soumis à des Etats, M. Chara est revenu aux accusations portées contre son pays à Paris, pour admettre que, malgré la volonté syrienne de maintenir « de solides relations avec Paris, si la campagne antisyrilienne se poursuivait, elle pourrait affecter les relations entre les deux pays ». « Nous sommes convaincus, nous a-t-il affirmé, que cette campagne ne saurait se poursuivre sans la complicité de quelques services au sein du gouvernement français. Si cela continue, nos pourrions conclure, malgré la liberté de presse, que le gouvernement français laisse faire, pour des raisons qui lui appartiennent. » « Nous demandons, a conclu M. Chara, à être traités comme la loi française le veut, dans le cas des accusés de droit commun : tous suspects est présumé innocent. Si des preuves existent, qu'on nous les donne. Sinon, que cessent ces graves accusations. »

FRANÇOISE CHIPPAUX.

**EPG** ECOLE DE GESTION DE PARIS

SEMINAIRES PROFESSIONNELLS GP et GM

2 mois : 100 heures

**GP : Gestion Financière Comptable et Fiscale**

- GFI : Comptabilité Générale, Finance, Fiscalité
- GFI2 : Comptabilité analytique, gestion financière, contrôle de gestion

**GM : Gestion et Management**

- GMI : Economie, Marketing
- GM2 : Banque, Audit comptable et financier, comptabilité comparée

Enseignements concrets, animés par des professionnels, compatibles avec des activités professionnelles et salariales.

EGP - Ecole de Gestion de Paris - 3, impasse Royer Collard 75005 Paris - Tél. (1) 43.25.63.91

Etablissement d'Enseignement Supérieur Association d'éducation à but non lucratif

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

**Le Monde**

ARTS ET SPECTACLES



## Afrique

ZIMBABWE : le prochain ralliement de la ZAPU au pouvoir

### Le dernier combat de M. Joshua Nkomo

HARARE  
de notre envoyé spécial

Serait-ce un hasard si le centre commercial récemment ouvert en plein cœur de Harare a été baptisé « Karigamombe », allusion, en langue shona, à « celui qui a fait tomber le bras », en clair M. Robert Mugabe, le premier ministre zimbabwéen ? Toute activité politique du pays ne tourne-t-elle pas, en effet, depuis quelques mois autour de la fusion « sous un même parapluie » de l'Union nationale africaine du Zimbabwe (ZANU), la formation au pouvoir, et de l'Union populaire africaine du Zimbabwe (ZAPU), le parti rival, qui a justement pour symbole le bras ?

On avait laissé espérer cette remise en ordre à l'occasion du huitième sommet du Mouvement des non-alignés, qui vient de s'achever à Harare. Il n'aurait, en effet, pas déplié à M. Mugabe, d'apparence devant ses pairs comme un pacificateur, ni à M. Joshua Nkomo, le chef de la ZAPU, d'abandonner, enfin, son rôle de « pestiféré » politique. En définitive, les gens au pouvoir ont mesuré les risques de l'opération : et n'ont pas voulu aller au-devant de mauvaises surprises, de troubles, alors même que tout le monde avait les yeux braqués sur Harare.

Dans un camp comme dans l'autre, on se montre résolument optimiste sur le prochain aboutissement de ces négociations, qui, de péripétie en péripétie, traînent en longueur. « M. Nkomo n'a plus de faibles exigences », remarque un observateur. Le vieux chef nationaliste veut simplement trouver une issue honorable à cette brouille qui remonte loin dans le temps, à l'époque de la Rhodésie blanche et de la guerre d'indépendance. Il aurait déjà, accepté par écrit que cette unité se réalise sous le sigle de la ZANU et qu'une partie seulement du comité central de la ZAPU soit intégrée dans celui de la ZANU. « On ne se méprendra pas au paradis si je ne réussis pas à faire la paix », a confié celui qui est considéré comme le « père de Zimbabwe ».

M. Mugabe, de son côté, a facilité les choses en libérant, il y a quelques semaines, une soixantaine de prisonniers politiques, parmi lesquels plusieurs dirigeants de la ZAPU qui avaient été accusés de comploter contre lui. Il a, d'autre part, promis de revoir le cas de ceux, soit encore en prison et dont il évalue le nombre « à moins de deux cents ». Parmi

eux, déteu depuis 1982, le général Dumiso Dabengwa, héritier présumé de M. Nkomo et chef de la ZAPU. Reste à savoir si la libération de ce « dur » est, aux yeux de ses amis, la condition sine qua non d'une réconciliation.

Au sein même de la ZANU, cette réconciliation pose problème car elle aboutira finalement à une redistribution des cartes à l'intérieur du parti et du gouvernement. Tous ceux qui craignent de faire les frais de cette opération tentent, évidemment, de la freiner, voire de la saboter. Elle risque de conduire aussi à un nouveau dosage tribal dans les instances dirigeantes, probablement au profit des Zezurus, l'ethnie de M. Mugabe, et des Ndebelés, celle de M. Nkomo, au détriment des Karangas et des Manicas, les deux autres composantes de l'équipe au pouvoir.

Ces perspectives politiques n'enchanteient guère, non plus, les gouverneurs de province qui, jusqu'ici, ont été des divisions, se sont taillés de petites « baronnies ». Quant aux militants de base, ils ont de mal à se faire à l'idée que leurs homologues de la ZAPU, leurs ennemis de toujours, puissent, désormais, être traités en humains citoyens.

#### La « dissidence » du Matabeleland

En tout cas, M. Nkomo lui-même n'est plus, pour M. Mugabe et les siens, un adversaire avec lequel il faut compter. Ils ont fait ce qu'il fallait pour en arriver là, notamment en jetant en prison ses principaux lieutenants et en pratiquant, à l'encontre des membres de la ZAPU, une politique systématique d'intimidation. Le « père du Zimbabwe » est, aujourd'hui, à soixante ans, un homme malade, brisé et sans avenir, sans grande autorité sur ses propres troupes, soucieux seulement de rétablir honnêtement sa sortie de la scène politique.

En revanche, M. Mugabe n'est pas au bout de ses peines avec les « durs » de la ZAPU, qui n'accepteront pas si facilement de déposer les armes. Déjà qu'on leur ait volé leur guerre d'indépendance et conscients que, tôt ou tard, ils seront dévorés par la ZANU, il n'ont plus grand-chose à perdre. Les autorités zimbabwéennes redoutent que l'Afrique du Sud ne cherche à exploiter cette « dissidence » en maintenant, à peu de frais, la pression dans le Matabeleland, le fief de M. Nkomo.

La dissidence, dans la province « rebelle » du Matabeleland, est, pour le moment, moins active. A l'initiative de M. John Lanrie, l'ancien président de l'Union des fermiers commerciaux, une milice de 250 hommes, payée par les intéressés et armée par le gouvernement, s'est vu confier la protection des agriculteurs locaux. La redoutable cinquième brigade, entraînée par des Nord-Coréens, ne sévit plus dans cette région où elle s'était livrée à des violences sans nom. Depuis trois ans, l'armée régulière a pris le relais et s'est comportée correctement avec la population. Une sixième brigade est en cours de recrutement. Il n'empêche que les violations des droits de l'homme n'appartiennent pas encore au passé. La milice et la jeunesse du parti au pouvoir continuent de se montrer très agressives à l'encontre de tous ceux qu'ils considèrent, à tort ou à raison, comme des opposants politiques.

Quant à M. Enos Nkala, le très actif ministre de l'Intérieur, il dispose d'un corps spécial de police et d'investigation qui travaille directement sous ses ordres et qui n'hésite pas à pratiquer la torture — le supplice de l'eau et les chocs électriques notamment — pour faire avouer les « suspects ».

« Les violations des droits de l'homme dénoncées par Amnesty International ne sont pas des vues de l'esprit », confirment de nombreux observateurs. On comprend, dès lors, que les autorités locales aient récemment déclaré cette organisation humanitaire « ennemie de la nation » et qu'elles se livrent, en ce moment, à une chasse effrénée aux informateurs d'Amnesty. Il est, à leurs yeux, d'autant plus nécessaire de discréditer celle-ci que le jour où la libération de tous les prisonniers politiques sera décidée et qu'elle se rendra compte alors qu'il en manque des centaines à l'appel, Amnesty ne pourra pas rester silencieuse.

Fusionner deux partis politiques est une chose, mais réunifier le peuple zimbabwéen en est une autre, bien plus compliquée. « L'irréductibilité du Matabeleland n'est pas prête de disparaître », soulignent des observateurs. Il y aura toujours des incidents qui serviront de prétextes à de nouveaux troubles. Les Ndebelés se sentent, en effet, beaucoup plus proches de leurs voisins du Sud, les Zoulous du Transvaal, avec lesquels, jadis, ils formèrent un vaste empire, qu'avec leurs voisins du Nord, les Shonas, qui gouvernent à Harare.

JACQUES DE BARRIN.



Plus vite,  
moins cher!

en permanence  
**1000 PEUGEOT**  
en stock

Ne commandez pas votre PEUGEOT  
sans nous avoir téléphoné

**NEUBAUER**

c'est la garantie du prix et du service!

48.20.07.24

■ Le Crédit National a pour  
vocation le développement  
des entreprises. Prêts à taux  
fixe, renouvelable ou révi-  
sable, prêts en francs, dol-  
lars ou ECU, opérations de  
crédit-bail, de 3 à 20 ans...

Quels que soient leur taille  
et leur projet, toutes les en-  
treprises trouvent dans la  
gamme des prêts du Crédit  
National des produits adap-  
tés à leurs besoins financiers.  
**LE CRÉDIT NATIONAL, LES  
MOYENS DE LA RÉUSSITE.**



**"AVEC LES PRETS DU  
CREDIT NATIONAL  
MON ENTREPRISE A FAIT  
UN GRAND BOND EN AVANT."**

Mao-ze-Dong

**Crédit National**

45, rue Saint-Dominique, 75007 PARIS - Tél. (1) 45.50.90.00. Lynn - Lille - Marseille  
- Nantes - Nancy - Bordeaux - Strasbourg - Rouen - Dijon - Toulouse - Orléans  
- Besançon - Poitiers - Quimper - Grenoble - Reims - Amiens - Ile-de-France.

#### KENYA

### Quand le clergé défend le secret de l'isolement...

NAIROBI  
De notre correspondant.

Une affaire d'Etat, presque une guerre de religion, autour d'une nouvelle procédure de vote. Lorsque, fin août, la conférence annuelle des députés de la KANU, la parti unique au pouvoir, décide d'organiser, lors des futures élections, notamment les législatives de 1988, des « primaires » au cours desquelles tous les électeurs sans exception se penchent en file indienne derrière le candidat de leur choix, le Conseil national des Eglises du Kenya (NCKC) fit aussitôt connaître son refus de se plier à pareille réglementation, que certains jugèrent même anti-constitutionnelle.

D'éminents membres du clergé expliquèrent alors qu'ils ne pouvaient décemment pas prendre ainsi ouvertement position dans une consultation, que leur vocation était de se tenir au-dessus de la mêlée politique et qu'en conséquence ils souhaitaient continuer à exercer leurs droits civiques dans le secret de l'isolement.

Quel scandale soulevèrent ces propos quasiment sacrilèges ! Comment donc, ces pasteurs, hommes à priori instruits et éclairés, n'avaient-ils pas compris que cette réforme visait à assainir les pratiques électorales, celle, par exemple, qui consistait, pour un candidat à la candidature à acheter son droit à briser le suffrage des électeurs ? Désormais, ceux qui auront physiquement rassemblé derrière leur nom 70 % des votants seront automatiquement déclarés élus. Pour les autres, sera organisé un scrutin de rattrapage selon la bonne vieille tradition démocratique.

« Il se pourrait que beaucoup de pays africains et le reste du monde jugent nécessaire d'appliquer ce système électoral », souligne, avec fierté, M. Daniel Arap Moi, le chef de l'Etat kenyan. Or voilà que les membres du clergé

l'estiment attentatoire à leur dignité. Toute la classe politique, des gens en vue aux courtisans, se range derrière le président, qui mit ouvertement en doute la fidélité et la sincérité des hommes d'Eglise à l'égard du régime.

M. Moi, qui s'est donné pour devise « Paix, amour et unité », fit comprendre au clergé qu'il n'avait, en matière spirituelle, aucune leçon à recevoir de lui, qu'il ne voyait pas en quoi cette réforme électorale pourrait contrevenir aux dix commandements. Au cours de l'un de ses nombreux « prêchi-prêcha », il invita même son auditoire à « prier pour ces pasteurs, afin qu'ils soient capables de comprendre complètement la Bible... ».

Le ton monta si haut que M. Moi en vint à accuser l'organisation humanitaire World Vision d'avoir financé la réunion « subversive » du NCKC, « au cours de laquelle des résolutions anti-KANU ont été votées ». Le responsable local de cette organisation confirma qu'une subvention de 19 000 dollars avait été effectivement versée au NCKC, mais sans aucune intention malséante. Qu'importe cette mise en point. Le chef de l'Etat s'emporta de plus belle contre les « idéologies étrangères ».

Tout est bien qui finit bien : M. Moi vient de lâcher prise, sans donner d'explication à sa volte-face. Désormais, les fonctionnaires, les militaires et les membres du clergé pourront voter soit à bulletin secret, soit par procuration, sans avoir à se mêler à la foule des waranohi, des citoyens de base, qui feront la queue derrière le candidat de leur choix. Satisfait de cette heureuse issue, le révérend Manasses Kuria, le chef de l'Eglise anglicane, qui fut l'une des âmes du « complot », a demandé une carte de membre à vie de la KANU...

J. D. B.

سكننا من الامل



صكنا من الامل

# Politique

La préparation des élections sénatoriales

## L'autonomie du MRG... et ses limites

Quatre des dix sénateurs radicaux de gauche (le onzième M. Stéphane Bonduel, élu de Charente-Meridionale non concerné par le renouvellement du 25 septembre a, peu avant l'élection, fait part à la direction du MRG de sa décision de quitter le parti; sont renouvelables. Tous quatre sont de nouveaux en lice, toutefois, l'un d'eux, M. André Jouany est en position de suppléant de M. Jean-Michel Baylet qui

fait équipe avec M. Jean Roger, sénateur sortant dans le Tarn-et-Garonne. Dans ce département comme dans celui voisin du Tarn, le MRG a décidé de mettre en application une ligne autonomiste. Il en est de même dans le Vaucluse avec la présence du trésorier national du Mouvement M. Jean-Claude Rieu, allié à un ancien député, M. Marcel Perrin et

dans le Rhône où M. Edmond Maillet conduit une liste.

Dans le Tarn et dans le Rhône, MM. Louis Brives et Jean Mercier qui sollicitent une fois encore le renouvellement de leur mandat, ont quitté le MRG après leur élection de septembre 1977 et font désormais partie de l'actuelle majorité. La voie de l'autonomie a aussi ses limites. Ainsi les autres séna-

teurs sortants radicaux de gauche font cause commune avec leur partenaire socialiste traditionnel : M. France Lachenault en Saône-et-Loire et M. Jean Béranger qui figure en deuxième position derrière M. Jacques Bellanger sur la liste commune dans les Yvelines. En Haute-Saône et dans les Hauts-de-Seine, enfin, des radicaux de gauche se présentent en alliance avec le PS.

## Tarn-et-Garonne : l'illusoire miracle...

MONTAUBAN  
de notre envoyé spécial

Bon, d'accord, il faudrait être quelque peu téméraire pour se risquer à parier un essouffement sur la durée de ce miracle... Mais, pour le moment, c'est une évidence qui s'impose : la campagne pour les élections sénatoriales a bel et bien produit un miracle en Tarn-et-Garonne. Aussi extraordinaire que cela paraisse, les socialistes et les radicaux de gauche ne s'y disputent plus!

Oh! ne croyez pas que les uns et les autres aient soudain fait la paix. Les deux prétendants du PS aux deux sièges à pourvoir au scrutin majoritaire, MM. Jean Carla, maire d'Alberville-Lagarde, conseiller général de Castelnau, président du groupe socialiste de l'Assemblée départementale, et Robert Descazeaux, maire de Garganvillat, conseiller général de Saint-Nicolas-de-la-Grave, ne retirent rien à la litane des accusations de turpitudes en tout genre que leur parti porte contre le chef de file régional du MRG, M. Jean-Michel Baylet, depuis que celui-ci lui a ravi, en mars 1985, la présidence du conseil général. A leurs yeux, l'ancien secrétaire d'Etat aux relations extérieures, par ailleurs directeur général de la toute puissante *Dépêche du Midi*, demeure un insupportable « complice de la droite ».

Pour sa part, M. Baylet continue de répliquer qu'en manœuvrant habilement pour accéder à la présidence de l'Assemblée départementale il n'a fait que laver l'affront fait à sa mère, trois ans auparavant, par les socialistes qui n'avaient pas hésité sur les intrigues, eux non plus,

pour réussir à la déboulonner de ce piédestal. Il n'est pas près d'oublier surtout, les attaques personnelles dont les socialistes le gratifient tout au long de la dernière campagne pour les élections législatives, et encore moins le camouflet qu'il reçut, en définitive, lors de sa défaite devant la liste socialiste dissidente conduite par le maire de Montauban, M. Hubert Gouze.

Non, le vieux contentieux reste entier, le « miracle » illusoire.

### « Nous voulons enterrer la hache de guerre »

Le « miracle », en vérité, a été imposé aux uns et aux autres par les circonstances. Car les socialistes et les radicaux de gauche seront sans aucun doute contraints de composer en cas de second tour de scrutin. Or cette perspective réaliste paraît à peu près certaine puisque cette fois, la droite participe directement à la compétition, par l'intermédiaire de M. Jean Bonhomme, député RPR, maire de Caussade, et M. André Garrigue, conseiller général UDF de Montauban, alors qu'en 1977, trop faible, elle avait laissé le champ libre au MRG qui avait facilement préservé son hégémonie.

Du coup, les candidats du PS mettent une sourdine à l'expression de leur ressentiment en soulignant la volonté unitaire manifestée par les grands électeurs de gauche : « Nous voulons enterrer la hache de guerre, mais, pour le faire, il faut être deux... ». Ils estiment aussi que son échec des législatives a, semble-t-il, eu une heureuse influence sur le comportement de M. Baylet, qui a perdu un peu de sa superbe : « Il est redevenu un homme comme les

autres... ». Mais ils ne vont pas tous jusqu'à croire à une réconciliation. « Moi, je le crois sincère », dit M. Carla. « Moi, non », dit M. Descazeaux. Et, de toute façon, les socialistes savent très bien que le comportement des cinq cent quatre-vingt-huit grands électeurs est imprévisible : « Ils feront ce qu'ils voudront. On les a trop habitués à la guerre pour qu'il y ait un désistement automatique au deuxième tour... ».

M. Baylet adopte, lui aussi, un profil bas : « La hache de guerre, ce n'est pas moi qui l'ai déterrée. Aux législatives, je savais que je ne pouvais gagner dès lors que j'étais attaqué à la fois par Gauche et par Bonhomme, mais je ne pouvais pas me dégonfler. Aujourd'hui, je suis heureux de voir que les attaques personnelles ont cessé... ». Le président du conseil général mène une campagne de notable qui contraste fortement, par sa discrétion, avec la campagne « à l'américaine » qu'il avait conduite en mars dernier. Maître de Valence-d'Agen, il mise, cette fois, autant sur le bilan de son action à la tête du conseil général, en se prévalant de plusieurs initiatives en faveur du développement agricole et rural, que sur l'influence de son quotidien, métamorphosé par la pratique des affaires départementales et par sa participation au gouvernement : « Si je suis élu sénateur, note M. Baylet, j'aurais été, à quarante ans, maire, député, président d'un grand mouvement national, président du conseil général et membre du gouvernement... Pour un crétin, supposé incapable d'exister par lui-même, ce ne serait pas mal... ».

### « Sa mauvaise réputation est surfaite »

S'il est un homme que cette trêve forte amuse beaucoup, c'est bien M. Bonhomme, qui espère tirer les marrons du feu. Ce n'est d'ailleurs pas l'envie de souffler sur les braises qui lui manque : « Les socialistes sont fâchés à avoir quelque animosité à l'égard de M. Baylet qui les a floués en s'efforçant de déboucher à droite, et il y a chez celui-ci, en effet, une part de cynisme assez extraordinaire. Il a eu besoin de la droite pour être élu président du conseil général et maintenant il a besoin des voix de la gauche pour se faire élire sénateur... ». Pourtant, même s'il dénonce à son tour la tutelle que fait peser sur la vie politique du département la *Dépêche du Midi*, « qui a été pendant longtemps d'une inaltérable abnégation », M. Bonhomme n'insiste pas sur ce registre. Lui aussi, il aurait besoin du soutien de quelques grands électeurs de la mouvance radicale pour espérer couronner sa carrière au palais du Luxembourg où le poussent, affirme-t-il, son « âge » (soixante-deux ans), son « expérience » et un commencement de bricoler : « Vous savez, les radicaux ont le même biotype que nous : ils sont avant tout pragmatiques... ». Constatant, il crédite volontiers M. Baylet d'un certain dynamisme à la présidence du conseil général.

o RECTIFICATIF. — Plusieurs erreurs de transmission ont altéré le sens de quelques passages de l'article sur les socialistes du Var, paru dans nos éditions du 23 septembre, ainsi que du « chapeau » sur le PS et les élections sénatoriales qui l'accompagnaient. Il était ainsi question d'une « Bérésina » et d'un « effort » socialiste dans un département, le Var, et non plusieurs, comme pouvait le laisser penser un singulier devenu malencontreusement pluriel.

Dans le troisième paragraphe de la deuxième colonne du reportage sur le Var, il fallait lire : « ce système disparaît avec la mort politique let non la machine politique », comme il était imprimé de celui qui l'incarnait.

Dans le cinquième paragraphe de la quatrième colonne, il fallait lire : « les socialistes ont aussi perdu le nerf de la guerre politique » et non le « gros de la guerre politique », comme il était imprimé.

Enfin, dans le deuxième paragraphe de la troisième colonne, nous avons commis un lapsus en citant les résultats du premier tour des « législatives » de 1974. Il s'agissait du premier tour des législatives de 1973.

D'autre part, à propos de la liste de liste socialiste dans les Hauts-de-Seine, l'accord interne au PS prévoyait que M. Pontillon laissera la place à M. Saligmann après les élections municipales de 1989. Il partira donc, non pas à mi-mandat, comme nous l'avons écrit hier par erreur, mais avant (voir le Monde des 2 et 4 juillet).

ALAIN ROLLAT.

Dans le Tarn

## Les plates-bandes de M. Brives

ALBI  
de notre envoyé spécial

Sacré Louis Brives, inépuisable briscard du radicalisme tarnais ! Le voici, à soixante-quatorze ans, engagé dans une nouvelle bataille, plus fidèle que jamais à sa géométrie politique variable. Cette fois, c'est au nom de la gauche démocratique — son groupe au Sénat — que le maire de Cuq-Toulza mène campagne. Le RPR et l'UDF roulent discrètement pour lui. Il a le champ libre à droite. Normal, puisque sa démarche épouse les orientations des radicaux valoisiers depuis qu'il a rompu, en mars 1985, avec le Mouvement des radicaux de gauche qu'il représentait naguère à la présidence du conseil général.

Cet homme de terrain, qui ne se manifeste pas beaucoup au palais du Luxembourg mais qui n'a pas son pareil pour être de tous les mariages et de tous les enterrements dans les communes de son terroir, est essouffé de revanche sur ses anciens partenaires socialistes qui ne lui ont plus renvoyé l'ascenseur depuis longtemps. Il est bien loin le temps où il faisait tandem avec le socialiste Georges Spénale, décédé en 1983... Le successeur de ce dernier, M. Jacques Durand — l'autre sénateur sortant — n'est

pour lui qu'un rival comme un autre.

Louis Brives vendra donc chèrement sa peau face à ces socialistes presomptueux qui briguent les deux sièges à pourvoir, en ayant associé à M. Jacques Durand l'un de leurs deux députés du département, M. Charles Pistre. Il entend bien leur démontrer qu'il n'est pas aussi « usé » qu'ils le prétendent.

Le vieux sénateur veut aussi rebattre le caquet de celui qui l'a « trahi », à l'issue des dernières élections cantonales, en apportant sa voix aux socialistes pour permettre à Jacques Durand de se faire élire à la présidence de l'Assemblée départementale, et qui a ensuite pris sa place à la présidence de la fédération du MRG : ce « trébion » de Jean-Pierre Cabané, vice-président du conseil général, conseiller municipal de Mazamet, qui marche allègrement — non sans efficacité — sur ses chères plates-bandes et qui mène lui aussi une campagne écumenique en plaçant pour « la réconciliation de la France modérée, celle qui plébiscite actuellement la cohabitation ».

Les neuf cent soixante-quatorze grands électeurs du Tarn auront donc le choix entre toutes les nuances du radicalisme, du plus rouge au plus blanc !

A.R.

**CELIBATAIRES**  
voici des rencontres qui  
vous enthousiasmeront !



**La Presse vous dit pourquoi :**

«... Ion International, équipé de graphologues et de psychologues... établit pour chaque candidat son profil psychologique... »

«... On cherche à ce que le coup de foudre se produise sur des bases sérieuses... »

**LE FIGARO**  
«... Multiplier les possibilités de choix, infimes dans la vie courante... »  
Claude Berthod

**ELLE**  
«... Donner plus de chances aux générations futures en les aidant à réduire par des moyens sélectifs les risques d'erreurs... »

Anne de Vitaine  
**VOilà pourquoi vous allez faire, vous aussi, la rencontre de votre vie.**

**Ion International**

Institut de Psychologie fondé en 1930 - PARIS - BRUXELLES - GENEVE

**BON GRATUIT** —

Veuillez m'envoyer sans engagement, sous pli neutre et cacheté, le livret d'information en couleurs « Pour un couple nouveau ».

M. Mme Mlle.....

Prénom.....

Age.....

Adresse.....

Ion International 24119 54 rue Saint-Lazare, 75008 PARIS - Tél. : (01) 45-26-70-85

Ion International 10011 18, r. de la République, 92100 Nanterre - Tél. : 01-30-21-00-21

Ion International 10011 18, r. de la République, 92100 Nanterre - Tél. : 01-30-21-00-21

Ion International 10011 18, r. de la République, 92100 Nanterre - Tél. : 01-30-21-00-21

Ion International 10011 18, r. de la République, 92100 Nanterre - Tél. : 01-30-21-00-21

Ion International 10011 18, r. de la République, 92100 Nanterre - Tél. : 01-30-21-00-21

Ion International 10011 18, r. de la République, 92100 Nanterre - Tél. : 01-30-21-00-21

Ion International 10011 18, r. de la République, 92100 Nanterre - Tél. : 01-30-21-00-21

Ion International 10011 18, r. de la République, 92100 Nanterre - Tél. : 01-30-21-00-21

Ion International 10011 18, r. de la République, 92100 Nanterre - Tél. : 01-30-21-00-21

# Le Minitel a trouvé à qui parler.



**Le Monde sur Minitel**  
36.15 tapez : **LEMONDE**



## Politique

### L'élection législative partielle de Haute-Garonne

#### Pas de face-à-face télévisé entre M. Baudis et M. Jospin

Il n'y aura pas de débat télévisé entre M. Dominique Baudis et M. Lionel Jospin dans le cadre de la campagne électorale pour l'élection législative partielle de Haute-Garonne du 28 septembre. Le maire de Toulouse et le premier secrétaire du PS, têtes de liste respectivement pour la majorité et pour le Parti socialiste, n'avaient pas réussi à tomber d'accord, lundi 22 septembre au soir, pour l'organisation d'un débat dans les conditions définies par la Haute-Autorité le 18 septembre, précise un communiqué de la direction de FR 3 Midi-Pyrénées.

Seize quelques jours auparavant par M. Jospin, (le Monde du 17 septembre), la Haute-Autorité avait, dans son avis, accordé un temps d'intervention télévisé identique pour toutes les listes, représentées ou non à l'Assemblée nationale, donné une « rallonge » de quelques minutes à M. Baudis et M. Jospin et suggéré aux deux protagonistes de se rencontrer dans un débat de conclusion de la campagne sur FR 3.

Cette suggestion n'ayant pas été suivie, d'effet, FR 3 devait organiser, mardi 23 septembre, « un tirage au sort sous contrôle d'huissier, pour définir l'ordre de passage de deux émissions séparées jeudi 25 et vendredi 26 septembre ». Si ce face-à-face avait été alimenté la chronique toulousaine de ces derniers jours, il provoquerait, à contre temps, la colère du PCF. Sous le titre « Scandale à Toulouse », l'« Humanité » du mardi 23 septembre publie une déclaration du bureau politique qui dénonce l'« intolérable traitement de faveur » dont bénéficieraient selon le PCF, les deux hommes. « Il s'agit d'un nouveau et grave scandale, de la volonté de fausser le choix des électeurs (...). La politique du bêtard continue », souligne le bureau politique avant de préciser que « il n'appartient ni à la télévision ni à une quelconque Haute

Autorité de manipuler les électeurs et les électrices ».

D'autre part, M. Jospin a annoncé, lundi soir à Toulouse, qu'il avait déposé plainte pour diffamation contre M. Baudis auprès du procureur de la République. S'exprimant au nom de la fédération socialiste de Haute-Garonne, le premier secrétaire a expliqué qu'il voulait ainsi s'élever contre les propos du maire de Toulouse l'accusant d'« une machination » qui aurait entraîné l'annulation des élections du 16 mars dernier. Interrogé sur RMC, il a indiqué que « des initiatives seront prises prochainement par des dizaines d'élus socialistes qui ne veulent pas être entachés dans leur honneur ».

Dans la soirée de ce même lundi, M. Baudis a accusé une nouvelle fois le PS d'être à l'origine de l'invalidation de l'élection du 16 mars prononcée par le Conseil constitutionnel. Parlant du « parachutage » de M. Jospin en Haute-Garonne, il a estimé : « 1986 est l'année des comètes. Il y a eu celle de Halley, il y a maintenant celle du premier secrétaire du PS ». M. Jospin avait répondu par avance à ce bon mot en lançant à destination du maire de Toulouse : « Il vaut mieux être « parachuté » que fantôme. Puisque M. Baudis a annoncé son intention de ne pas siéger à l'Assemblée nationale, il n'a rien à faire dans cette élection. Qu'il s'occupe de la mairie et du conseil régional ».

Enfin, M. Charles Fitterman, membre du secrétariat du comité central du PCF venu soutenir M. René Piquet, tête de liste communiste, a estimé que « les électeurs de la Haute-Garonne ne seront pas niés par trois ou quatre députés socialistes. Par contre, s'il y a un député communiste, c'est un plus pour les travailleurs et la certitude de la détermination, du dynamisme et de la cohérence ».

### Le projet de loi de programme pour l'outre-mer

#### Le Conseil économique et social juge le texte de M. Pons positif mais insuffisant

Le premier ministre et le ministre des départements et territoires d'outre-mer devaient participer, ce mardi 23 septembre, à la discussion du projet de loi de programme relative au redressement économique et social des DOM, de Saint-Pierre-et-Miquelon et de Mayotte, inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée plénière publique du Conseil économique et social (CES).

Le projet d'avis présenté au nom de la section des économies régionales et de l'aménagement du territoire par M. Guy Jarnac, industriel en Nouvelle-Calédonie et à la Réunion, porte un avis relativement positif sur le texte élaboré par M. Bernard Pons, tout en le jugeant insuffisant.

Après avoir souligné que le « défi majeur » lancé à la communauté nationale par la situation de l'outre-mer est de concilier l'exigence de justice sociale et l'exigence de développement économique, ce rapport estime notamment : « Le projet de loi apparaît comme réponse à l'insistance de la partie sociale globale, qui implique le partage de certaines prestations sociales entre l'individu et la famille, d'une part, et la collectivité, d'autre part. Cette solution est envisageable sous réserve qu'elle aboutisse, à l'issue de la période d'application de la loi de programme, à la stricte égalité sociale ».

Le CES estime, en outre, que le projet du gouvernement est, sur ce point, contraire à la Constitution. « Les différences sont institutionnalisées : l'enfant des DOM, la famille des DOM, n'ont pas les mêmes droits que l'enfant et la famille de métropole. Le principe de l'égalité des droits citoyens, sur lesquels se fonde la Constitution, n'est pas respecté, et, circonstance aggravée, le projet de loi apporte des restrictions à la parité sociale elle-même par ses références à l'effort contributif et aux différences de

structures démographiques. » Le rapporteur propose d'amender le projet afin qu'il soit précisé qu'à l'issue d'une période de cinq ans un nouveau dispositif législatif sur la stricte égalité sociale sera mis en place.

Le CES affirme aussi, dans son avis, que la portée des dotations budgétaires prévues pour assurer de 1987 à 1991 « les moyens nécessaires au redressement économique et social » des quatre départements et des deux collectivités territoriales concernées « doit être relativisée » bien que ces crédits constituent « un plus dans l'action de l'Etat ». Le rapport se demande, en particulier, si les 262 millions de francs prévus chaque année pour assurer le financement de la construction des logements sociaux représentent vraiment une somme à la mesure de l'ambition affichée par le gouvernement.

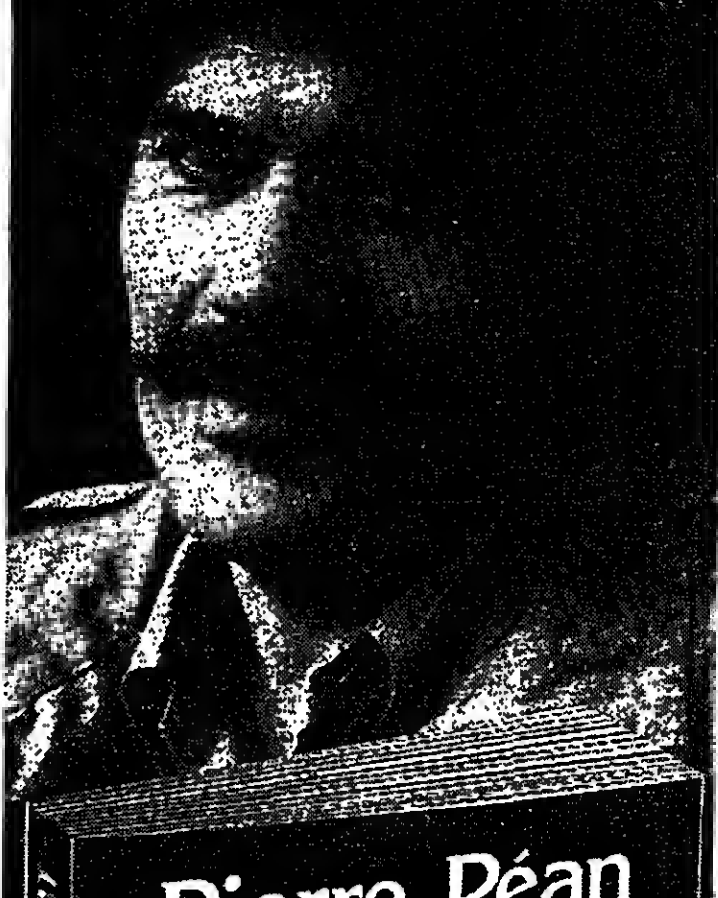
Il considère également que « les conditions essentielles ne sont pas réunies d'une manière évidente » pour prévoir la réussite des expériences de zones franches prévues dans les DOM.

En définitive, le CES juge que, par sa démarche vers plus de justice sociale, par son action pour la baisse des tarifs aériens, par les moyens financiers supplémentaires déployés (...), ce projet de loi constitue une première réponse à tous les défis de l'outre-mer, mais que « la véritable ambition aurait pu être plus vaste ». « Nous aurions aimé que soient posées des questions plus fondamentales », disait lundi M. Jarnac : « Quels investissements pour quel développement ? Quelle agriculture pour quelles spécialisations ? Quelles productions pour quels marchés ? Quelle économie pour quels besoins, pour qui et avec qui ? Le projet de loi n'apporte à ces interrogations que des réponses ponctuelles et partielles. Afin de pallier ces insuffisances, le CES proposera mardi et mercredi à MM. Chirac et Pons divers aménagements avant l'examen du texte par le conseil des ministres, en principe le 8 octobre.

## UNE DESCENTE AUX ENFERS

Une plongée dans les eaux profondes et troubles du secret d'Etat, cette partie immergée de l'iceberg gouvernemental. Tel se présente le livre *Secret d'Etat*, de Pierre Péan, qui a voulu analyser, en dissimulant le moins possible à ses lecteurs, ce qu'il appelle « la France du secret » et « les secrets de la France ». Des institutions. Des mécanismes. Des habitudes. Des fondations. Des hommes, aussi. Autant de rouages d'une « machinerie » d'Etat.

Jacques Isnard  
Le Monde



Pierre Péan

# SECRET D'ETAT

La France du secret, les secrets de la France

Fayard

366 p.  
89F.

FAYARD

### Le premier secrétaire du PS répond à ses contestataires

M. Lionel Jospin a affirmé, mardi 23 septembre sur RTL, à propos des divergences qui sont apparues lors de la dernière réunion du comité directeur du PS, qu'il ne croit pas que son rôle à la tête du PS soit « vraiment » contesté. « Si c'était le cas, a-t-il ajouté, alors on en discuterait au lendemain du 28 septembre [date des élections législatives partielles de Haute-Garonne, où M. Lionel Jospin est tête de liste socialiste], mais de façon beaucoup plus franche, directe et en allant au fond des choses ».

Interrogé sur un éventuel effacement de sa part à la direction du PS au cas où le résultat de Haute-Garonne serait mauvais, M. Jospin a ajouté : « Je ne crois pas que je perdrai du terrain dimanche prochain, donc cette hypothèse ne va pas se concrétiser (...). Le PS va entrer dans une période délicate. Le problème des désignations pour l'élection présidentielle — sauf si François Mitterrand est notre candidat et même, à entendre certains, dans cette hypothèse — risque d'être délicat ».

« Dans cette affaire, j'incarne le Parti socialiste et je représente un élément de stabilité. Fous seraient ceux qui voudraient toucher à cela. Pourquoi ? Pour quoi faire ? Quand la campagne [en Haute-Garonne] sera terminée, tout cela va retomber parce que le résultat sera bon. S'il faut s'expliquer, on va s'expliquer. Ce sont les militants qui diront ce qu'ils pensent ».

### Selon le baromètre de l'IFOP

#### La majorité améliore son image

Le baromètre mensuel IFOP-Le Matin (dont les résultats, recueillis auprès de 877 personnes entre les 8 et le 15 septembre, ont été publiés les 22 et 23 septembre) enregistre une amélioration de l'image de la majorité et une dégradation de celle de l'opposition. Les Français sont aujourd'hui plus nombreux à approuver qu'à désapprouver l'action du gouvernement dans le domaine économique (38 % d'approuvent contre 36 % en août, et ceux qui désapprouvent sont 35 % au lieu de 39 %), et dans le domaine de l'ordre public et de la sécurité (47 % d'approuvent au lieu de 42 % et 35 % au lieu de 42 %). Pour ce qui concerne la politique extérieure, domaine dans lequel ceux qui approuvent le gouvernement sont plus nombreux que ceux qui désapprouvent, et pour ce qui touche un domaine social, où c'est l'inverse, la tendance apparaît globalement favorable au gouvernement.

Les Français sont également plus nombreux à « se sentir proches de la majorité » (43 % au lieu de 39 % en août), tandis que le pourcentage de ceux qui se sentent proches de la gauche diminue de 38 % à 36 %. L'évolution dans les souhaits des Français concernant les résultats d'une élection présidentielle atteste de cette tendance positive pour la droite, puisque 45 % (au lieu de 41 %) souhaitent qu'un tel scrutin soit favorable à la majorité RPR-UDF, 34 % au lieu de 38 % préférant qu'il le soit à la gauche.

Interrogés sur le découpage électoral proposé par le gouvernement, 21 % le juge honnête, 35 % étant d'un avis contraire. 35 % des personnes interrogées approuveraient le chef de l'Etat s'il décidait de ne pas signer l'ordonnance électorale. En revanche, 23 % d'entre elles le désapprouveraient.

● **DECOUPAGE ÉLECTORAL :** le « désaveu » du Conseil d'Etat. — « Il y a de la part du Conseil d'Etat un désaveu sévère pour M. Pasqua », a déclaré, le lundi 22 septembre, M. Jean-Jack Queyranne, porte-parole du PS, à propos de l'avis rendu sur le projet gouvernemental de découpage électoral. « Sur cent lignes, a-t-il ajouté, M. Pasqua a fait vingt-cinq fautes ». M. Queyranne juge que « le Conseil d'Etat a confirmé sa tradition d'indépendance, malgré les injonctions de certains responsables de la majorité », et remarque que pour certains départements, le Conseil d'Etat « rapporte les observations » faites par le PS (...), à l'égard de la géographie biseautée de M. Pasqua ».

A propos de la date de présentation du projet d'ordonnance au conseil des ministres, M. Queyranne a souligné : « Il ne faut pas que le gouvernement cherche à profiter des circonstances [la vague d'attentats terroristes] pour tenter un mauvais coup contre la démocratie ».

### REUSSIR SON BAC GRACE A L'INSTITUT GUILLAUME APOLLINAIRE

1ère S : préparation spéciale rentrée le 24 Septembre  
45, rue du Faubourg  
Montmartre 75009 PARIS ☎ (1) 47 70 63 12  
Enseignement privé mixte  
2ème à Terminale A - B - C - D ; Terminale Sup ; Prépa Sciences - Po

**IAE** INSTITUT D'ADMINISTRATION DES ENTREPRISES  
Université Paris I - Panthéon Sorbonne  
162 rue Saint-Charles 75740 Paris Cedex 15

### SYSTÈMES D'INFORMATION

DEMANDEURS D'EMPLOI FORMATIONS DE 3<sup>e</sup> CYCLE  
**SIPEMO**  
Systèmes d'information  
dans les PME - PMI, à forte dominante micro-informatique  
☎ Patricia BORGES 45.57.28.41

**MISSIL**  
Forme des spécialistes des Systèmes d'information  
dans les Grandes Organisations  
☎ Karin RIPOCHE 45.58.02.28

LE SAVOIR FAIRE DE L'IAE

### fondation saint-simon

#### SEMINAIRES 1986/1987

Islam, société et politique  
Animateur général : Gilbert Kepel  
1<sup>re</sup> séance le 6 octobre 1986

#### A PARTIR DE JANVIER 1987

L'Italie (M. Boffa & G. Martini)  
Le syndicalisme (P. Rosavallon)  
L'individualisme (M. Gaucher & G. Lipovetsky)  
Les idées scientifiques actuelles (G. Jorland)

Ecrire ou tél. à Fondation Saint-Simon  
91 bis, rue du Cherche-Midi, 75006 Paris  
Tél. : (1) 42.22.38.52 & (1) 42.22.29.95

سكزا من الاصل



هكذا من الاصل

# Société

## Trafic d'objets d'art volés entre la France et les Pays-Bas Treize arrestations dans les milieux de l'antiquité et de la brocante

Un réseau de recycleurs franco-néerlandais qui avaient organisé un important trafic d'objets d'art volés entre la France et les Pays-Bas, a été démantelé au cours des derniers jours par les services de police des deux pays.

L'enquête menée en France par le commissaire divisionnaire Raymond Mertz et ses collaborateurs de la brigade de répression du banditisme a établi que des antiquaires et des brocanteurs parisiens se faisaient régulièrement livrer des objets d'art volés. Ces recycleurs parisiens vendaient les objets d'art à des brocanteurs néerlandais qui les écoulaient chez des antiquaires et des collectionneurs.

Les vols des objets et des œuvres d'art ne cessent de progresser chez les particuliers et dans les édifices cultuels où le nombre de larcins a augmenté, en 1985, de 25 % par rapport à 1984. Voilà un mauvais chiffre qui, sans atteindre les records des années 1978, 79 et 80, ne devrait pas laisser indifférents les pouvoirs publics. Même si l'activité des malfaiteurs dans les églises a connu une pause (relative) au cours des six premiers mois de l'année 1986.

Le père Serge Bonnet, directeur de recherche au CNRS constatait avec tristesse, qu'en Lorraine de 1974 à 1984, ont été volés dans les églises et chapelles 409 statues et objets de culte (111 en Meurthe-et-Moselle, 130 en Meuse, 117 en Moselle, 51 dans les Vosges).

### Un véritable pillage

Il s'agit d'un véritable pillage, qui inquiète non seulement les services de police mais aussi le ministère de la culture. Les trois quarts des objets classés (la France en compte 113 000) se trouvent, en effet, dans les églises, le plus beau musée de l'Hexagone. Dix pour cent seulement des œuvres volées sont retrouvées.

Ce sont les églises de campagne qui sont les plus menacées et les plus vulnérables. Legs d'une France rurale et prospère, aux multiples paroisses, ces édifices, quand ils ne sont pas à l'abandon, sont mal surveillés dans des campagnes dépeu-

plées et frappées par la baisse de la pratique religieuse et des vocations sacerdotales. Un curé de campagne peut, aujourd'hui, desservir jusqu'à dix-huit paroisses.

Les régions les plus touchées par le vol sont la Champagne, où il existe une statuaire de grande tradition, la Bretagne, avec ses saints populaires, et les départements limitrophes de la Belgique et de l'Allemagne.

Disparaissent ebandeliers, ciboires, calices, ostensoirs, tableaux et rétables. Ces vols sont souvent l'œuvre de petits voyous qui agissent pour leur compte personnel ou pour répondre à une commande (ce qui est plus rare). L'Association Saint-Louis-de-Gonzague remarque dans une enquête que «soixante-dix-huit pour cent des antiquaires ou brocanteurs parisiens mettaient à la disposition du public des objets provenant des églises». Il faut remarquer, à ce propos, que tous ces objets ne sont pas obligatoirement volés, mais peuvent avoir été vendus par une communauté religieuse ou par des prêtres animés par la passion réformatrice. Que dire, en effet, de cet antiquaire de la capitale qui possède plusieurs centaines de chasubles dans ses réserves ? Les choses sont plus simples, en revanche, avec ce brocanteur du onzième arrondissement de Paris qui accueillait bien volontiers les ebanistes volés (deux par jour en moyenne) dans la nef de l'église voisine.

### Main basse sur les ciboires...

Les services de police constatent une internationalisation du trafic des objets volés. La plupart d'entre eux prennent la route de la Belgique où certains sont fondus ou transformés. Les autres gagnent l'Amérique du Nord. On cite l'exemple d'un night-club californien qui servirait à boire dans des calices français. Il existe aussi, ce qui est nouveau, une filière entre la France et le Japon.

Que faire ? Fermer les églises ? Un grand nombre des édifices de campagne, et parfois ceux des villes, le sont déjà. L'épiscopat est opposé au développement de cette mesure.

«Une église ouverte est un signe d'accueil», affirme le Comité national d'art sacré. Il ajoute : «Une église fermée attire le chrétien et dissuade le visiteur... et rien n'est plus facile que de demander la clef à une villageoise. Celle-ci ne devrait pas relever les numéros des plaques minéralogiques des automobiles curieuses ? Une telle précaution est aujourd'hui courante pour surveiller les églises romanes des environs de Paray-le-Monial (Saône-et-Loire).

Faut-il grouper les objets les plus précieux dans un endroit de l'église réservé à cet effet ? Faut-il bouclonner les statues ? Certaines le sont déjà. Mais, pour les affaires culturelles, cette solution est catastrophique pour l'objet. L'œuvre est abîmée à la fois par son «propriétaire» (trou creusé pour introduire la vis) et par le voleur (bris du socle)... alors qu'il existe toujours

des centaines de tableaux, certains de grande valeur, du mobilier ancien dont un splendide salon Louis-XV, des centaines d'objets d'art et de bijoux, des cheminées, des collections de timbres ont été récupérées en France et aux Pays-Bas. Le montant de ces trafics qui durent depuis plusieurs mois, porte sur des sommes considérables.

Des centaines de tableaux, certains de grande valeur, du mobilier ancien dont un splendide salon Louis-XV, des centaines d'objets d'art et de bijoux, des cheminées, des collections de timbres ont été récupérées en France et aux Pays-Bas. Le montant de ces trafics qui durent depuis plusieurs mois, porte sur des sommes considérables.

Une chance de retrouver, en parfait état, une statue volée. Faut-il mettre la cathédrale sous alarme (Orléans) ou lâcher un chien (Bourges), lors des heures de fermeture, entre les piliers ? Une manière comme une autre de débarrasser le voleur caché dans le confessionnal. Doit-on embaucher un TUC pour surveiller l'édifice ainsi que cela a été proposé sans succès pour la cathédrale de Meaux, ou faire appel à des fidèles bénévoles pour assurer le gardiennage ? Dans une église de Nancy, ils participent aussi à l'accueil et font visiter l'édifice.

Beaucoup estiment qu'il convient, aujourd'hui, de faire valoir que le patrimoine religieux - partie intégrante du patrimoine national - est sous la protection de l'État.

Croyant ou non-croyant, la responsabilité de l'État est, elle aussi, engagée. M. François Léonard, ministre de la culture et de la communication, ne déclarait-il pas récemment : «L'État conserve une responsabilité éminente à l'égard de son patrimoine. Il en est, à la fois, le garant et le gérant. Certes, le temps n'est plus où les édifices religieux étaient complètement pillés, obligeant la Restauration à punir de mort le vol dans les églises. La Restauration est oubliée et la peine de mort abolie. Mais le ministère de l'Intérieur ne devrait-il pas renforcer la brigade des enquêteurs spécialisés dans la lutte contre le vol des œuvres et des objets d'art ? Cette brigade ne dispose, aujourd'hui, que de cinquante personnes.

JEAN PERRIN

## Après une crise de plusieurs mois Scission au sein du principal syndicat des policiers en civil

La crise qui depuis plusieurs mois secouait le Syndicat national autonome des policiers en civils (SNAPC) vient d'aboutir à un divorce. Les deux tendances qui se disputaient la direction du syndicat se séparent définitivement. L'une, groupée autour de MM. François-Jean Tabone et Christian Naigeon, respectivement inspecteur divisionnaire à Grenoble et à Paris, garde la maîtrise du SNAPC dont la direction est profondément renouvelée; l'autre, rassemblée autour de M. Jean-Pierre Caillot, inspecteur divisionnaire à Paris, fonde une nouvelle organisation, le Syndicat national unitaire des inspecteurs de police (SNUIP).

Le nouveau syndicat national a décidé de rejoindre la Fédération autonome des syndicats de police (FASP), principale organisation de la police en tenue. Avec 59 % des voix aux dernières élections professionnelles de 1985, le SNAPC est l'organisation majoritaire parmi les policiers en civil, inspecteurs et enquêteurs. Début 1986, à quelques semaines des élections législatives, son secrétaire général d'alors, M. Gérard Munaut, activement soutenu par l'ensemble de son bureau, avait décidé de se rapprocher de la FASP que dirige M. Bernard Deleplace. Une intersyndicale était créée afin d'harmoniser les pratiques et les objectifs syndicaux des deux organisations. Mais cette démarche unitaire soulevait rapidement l'opposition d'une partie des cadres syndicaux de province du SNAPC, inquiets du rythme auquel s'opérait le processus de rapprochement avec une organisation de policiers en tenue dont la direction, circonstance considérée comme aggravante, est plutôt marquée à gauche.

La victoire de l'opposition de droite aux élections législatives de mars 1986 devait accentuer la crise qui couvait. Plusieurs responsables du SNAPC soutenaient qu'il convenait de réviser la politique et les objectifs du syndicat. M. Gérard Munaut, prenant la mesure de cette nouvelle sensibilité, changeait alors brutalement son fusil d'épaule et «débarrassait» les membres de la direction trop favorables à l'unité avec la FASP. Le 18 septembre s'est joué le dernier acte : réunis en

assemblée extraordinaire, les membres de la commission exécutive du SNAPC ont ratifié les mesures de suspension décidées quelques semaines auparavant. Dans la foulée, M. Gérard Munaut a été à son tour écarté par ceux-là mêmes à qui il avait fait des concessions, et remplacé à son poste par M. François-Jean Tabone.

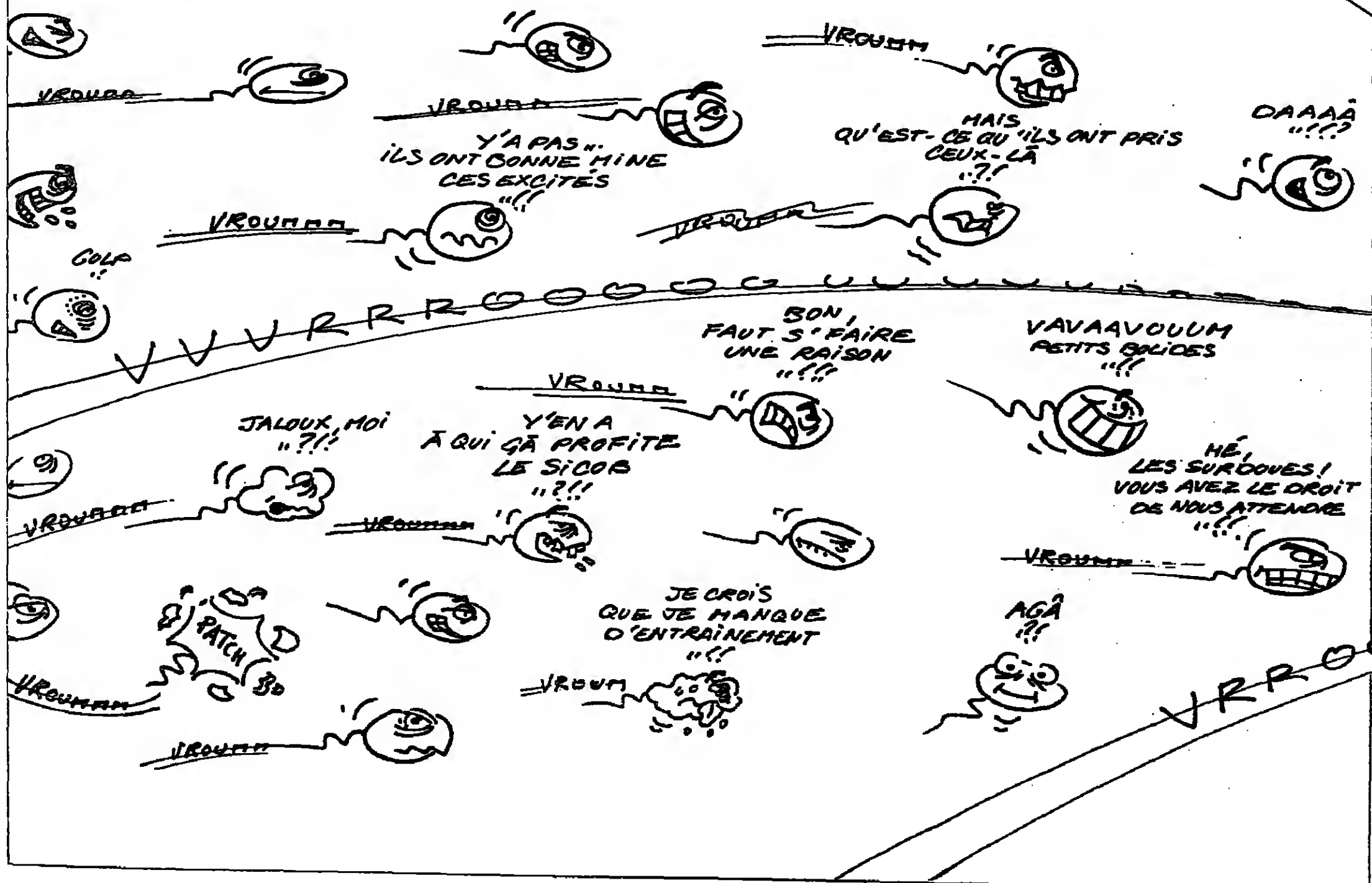
La direction remaniée du SNAPC a déclaré qu'elle défendrait avant tout l'autonomie traditionnelle du syndicat. «Nous sommes prêts à continuer le dialogue avec les syndicats frères», a précisé le nouveau secrétaire général, mais à condition que chacun défende les seuls intérêts de sa corporation. Autour de lui, d'autres responsables syndicaux se déclarent navrés de cette séparation : «Nous avons les mêmes objectifs unitaires que les exclus, mais ils ont voulu aller trop vite», nous a assuré l'un d'eux.

En face, au sein du nouveau syndicat, on ne l'entend pas de cette oreille. Au cours d'une conférence de presse réunie lundi 22 septembre, le nouveau secrétaire général du SNUIP, M. Jean-Pierre Caillot, a vigoureusement soutenu qu'il voit dans la scission une intervention de M. Pandraud. «Le SNAPC a changé de stratégie sans vouloir le dire», a ajouté M. Caillot. Il a renoncé à sa politique d'ouverture en préférant pratiquer un syndicalisme frileux, plus proche de l'anticommunisme que du combat syndical. Le nouveau syndicat, dont la direction est composée d'anciens dirigeants du SNAPC, espère atteindre rapidement un millier d'adhérents (le SNAPC comptait jusqu'ici environ neuf mille syndiqués).

Ce remodelage du paysage syndical dans la police aura de profondes conséquences. Maintenant représentative de tous les corps de la police nationale, l'organisation de M. Deleplace est désormais un mastodonte syndical avec lequel les ministères de l'Intérieur, quels qu'ils soient, devront compter. MM. Pandraud et Pasqua en sont, dit-on, déjà convaincus. Tous deux ont décidé d'assister au prochain congrès de la FASP, le 17 octobre prochain.

GEORGES MARION

## FONCEZ LES SURDOUQUES!...





## Société

### Les rapports entre la police et les citoyens

#### Les mésaventures d'un Nivernais à Paris

Exploitant agricole de la Nièvre, M. Hubert Delorme vient de connaître quelques déboires avec des policiers parisiens lors de son dernier passage dans la capitale. Personnalité de son département, secrétaire général de la fédération nivernaise de la FNSEA, ce quadragénaire en veston et cravate n'a pourtant rien d'un exilé.

Le mardi 9 septembre, il « monte » à Paris pour suivre le traitement médical que lui impose le cancer dont il est atteint. Mais ce provincial n'avait pas prévu les embouteillages provoqués, cet après-midi-là, par une manifestation de la CGT de la gare de l'Est à la Bastille. Retenu par les encombrements, très en retard à son rendez-vous médical, vital pour lui, M. Delorme gère son véhicule au plus près de l'hôpital Saint-Louis : sur un passage clouté, il peut ainsi subir la séance programmée de rayons laser.

De retour à sa voiture, une Citroën BX immatriculée 100 PQ 58 (le numéro difficile à avoir, selon lui, le Nivernais a le désagrément de trouver un policier décidé à verbaliser l'infraction. Convocation de l'hôpital à l'appui, M. Delorme lui explique pourquoi il a dû se garer aussi précipitamment. Il va même jusqu'à soulever son polo afin de montrer les dessins qui, sur sa peau, indiquent les zones irradiées par le laser. Rien n'y fait. « Le règlement, c'est le règlement », et le fonctionnaire établit son premier procès-verbal pour stationnement interdit.

« Attachez votre ceinture », lui ordonne le policier, M. Delorme retusé; une dispense médicale lui permet cette dérogation. « Ce document, plaidez l'agriculteur, je ne l'ai pas sur moi en ce moment. » Puis, échoué par des tracasseries qui durent depuis un bon quart d'heure, le Nivernais met le moteur en marche. Alors, « la police ouvre la portière et tente de m'extraire manu militari de ma voiture. Aggravé, je n'ai

d'autre échappatoire que de démissionner. »

Enfourchant son cyclomoteur, le gardien de la paix engage la poursuite et rattrape son fuyard qui s'est arrêté dans un magasin de la rue du Temple. Le policier capture son homme et adosse papiers d'identité et clés de la voiture. « Je me réfugie alors dans une charcuterie, raconte l'agriculteur. J'ameute la pechère et les passants. Je veux téléphoner à mon médecin. »

Devant la foule qui grossit, le policier rebrousse chemin en direction de la voiture. Il sort son carnet à souche, verbalise une seconde fois pour non-utilisation de ceinture de sécurité et quitte les lieux.

Le lendemain de ces incidents, le Nivernais estime de son devoir de se rendre au commissariat de la rue Louis-Blanc, toujours dans le dixième arrondissement. Il souhaite obtenir des éclaircissements auprès du commissaire sur la conduite de son subordonné. Mais la responsabilité est absente, et M. Delorme sort des locaux... pour se retrouver nez à nez avec son tourmenteur de la veille. Ce dernier lui saisit le bras et l'oblige à rentrer dans le poste de police. Nouvelles explications : on le laisse partir.

Télu, le campagnard est de retour l'après-midi même. Une fois encore, il expose l'affaire à l'un des adjoints du commissaire. Il affirme alors s'être entendu rétorquer : « Vous avez beaucoup de chance car vous êtes en droit de fuir. Notre policier aurait pu dégrader et tuer. » Interrogé depuis ces incidents, le commissaire du dixième arrondissement, M. Jean-François Demarais, a infirmé la thèse du délit de fuite.

« En général, conclut le notable nivernais, j'ai un profond respect pour les forces de l'ordre et, par moments, une grande admiration. Mais là... »

E. L.

### Dans l'enseignement secondaire

#### Le nouveau barème des mutations avantage les professeurs agrégés

Petite révolution dans le monde enseignant : la notation et surtout la catégorie professionnelle deviendront en 1987 les critères déterminants pour les mutations des professeurs. Le nouveau barème retenu par le ministère accorde le poids de la note attribuée aux enseignants et donne la priorité aux plus gradés d'entre eux - les agrégés (1). La note sur 100 points, rebaptisée « valeur professionnelle », sera désormais prise en compte intégralement (alors qu'elle était fortement minorée jusqu'à présent) et sera majorée d'un certain nombre de points : 40 pour les agrégés, 30 pour les bi-admissibles (enseignants reçus deux fois à l'écrit de l'agrégation), 20 pour les titulaires du CAPES, mais zéro pour les adjoints d'enseignement.

Ce système de bonification hiérarchisée avantage cependant moins nettement les agrégés que celui qui avait été présenté aux syndicats fin août (le Monde des 31 août et 1<sup>er</sup> septembre) : l'écart entre un agrégé et un adjoint d'enseignement était alors de 85 points contre 40 points actuellement. Le projet initial qui avait suscité la vive opposition de tous les syndicats, sans être remis en cause dans ses principes a été adouci. Ce qui permet au ministre, souvent accusé de désordre social, de se féliciter de cette « opération exemplaire de concertation », et aux syndicats de souligner le « recul » de l'administration. Ainsi, l'ancienneté professionnelle, qui ne devait plus intervenir dans le projet initial, a été réintroduite dans le texte définitif.

#### Prime de fidélité

Le nouveau barème accorde une sorte de prime de fidélité aux enseignants stables dans leurs établissements. Toute bonification est supprimée pendant les trois premières années de présence, mais la quatrième année de fidélité donne droit

immédiatement à 20 points supplémentaires. Cette exigence de stabilité, qui devrait favoriser la constitution de véritables équipes pédagogiques dans les établissements, risque de réduire à néant les espoirs de mutation des enseignants en début de carrière, ne totalisant pas quatre ans d'ancienneté dans le même établissement. L'administration espère faciliter ainsi la gestion du mouvement annuel des professeurs (40 000 demandes de mutation en 1986) en dissuadant nombre d'entre eux de demander un changement d'affectation qu'ils sauront d'avance impossible. Les règles permettant les rapprochements de conjoints séparés ne subissent que peu de modifications. Seuls les époux nommés dans deux départements limitrophes bénéficieront d'un avantage par rapport au régime actuel.

La seule catégorie de professeurs que le nouveau barème invite explicitement à bouger sont les agrégés enseignant dans des collèges et désireux de passer dans des lycées.

En effet, une bonification exceptionnelle (100 points), visa automatique pour la mutation, leur sera accordée en 1987 à condition qu'ils acceptent d'enseigner dans n'importe quel lycée de leur académie. Pour le ministre, cette mesure tend à résorber totalement la catégorie des « malgré nous », ces agrégés qui enseignent dans des collèges (de la sixième à la troisième) sans grand enthousiasme. Tous ceux qui le souhaitent pourront être nommés dans un lycée dès la rentrée 1987 s'ils acceptent, le cas échéant, un sacrifice sur leur trajet. En revanche, ceux pour qui prime la proximité de leur domicile, pourront demeurer dans les collèges.

Cette mesure devrait vider les collèges des quelque 4 700 agrégés (sur 20 000) qui y enseignent et accentuer la différenciation entre les lycées - en particulier ceux du

centre-ville, - qui concentreront encore davantage les agrégés, et les collèges, domaine des certifiés (titulaires du CAPES) et des adjoints d'enseignement (sont des maîtres auxiliaires titularisés).

#### Affaiblissement

##### des commissions paritaires

En favorisant une telle redistribution, le nouveau barème est cohérent avec la ligne politique suivie par M. Monory depuis son arrivée à l'éducation nationale. L'importance accordée à la notation renforce le poids des chefs d'établissements et des inspecteurs. Quant à la prise en compte du grade, elle réduit à néant un acquis syndical majeur : le mouvement unifié, qui traitait à égalité tous les enseignants, qu'ils soient agrégés, certifiés ou adjoints d'enseignement, et renforçait leur cohésion face à l'administration. Dans le même temps, le ministère bouscule encore les syndicats, en réduisant le rôle des commissions paritaires, où administration et représentants des enseignants discutent des mutations. En effet, les projets de mouvement pour 1987 sortant des ordinateurs, ne seront plus communiqués aux représentants syndicaux. L'entourage du ministre invoque « une insuffisance du système informatisé » pour appuyer cette décision qui prive les syndicats d'un moyen d'informer rapidement leurs adhérents de la réponse donnée à leurs demandes de mutation.

Les nouvelles règles du mouvement tirent aussi les conséquences de l'arrêt du recrutement des PEGC décidé par le ministre. Ces derniers seront progressivement remplacés par des certifiés dans les collèges, d'où les agrégés auront quasiment disparu pour enseigner dans les lycées. Le ministre semble bien s'appuyer sur ces agrégés - considérés comme l'élite de l'enseignement secondaire - et en particulier

sur les plus conservateurs d'entre eux, réunis dans la Société des agrégés.

Il vient de donner satisfaction à ladite société en annonçant la suspension pour un an de l'agrégation interne, contre laquelle elle avait bataillé. Le principe de ce concours, réservé aux enseignants, et dont la première session devait avoir lieu cette année, avait été décidé par M. Jean-Pierre Chevènement. En contrepartie, 1 900 postes (au lieu de 1 500) seront offerts au concours en 1987. M. Monory a promis aussi que les enseignants déjà admissibles à l'agrégation pourraient, dans certaines conditions, bénéficier d'une décharge de service (réduit à un mi-temps) pendant un an pour préparer à nouveau les épreuves.

En favorisant ainsi les agrégés, le ministre désigne implicitement ces super diplômés comme une référence pour sa politique de qualité de l'enseignement. Au risque d'oublier que leur formation universitaire n'est pas toujours la mieux adaptée au public du second degré.

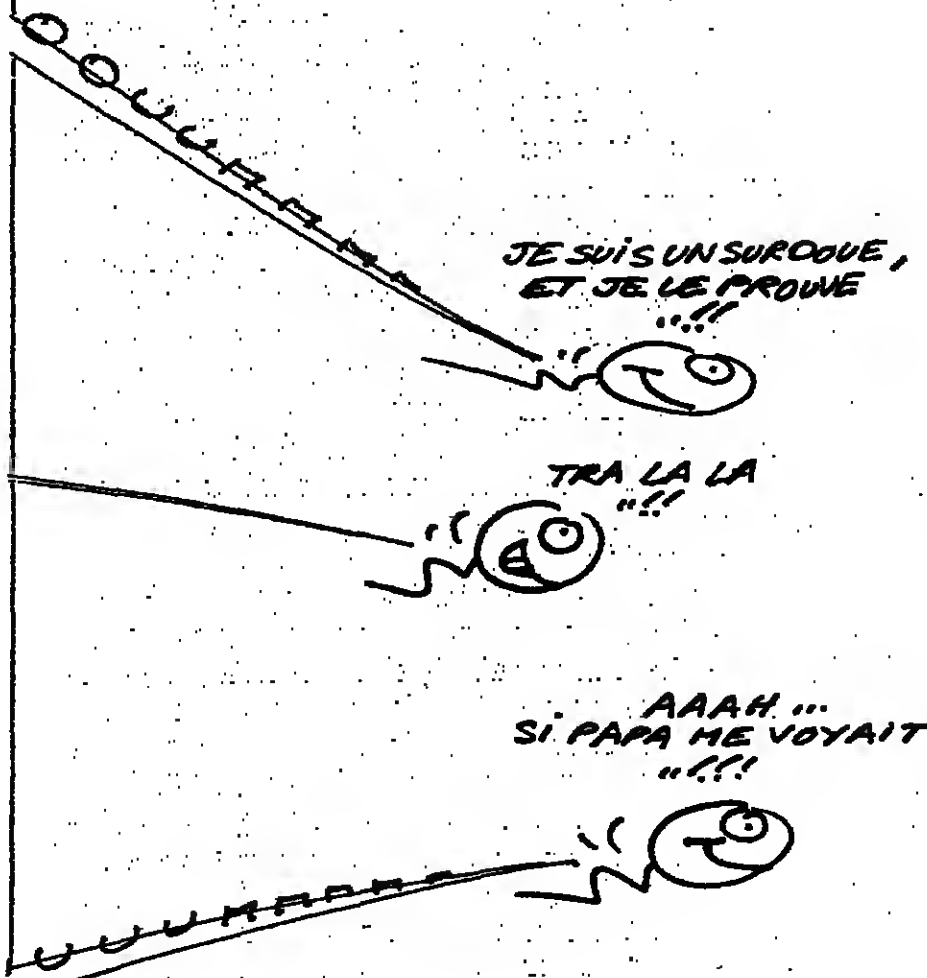
PHILIPPE BERNARD.

(1) La note donnée aux enseignants résulte de la combinaison de deux évaluations : la note pédagogique - donnée par l'inspection générale ou régionale et la note administrative - attribuée par le chef d'établissement.

#### ESPACE

Les Américains rapatrient leur station orbitale. - La station spatiale que la NASA doit lancer dans le début des années 90 pourrait être de dimensions plus modestes que prévu. Dans son dernier numéro, l'hebdomadaire spécialisé Aviation Week and Space Technology rapporte que des responsables du projet seraient en faveur d'un ensemble constitué seulement d'une poutre centrale sur laquelle se grefferaient des modules habités et des modules scientifiques.

## ...WINLINE VOUS OUVRE SES PORTES.



**WINLINE**

DISTRIBUTEUR  
EXCLUSIF  
DE PLESSEY  
PERIPHERAL SYSTEMS

Plessey, référence de l'électronique mondiale, a fait de WINLINE son représentant exclusif en France pour ses matériels et systèmes informatiques. Autour de la compatibilité Digital Equipment, WINLINE assemble les meilleures technologies des plus grands constructeurs au meilleur service. Aujourd'hui, Plessey ouvre la voie aux grands noms de l'informatique, qui seront distribués demain par WINLINE.

35, Boulevard des Bouviers 92000 NANTERRE  
Tél. (1) 47 76 43 00 - Télax 630 601 F

QUE LES MEILLEURS  
S'ASSEMBLENT

WINLINE distribue également CONTROL DATA, EMULEX

هكذا من الاجل



هكذا من الاجل

• MONTEDISON PROGETTO CULTURA •

# LES ANNEES PLASTIQUES

Du 24 Septembre 1986 au 4 Janvier 1987.  
A la Cité des Sciences et de l'Industrie  
(la Villette).

*La collection Montedison: âge tendre des plastiques. Chaque époque s'est exprimée à travers des matériaux dominants, bois, céramique, fer. Notre siècle apparaîtra aux historiens comme le siècle des matériaux plastiques par la place massive et novatrice que les polymères ont pris dans la civilisation technologique du 20<sup>ème</sup> siècle.*

*Montedison a contribué plus que d'autre au développement des matières plastiques. Elle a joué un rôle de premier plan dans l'introduction en Italie de l'industrie des plastiques. Elle a concouru sur le plan scientifique à la*



*Cette exposition a été réalisée avec le concours de Montedison dans le cadre de son Projet Culturel.*

*découverte du propylène et au développement des nouveaux polymères, fruit des recherches du Prix Nobel Giulio Natta et de ses collaborateurs de Montedison.*

*Constituée au fil des années par Anna Rabolini, la collection "Les années plastiques" a été acquise en 1983 par Montedison et complétée au fil des ans. C'est la première tentative à l'échelle mondiale de sauvegarde et de conservation des premiers témoignages de cette incroyable aventure contemporaine qu'est l'histoire des matières plastiques. Toujours plus rares, aussi beaux et fascinants que les matériaux traditionnels, les objets rassemblés ici constituent pour les nouvelles générations les précieux éléments d'une archéologie contemporaine.*

Grâce à son activité de production, l'industrie, à plus forte raison lorsque ses dimensions sont considérables, finit indirectement par produire une culture car elle transforme les inventions en innovations, elle crée des choses nouvelles, des produits qui une fois entrés dans l'engrenage de la société contribuent à modifier les comportements, les habitudes, les paramètres économiques et esthétiques. Nous avons un cas particulièrement remarquable d'intervention radicale, *révolutionnaire*, de l'industrie dans la société contemporaine. C'est celui représenté par la découverte, le développement et la production des matières plastiques "substance alchimique" qui dans l'espace de quelques décennies a profondément modifié notre goût, notre manière de faire les choses et donc en définitive, le cadre quotidien dans lequel nous vivons.

Essayons de voir le nombre d'objets en matière plastique que nous avons aujourd'hui autour de nous. Du téléphone au fauteuil, des composants de la voiture à ceux des installations électriques, en passant par les montures de lunettes et les prothèses chirurgicales. Ces objets ne se limitent pas à être une simple innovation technologique, voire un phénomène économique. Ils sont également un fait créatif qui intervient pour modeler les traits de notre époque, comme l'ont fait auparavant d'autres matières pour d'autres civilisations. Jamais cependant le phénomène ne s'était présenté de manière aussi massive, aussi innovatrice. Montedison est l'une des industries qui ont le plus contribué, à l'échelon mondial, au développement des matières plastiques. Elle a joué un rôle au premier plan



dans l'introduction de ce secteur industriel en Italie et a concouru, sur le plan scientifique, à la découverte et au développement de nouveaux polymères tels que le polypropylène Moplen (fruit des recherches de Giulio Natta, Prix Nobel, et de ses collaborateurs de Montedison), l'élastomère Dutral, les catalyseurs à haut rendement pour la polymérisation des matières premières. Avec des précédents de ce genre, il était naturel qu'un Groupe aussi profondément engagé dans les technologies de production ressentît l'attraction et le devoir culturel de conserver les premiers vestiges de la merveilleuse aventure de notre temps qu'est l'histoire des matières plastiques. Les objets moulés avec les premières matières plastiques artificielles et synthétiques constituent notre "mémoire". Ils se font de plus en plus rares et représentent, pour les nouvelles générations et pour les générations à venir, un témoignage précieux du passé, une sorte "d'archéologie contemporaine".

Nous avons voulu éviter qu'elle ne se perde et se disperse car elle représentait les racines profondes d'une partie importante de l'industrie chimique. Nous avons ainsi pris la décision de l'acquérir afin que tous puissent en jouir et nous sommes fermement persuadés d'avoir fait une oeuvre utile du point de vue social et culturel. Il appartiendra à d'autres d'en juger. Nous avons voulu compléter la collection par un catalogue destiné à documenter, à travers de nombreuses contributions, l'histoire même des matières plastiques aussi bien que la collection et son importance culturelle. Nous souhaitons que notre initiative puisse être appréciée et évaluée à juste titre, pour ce qu'elle a vraiment voulu être.



MONTEDISON  
FRANCE S.A.



## Sports

### AUTOMOBILISME : les désillusions de Renault en formule 1

#### La Régie coupe le turbo

« Darty-service après-vente. 26 octobre 1986 : liquidation de stock ». Malgré les menaces qui pesaient sur leur avenir en formule 1, les motoristes de Renault-Sports voulaient encore faire preuve d'humour en affichant cet écriteau au-dessus de l'établi sur lequel étaient entreposées les pièces détachées du moteur de la Lotus d'Ayrton Senna avant le Grand Prix du Portugal. Ces menaces sur la poursuite de l'activité de la Régie dans l'épreuve reine du sport automobile sont devenues réalité lundi 22 septembre, avec l'annonce par M. Patrick Faure, président de Renault-Sports, d'une suspension de présence en formule 1 à la fin de la saison.

Ainsi, un an après avoir retiré son écurie du championnat du monde, Renault renoncera — au moins momentanément — à son activité de motoriste au soir du Grand Prix d'Australie, le 26 octobre prochain. Mais, contrairement au premier abandon décidé par M. Georges Besse, PDG de la Régie, par souci d'économies budgétaires (1), et à la suite de résultats sportifs décevants en 1985, le second est plutôt imposé à Renault par les circonstances.

Après avoir beaucoup tergiversé, Renault avait fait connaître au printemps dernier son intention de « rester en formule 1 pour gagner ». Disposant de l'un des trois meilleurs moteurs, avec celui de Honda et de Porsche, la Régie entendait poursuivre son aventure avec l'un des trois meilleurs constructeurs de châssis, McLaren, Lotus ou Williams. Ces

deux dernières écuries ayant rapidement opté pour le moteur Honda en 1987, Renault avait reporté tous ses espoirs sur McLaren, avec la perspective d'y retrouver Alain Prost, champion du monde en titre, qui avait raté la dernière course, la consécration en 1983 sous les couleurs de la Régie.

Les négociations entre Renault et McLaren, intensifiées en août à l'occasion du Grand Prix d'Australie, avaient même débouché sur un accord de coopération en formule 1 pour les trois saisons à venir au minimum. Une clause suspensive prévoyait toutefois que McLaren devrait rompre son contrat avec Shell pour faire place à ELF, le partenaire pétrolier de la Régie.

Officiellement, Shell, qui a réussi en 1985 un extraordinaire triplé en triomphant dans les championnats de monde de Formule 1 (avec McLaren), de rallyes (avec Peugeot) et d'endurance (avec Porsche) a refusé de se désister, ce qui rendait impossible l'alliance entre Renault et McLaren. On peut toutefois remarquer que Ron Dennis, directeur de l'écurie britannique, a habilement utilisé ces tractations avec la Régie pour mieux négocier son accord avec Porsche.

La firme onest-allemande — qui vise le marché américain en s'investissant la saison prochaine en formule Indy (Indianapolis) — a accepté de rester prestataire de services de McLaren pour la fourniture et le développement du moteur Tag Porsche sans abaisser ses tarifs.

Mais Ron Dennis a obtenu qu'une part plus importante de ce budget (2) soit désormais prise en charge par Shell. Dès lors Renault n'avait plus son mot à dire dans une décision qui lui échappait.

Alors que l'abandon de l'écurie Renault avait entraîné la fermeture de l'usine d'Evry, où sont fabriqués les châssis (soixante-quinze personnes), cette suspension d'activité ne s'accompagnera pas de la même mesure pour l'usine des moteurs de Viry-Châtillon (cent personnes). La Régie attend en effet la réunion plénière de la Fédération internationale de l'automobile, le 3 octobre, où devraient être votés les nouveaux règlements des différentes disciplines de ce sport, pour définir, avant la fin de l'année, sa politique

pour les saisons à venir, après consultation de ses techniciens et des responsables du marketing.

Selon les décisions prises le 3 octobre, Renault pourrait alors choisir de développer dès la saison prochaine son programme en championnat du monde des rallyes (Groupe A) avec la R11 turbo, de s'intéresser aux grands raids du type Paris-Dakar ou... de préparer son retour en formule 1 avec un moteur atmosphérique pour 1988 ou 1989.

GÉRARD ALBOUY.

(1) Ce budget atteignait 200 millions de francs en 1985, alors que l'entreprise avait enregistré 12,5 milliards de francs de pertes en 1984.

(2) De l'ordre de 10 millions de dollars en 1986.

#### Œuvre de pionnier

La Régie Renault avait fait œuvre de pionnier en Formule 1 en présentant un moteur turbo le 16 juillet 1977 à Silverstone pour le Grand Prix de Grande-Bretagne. Après des débuts difficiles, la monoplace jaune et noire que les Anglais avaient surnommée the yellow teapot (la théière jaune) a causé des nombreux turbos cassés dans un jet de fumée, avait enfendu ses destructeurs en remportant la Grand Prix de France à Dijon le 1<sup>er</sup> juillet 1979 avec Jean-Pierre Jabouille. Quatre autres succès ont suivi, de 1980 à 1983.

La consécration ambulait même promise en 1983. Après

quatre victoires, Alain Prost était en tête du championnat du monde à la veille du dernier Grand Prix à Kyalami (Afrique du Sud). La Régie avait refusé de porter réclamation contre sa rivale principale, la Brabham BMW, qui avait utilisé, lors des courses précédentes, un carburant non conforme au règlement. Or, ce jour-là, le Brésilien Nelson Piquet triompha, et BMW devint le premier moteur officiellement couronné en Formule 1. Depuis la dernière victoire d'Alain Prost sur une Formule 1 Renault, en 1983, la Régie n'a plus triomphé que quatre fois ces deux dernières saisons grâce à Lotus et au Brésilien Ayrton Senna.

## De la place au Vert.



Tous les fûtés vous le diront : CERGY est une ville bien placée, quand on aime respirer.

**CERGY-PONTOISE**  
UNE VIE BIEN PLACÉE

Établissement Public d'Aménagement Tél. 30.31.23.93

#### TENNIS

##### Leconte précède Noah au classement mondial

Grâce à ses victoires successives à Genève et à Hambourg, des deux dernières semaines, Henri Leconte est devenu, le 22 septembre le premier joueur français au classement mondial par ordinateur de l'Association des Tennis professionnels (ATP) aux dépens de Yannick Noah qui l'avait toujours précédé. Leconte a progressé de la septième à la cinquième place alors que Noah qui, actuellement, ne peut pas jouer en raison d'une blessure au tendon d'Achille, a rétrogradé du cinquième au sixième rang. Cette nouvelle position de Leconte est le résultat d'une série de performances cette année : demi-finaliste à Roland-Garros et à Wimbledon, quart de finale à Flushing-Medison et vainqueur à Genève et à Hambourg. Au total Leconte, âgé de vingt-trois ans, a gagné six tournois du Grand Prix depuis 1982.

● Pelote basque : confirmation française. — Comme en 1982 à Mexico, l'équipe de France a terminé première des championnats du monde de pelote basque qui se sont déroulés du 13 au 21 septembre à Vitoria-Gasteiz, capitale de la Communauté autonome du Pays basque (le Monde du 20 septembre). Sur les onze spécialités retenues par la Fédération internationale, elle a remporté cinq médailles d'or, trois d'argent et une de bronze. L'Espagne arrive en deuxième position avec trois médailles d'or, quatre d'argent et trois de bronze. Les pelotaris argentins sont montés deux fois sur la plus haute marche du podium, les Mexicains une fois.

#### POUR AIDER L'ARMÉE DU SALUT

dans une grande de information sociale, des cartes, médailles, vêtements, appareils de chauffage, éclairage, radio, livres et tous objets encore utilisables ou réparables... son donateur choisit à son gré.

APPELEZ : 45-83-54-40

#### Formation et perfectionnement en gestion

##### Programme ADMINISTRATION DE L'ENTREPRISE

- Cours intensif de formation polyvalente en gestion d'entreprise (méthodologie, formation de base, secrétariat général, gestion des ressources humaines, finance et comptabilité, production, marketing et commercialisation).
- Durée 9 mois à plein temps (ouverture de la 27<sup>e</sup> session le 20 octobre 1986).
- Enseignement dispensé en français, exclusivement par des praticiens des affaires, tous dirigeants, cadres ou conseils d'entreprises.
- 165 jours de formation, 1800 heures d'enseignement et de travaux, avec contrôle individuel continu des connaissances et performances.
- Diplôme de formation en gestion d'entreprise.
- Effectif limité à une trentaine de participants par session.
- Brochure d'information expédiée gratuitement et sans engagement de votre part sur simple téléphone ou demande écrite.

#### ECADE

Ecole d'Administration et de Direction des Entreprises  
Rue du Bugnon 4, CH-1005 Lausanne (Suisse)  
Tél. 021/221 511 (International: 41-21-221-511)

#### Chez moi, il fait la pluie et le beau temps

La météo sur Minitel : météo régionale, météo marine, prévisions complètes.

Le Monde sur Minitel  
36.15 tapez : LEMONDE

LE MINITEL A TROUVÉ A QUI PARLER

هكذا من الاجل



# La vague d'attentats à Paris et la lutte contre le terrorisme

## POINT DE VUE

### Les conditions d'un consensus

par Jean-Pierre Stirbois (\*)

**N**EUUF morts, deux cents blessés en treize jours, peut-être plus à l'heure où sera publié cet article : ce bilan intolérable donne la mesure des carences et de la faiblesse de ce gouvernement.

Le Front national ne pourra jamais adhérer à un consensus fondé sur des rodromontades et une série de « petites mesures » prises à la suite, un peu à l'exemple de M. Séguin et de ses « petits bouillottes ». Nous n'avons pas confiance dans M. Chirac pour mettre en œuvre une politique efficace de lutte contre le terrorisme. Seule la constitution d'un gouvernement de salut public, incluant le Front national, et s'appuyant ainsi sur une véritable majorité, pourrait alors prendre les mesures concrètes qu'impose la guerre qui nous a été déclarée.

L'offensive terroriste actuelle justifie en tous points l'analyse que le Front national n'a cessé de développer depuis plusieurs années et justifie la prise des mesures concrètes et efficaces qu'il n'a jamais cessé de proposer aux gouvernements qui se sont succédés.

— A Paris, il faut déclarer l'état d'urgence, qui peut être per le gouvernement pour une durée de douze jours en cas de péril imminent résultant d'attentats graves à l'ordre public. C'est le cas. Une telle mesure aurait pour effet de resserrer la population et de donner aux forces de l'ordre toute latitude pour rechercher et interpellier les terroristes.

— Il faut expulser sans délai le millier de personnes fichées pour être en contact avec les milieux terroristes et susceptibles de leur apporter un soutien logistique.

— A l'exemple de l'Italie, il faut contrôler les valises diplomatiques de certaines ambassades — Syrie, Libye, pays de l'Est — et expulser immédiatement les faux diplomates répertoriés par le DST.

Parallèlement à ces mesures ponctuelles, il faut ratifier la convention européenne sur le terrorisme ainsi que la convention de Dublin. Sur tout, il faut que ce gouvernement dépose, dès le 2 octobre, un projet de loi rétablissant la peine de mort, à tout le moins pour les crimes terroristes. C'est ce qu'exigent depuis des années le Front national et,

aujourd'hui, une écrasante majorité de Français.

Enfin, il est scandaleux que le rétablissement des visas ne touche pas les trois pays du Maghreb — Algérie, Tunisie, Maroc — alors que plusieurs terroristes, dont Ibrahim Abdallah, ont utilisé pour entrer en France des passeports officiels de ces pays (1). Le visa doit être obligatoire pour tous les étrangers, à l'exception des ressortissants de la CEE.

A la veille du 16 mars, beaucoup d'électeurs considéraient M. Chirac et son parti d'un avantage indéniable sur les socialistes : leur efficacité dans la lutte contre l'insécurité. Le 21 juillet, le premier ministre déclarait : « Les Français se rendront compte que beaucoup de choses ont changé en six mois ». Six mois se sont écoulés, et les résultats sont là ! Le chômage est devenu inconcevable et les terroristes massacrent impunément femmes et enfants dans Paris.

Les Français doivent savoir que les responsables de la sécurité avaient évertué le gouvernement d'une prochaine offensive terroriste, mais celui-ci n'a pris aucune mesure préventive et a poursuivi une politique de concessions aux pays arabes les plus fanatiques. Cette politique de lâcheté n'a pu que favoriser les changements au massacre auxquels nous assistons. M. Chirac affirme aujourd'hui ne pas vouloir céder au chantage, mais refuse de se donner les moyens qui permettraient de résister à celui-ci. Mais cette tradition de la faiblesse chez le premier ministre ne date pas d'hier.

#### Incompétence

Déjà, en 1974, c'est bien M. Chirac qui avait fait libérer le terroriste japonais Yukata Fujika. Plus près de nous, le 5 août dernier, c'est bien M. Chirac que les terroristes de l'ASALA ont remercié d'avoir libéré trois de leurs militants. Les exemples ne manquent pas qui montrent à saleté que le premier ministre a dit et fait tout à l'encontre de tout avec la même sincérité de machine à écrire.

Encourager un chantage, c'est encourager des gens comme Hussein Moussawi, chef de la branche la plus dure du Hezbollah, à amplifier leur

croisade contre notre pays, lui qui déclarait le 11 septembre : « La France, c'est sûr, deviendra une république islamique d'ici une à deux générations ».

Céder au chantage pour Ibrahim Abdallah ne ferait qu'encourager d'autres attentats, pour obtenir cette fois la libération d'Anis Naccache, assassin de deux Français, puis celle de Wajouh Gerbidjien, responsable des huit morts de l'attentat d'Orly.

Les numéros oratoires de M. Pasqua ne font que ridiculiser la police et les coups de menton et autre énergie verbale déployés par le premier ministre ne peuvent masquer plus longtemps aux Français une incompétence et un manque de clairvoyance et de volonté politiques évidents.

Nous attendons de M. Chirac qu'il dénonce les véritables commanditaires des horribles attentats de ces derniers jours : la Syrie, l'Iran, l'URSS. Il n'a pas eu le courage élémentaire.

Devant l'extrême gravité de la situation, nous avons donc appelé les Français et les Français à manifester leur indignation et à exiger la prise de mesures efficaces pour gagner la guerre du terrorisme. Malgré l'interdiction de la préfecture de police et de Jacques Chirac, avec la bénédiction du Parti socialiste et du Parti communiste, sous le signe de la faiblesse, cette manifestation pouvait apparaître comme une provocation à l'égard des terroristes, plusieurs milliers de personnes ont pu applaudir le président du Front national, Jean-Marie Le Pen, et entendre la voix de la fermeté.

(\*) Secrétaire général du Front national, député des Hauts-de-Seine.

(1) La nouvelle réglementation sur le séjour des étrangers en France — entrée en vigueur le 16 septembre à 0 heure — fait obligation des étrangers qui souhaitent se rendre dans notre pays de faire une demande de visa. Ce visa qui sera délivré dans les consuls à partir du 1<sup>er</sup> octobre, peut actuellement être obtenu à l'arrivée dans l'Hexagone.

Pour les ressortissants du Maghreb (Algérie, Tunisie, Maroc), avec lesquels la France entretient des liens particuliers, le système actuellement en vigueur reste celui du *«dypique»* : un document spécial — dont un volet doit être remis à l'entrée en France, et l'autre à la sortie — fait pour le demandeur office de passeport. Des négociations sont en cours avec les pays du Maghreb à ce sujet. Ainsi M. Robert Pasquand, ministre chargé de la sécurité, a-t-il entamé des négociations — notamment avec l'Algérie — à ce sujet. La délivrance des *«dypiques»* nous a-t-on promis à la police de l'air et des frontières, donne lieu aux mêmes vérifications que l'octroi d'un visa. — NDLR.

### Inculpation d'un Iranien après la découverte d'une cache d'explosifs

La direction de la surveillance du territoire (DST) a interpellé, samedi 19 septembre, un Iranien de vingt-cinq ans, M. Ali Abdollahzadeh Khosb Akhlagh, qui a indiqué aux enquêteurs l'emplacement d'une cache contenant des explosifs.

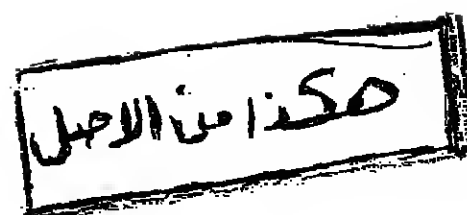
Dans cette cache, située dans un bois, à Montesson près de Villiers-Allerand (Seine-et-Marne), les policiers ont effectivement trouvé une quinzaine de kilos d'explosifs, des dispositifs d'allumage et des armes, mais il ne semble pas que cette découverte soit en rapport direct avec les derniers attentats commis à Paris.

Présenté lundi 22 septembre à M. Gilles Rivière, juge d'instruction à Paris, le jeune homme a été écroué sous les inculpations d'association de malfaiteurs et d'infraction à la législation sur les explosifs.

Ces inculpations ont été signifiées en application de la loi du 9 septembre 1986 relative à la lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sûreté de l'Etat.

Ce texte modifie notamment la procédure en cas de peines encourues pour les infractions « en relation avec une entreprise individuelle ou collective ayant pour but de troubler gravement l'ordre public, par l'insultation ou la terreur ».

L'article 706-17 de la loi donne compétence au procureur de la République et au juge d'instruction de Paris — sur toute l'étendue du territoire national — en cas de peines encourues pour les infractions « en relation avec une entreprise individuelle ou collective ayant pour but de troubler gravement l'ordre public, par l'insultation ou la terreur ».



### Les services de sécurité israéliens ont fourni de nombreux renseignements aux autorités françaises

TEL-AVIV de notre correspondant

En première ligne depuis longtemps dans la lutte antiterroriste, Israël observe de très près la situation créée en France par la récente vague d'attentats. Etant donnée la longue expérience des Israéliens en la matière et leur bonne connaissance de la scène libanaise, il est sans surprise d'écouter ce qu'ils ont à dire en ce moment sur les violences paritaires attribuées aux Fraternités armées révolutionnaires libanaises (FARL). D'autant que cette organisation a revendiqué l'assassinat, le 3 avril 1982, d'un de leurs diplomates en poste à Paris, Yacov Barimantov — attentat dont on soupçonne Jacques Esber d'être responsable.

Dans cette affaire, Israël fournit à la France tous les renseignements susceptibles de lui être utiles, indiquant, lundi 22 septembre, que FARL d'autre part en groupe Abou Nidal. De manière plus générale, les services de sécurité israéliens auraient communiqué des informations sur les déplacements des terroristes en Europe, sur leurs lieux de résidence habituels et leurs liens avec les ambassades libyenne, syrienne et irannienne.

Pour ce qui concerne les derniers attentats de Paris, la même source militaire souligne « le degré de coopération qui semble exister entre les FARL, l'Assala (l'Armée secrète arabe libanaise pour la libération de l'Arménie) et le groupe extrémiste français Action directe », en y voyant le style d'un « nouveau type de terrorisme où plusieurs organisations se prêtent main forte ». Elle se montre prudente quant à une éventuelle implication de la Syrie, « dans rien n'atteste jusqu'ici qu'elle ait joué un rôle direct dans l'organisation des attentats ».

On attribue, en revanche, sans hésiter, de même source, aux FARL l'assassinat à Beyrouth-Est du colonel Christian Goutierre. Le meurtre de l'attaché militaire français a été revendiqué par de mystérieuses « brigades internationales anti-imperialistes » (1), lesquelles exigent, notamment, la libération de Georges Ibrahim Abdallah, le chef des FARL, détenu en France depuis octobre 1984.

#### Le style Abou Nidal

Deux autres actes terroristes récents, le sanglant détournement d'un avion américain à Karachi, et le massacre de la synagogue d'Istanbul, ont été commis, affirme notre interlocuteur militaire, par le groupe Abou Nidal. « Tout le désigne : le style de l'opération, les armes employées, les probables complicités locales et les renseignements

en notre possession ». A cet égard, Israël s'inquiète de « l'insécurité » de cette organisation au Liban.

« Lors d'un récent raid aérien aux abords du camp de réfugiés d'Eim-Ilweh, près de Saïda, poursuit cette même source, notre aviation croyait avoir bombardé des installations du Farl. Nous avons découvert, après-coup, qu'elles appartenaient au groupe Abou Nidal. Celui-ci est en pleine transformation. Avec quelque cinq cents hommes, il n'est plus un groupe-culte et tend à ressembler de plus en plus aux autres factions palestiniennes. Nous avons l'impression qu'il jouit d'un crédit croissant dans les camps. Il s'identifie à l'axe palestinien radical et il est perçu comme tel. En outre, il n'a plus peur d'éventuelles représailles du Farl ».

Cette évolution du groupe résulte en partie du fait que la Syrie l'a prié de quitter son territoire (bien qu'il conserve un bureau de représentation à Damas) et de s'installer au Liban. Cela a empêché pas de continuer à mener des opérations pour le compte de la Syrie. En pareil cas, toujours selon la même source, le groupe a pour interlocuteur haut placé à Damas, Mohammed Al Haully, le chef des renseignements de l'armée de l'air syrienne et l'un des proches du président Assad.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

(1) Et par un non moins mystérieux « Front de la justice et de la vengeance ».

### La presse de Téhéran met en cause « la politique agressive de la France »

La recrudescence des attentats terroristes en France est une « conséquence naturelle et prévisible des politiques aventureuses et agressives » menées par le gouvernement français dans différentes régions du monde et en particulier au Proche-Orient, écrivait lundi 22 septembre le quotidien iranien de langue anglaise *Tehran Times*.

Le journal affirme que la France « souffre aujourd'hui parce que ses paroles n'ont pas été en conformité avec ses actes. Les déclarations des responsables français ne sont pas fiables et ne peuvent pas être prises pour argent comptant. Il y a de la duplicité en elles ».

Le commentateur du journal, citant « de nombreux observateurs dans le monde », assure que le gouvernement français « a adapté des politiques de plus en plus agressives depuis l'arrivée au pouvoir des socialistes [en 1981]. Il s'est engagé dans les affaires intérieures de nombreux pays comme le Tchad, le Liban, et dans la guerre imposée [au peuple iranien] ».

Evocant cette guerre, le journal accuse le gouvernement français d'avoir « violé tous les principes internationaux et soutenu le régime agresseur irakien » en lui fournissant des « armes perfectionnées » qui ont, pour certaines, été utilisées contre des civils ou pour attaquer des navires de commerce dans le Golfe.

Commentant les récentes déclarations du président Mitterrand à Koweït, le journal poursuit : « Les Français ont prouvé que la vente d'armes au régime agresseur basiste était plus importante pour eux que leur désir de justice ».

De son côté, Radio-Téhéran a jugé, dans un long commentaire, lundi, que les attentats étaient dus à la politique « erronée » de la France au Proche-Orient. La radio a dénoncé l'exploitation du climat d'inquiétude par « la droite raciste française, qui en profite pour attiser les sentiments hostiles aux minorités vivant en France, notamment les quatre millions de musul-

mans, les menaçant d'expulsion ou de répressions diverses ».

A Beyrouth, le premier ministre, M. Raed Karamé, a estimé que les causes de la vague de terrorisme à Paris ne devaient pas être uniquement recherchées au Liban. Il a demandé à la France du ne pas accuser sans preuve les Libanais. M. Karamé, qui a tenu ces propos après s'être entretenu avec le secrétaire général du Qual d'Orsay, M. André Ross, a ajouté : « Les Français eux-mêmes savent que tant les Libanais pour responsables [des attentats] n'est pas juste, particulièrement pour ce qui concerne nos étudiants ».

Enfin, dans une interview à un quotidien de Bèrbaïd, le *Gulf Daily News*, le chef de l'O.L.P., M. Yasser Arafat, déclare notamment : « Nous sommes totalement opposés à ces actions terroristes ; comme nous en avons informé nos amis de Paris, nous sommes prêts à offrir toutes nos capacités pour les aider à faire face. » — (AFP, Reuters, AP.)

### La manifestation du Front national

#### M. Le Pen et son chœur de l'Opéra

« Peuple de Paris, nous sommes dix mille ce soir, votre présence immense... » Accueilli sous les vivats, « Le Pen, président », ce slogan semble lui être monté à la tête. Juché sur une camionnette de location pour haranguer le bon peuple, soudainement M. Jean-Marie Le Pen voit grand. Derrière lui, rangé sur les marches de l'Opéra, le chœur muet des parlementaires du Front national enrubannés de tricolore, les demoiselles Le Pen aux angles, les porteurs de drapeaux et de pancartes réclamant « la peine de mort pour tous les terroristes ». Devant la camionnette entourée d'un réseau de photographes prudemment badgés, des hommes et des femmes de tous âges, de toutes conditions et de différentes tenues, échappés vers 18 h 30 des bureaux, arrivés des banlieues.

Dix mille ? « Cette fois, y pousse un peu », risque un anonyme. Deux mille peut-être, tout au plus, à avoir « pris le risque » comme les en félicitera « Jean-Marie » de « se regrouper en pleine lutte antiterroriste », à avoir bravé aussi l'interdiction formelle de la préfecture de police. « Nous aurions encore été plus, ce soir, se plaint l'artiste, si tous les policiers de la région parisienne avaient pu assister à cette manifestation, s'ils n'avaient pas été mobilisés, comme par hasard, en cette fin d'après-midi... »

Mais le hasard a tout de même bien fait les choses. Pas de képis à l'horizon, mais plusieurs compagnies de gendarmes en faction dans les rues adjacentes prêtes à boucler le quartier en cas d'incidents. Il n'y en aura pas. Fruit de l'arrangement

avec M. Pasqua : la promesse des amis de M. Le Pen de rentrer comme ils sont venus. Trois quarts d'heure de stationnement place de l'Opéra. La Concorde, ce sera pour une prochaine fois.

Le temps de lancer quelques mille slogans : « La France aux Français », « France, Le Pen, Sécurité ! ». Le temps pour M. Le Pen de réaffirmer le droit naturel à manifester « cause naturelle » de fustiger ce gouvernement qui « préfère laisser manifester son chouchou Harlem Desir » et le temps enfin de déclarer « la mobilisation générale du peuple français ». « Les terroristes ne nous impressionnent pas », s'écrie M. Le Pen, et nous défendons nos libertés, nos familles et nos existences. Quelques bordées de sifflette pour M. Chirac, quelques libres propos évocateurs secouent les rangs : « Harlem Desir au four », « Abdallah, salut, le peuple aura ta peau », un « lâche d'Arabes » réclamé en guise d'apothéose, une bannière *Marsellaise* par-dessus le tout... « pour éviter toute provocation qui pourrait contribuer à donner de nos partisans une autre image que celle de défenseurs de l'ordre et de la liberté », le président du Front national intime à son auditoire la dispersion.

19 h 15. « Nous vous prions de bien vouloir rouler les banderoles », répercuté le son. Ravie, cette dame s'en retourne ravivée à Courbevoie : « Ah, répète-t-elle à l'envi, y avait bien longtemps que je n'avais pas vu autant de Français !... »

DANIEL CARTON.

« Déjà du second policier blessé dans l'attentat au Pub Renault. — Le gardien de la paix Bertrand Gauthier, vingt-neuf ans, grièvement atteint dans l'attentat du Pub Renault commis le dimanche

14 septembre, a succombé à ses blessures pendant la nuit du lundi 22 au mardi 23 septembre. Un autre policier, Jean-Louis Breteau, vingt-quatre ans, était mort peu après l'attentat.

### La famille Abdallah comme « cellule » politique

Joseph Abdallah, frère aîné de Georges, a été étudiant en France où il a soutenu une thèse en doctorat de troisième cycle en 1983 sur le pouvoir dans un village maronite du Nord libanais. Kabysyev évidemment... En 1979, Joseph avait présenté au Liban, sous la direction du professeur Souheil El-Kaché, de l'Université libanaise, un mémoire de maîtrise sur « la formation du pouvoir politique dans un quartier de Zahié » (ville chrétienne de la Bekaa).

Son ancien entourage universitaire français a conservé un bon souvenir du thésard : « Il paraissait un étudiant ouvert, régulier, sans histoire, plutôt attiré, il est vrai, par le marxisme hétérodoxe théorique de certains enseignants ». Après sa soutenance, il retourna au Liban. La même année, le plus âgé des six frères Abdallah, Salem (appelé aussi Fahim ou Fakim ou encore Sylvaïn) mourut mystérieusement en France où vit toujours son fils, Frédéric. L'année d'avant — 1982 — les FARL avaient frappé à Paris, tuant un Américain et un Israélien.

Début 1985, la police française enquêtait sur Georges, arrêté en 1984, saisi tous les exemplaires de la thèse de Joseph qu'elle trouva. On en découvrit cependant encore un bien caché ici ou là...

Le but de la recherche de Joseph Abdallah était de montrer comment, de l'Empire ottoman à nos jours, le pouvoir local a pu se maintenir à Kobayret entre les mains des deux mêmes grandes familles en dépit de la destruction par le capitalisme moderne des anciens modes de production.

L'ensemble constitue ce qu'il est convenu d'appeler un travail honnête, avec en prime quelques charmes levantineux d'écriture. C'est à la fois le fruit d'enquêtes sur le terrain et d'une réflexion, qu'on pourrait qualifier d'arabo-marxiste.

Outre le fait que le texte est ponctué de tous les noms charnés aujourd'hui par une actualité sulfureuse : Abo, Dahar, Dagher et jusqu'à l'arbre généalogique — rédigé de la main même de Joseph — de la modeste mais innombrable famille Abdallah, on doit parfois se frotter les yeux pour savoir si on lit un ouvrage universitaire ou un communiqué des FARL, du CSPPA ou du PDL.

Ainsi ce postulat, que l'on retrouve aussi bien dans la thèse que dans le communiqué du 12 septembre, après l'attentat de la Défense : « L'islam est la religion la plus tolérante ».

(Le Monde daté 14-15 septembre).

#### Le « type calé » du clan

Parfois on a l'impression que le thèse résume le propre itinéraire politique de Georges : « Le Parti syrien national social (1), dont la branche de Kobayret date de 1980, y a eu sa plus grande expansion en 1970-1972 et s'est réduit en 1973. Une grande partie de ses adhérents s'est engagée alors dans la résistance palestinienne pour en sortir en 1977. Cette partie se présente aujourd'hui comme des « militants indépendants » ne connaissant aucun parti capable de résoudre leurs problèmes. » Et d'ajouter en note cette précision : « Le gauche libanaise

connaît beaucoup de « militants indépendants ». Ce sont la plupart des disciples de Georges, les charmes levantineux d'écriture pour un certain temps dans les partis communiste ou socialiste ou dans la résistance palestinienne. » Le portrait craché de Georges...

Et cette ultime définition paraît aller comme un gant à la genèse Abdallah : « La famille élargie, destructrice, ne manque pas d'une solidarité qui la maintient comme unité sociale de base, jouant, au plan politique, le rôle de la cellule dans le parti unique... ».

Ainsi, à Kobayret, la famille a bénéficié, si l'on peut dire, tant des échecs de l'économie capitaliste que de ceux des partis modernes : les Abdallah ont partiellement bien réussi à faire assumer à leur clan leurs idées fausses. Joseph est bien le « type calé » de la tribu » décrit par ses collègues (le Monde daté 19 septembre), le chef rêveur et obsédé que les autres écoutent aveuglément, indifférents comme lui aussi bien à l'isolement qu'à la récupération. Le tout sur fond de ruines : celles du Liban, bien sûr, mais surtout celles des illusions de ceux qui, au Levant, avaient cru que le marxisme permettrait à l'Orient arabo-islamique de s'élever au-dessus de lui-même.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

(1) Plus connu sous son ancien nom de Parti populaire syrien, mouvement libanais militant depuis 1932 pour la formation de ce que Joseph Abdallah appelle « la croisée fertile », qui réunirait en un seul Etat les principaux pays arabes du Proche-Orient, dont le Liban.



ronisme  
iens ont found  
autorités françaises

## Le Monde MEDECINE

# Asthme : la mauvaise réputation

**Le mot même d'asthme fait encore peur. Aux malades comme aux médecins. Des thérapeutiques existent mais les diagnostics et les prescriptions sont timorés. La mortalité s'accroît...**

**P**ARADOXAL mais vrai : en ces temps de progrès médicaux constants, la mortalité due à l'asthme ne cesse d'augmenter. Un phénomène d'autant plus inquiétant qu'il semble plus net chez les personnes jeunes, âgées de moins de trente-quatre ans. Selon une étude publiée au mois d'août dernier dans la revue scientifique *The Lancet*, en 1974, 1 086 personnes seraient décédées en Angleterre et au Pays de Galles du fait de leur asthme. En 1984, dans les mêmes régions et pour cette même maladie, 1 784 décès ont été observés. Dans la classe d'âge la plus jeune (5-34 ans), la progression de la mortalité est de 4,7 % par an, avec une différence selon le sexe du malade (6,1 % chez les hommes, 2,8 % chez les femmes).

Un phénomène similaire semble se produire dans d'autres pays. Ainsi, en Nouvelle-Zélande, le taux de mortalité due à l'asthme est-il passé de 1,3 pour 100 000 en 1974 à 4,1 en 1978. « Pour ce qui est de la France, explique le professeur François-

Bernard Michel (hôpital de L'Ailongue, Montpellier), on est réduit aux impressions, aucune étude épidémiologique fiable permettant de confirmer — chiffres à l'appui — l'existence d'un tel phénomène. Subjectivement, je dirais que je partage l'impression de mes collègues anglo-saxons. »

Reste à comprendre et à tenter d'expliquer pourquoi on meurt davantage d'une maladie qui par ailleurs semble faire l'objet de progrès diagnostiques et thérapeutiques avérés. Avant toute chose, l'asthme a mauvaise réputation. Ainsi que l'explique le professeur Michel, « il est assurément, malfamé, volontiers « sous-diagnostiqué », fréquemment « dys-traité ». Comme si le mot même d'asthme était tabou. L'asthme effraie, donc. Alors on préfère lui accoler toutes sortes de suffixes du genre « forme » et « tryforme », comme si l'on pensait que ce simple tour de passe-passe orthographique atté-

nuerait la gravité du mal. Ou encore les médecins, selon le mot du professeur Michel, « se réfugient » dans des diagnostics imprécis (bronchite infectieuse ou spastique) mais, pensent-ils, de connotations moins péjoratives.

Dans son ouvrage *Asthmologie* (1) le professeur Michel rappelle l'anecdote suivante : « Une jeune femme médecin présente ses deux jeunes enfants à notre consultation en annonçant avec un sourire charmant qu'ils sont tous deux porteurs de « bronchite asthmatique ». (...) Après examen, le diagnostic formulé par la mère est repris par nous sous une forme qui nous paraissait identique : oui, madame, vos enfants ont bien de l'asthme. A ce simple mot, le visage de cette jeune confrère est devenu livide, et nous avons vu dans son regard une angoisse intense. »

Cela ne serait rien si l'on en restait au niveau des mots. Mais combien d'enfants affaiblis du diagnostic de bronchite asthmatique ne bénéficient pas du hilaire que tout véritable asthmatique est en droit d'attendre. Et du même coup ne reçoivent pas le traitement le plus adéquat.

Cette constatation rejoint celle de l'auteur de l'article publié dans *The Lancet*, P. Burney (du Saint-Thomas Hospital de Londres), selon qui la sous-évaluation du diagnostic d'asthme ainsi que la prescription d'un traitement non

adapté perçoivent que trop léger (*under-treatment*) sont pour une grande part dans cette augmentation de la mortalité due à l'asthme.

Cette observation en appelle une autre qui concerne aussi bien les médecins que les malades. « Parce que le traitement de l'asthme n'est pas toujours bien compris ou expliqué, estime le professeur Michel, il renvoie à la notion d'échec. » Même son de cloche du côté britannique, le docteur Hugh Faulkner, directeur de l'Asthma Research Council estimant que la principale solution réside dans l'éducation tant des médecins que des malades.

### Une maladie de civilisation

Des exemples ? La trop faible utilisation, en France, de la spirométrie pour le diagnostic d'asthme comme pour le suivi thérapeutique des patients asthmatiques : le spectre excessif de la corticothérapie, qui semble effrayer

tout autant les médecins que les malades. « Il s'agit, explique le professeur Michel, de comparer les effets néfastes de l'asthme aux effets nocifs du traitement. En d'autres termes d'analyser le rapport bénéfices/risques. Dans nombre de cas, mieux vaut accepter les effets secondaires inhérents aux corticostéroïdes que devenir un grand invalide respiratoire. »

A cette sous-utilisation des corticostéroïdes s'ajoute un autre phénomène : la prescription en relative grande quantité d'une autre classe de médicaments, celle des bêta-2 agonistes. Certaines études ont en effet montré que le taux de mortalité augmentait parallèlement à la consommation de ce type de médicaments, dilateurs des bronches. En réalité, estime le professeur Michel, plutôt que d'attribuer aux bêta-2 stimulants cet excès de mortalité, il faudrait plutôt remarquer que, dans ces cas, on a offert à des asthmes graves qui mériteraient tout à fait d'être traités par des corticostéroïdes.

Cette tentative d'explication de l'accroissement de la mortalité due à l'asthme serait incomplète si l'on ne rappelait pas que l'asthme est une maladie de civilisation dont la fréquence augmente régulièrement. Combien de personnes souffrent d'asthme en France ? Impossible de le chiffrer avec précision, sans doute environ cinq cent mille personnes.

En revanche, une chose est certaine : les variations de notre environnement ont amené des éléments perturbateurs, de plus en plus agressifs pour nos bronches. A cet égard, il est significatif de constater que la fréquence de l'asthme croît à mesure que le tissu urbain s'intensifie. Une intensification qui s'accompagne également d'un accroissement de la gravité de la maladie. Sans compter que l'on assiste actuellement, sans que l'on sache très bien pourquoi, à l'apparition de nouveaux types d'asthme, comme les asthmes prémenstruels.

FRANCK NOUCH.

(1) Editions Sandoz.

## Un mal traité par la méprise

Par le professeur  
Jean Marsac  
Clinique de l'asthme,  
hôpital Cochin.

**E**N TRE trois et quatre asthmatiques meurent chaque jour en France. Cette surmortalité semble même augmenter si l'on en croit certaines statistiques anglo-saxonnes récentes, et cela en dépit d'une meilleure connaissance des mécanismes, des moyens diagnostiques et des thérapeutiques efficaces de l'asthme.

Si la plupart des deux millions d'asthmatiques français souffrent d'une affection mineure et peu gênante, 5 à 10 % d'entre eux souffrent d'asthme invalidant, soit du fait d'un inconfort respiratoire permanent, soit du fait de la répétition de crises plus ou moins violentes, témoignant d'une grande instabilité bronchique. C'est dans cette dernière catégorie de patients que l'on recense la plupart des mille à mille cinq cents décès annuels en France.

Le tiers de ces décès intervient avant l'âge de quarante ans, et ce drame n'épargne pas les enfants ou adolescents. Une récente étude anglaise a montré que 5 % des asthmatiques succombaient dans l'ambulance les conduisant à l'hôpital, et que plus des trois quarts d'entre eux mouraient chez eux, souvent en pleine nuit, sans que personne ait pu véritablement apprécier la gravité des symptômes, ce qui aurait dû aboutir à une thérapeutique efficace et salvatrice.

Ces asthmatiques graves menacés de mort prématurée ou violente sont tout d'abord des patients souffrant d'un inconfort respiratoire permanent parfois compliqué de crises d'asthme larvées paroxysmiques. Ces asthmatiques souffrent en fait de la constitution progressive de lésions anatomiques bronchiques, irréversibles, conduisant à une insuffisance respiratoire permanente de moins en moins sensible aux traitements.

Trop souvent cette véritable bronchite chronique asthmatique est la conséquence d'une obstruction et d'une inflammation bronchiques sous-estimées et insuffisamment traitées pendant de nombreuses années. Comme dans les cas de bronchites chroniques ou tabac, ces bronchites chroniques asthmatiques mourront prématurément de défaillance cardiaque et respiratoire après plusieurs années de vie médiocre.

L'autre catégorie d'asthme grave est le fait de crises soudaines et sévères particulièrement préoccupantes et angoissantes, par leur évolution rapide vers l'état d'asphyxie. Cet état de mal asthmatique est le plus souvent en relation avec une obstruction

des voies respiratoires par un spasme bronchique serré, et surtout par des caillots de mucus et de pus.

Les études rétrospectives ont permis de préciser dans quelles circonstances apparaissent les morts subites dans l'asthme. Dans moins d'un quart des cas, la mort survient rapidement, en quinze à trente minutes et apparaît le plus souvent en dehors de l'hôpital et la nuit. L'issue fatale peut survenir malgré le traitement supposé efficace de la crise d'asthme initiale.

Pour cette catégorie de patients, les facteurs favorisants sont dominés par l'instabilité bronchique qui peut être décelée par l'étude des variations du « débit expiratoire de pointe » apprécié par le malade lui-même à l'aide d'un appareil de mesure qui lui est confié. Cette instabilité peut se traduire par de grandes variations anarchoïques et imprévisibles du calibre bronchique pendant le jour ou la nuit. Ailleurs, cette instabilité se traduit par un spasme bronchique émergeant dans la deuxième partie de la nuit, au petit matin. Cette catégorie d'asthme instable se complique de crises plus ou moins fréquentes, volontiers soudaines et graves, prédominant la nuit, imposant souvent l'hospitalisation en urgence.

### Sous-estimation

A l'inverse, et dans plus de trois quarts des cas, la mort survient de façon plus tardive, au cours d'une crise d'asthme soudaine, souvent après plusieurs heures d'efforts thérapeutiques dont l'insuffisance est le fait d'une négligence ou d'une sous-estimation des facteurs de gravité. Une thérapeutique précoce et adaptée aurait pu permettre d'éviter l'issue fatale d'au moins 80 % des morts recensées.

Il existe actuellement une véritable stratégie de prévention efficace de la mort dans l'asthme. On ne signalera jamais assez que ces morts indues sont dans la majorité des cas la sanction d'une sous-estimation des facteurs de gravité entraînant une insuffisance thérapeutique. Pour affiner le diagnostic, des méthodes standardisées actuellement disponibles permettent de faire la part entre les phénomènes spastiques bronchiques et les phénomènes allergiques ou inflammatoires.

Malheureusement, la pratique courante fait apparaître la réticence et la crainte des malades, voire des médecins, à utiliser des thérapeutiques anti-asthmatiques à doses efficaces. N'a-t-on pas craint pendant de nombreuses années les effets délétères des broncho-dilatateurs majeurs que sont les bêta-2-stimulants, accusés à tort d'avoir des effets néfastes sur la fonction cardiaque

ou encore d'entraîner des spasmes bronchiques paradoxaux ?

La plupart des patients morts d'une crise d'asthme sévère ne sont pas morts d'un excès de ces bêta-2-stimulants, mais en fait de l'absence d'administration rapide d'un traitement adéquat par les anti-inflammatoires corticostéroïdes. Il est probable que la corticothérapie a été largement sous-employée chez bon nombre d'asthmatiques, car on en craignait les effets latéraux indésirables. En fait un traitement par les corticostéroïdes est déterminant dans son action anti-inflammatoire aussi bien pour enrayer des crises éphémères que pour limiter l'odéme bronchique chronique qui prédispose au handicap respiratoire grave.

Grâce à de nombreuses campagnes d'information, grâce aussi à de nombreux essais thérapeutiques contrôlés cliniques et biologiques, les bêta-2-stimulants et les corticostéroïdes ont été réhabilités et permettent d'améliorer franchement le confort respiratoire et l'espérance de vie d'un bon nombre d'asthmatiques. La plupart des experts admettent actuellement l'intérêt d'une corticothérapie à doses efficaces, qui est rarement continuée si l'on ne sait pas utiliser les corticostéroïdes inhalés à doses adaptées, ainsi que les courtes cures de corticostéroïdes par voie générale s'il y a un besoin. Avec de telles stratégies thérapeutiques, il n'existe pratiquement plus d'effets délétères souvant redoutés des patients.

La prévention de l'asthme grave passe également par le développement de structures d'accueil adaptées qui sont offertes aux médecins praticiens et à leurs malades. Ces structures spécialisées permettent l'éducation des patients sur les caractéristiques de leur maladie et les risques réels de leur thérapeutique, les limites de l'automédication, les facteurs de risque éventuels. Il est tout aussi essentiel d'instruire et d'entraîner les patients sur la manière de prendre leurs traitements, notamment les médicaments inhalés par voie bronchique, qui sont parmi les thérapeutiques les plus efficaces de l'asthme bronchique.

Les structures spécialisées permettent également un accueil permanent de tout asthmatique en détresse qui pourra trouver jour et nuit une équipe entraînée, en mesure d'administrer en temps voulu une thérapeutique efficace.

C'est par de telles mesures que l'on pourra améliorer la prise en charge des asthmatiques et assurer une meilleure éducation des malades. Cela doit aboutir à une meilleure observance thérapeutique, et de ce fait offrir une vie plus confortable, plus active et plus sereine.

## La Syrie vaccine ses enfants

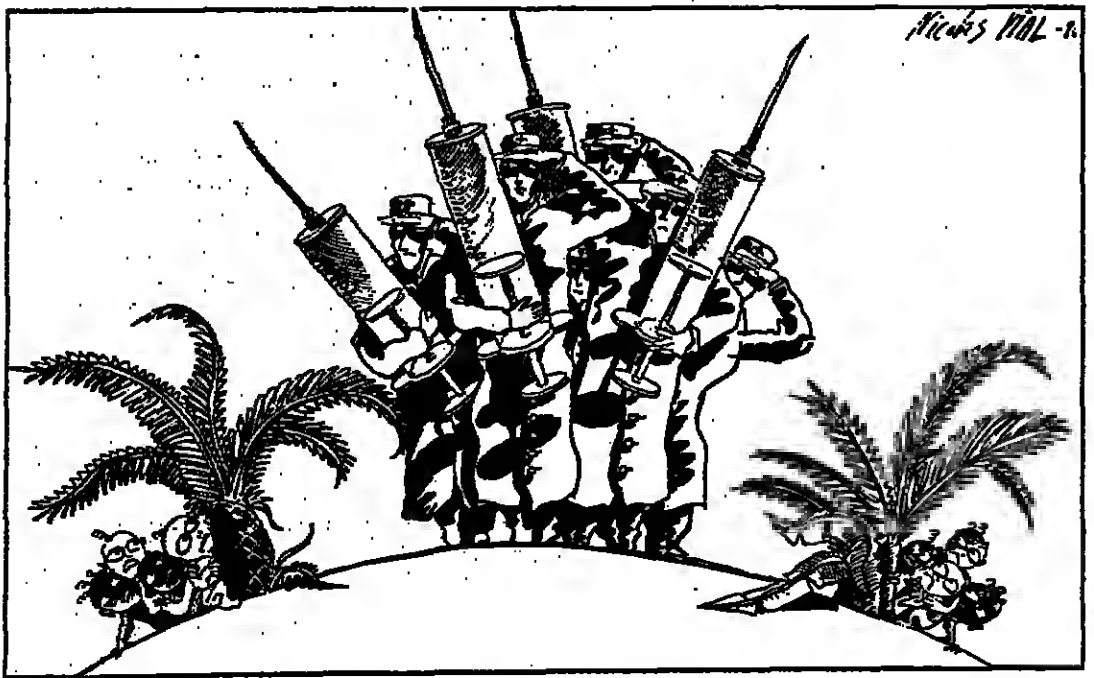
**1 300 000 enfants syriens vont être immunisés contre les maladies infantiles. Jamais un pays arabe n'avait entrepris une telle campagne de vaccination.**

SWEIDA (Djebel El Arab)  
de notre envoyé spécial.

**S**UR la place centrale de Sweida, à une centaine de kilomètres au sud de Damas, un cavalier de bronze figé pour l'éternité dans une pose guerrière commémore la résis-

Depuis les premières heures de la matinée, des voitures équipées de haut-parleurs sillonnent ainsi la ville, comme partout ailleurs en Syrie ; depuis le lancement en grande pompe d'une campagne massive de vaccination, le 13 septembre, les autorités syriennes n'ont rien négligé pour en faire un

coup de 30 % à plus de 80 %. Plus de mille cinq cents centres de vaccination ont été mis en place dans les dispensaires, les hôpitaux, les écoles, les mosquées, les locaux des organisations populaires et même parfois les postes de police. Dans les villages les plus reculés, près de cinq cents unités mobiles utilisent des maisons mises à leur disposition par les habitants. Quelque cinq mille infirmières, médecins et étudiants en médecine ont été mobilisés pour administrer les vaccins. Ces derniers ont été fournis par l'UNICEF, ainsi que les seringues, des équipements pour la conservation des vaccins et des véhicules — une



tance farouche que les druzes opposèrent dans les années 20 aux forces mandataires françaises dans cette région de Syrie. Mais aujourd'hui, c'est à une autre bataille qu'une voix jeune et féminine amplifiée par un haut-parleur appelle la population du djebel druze : la « bataille contre les six maladies » — rougeole, poliomyélite, coqueluche, tétanos, tuberculose et diphtérie — qui toient chaque année quelque cinq mille enfants syriens de la naissance à cinq ans (13 % des décès dans cette tranche d'âge) et sont responsables d'un nombre plus grand encore de cas d'infirmités permanentes.

événement national, ce qui n'est peut-être pas tout à fait sans arrière-pensée au moment où la Syrie traverse de grandes difficultés économiques. Mais il est vrai aussi que cette opération, organisée avec l'aide de l'UNICEF (Fonds des Nations unies pour l'enfance), est la plus importante du genre entreprise à ce jour dans un pays arabe par l'ampleur des moyens mis en œuvre et les objectifs poursuivis.

Un million trois cent mille enfants vont donc être vaccinés d'ici la fin de l'automne (1). Le taux d'immunisation des moins de un an devrait être porté d'un seul

contribution de près de 1 million de dollars.

Cette mobilisation a, en fait, commencé bien avant la campagne proprement dite, qui a nécessité un an de préparatifs. Un effort considérable a été consacré à l'information et à la sensibilisation d'une population qui perçoit souvent la maladie comme une fatalité, en particulier dans les milieux populaires et ruraux.

EMMANUEL JARRY.  
(Lire la suite page 16.)

(1) La Syrie compte 10,8 millions d'habitants, répartis dans quatorze gouvernorats.

هذا من الاجل

هكذا من الاجل

# Neurosciences : le saut dans l'inconnu

Tout paraît possible aujourd'hui. On va greffer dans le cerveau humain des cellules de fœtus. Jusqu'où ne pas aller trop loin ?

MARSEILLE  
De notre envoyé spécial

LES milliers de personnes qui, à travers le monde, souffrent de la maladie de Parkinson ont-elles aujourd'hui de nouvelles raisons d'espérer ? En annonçant à Marseille (le Monde du 17 septembre) qu'il tenterait prochainement une nouvelle greffe de cellules de fœtus humain dans le cerveau de parkinsoniens, le pro-

fesseur Anders Björklund a doublement et dangereusement innové. D'abord, parce qu'il a annoncé devant la presse internationale non pas une « première » déjà réalisée mais bien une « première » à venir. Ensuite, parce qu'il a, volontairement ou non, suscité chez des malades douloureusement handicapés des espoirs qui, s'ils ne sont pas sans fondement théorique, demeurent encore, en toute hypothèse, à la fois fragiles et lointains.

Ses déclarations et sa volonté d'avancer coûte que coûte dans une voie thérapeutique expérimentale encore mal connue (la greffe intra-cérébrale de neurones fœtaux humains) n'ont pas été unanimement appréciées par les spécialistes réunis à Marseille dans le cadre du dixième Congrès européen sur les neurosciences. Si tous reconnaissent l'incontestable qualité des travaux de cet histologiste suédois, beaucoup, en revanche, ne cachent pas une certaine gêne de voir l'un des plus grands spécialistes mondiaux avancer aussi vite vers l'utilisation en thérapeutique humaine de résultats expérimentaux obtenus depuis peu chez l'animal de laboratoire.

Le professeur Björklund illustre ainsi à sa manière, dans le domaine des neurosciences, les problèmes que soulevait récemment dans ces colonnes le professeur Jacques Testart pour la procréation artificielle. Des problèmes qui ne tarderont pas demain à se poser sous une autre forme avec l'émergence de la thérapie génétique.

On sait que cette maladie dégénérative très handicapante (les malades souffrent notamment de troubles très importants de la motricité : rigidité, tremblements, etc.) est due en priorité à l'installation d'un déficit nerveux central : certains neurones ne synthétisent plus (ou synthétisent mal) une molécule neurotransmettrice, la dopamine.

L'utilisation des tissus fœtaux humains à des fins thérapeutiques a fait, en France, l'objet d'un avis du Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé. Il est indispensable, indiquait ce comité en 1984, que les pouvoirs publics limitent l'utilisation thérapeutique ou scientifique des embryons ou fœtus humains et des prélèvements de tissus embryonnaires ou fœtaux aux établissements agréés faisant preuve de leur compétence et datés d'un comité d'éthique.

Le professeur Björklund nous précise qu'en Suède les femmes concernées par de telles expériences devront donner leur autorisation pour que les tissus fœtaux puissent être utilisés. « Les prélèvements de tissus embryonnaires ou fœtaux à des fins thérapeutiques ou scientifiques peuvent être interdits par la mère ou le père qui dispose de la faculté de s'y opposer », estime pour sa part le Comité d'éthique français.

On imagine quelles difficultés se posent en pratique dès lors que l'on voudra développer de telles techniques. « Une totale indépendance doit être établie et garantie sous le contrôle du comité d'éthique entre l'équipe médicale qui procède à l'interruption volontaire de grossesse et l'équipe susceptible d'utiliser les embryons ou le fœtus », souligne le comité national d'éthique dans son avis. Il ajoute : « La décision et les conditions (date, technique, etc.) de l'interruption de la grossesse ne doivent en aucun cas être influencées par l'utilisation ultérieure possible ou souhaitée de l'embryon ou du fœtus. La technique d'expulsion doit être choisie sur des critères exclusivement obstétricaux en veillant à préserver l'avenir obstétrical de la femme. »

## Désir et guérison

Dans le même temps, pourtant, les spécialistes de greffes nerveuses précisent que le délai entre le prélèvement des cellules sur le fœtus et la greffe elle-même ne pourra être que très court, ce qui, à l'évidence, imposera une coordination parfaite — et une proximité immédiate — des équipes concernées.

Qui dira alors comment on peut définir la « totale indépendance » entre ces deux équipes médicales, l'une répondant au désir de la femme de ne pas conserver son enfant, l'autre tentant, non sans courage, de guérir grâce à cette interruption volontaire de grossesse un malade victime d'un handicap majeur et irréversible ? Mais peut-on raisonnablement fonder un geste thérapeutique sur un avortement ? « L'embryon ou le fœtus doit être reconnu comme une personne humaine potentielle qui est ou a été vivante et dont le respect s'impose à tous », estime le Comité national d'éthique.

J.-Y. N.

(1) - Lesson from Louis Pasteur on aids vaccine, de Bernard Dixon, Biotechnology, septembre 1986.

## Les greffes du professeur Björklund

Le professeur Anders Björklund, qui va expérimenter un traitement de la maladie de Parkinson en greffant des cellules fœtales dans le cerveau humain, a accepté de répondre à nos questions.

« Combien de personnes dans le monde souffrent de la maladie de Parkinson ont-elles, aujourd'hui, été traitées par greffes cérébrales de cellules de la glande médullo-surrénale (par votre équipe et par d'autres) ? Quels sont les résultats obtenus ? »

« Quatre patients. Dans les premiers jours, une amélioration significative de leur état a pu être obtenue sans médicaments. Les deux premiers patients ont été traités à Stockholm par E.-O. Eklund et L. Olson. Les deux derniers patients par O. Lindvall et E.-O. Eklund. »

« Quels sont, de façon schématisée, les principaux arguments expérimentaux qui vous conduisent à envisager l'utilisation de cellules de fœtus humains ? Envisagez-vous des expériences sur les primates ? »

« Les greffes de neurones fœtaux à dopamine peuvent corriger des syndromes parkinsoniens expérimentaux chez le rat. Il a été prouvé qu'ils peuvent sécréter de manière continue de la dopamine à des niveaux proches de la normale. Cela a été montré grâce notamment aux travaux du Dr Nicollon au congrès de Marseille à partir de sécrétions continues de dopamine à des niveaux proches de la normale. Des expériences sur les singes sont actuellement menées dans trois laboratoires américains. »

« Quand pensez-vous pouvoir tenter cette première ? »

Avez-vous reçu l'autorisation d'un comité d'éthique ? Lequel ? Quelles sont les directives que vous devrez respecter ?

« Nous sommes en train de mettre au point les meilleurs protocoles pour parvenir à greffer des neurones à dopamine de fœtus humains sur des rats immunodéprimés. Ce travail devra être mené pendant encore un an ou deux. Ce n'est que lorsque nous aurons le protocole exact et définitif que nous pourrons avoir l'autorisation. Il existe actuellement des directives générales adoptées par la Société suédoise de médecine. »

« En pratique, comment les choses se passeront-elles ? Quel âge devront avoir les fœtus ? Les femmes concernées seront-elles informées de la réalisation de ces tentatives ? Les malades sauront-ils qu'il s'agit de greffes de cellules de fœtus humains ? S'agit-il d'interruptions volontaires de grossesse ou d'avortements thérapeutiques ? »

« Selon les directives dont je vous parlais tout à l'heure, nous devrions avoir l'autorisation des femmes. Dans les deux cas. »

« Si les résultats sont positifs, envisagez-vous en pratique l'utilisation généralisée de cellules de fœtus humains ? Craignez-vous en Suède un mouvement d'opposition des opposants à l'avortement ? »

« Dans le cas où les résultats seraient positifs chez les patients atteints de maladie de Parkinson, cela voudrait dire que nous pourrions envisager d'autres types de greffe dans d'autres conditions. L'avortement est un sujet à controverse. En Suède, nous avons une loi libérale sur l'avortement. Néanmoins, cela demeure un sujet très sensible pour beaucoup de gens. »



BENEDICTE CLEVE

moins, cela demeure un sujet très sensible pour beaucoup de gens.

« L'essor actuel des neurosciences permet-il de penser que dans un avenir proche d'autres maladies humaines (lesquelles ?) pourront être traitées — ou corrigées — à partir de greffes de cellules cérébrales ? Y aura-t-il selon vous une autre

voie que le recours à des cellules de fœtus humains ? »

« Si l'on imagine les possibles applications futures des greffes cérébrales, on peut parler de la maladie d'Alzheimer (pour corriger les déficits cholinergiques) et de l'épilepsie (pour « débrancher » un foyer épileptique). »

Propos recueillis par JEAN-YVES NAU.

## La Syrie vaccine ses enfants

(Suite de la page 15.)

Une étude préliminaire a ainsi révélé que 13 % des mères de famille « ne croyaient pas à la vaccination ». Aux questions des enquêteurs, elles répondaient notamment que la santé de leurs enfants « était entre les mains de Dieu » et qu'il n'y avait qu'à s'en remettre à lui. Pour lutter contre cette attitude fataliste, les autorités syriennes ont fait appel aux imams des mosquées, invités à convaincre leurs fidèles des vertus de l'immunisation et à expliquer que celle-ci ne contredit en rien la volonté de Dieu.

Quinze pour cent des femmes interrogées ignoraient, d'autre part, purement et simplement, l'existence de la vaccination. Beaucoup de parents ne faisaient pas la différence entre prévention et traitement, et pensaient que le vaccin pouvait guérir leurs enfants déjà atteints par le mal. Pour 16 % des mères interrogées, la crainte des effets secondaires de la vaccination était, en outre, un facteur dissuasif, tandis que d'autres mettaient leur négligence sur le compte de leur accaparement dans les tâches ménagères

ou de l'éloignement des centres de soins.

La campagne d'information menée ces derniers mois a été essentiellement orientée vers les femmes. Les instituteurs, des membres du parti Baas, des organisations de jeunesse ou de l'Union des femmes, des chefs de village, ainsi que les sages-femmes traditionnelles, auxquelles on fait encore appel en Syrie pour 85 % des accouchements, ont été mis à contribution et ont fait du porte-à-porte pour expliquer l'importance de la vaccination. Mais l'aspect le plus spectaculaire de cette campagne a, sans aucun doute, été la mobilisation des moyens audiovisuels.

### Convaincre les analphabètes

Une étude minutieuse avait été réalisée auparavant pour définir les messages les plus appropriés. Il a notamment fallu tenir compte du taux élevé d'analphabétisme (plus de 60 %) de la population féminine. On a, en revanche, découvert que 83 % des femmes

disposaient chez elles d'un poste de radio qu'elles écoutaient surtout le matin avant 9 heures. C'est donc dans ce créneau horaire qu'ont été concentrés les messages radiodiffusés.

Près de 90 % des Syriens ayant accès à la télévision, un effort particulier a aussi été fourni pour produire des spots et des documentaires diffusés pratiquement jusqu'à saturation ces dernières semaines. L'un des chanteurs préférés des téléspectateurs syriens, Abou Sayyah, a enregistré quatre chansons spécialement écrites pour la campagne d'immunisation. Le producteur d'une émission de télévision très populaire en Syrie, « La santé et la vie », a tourné dans les hôpitaux des reportages montrant les effets dévastateurs des six maladies en question : images terribles d'enfants bardés de sondes, défigurés par la rougeole, paralysés ou déformés par la poliomyélite et le tétanos, mais des images très efficaces si l'on en juge par l'afflux de parents et d'enfants auquel, selon des responsables de l'UNICEF, on a assisté dans certains dispensaires avant même le démarrage officiel de la campagne de vaccination.

L'important est de savoir maintenant si l'élan suscité en Syrie par cette campagne pourra se maintenir à l'avenir. Le risque de ce genre d'opération est, en effet, que, le premier mouvement d'enthousiasme passé, elle reste sans lendemain. Les autorités syriennes sont apparemment conscientes de ce risque. Une seconde campagne nationale d'information et de vaccination sera ainsi lancée en 1987.

« Grâce à la présente opération, le retard dans le domaine de l'immunisation va être à peu près comblé, indique pour sa part M. Stephen Woodhouse, directeur du bureau régional de l'UNICEF. Le nombre d'enfants à vacciner sera réduit à environ quatre cent mille nouveaux-nés par an, ce qui facilitera considérablement la tâche. L'infrastructure sanitaire existante peut y faire face, d'autant que les Syriens envisagent la création de nouveaux dispensaires en 1987. Enfin, l'accent va être mis sur la formation de sages-femmes traditionnelles, très influentes dans les milieux ruraux ; si on peut leur faire prendre conscience de l'importance de la vaccination, cela permettra de maintenir une couverture satisfaisante. »

EMMANUEL JARRY.

**MARKETING : LA PUBLICITE FAIT-ELLE VENDRE ?**

SCIENCE & VIE

**ECONOMIE**

OCTOBRE

Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris

**SÉMINAIRES**

GESTION DES VENTES INTERNATIONALES

Distribution physique d'une commande export	13 et 14 octobre
Gestion d'un service export	15 et 16 octobre

**EAP**

Département Formation Continue Internationale

108, bd Malesherbes 75017 PARIS

Tél. : (47) 63-82-81

**FACTOR** LOGICIEL DE FACTURATION ET GESTION DES CLIENTS

VERSION DE BASE	900 F HT
VERSION PROF. JURIDIQUE	2 000 F HT
VERSION DÉMONSTRATION	100 F HT

Compatibles IBM - prix HT (TVA 18,6 %)

MANAGING SOFT 6

35 35 70-44

**Vous avez dit micro ?**

Concours sur Minitel.

Gagnez chaque jour un abonnement à Science et Vie Micro.

**Le Monde sur Minitel**

36.15 tapez : **LEMONDE**

LE MINITEL A TROUVÉ A QUI PARLER









سكننا الاصل

18. Le Monde • Mercredi 24 septembre 1988 •

CALENDRIER  
DES ADMINISTRATEURS  
DE CONCERTS

<b>CONCERT ORGUE et HAUTOIS</b> Jacques MARICHAL Jacques VANDEVILLE HAENDEL, MOZART TELEMANN, BACH GEMINIANI	<b>CONCERT</b> Barriviera CRUZ et Antonio PROENÇA « Fados », chants populaires portugais	<b>Philippe PÉLISSIER</b> bouteille Olivier BÉNSA guitare Hassidim, Telemann Schumann, Purcell Britten, Ravel J.-M. FOURNIER PRODUCTIONS piano : DANIEL VARSANO BEETHOVEN - LISZT en hommage à MAGDA TAGLIAFERRO	<b>ORCHESTRE NATIONAL de l'OPÉRA</b> Dir. : Michaël SCHOENWANDT Sol. : Anne TOMOWA-SINTOW ZEMINSKI, SCHREKER RICHARD STRAUSS
---	--	--	--



Directeur : Daniel Barenboim

MUSIQUE SYMPHONIQUE  
SALLE PLEYEL - 20H30

1<sup>er</sup>, 3 octobre  
Daniel Barenboim, direction  
Siegfried Jerusalem, ténor  
Dietrich Fischer-Dieskau,  
baryton  
Helmut Pampuch, ténor  
WAGNER : SIEGFRIED, Acte I

5 octobre  
Daniel Barenboim, piano  
Rado Lupu, piano  
SCHUBERT : HÉLÈNE  
Œuvres pour piano à quatre mains

8, 10 octobre  
Daniel Barenboim, direction  
John Tomlinson, basse  
Albert Tard, violoncelle  
Jacques Cazaureau, contrebasse  
Chœur d'hommes  
de l'Orchestre de Paris  
Chef du Chœur : Arthur Oldham  
MARTIN : SCHUMANN  
CHOSTAKOVITCH

15, 16, 17 octobre  
Daniel Barenboim, direction  
Maurizio Pollini, piano  
MENDELSSOHN : CHOPIN  
SCHUBERT (15 et 16 octobre)  
STRAVINSKY (17 octobre)  
En association avec  
le Festival d'Automne

EDUCATION  
SALLE PLEYEL (01 45 43 87 96)

Culture

MUSIQUES

L'Orchestre philharmonique d'Israël

Bernstein et Dvorak salle Pleyel

A l'occasion  
du cinquantième  
anniversaire  
de la fondation  
de l'Orchestre  
philharmonique d'Israël,  
Leonard Bernstein  
a composé Jubilee Games.

Le premier mouvement, « Evénements en style libre » de Jubilee Games - créé à New-York le 13 septembre et figurant au programme du concert donné salle Pleyel le 22 septembre - qui résonne aux éclats d'une certaine liberté de jeu et d'intervention et de maud de clamer à plusieurs reprises le chiffre sept en hébreu, évoque assez ce qu'on pouvait entendre dans les dernières années du Festival de Royan, quand la fin de l'été donnait la main au début du néo-romantisme. Le résultat est passablement indigeste et confus. Avec le second mouvement, « Dispara Dances », on retrouve le compositeur de West Side Story, qui danse en dirigeant sur des rythmes impairs et bien serrés.

Un vil succès qui a fait un peu oublier le Cantique des cantiques, de Lukas Foss, donné en début de concert. Ecrite en 1946, l'œuvre n'a

en commun que le nom de son auteur avec les pages plus expérimentales composées à partir de 1957. Cette cantate biblique ressemble à un petit oratorio de Massenet révisé par un élève de Hindemith, sans posséder la qualité d'aucun des deux. Ce n'est pas vraiment décevant, plutôt morne et sans grande invention.

La meilleure partie du concert était donc la seconde, consacrée à la Symphonie du Nouveau-Monde, de Dvorak. Elle aura bientôt cent ans, mais elle ne s'use pas. En outre, elle permet d'apprécier la couleur somptueuse des cordes d'un orchestre héritier des meilleures traditions de l'Europe centrale, la tendre clarté des bois, la plénitude des cuivres, sans toutefois ni agressivité. Selon son tempérament, Leonard Bernstein a fait de chaque mouvement un poème symphonique où les instruments s'ourdissent, explosent et se défont.

A l'issue du concert, le chef n'a pas voulu revenir saluer avant d'avoir serré les mains de chacun des musiciens de l'orchestre ; rien de plus exceptionnel ni de plus naturel à la fois : chacun pouvait être fier et content de l'autre ; de Dvorak aussi, soit dit en passant.

GERARD CONDÉ

Au Festival Musica de Strasbourg

« Stimmung », de Stockhausen

Dans un festival  
ouvert aux créateurs,  
la récréation  
d'une œuvre-clé,  
et à l'origine,  
mal appréciée.

Né en 1928 et déjà en situation de quasi-monopole sur la musique contemporaine en France, le Festival Musica de Strasbourg ne cesse pas, comme Royan le faisait, l'ensemble de son budget à la commande et à la création d'œuvres nouvelles. Certains le lui ont reproché. C'est là cependant son originalité et une manière de procéder héritée peut-être des autres arts, la peinture en particulier : il ne viendrait à l'idée de personne d'attendre qu'un grand peintre vivant ait accompli d'une dernière toile pour le faire figurer comme phare, comme repère, dans un panorama des tendances de notre siècle. Et s'il n'y a pas de tendances, mais seulement actualité, le panorama perd de son intérêt. Quelques autres festivals de musique contemporaine en ont fait les frais.

Après les Moments de Stockhausen, remontés l'an dernier à Strasbourg quinze ans après la création de leur version définitive, après Hymnen, repris en 1984 quelque vingt ans après être né, on aurait pu s'attendre cette année à poursuivre dans le gigantisme et le syncrétisme avec Gruppen ou Carré. Les responsables de Musica ont choisi Stimmung parce que cette partition, datée de 1968, fruit typique d'une année agitée, prévue pour le programme de l'an dernier et alors annulée, est le point de rupture, la transition oubliée, le chaînon manquant, car, à l'époque négligée, l'amorce d'un tournant dans le parcours si particulier du compositeur allemand.

Pour cette cantate à six voix qui succédait presque immédiatement chez lui à une période électronique pure et dure, pour cette longue méditation océane où ne résonnent, quelques mots et un très petit nombre d'accords non dissimulant l'entente égrenée, pour ce paysage sans relief, d'harmonie et de paix, l'auteur fut en 1968 proprement raillé. Un intello à la mode hippie ! Qu'il retourne vite à ses machines et à ses problèmes compliqués de forme dans un temps structuré.

Mais Stockhausen n'allait pas y retourner. Il allait, bien au contraire, sortir sa musique des salles de concert, s'accorder sur la vibration des étoiles (Sternklang), sur la tonalité des saisons (Herbstmusik), faire chanter les plus humbles tâches de la vie quotidienne (Alphabet für Liege), pour se consacrer à partir de 1977, et prévoit-il alors pour au moins vingt années, à la composition d'une œuvre unique, lyrique et comique, enclavée au fil des ans par « journées ». Stimmung marque l'apparition de ce Wagner au grand pied. Car son premier modèle, Stockhausen ne l'a peut-être pas trouvé dans la philosophie orientale, ni dans les techniques vocales des moines tibétains, mais dans sa propre culture et dans les cent trente-sept premières mesures de l'Or du Rhin, bâties sur un unique accord de mi bémol majeur. Tous les symboles, déjà, y étaient : l'image de la permanence liée à l'eau (Stimmung fut en partie composée après une journée de grande passion de plage), à l'ondulation, à la respiration tranquille d'un corps apaisé : à la féminité.

Après les Moments de Stockhausen, remontés l'an dernier à Strasbourg quinze ans après la création de leur version définitive, après Hymnen, repris en 1984 quelque vingt ans après être né, on aurait pu s'attendre cette année à poursuivre dans le gigantisme et le syncrétisme avec Gruppen ou Carré. Les responsables de Musica ont choisi Stimmung parce que cette partition, datée de 1968, fruit typique d'une année agitée, prévue pour le programme de l'an dernier et alors annulée, est le point de rupture, la transition oubliée, le chaînon manquant, car, à l'époque négligée, l'amorce d'un tournant dans le parcours si particulier du compositeur allemand.

Le but était sans doute de magnifier ce « poème acoustique » par l'acoustique la plus réverbérante facilitant cette « victoire sur la matière » qu'est le phénomène de diaphonie. Soit, sur certaines voyelles très ouvertes, et au prix d'une ouverture de la cavité buccale maximum, le dédoublement de la voix entre le son fondamental et l'une de ses harmoniques très aiguës, à l'exemple de la voix de gaimarde encore utilisée par certaines peuplades de Haute-Mongolie. Mais, sous les voiles immaculés de cette cathédrale engloutie, comment ne pas être sensible aux résonances religieuses et amoureuses de cette lente avancée dans les entrailles du son pur ?

ANNE REY.

Lire également en page 22  
nos rubriques Arts et Danse.

ROCK

Stevie Ray Vaughan à l'Olympia

Un « guitar hero » du Texas

La voix timbrée noire et mal dégrossie, le genre bouseux qui racle les fonds de gorge avec un accent à couper au couteau et qui postillonne des textes au premier degré, parlant de filles, de bagnoles et des bars à la hirsute d'un bled perdu. Les filles se font la belle, les tirs restent fidèles et les beuveries se terminent à l'ange quand le patron boisse la grille. Le blues dans sa tradition.

Ce blues-là, Stevie Ray Vaughan l'a entre les dents, comme on dit. Un jeune gars du Texas, né à Dallas et immigré à Austin. Profession : guitariste. Un as de la six-cordes, un acrobate du chorus aérien, un fanatique de l'accord raide. A huit ans, il tenait déjà son instrument dans un petit groupe local, The Chantones. Son grand frère, Jimmy Vaughan, qui officiait au sein des Fabulous Thunderbirds, lui enseigna l'héritage de B.B. King, Magic Sam, Lonnie Mack, et Stevie rejoint la race des noirs-blancs au pays des rockers. Les groupes se succèdent : Blackbird, Nightcrawlers, Triple Threat et finalement Double Trouble. De passage à Austin, Mick Jagger remarque le trio et l'invite à New-York pour assurer la première partie d'un concert privé. Au Festival de jazz de Montreux, où il est à l'affiche, David Bowie propose à Vaughan de jouer sur son album Let's Dance. Jackson Browne, enfin,

lui prête son studio à Los Angeles pour enregistrer son premier 33 tours (Texas Flood).

Stevie Ray Vaughan renoue avec le culte du guitar hero popularisé dans les années 60 par les Hendrix, Clapton, Jeff Beck et consorts. La guitare toutes griffes dehors qui dit autant, sinon plus, que la voix, les solos ventrés à terre avec les notes en mitraille, les riffs en rafales, les démarrages sur les chapeaux de roues et les dérapages contrôlés. Les envolées ébouriffées et les glissandos étalés étant ici l'essence du son gras et du ton rustique du terroir texan.

ALAIN WAIS.  
★ Olympia, mardi 23 et mercredi 24 septembre, 20 h 30.  
★ Disques chez CBS.

**SALLE PLEYEL**  
ALBERT SARFATI PRÉSENTE  
Lundi 29 Septembre 20 h 30  
L'ÉVÈNEMENT DE LA RENTRÉE  
A NE PAS MANQUER  
**ORCHESTRE  
SYMPHONIQUE  
DU BOLCHOI**  
Direction ALEXANDRE LAZAREV  
avec la grande révélation STANISLAV BOUNINE  
dans le 1<sup>er</sup> concerto pour piano et orchestre  
de CHOPIN  
Lauréat du concours Marguerite Long en 1983  
1<sup>er</sup> prix du concours CHOPIN à Varsovie en 1985  
Location Salle Pleyel - Par téléphone :  
45 63 88 73 de 13 h à 18 h, sauf le Dimanche  
45 61 06 30 de 9 h à 18 h, sauf Samedi et Dimanche  
Agences et 3 FNAC.

**J'ai trouvé le mot qui tue**  
La nuit sur Minitel : la mort aux trousseaux  
et plein de jeux,  
des adresses, des spectacles.  
Le Monde sur Minitel  
36.15 tapez : LEMONDE  
LE MINITEL A TROUVÉ A QUI PARLER

**CRETEIL**  
Compagnie BAGOUE  
30 SEPTEMBRE /  
1<sup>er</sup> OCTOBRE, 20 h 30  
**ASSAI**  
Chorégraphie Dominique Bagouet  
Musique de Pascal Dusapin  
48.99.94.50  
Métro Créteil Préfecture

**la vie m'intéresse**  
Je vais écouter  
l'évangile à Bercy  
**Billy  
Graham**  
Paris Bercy  
20-27 septembre  
20H30  
ENTRÉE LIBRE

**Chéries**  
UN FILM DE  
ALAIN CAVALIER  
"Une heure et demie de grand art, d'émotion, d'humour, de folie, d'admiration  
sans réserve. Un chef-d'œuvre de la première à la dernière image."  
Le Monde - Michel BRAUDEAU  
Catherine MOUCHET, Hélène ALEXANDRIDIS, Aurore PRIETO, Sylvie HABAU, Clémence MASSART, Ghislaine MONA HEFTRE  
image Philippe ROUSSELOT - montage Isabelle DEDIEU - une coproduction ACF/AFM ABY CMC



# Spectacles

## théâtre

### LES SPECTACLES NOUVEAUX

**LA BÊTE DANS LA JUNGLE.** Marie-Stuart (45-08-17-80), 20 h 30.  
**LE LIÉGÉANT GUSTAVE.** Marie-Stuart (45-08-17-80), 22 h.  
**TORTILLA PLAT.** Dany, Portis (43-61-24-51), 20 h 45.  
**BUDDY AND FLAPPO ENLEVENT LES PLANCHES.** Centre culturel suisse (42-71-44-30), 20 h 30.  
**FEYDEAU-LARICHE.** La Plaine (48-43-32-25), 20 h 30.  
**LA MAISON DES JEANNE ET DE LA CULTURE.** Renaissance (42-08-19-50), 21 h.  
**LES PETITS OISEAUX.** Mathurin (42-65-90-00), 20 h 45.  
**ADRIANA MONTE.** Atelier (45-49-20-24), 21 h.  
**LES FOURMILIERES DE SCAPIN.** Realiti d'or (45-23-10-10), 21 h.  
**SAVEZ-VOUS FAIRE CUIRE UN ŒUF.** SYLPHIDE. Mini-Théâtre (43-51-99-20), 20 h 30.  
**LA GUERRE.** Café de la danse (48-05-72-20), 20 h 30.  
**LE MAL COURTE.** Nouveau Théâtre Montferrand (43-31-11-99), 20 h 45.  
**HORS-PARIS**  
**INÉDITS DE CABAIRETS.** Théâtre Toul. Centre culturel André-Malraux (83-57-52-24), 20 h 30. Vaucluse de Nancy.

**Les salles subventionnées :**  
**COMÉDIE FRANÇAISE** (48-15-00-15), 20 h 30 : le Bourgeois gentilhomme.

### Les autres salles

**AMATEURS DE PARIS** (43-66-42-17), 20 h 30 : le Repentant.  
**ANTOINE** (42-08-77-71), 20 h 30 : Lily et Lily.  
**ATELIER** (46-06-49-24), 21 h : Adrien Mont.  
**BOUFFES PARISIENS** (42-96-40-24), 21 h : les Amoureux.  
**CENTRE MANDAPA** (45-89-01-60), 20 h 30 : la Parapallote. Soirée-Philosophie du tigre.  
**COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES.** (42-08-08-24), 20 h 45 : Clémence.  
**COMÉDIE CARMON.** (42-43-41), 21 h : Ravin de l'Élysée.  
**COMÉDIE DE PARIS** (42-41-00-11), 21 h : Pail de curio.  
**CRYPTO STAGNÉS** (47-00-19-31), 20 h 30 : Pail.  
**EDOUARD VII** (42-43-57-49), 20 h 30 : la Répétition.  
**ESCALIER D'OR** (45-23-15-10), 21 h : Scapin.  
**ESPACE CARMON** (42-66-27-51), 20 h 30 : la Villa Marie.  
**ESPACE MARIAS** (42-71-10-19), 20 h : Théâtre de la rue.  
**ESSAÏON** (42-78-44-24), 20 h 30 : Aux armées cingées.  
**FONTAINE** (48-74-74-40), 20 h 30 : Vingt ans de jeunesse foraine.  
**GAITE-MONTPARNAISE** (42-33-11-99), 20 h 45 : Scène avec présence blanche.  
**GURCHET MONTPARNAISE** (43-27-58-01), 19 h : P. Lantier, ce vieil enfant perdu ; 21 h : L'oup enfant de chœur à la tombée de la nuit.  
**GRAND ÉDGAR** (42-30-90-00), 20 h 15 : le Drogue ; 22 h : la Marieuse à la mer et ses observations, mères.  
**HUCHETTE** (43-26-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice obscure ; 20 h 30 : la Lépore.  
**LA BRUYÈRE** (48-74-74-79), 21 h : sans 18 h : le Synchro-Radiateur.  
**LUCERNAIRE** (43-44-57-34), 19 h : 19 h 30 : Embourgeoisement ; 21 h : 19 h 45 : Arlequin serviteur de deux maîtres ; 22 h 15 : Écoute petit homme.  
**MADÉLINE** (42-65-07-09), 21 h : Silpense décalé.  
**MARGNY** (42-66-20-75), 21 h : les Amoureux de la gascogne ; 22 h : les Amoureux de la gascogne.  
**MARIE-STUART** (45-08-17-80), 18 h 30 : Dédé ; 20 h 30 : le Bête dans la jungle ; 22 h : le Lieutenant Grouel.  
**MATHURINS** (42-65-90-00), 20 h 45 : les Petits Oiseaux.  
**MICHEL** (42-65-35-02), 21 h 15 : Pyramide pour six.  
**MODERNE** (48-74-74-40), 21 h : Théâtre-Usa de M. de la Roche avec M. Pascal le jeune.  
**MONTPARNAISE** (42-33-11-99), 20 h 45 : la Maison du lac ; Petite salle 21 h : Violences.  
**NOUVEAU THÉÂTRE MONTFERRAND** (43-31-11-99), 20 h 45 : le Mal courtois.  
**NOUVEAUTÉS** (47-70-52-76), 20 h 30 : Mais qui est qui ?  
**PALAIS-ROYAL** (42-37-25-81), 20 h 45 : l'Amour-gros.  
**POTINIERE** (42-41-41-61), 21 h : les Amoureux de la gascogne ; 22 h : les Amoureux de la gascogne.  
**TAI THÉÂTRE D'ESSAI** (42-78-20-79), 19 h 30 : Antigone ; 21 h 30 : Huis clos.  
**RENAISSANCE** (42-08-18-50), 21 h : la Maison des Jeanne et de la culture.

## cinéma

**La Cinéma**  
**CHAILLOT** (47-84-24-24)  
**MARDI 23 SEPTEMBRE**  
 Carole Monclé à Marie Epstein : 16 h. Pail de Carole, de J. Duvivier ; 20 h 30 : Georges Franju : 19 h. Jaded, de G. Franju ; Les grandes restaurations de la Cinéma des Français : 21 h. le Marivaults vie de Jeanne d'Arc, film de Louis de M. de Carpentier.  
**RENAISSANCE** (42-78-35-57)  
**MARDI 23 SEPTEMBRE**  
 Reliche.

### Le Monde Informations Spectacles

42-81-26-20

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes de nos salles (de 11 h à 21 h sauf dimanche et jours fériés) réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

Mardi 23 septembre

**LES AVENTURES DE JACK BURTON** (A. v.a.) : Forum Odéon Express, 1<sup>er</sup> (42-33-42-25) ; UGC Odéon, 6<sup>e</sup> (42-33-42-25) ; Marignan, 8<sup>e</sup> (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 6<sup>e</sup> (45-22-20-00) ; V.F. : Rex, 2<sup>e</sup> (45-22-20-00) ; UGC Montparnasse, 6<sup>e</sup> (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 6<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; Bastille, 11<sup>e</sup> (45-07-64-04) ; UGC Gaumont de Lyon, 12<sup>e</sup> (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> (43-26-23-44) ; Métrol, 14<sup>e</sup> (43-20-12-06) ; Montparnasse Pathé, 14<sup>e</sup> (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15<sup>e</sup> (45-74-95-40) ; Pail Cléry, 19<sup>e</sup> (42-44-60-01) ; Secrétan, 19<sup>e</sup> (42-41-77-99).  
**BEAU TEMPS, MAIS ORAGEUX EN FIN DE JOURNÉE** (A. v.a.) : Rex, 2<sup>e</sup> (45-22-20-00) ; UGC Biarritz, 6<sup>e</sup> (45-22-20-00) ; UGC Montparnasse, 6<sup>e</sup> (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 6<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; Bastille, 11<sup>e</sup> (45-07-64-04) ; UGC Gaumont de Lyon, 12<sup>e</sup> (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> (43-26-23-44) ; Métrol, 14<sup>e</sup> (43-20-12-06) ; Montparnasse Pathé, 14<sup>e</sup> (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15<sup>e</sup> (45-74-95-40) ; Pail Cléry, 19<sup>e</sup> (42-44-60-01) ; Secrétan, 19<sup>e</sup> (42-41-77-99).  
**LES BAISSEURS DU DÉSERT** (Toulon, v.a.) : Utopia, 5<sup>e</sup> (43-26-84-65) ; UGC Convention, 15<sup>e</sup> (45-74-95-40) ; UGC Biarritz, 6<sup>e</sup> (45-22-20-00) ; UGC Montparnasse, 6<sup>e</sup> (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 6<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; Bastille, 11<sup>e</sup> (45-07-64-04) ; UGC Gaumont de Lyon, 12<sup>e</sup> (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> (43-26-23-44) ; Métrol, 14<sup>e</sup> (43-20-12-06) ; Montparnasse Pathé, 14<sup>e</sup> (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15<sup>e</sup> (45-74-95-40) ; Pail Cléry, 19<sup>e</sup> (42-44-60-01) ; Secrétan, 19<sup>e</sup> (42-41-77-99).  
**LE CONTRAT** (A. v.f.) : Armand, 2<sup>e</sup> (42-33-42-25).  
**CORPS ET BIENS** (Fr.) : Luxembourg, 6<sup>e</sup> (45-22-20-00) ; Studio 43, 9<sup>e</sup> (47-42-56-31).  
**LA COULEUR POURPRE** (A. v.a.) : Forum Horizon, 1<sup>er</sup> (45-08-57-37) ; Gaumont Opéra, 2<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; Rex, 2<sup>e</sup> (45-22-20-00) ; UGC Biarritz, 6<sup>e</sup> (45-22-20-00) ; UGC Montparnasse, 6<sup>e</sup> (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 6<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; Bastille, 11<sup>e</sup> (45-07-64-04) ; UGC Gaumont de Lyon, 12<sup>e</sup> (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> (43-26-23-44) ; Métrol, 14<sup>e</sup> (43-20-12-06) ; Montparnasse Pathé, 14<sup>e</sup> (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15<sup>e</sup> (45-74-95-40) ; Pail Cléry, 19<sup>e</sup> (42-44-60-01) ; Secrétan, 19<sup>e</sup> (42-41-77-99).  
**LE MAL PAR LE MAL** (A. v.f.) : Maxville, 5<sup>e</sup> (43-26-84-65) ; UGC Convention, 15<sup>e</sup> (45-74-95-40) ; UGC Biarritz, 6<sup>e</sup> (45-22-20-00) ; UGC Montparnasse, 6<sup>e</sup> (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 6<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; Bastille, 11<sup>e</sup> (45-07-64-04) ; UGC Gaumont de Lyon, 12<sup>e</sup> (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> (43-26-23-44) ; Métrol, 14<sup>e</sup> (43-20-12-06) ; Montparnasse Pathé, 14<sup>e</sup> (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15<sup>e</sup> (45-74-95-40) ; Pail Cléry, 19<sup>e</sup> (42-44-60-01) ; Secrétan, 19<sup>e</sup> (42-41-77-99).  
**MONA LISA** (A. v.f.) : Gaumont Opéra, 2<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; Rex, 2<sup>e</sup> (45-22-20-00) ; UGC Biarritz, 6<sup>e</sup> (45-22-20-00) ; UGC Montparnasse, 6<sup>e</sup> (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 6<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; Bastille, 11<sup>e</sup> (45-07-64-04) ; UGC Gaumont de Lyon, 12<sup>e</sup> (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> (43-26-23-44) ; Métrol, 14<sup>e</sup> (43-20-12-06) ; Montparnasse Pathé, 14<sup>e</sup> (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15<sup>e</sup> (45-74-95-40) ; Pail Cléry, 19<sup>e</sup> (42-44-60-01) ; Secrétan, 19<sup>e</sup> (42-41-77-99).  
**MY BEAUTIFUL LAURETTE** (Brit. v.a.) : Gaumont Opéra, 2<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; Rex, 2<sup>e</sup> (45-22-20-00) ; UGC Biarritz, 6<sup>e</sup> (45-22-20-00) ; UGC Montparnasse, 6<sup>e</sup> (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 6<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; Bastille, 11<sup>e</sup> (45-07-64-04) ; UGC Gaumont de Lyon, 12<sup>e</sup> (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> (43-26-23-44) ; Métrol, 14<sup>e</sup> (43-20-12-06) ; Montparnasse Pathé, 14<sup>e</sup> (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15<sup>e</sup> (45-74-95-40) ; Pail Cléry, 19<sup>e</sup> (42-44-60-01) ; Secrétan, 19<sup>e</sup> (42-41-77-99).  
**LES FILMS NOUVEAUX**  
**LE CLOCHARD DE BEVERLY HILLS**, film américain de Paul Mazursky, v.a. : Forum, 1<sup>er</sup> (42-33-42-25) ; Rex, 2<sup>e</sup> (45-22-20-00) ; UGC Biarritz, 6<sup>e</sup> (45-22-20-00) ; UGC Montparnasse, 6<sup>e</sup> (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 6<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; Bastille, 11<sup>e</sup> (45-07-64-04) ; UGC Gaumont de Lyon, 12<sup>e</sup> (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> (43-26-23-44) ; Métrol, 14<sup>e</sup> (43-20-12-06) ; Montparnasse Pathé, 14<sup>e</sup> (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15<sup>e</sup> (45-74-95-40) ; Pail Cléry, 19<sup>e</sup> (42-44-60-01) ; Secrétan, 19<sup>e</sup> (42-41-77-99).  
**LE SEXE DU DIABLE**, film espagnol de Juan José Cuartero, v.a. : Gaumont Opéra, 2<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; Rex, 2<sup>e</sup> (45-22-20-00) ; UGC Biarritz, 6<sup>e</sup> (45-22-20-00) ; UGC Montparnasse, 6<sup>e</sup> (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 6<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; Bastille, 11<sup>e</sup> (45-07-64-04) ; UGC Gaumont de Lyon, 12<sup>e</sup> (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> (43-26-23-44) ; Métrol, 14<sup>e</sup> (43-20-12-06) ; Montparnasse Pathé, 14<sup>e</sup> (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15<sup>e</sup> (45-74-95-40) ; Pail Cléry, 19<sup>e</sup> (42-44-60-01) ; Secrétan, 19<sup>e</sup> (42-41-77-99).  
**TOP GUN**, film américain de Tony Scott, v.a. : Forum Horizon, 1<sup>er</sup> (45-08-57-37) ; Gaumont Opéra, 2<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; Rex, 2<sup>e</sup> (45-22-20-00) ; UGC Biarritz, 6<sup>e</sup> (45-22-20-00) ; UGC Montparnasse, 6<sup>e</sup> (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 6<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; Bastille, 11<sup>e</sup> (45-07-64-04) ; UGC Gaumont de Lyon, 12<sup>e</sup> (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> (43-26-23-44) ; Métrol, 14<sup>e</sup> (43-20-12-06) ; Montparnasse Pathé, 14<sup>e</sup> (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15<sup>e</sup> (45-74-95-40) ; Pail Cléry, 19<sup>e</sup> (42-44-60-01) ; Secrétan, 19<sup>e</sup> (42-41-77-99).  
**LA FEMME SECRÈTE**, film français de Sébastien Grall : Forum, 1<sup>er</sup> (42-33-42-25) ; Rex, 2<sup>e</sup> (45-22-20-00) ; UGC Biarritz, 6<sup>e</sup> (45-22-20-00) ; UGC Montparnasse, 6<sup>e</sup> (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 6<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; Bastille, 11<sup>e</sup> (45-07-64-04) ; UGC Gaumont de Lyon, 12<sup>e</sup> (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> (43-26-23-44) ; Métrol, 14<sup>e</sup> (43-20-12-06) ; Montparnasse Pathé, 14<sup>e</sup> (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15<sup>e</sup> (45-74-95-40) ; Pail Cléry, 19<sup>e</sup> (42-44-60-01) ; Secrétan, 19<sup>e</sup> (42-41-77-99).  
**LA FEMME SECRÈTE**, film français de Sébastien Grall : Forum, 1<sup>er</sup> (42-33-42-25) ; Rex, 2<sup>e</sup> (45-22-20-00) ; UGC Biarritz, 6<sup>e</sup> (45-22-20-00) ; UGC Montparnasse, 6<sup>e</sup> (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 6<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; Bastille, 11<sup>e</sup> (45-07-64-04) ; UGC Gaumont de Lyon, 12<sup>e</sup> (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> (43-26-23-44) ; Métrol, 14<sup>e</sup> (43-20-12-06) ; Montparnasse Pathé, 14<sup>e</sup> (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15<sup>e</sup> (45-74-95-40) ; Pail Cléry, 19<sup>e</sup> (42-44-60-01) ; Secrétan, 19<sup>e</sup> (42-41-77-99).  
**LA FEMME SECRÈTE**, film français de Sébastien Grall : Forum, 1<sup>er</sup> (42-33-42-25) ; Rex, 2<sup>e</sup> (45-22-20-00) ; UGC Biarritz, 6<sup>e</sup> (45-22-20-00) ; UGC Montparnasse, 6<sup>e</sup> (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 6<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; Bastille, 11<sup>e</sup> (45-07-64-04) ; UGC Gaumont de Lyon, 12<sup>e</sup> (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> (43-26-23-44) ; Métrol, 14<sup>e</sup> (43-20-12-06) ; Montparnasse Pathé, 14<sup>e</sup> (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15<sup>e</sup> (45-74-95-40) ; Pail Cléry, 19<sup>e</sup> (42-44-60-01) ; Secrétan, 19<sup>e</sup> (42-41-77-99).  
**LA FEMME SECRÈTE**, film français de Sébastien Grall : Forum, 1<sup>er</sup> (42-33-42-25) ; Rex, 2<sup>e</sup> (45-22-20-00) ; UGC Biarritz, 6<sup>e</sup> (45-22-20-00) ; UGC Montparnasse, 6<sup>e</sup> (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 6<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; Bastille, 11<sup>e</sup> (45-07-64-04) ; UGC Gaumont de Lyon, 12<sup>e</sup> (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> (43-26-23-44) ; Métrol, 14<sup>e</sup> (43-20-12-06) ; Montparnasse Pathé, 14<sup>e</sup> (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15<sup>e</sup> (45-74-95-40) ; Pail Cléry, 19<sup>e</sup> (42-44-60-01) ; Secrétan, 19<sup>e</sup> (42-41-77-99).  
**LA FEMME SECRÈTE**, film français de Sébastien Grall : Forum, 1<sup>er</sup> (42-33-42-25) ; Rex, 2<sup>e</sup> (45-22-20-00) ; UGC Biarritz, 6<sup>e</sup> (45-22-20-00) ; UGC Montparnasse, 6<sup>e</sup> (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 6<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; Bastille, 11<sup>e</sup> (45-07-64-04) ; UGC Gaumont de Lyon, 12<sup>e</sup> (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> (43-26-23-44) ; Métrol, 14<sup>e</sup> (43-20-12-06) ; Montparnasse Pathé, 14<sup>e</sup> (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15<sup>e</sup> (45-74-95-40) ; Pail Cléry, 19<sup>e</sup> (42-44-60-01) ; Secrétan, 19<sup>e</sup> (42-41-77-99).  
**LA FEMME SECRÈTE**, film français de Sébastien Grall : Forum, 1<sup>er</sup> (42-33-42-25) ; Rex, 2<sup>e</sup> (45-22-20-00) ; UGC Biarritz, 6<sup>e</sup> (45-22-20-00) ; UGC Montparnasse, 6<sup>e</sup> (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 6<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; Bastille, 11<sup>e</sup> (45-07-64-04) ; UGC Gaumont de Lyon, 12<sup>e</sup> (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> (43-26-23-44) ; Métrol, 14<sup>e</sup> (43-20-12-06) ; Montparnasse Pathé, 14<sup>e</sup> (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15<sup>e</sup> (45-74-95-40) ; Pail Cléry, 19<sup>e</sup> (42-44-60-01) ; Secrétan, 19<sup>e</sup> (42-41-77-99).  
**LA FEMME SECRÈTE**, film français de Sébastien Grall : Forum, 1<sup>er</sup> (42-33-42-25) ; Rex, 2<sup>e</sup> (45-22-20-00) ; UGC Biarritz, 6<sup>e</sup> (45-22-20-00) ; UGC Montparnasse, 6<sup>e</sup> (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 6<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; Bastille, 11<sup>e</sup> (45-07-64-04) ; UGC Gaumont de Lyon, 12<sup>e</sup> (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> (43-26-23-44) ; Métrol, 14<sup>e</sup> (43-20-12-06) ; Montparnasse Pathé, 14<sup>e</sup> (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15<sup>e</sup> (45-74-95-40) ; Pail Cléry, 19<sup>e</sup> (42-44-60-01) ; Secrétan, 19<sup>e</sup> (42-41-77-99).  
**LA FEMME SECRÈTE**, film français de Sébastien Grall : Forum, 1<sup>er</sup> (42-33-42-25) ; Rex, 2<sup>e</sup> (45-22-20-00) ; UGC Biarritz, 6<sup>e</sup> (45-22-20-00) ; UGC Montparnasse, 6<sup>e</sup> (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 6<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; Bastille, 11<sup>e</sup> (45-07-64-04) ; UGC Gaumont de Lyon, 12<sup>e</sup> (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> (43-26-23-44) ; Métrol, 14<sup>e</sup> (43-20-12-06) ; Montparnasse Pathé, 14<sup>e</sup> (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15<sup>e</sup> (45-74-95-40) ; Pail Cléry, 19<sup>e</sup> (42-44-60-01) ; Secrétan, 19<sup>e</sup> (42-41-77-99).  
**LA FEMME SECRÈTE**, film français de Sébastien Grall : Forum, 1<sup>er</sup> (42-33-42-25) ; Rex, 2<sup>e</sup> (45-22-20-00) ; UGC Biarritz, 6<sup>e</sup> (45-22-20-00) ; UGC Montparnasse, 6<sup>e</sup> (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 6<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; Bastille, 11<sup>e</sup> (45-07-64-04) ; UGC Gaumont de Lyon, 12<sup>e</sup> (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> (43-26-23-44) ; Métrol, 14<sup>e</sup> (43-20-12-06) ; Montparnasse Pathé, 14<sup>e</sup> (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15<sup>e</sup> (45-74-95-40) ; Pail Cléry, 19<sup>e</sup> (42-44-60-01) ; Secrétan, 19<sup>e</sup> (42-41-77-99).  
**LA FEMME SECRÈTE**, film français de Sébastien Grall : Forum, 1<sup>er</sup> (42-33-42-25) ; Rex, 2<sup>e</sup> (45-22-20-00) ; UGC Biarritz, 6<sup>e</sup> (45-22-20-00) ; UGC Montparnasse, 6<sup>e</sup> (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 6<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; Bastille, 11<sup>e</sup> (45-07-64-04) ; UGC Gaumont de Lyon, 12<sup>e</sup> (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> (43-26-23-44) ; Métrol, 14<sup>e</sup> (43-20-12-06) ; Montparnasse Pathé, 14<sup>e</sup> (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15<sup>e</sup> (45-74-95-40) ; Pail Cléry, 19<sup>e</sup> (42-44-60-01) ; Secrétan, 19<sup>e</sup> (42-41-77-99).  
**LA FEMME SECRÈTE**, film français de Sébastien Grall : Forum, 1<sup>er</sup> (42-33-42-25) ; Rex, 2<sup>e</sup> (45-22-20-00) ; UGC Biarritz, 6<sup>e</sup> (45-22-20-00) ; UGC Montparnasse, 6<sup>e</sup> (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 6<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; Bastille, 11<sup>e</sup> (45-07-64-04) ; UGC Gaumont de Lyon, 12<sup>e</sup> (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> (43-26-23-44) ; Métrol, 14<sup>e</sup> (43-20-12-06) ; Montparnasse Pathé, 14<sup>e</sup> (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15<sup>e</sup> (45-74-95-40) ; Pail Cléry, 19<sup>e</sup> (42-44-60-01) ; Secrétan, 19<sup>e</sup> (42-41-77-99).  
**LA FEMME SECRÈTE**, film français de Sébastien Grall : Forum, 1<sup>er</sup> (42-33-42-25) ; Rex, 2<sup>e</sup> (45-22-20-00) ; UGC Biarritz, 6<sup>e</sup> (45-22-20-00) ; UGC Montparnasse, 6<sup>e</sup> (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 6<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; Bastille, 11<sup>e</sup> (45-07-64-04) ; UGC Gaumont de Lyon, 12<sup>e</sup> (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> (43-26-23-44) ; Métrol, 14<sup>e</sup> (43-20-12-06) ; Montparnasse Pathé, 14<sup>e</sup> (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15<sup>e</sup> (45-74-95-40) ; Pail Cléry, 19<sup>e</sup> (42-44-60-01) ; Secrétan, 19<sup>e</sup> (42-41-77-99).  
**LA FEMME SECRÈTE**, film français de Sébastien Grall : Forum, 1<sup>er</sup> (42-33-42-25) ; Rex, 2<sup>e</sup> (45-22-20-00) ; UGC Biarritz, 6<sup>e</sup> (45-22-20-00) ; UGC Montparnasse, 6<sup>e</sup> (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 6<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; Bastille, 11<sup>e</sup> (45-07-64-04) ; UGC Gaumont de Lyon, 12<sup>e</sup> (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> (43-26-23-44) ; Métrol, 14<sup>e</sup> (43-20-12-06) ; Montparnasse Pathé, 14<sup>e</sup> (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15<sup>e</sup> (45-74-95-40) ; Pail Cléry, 19<sup>e</sup> (42-44-60-01) ; Secrétan, 19<sup>e</sup> (42-41-77-99).  
**LA FEMME SECRÈTE**, film français de Sébastien Grall : Forum, 1<sup>er</sup> (42-33-42-25) ; Rex, 2<sup>e</sup> (45-22-20-00) ; UGC Biarritz, 6<sup>e</sup> (45-22-20-00) ; UGC Montparnasse, 6<sup>e</sup> (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 6<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; Bastille, 11<sup>e</sup> (45-07-64-04) ; UGC Gaumont de Lyon, 12<sup>e</sup> (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> (43-26-23-44) ; Métrol, 14<sup>e</sup> (43-20-12-06) ; Montparnasse Pathé, 14<sup>e</sup> (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15<sup>e</sup> (45-74-95-40) ; Pail Cléry, 19<sup>e</sup> (42-44-60-01) ; Secrétan, 19<sup>e</sup> (42-41-77-99).  
**LA FEMME SECRÈTE**, film français de Sébastien Grall : Forum, 1<sup>er</sup> (42-33-42-25) ; Rex, 2<sup>e</sup> (45-22-20-00) ; UGC Biarritz, 6<sup>e</sup> (45-



## Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision, accompagnés d'articles de présentation, de jugements, d'illustrations et de la liste commentée de tous les films, sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Les émissions signalées ci-dessous par un triangle noir sont celles qui ont fait l'objet d'un article dans le dernier supplément. Les carrés placés après le titre des films expriment notre appréciation : □ A éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

## Mardi 23 septembre

## PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

- 20 h 35 **Série** : Arsène Lupin. La danseuse de Rotterdam. Avec Georges Descrière, Dagny Heller, Gunter Strack. Une jeune femme est dépossédée de son unique bien, une toile de Van Beek.
- 21 h 45 **Médecine à la une**. Émission proposée par Igor Barrère. Le cancer (2<sup>e</sup> partie) : traitement et avenir. Avec le professeur Schwartzberg. Invités : P. Grissoli (immunodémodologie à Necker-Enfants malades), D. Fritel (spécialiste de chimiothérapie par pompes implantables à la clinique d'Alleray), D. Delepine (chirurgien des os à Paul-Brousse), P. Papillon (radiothérapie, spécialiste du cancer du col de l'utérus), D. Descom-Declercq (useur de la radiothérapie à Paul-Brousse), P. Thiebaut (neuro-chirurgien à Henri-Dunant).
- 23 h 15 **Journal**.
- 23 h 30 **C'est à dire**.

## DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

Nocturne Samaritaine  
ce soir comme  
tous les mardis et  
vendredis jusqu'à 20H30

- 20 h 35 **Mardi cinéma** : L'as des as. ■■ Film français de Gérard Oury (1982), avec Jean-Paul Belmondo, Marie-France Pisier, Rachid Ferrache, Franck Hoffmann, Benoit Sierzbach. 22 h 25 **L'actualité cinématographique** et les jeux avec : Thierry Lhermitte et Joanne Balasko.
- 23 h 30 **Journal**.

## TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 20 h 35 **Cinéma** : Un espion de trop. ■■ Film américain de Don Siegel (1977) avec C. Bronson, L. Remick, D. Flegance, P. Magee. Un officier du KGB est envoyé aux États-Unis par Mos-

cou, pour supprimer un stalinien farouche... Don Siegel a été assez habile pour distribuer les cartes de l'histoire romanesque, tout en faisant passer pour de bon par le jeu cynique des grandes puissances.

## 22 h 20 Prélude à la nuit.

## CANAL PLUS

- 20 h 35, **Cinéma** : Escalier C. ■■ Film français de Jean-Charles Tachella (1984) avec Robin Renner, Jean-Pierre Bacri, Catherine Leprieux, Jacques Bonnaffé, Jacques Weber, Claude Rich... 22 h 10, **Flash d'informations** ; 22 h 20, **Cinéma** : Le guerrier et les guerrières. ■■ Film français de Jean Girault (1982), avec Louis de Funès, Michel Galabru, Maurice Risch, Guy Grosso, Michel Modo, Patrick Préjean, Catherine Sorez ; 23 h 55, **Cinéma** : Un témoin dans la ville. ■■ Cycle Lino Ventura. Film français d'Edouard Molinaro (1959), avec Lino Ventura, Sandra Milo, Franco Fabrizi, Dora Doll, Jacques Jouanneau, Robert Dalban ; 1 h 20, **Les superséances du catch** ; 2 h 15, **Série** : Winchester à l'amer.

## LA 5

- 20 h 30, **Feuilleton** : Racines (5<sup>e</sup> épisode) ; 22 h 10, **Série** : Kojak ; 23 h, **Feuilleton** : Racines (5<sup>e</sup> épisode) ; 0 h 40, **Série** : Star Trek ; 1 h 35, **Série** : Kojak.

## TV 6

- 20 h, **Tonic 6** ; 23 h, **NRI 6** (rediff.) ; 0 h, **Tonic 6**.

## FRANCE-CULTURE

- 20 h 30 **Le journal du corps**. 21 h 30 **Musique**. Diagonales. 23 h **Nuits magiques**.

## FRANCE-MUSIQUE

- 20 h 30 **Concert** (donné le 24 mai 1986 au Staatsoper de Vienne). 1. La Gioconda, opéra en quatre actes de Ponchielli, par les chœurs et l'orchestre du Staatsoper de Vienne, dir. Adam Fischer ; chef des chœurs : Walter Hagen-Groll ; solistes : E. Marton, L. Semtschuk, K. Rydl, M. Lilowa, P. Domingo, M. Manuguerra et A. Sauter. 23 h 50 **Les soirées de France-Musique**.

## Mercredi 24 septembre

## PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

- 12 h **Tournez... manège**. 13 h **Journal**. 14 h 50 **Vitaminas**. 18 h 20 **Série** : L'étrange M. Duvalier. 18 h 25 **Téléfilm** : La vignoble des maudits. 19 h 25 **Mini-journal**, de Patrice Ory. 19 h 40 **La vie des Botes**. 19 h 40 **Feuilleton** : Santa Barbara. 19 h 40 **Cocorococoboy**. Invité : Zuhia. 19 h 50 **Tirage du Téo-tac**. 20 h **Journal**. 20 h 30 **Tirage du loto**. 20 h 35 **Série noire** : Pitié pour les rats. Téléfilm de Jacques Ertaud d'après le roman de Jean Amila. Avec Roger Dumas, Geneviève Fontanel, Bruno Alain, Michel Beaune, Xavier Deluc, Cécile Belli. L'histoire d'une famille de petits cambrioleurs mêlée par hasard au terrorisme international. 22 h **Volley-ball** : championnat du monde États-Unis-Japon. 0 h **Journal**. 0 h 15 **C'est à dire**.

## DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 12 h **Informations et météo**. 12 h 5 **Feuilleton** : Les bas-fonds de Paris. 12 h 25 **Flash info**. 12 h 30 **Jeu** : L'académie des S. 13 h **Journal**. 15 h 50 **Téléfilm** : Snook et le cyclone. D'après Colin Thiele. 15 h 20 **Récré A2**. 17 h **Volley-ball** : Championnat du monde, France-Venezuela. 18 h 30 **Magazine** : c'est la vie. 18 h 50 **Jeu** : Des chiffres et des lettres. 19 h 5 **D'accord, pas d'accord**. 19 h 15 **Actualités régionales**. 19 h 40 **La nouvelle théâtre de Bouvard**. 20 h **Journal**. 20 h 35 **Variétés** : Le grand échiquier. Émission présentée par Jacques Chancel et organisée au profit de la recherche contre le cancer, en hommage à l'Institut Weizmann. Au programme : l'Orchestre symphonique de Jérusalem ; l'Orchestre de Norvège ; Raphaël Oleg, violoniste ; Paul et Mandi Turello, violoncellistes ; Maria Jose Pires, pianiste ; Shlomo Mintz, violoniste ; Aled Jones, soprano ; Adella Pena, violoniste ; Patrick Dupond et Sylvie Guillem de l'Opéra de Paris ; Angelo Branduardi. Sont invités : les professeurs André Lwoff, Jean Dausset, Yves Fouliguet, Lucien Israël, Léo Sachs, François Gros, Robert Aron Brunzère, Arya Devoratzky, président de l'Institut Weizmann, M<sup>me</sup> Simone Veil, présidente d'honneur, et le docteur Ovidia Soffer, ambassadeur d'Israël à Paris... 23 h 35 **Journal**.

## TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 12 h **Tribune libre**. 12 h 15 **Magazine** : La vie à plein temps. 13 h **Feuilleton** : Dornalin l'amour. 13 h 30 **Muppets show**. 14 h **Documentaire** : Splendeur sauvage. 14 h 30 **Série** : Bizarro, bizzaro. 15 h **Grâce à la musique**. 17 h 5 **Feuilleton** : Davy Crockett.

- 17 h 30 **Série** : Huckleberry Finn et Tom Sawyer. 17 h 55 **Croq-soleil**. 18 h **La 19-20 de l'information**. 19 h 15 **Actualités régionales**. 19 h 55 **Dessin animé** : Les entrecatchés. 20 h 5 **Les jeux à l'antenne** : Les entrecatchés. 20 h 35 **Variétés** : C'est aujourd'hui demain. Émission de Guy Lux et Noël Héry. Sur le thème : Nostradamus. Invités : Jean-Charles de Fontbrune et le célèbre gitan Starna Weber, Elisabeth Tossier ; variétés avec le groupe Images, Jeanne Mas, Pierre Bachelet, Den Arrow et Francis Lalanne. 21 h 55 **Magazine** : Thalassas. 22 h 40 **Journal**. 23 h 10 **Magazine** : Pare-choc. 23 h 40 **Prélude à la nuit**.

## CANAL PLUS

- 12 h, **Les triplets** ; 12 h 01, **Top 50** ; 12 h 30, **Magazine** : direct ; 14 h (et 17 h 45) **Cabou Cadin** ; 14 h 55, **Téléfilm** : Amy ; 16 h 15, **Téléfilm** : Le costume sur la nuque ; 18 h 05, **Deuxième annales** ; 18 h 15, **Jeu** : les affaires sont les affaires ; 18 h 45, **Top 50** ; 19 h 15, **Zélaté** ; 20 h 05, **Starquizz** ; 21 h, **Cinéma** : Blessure ■■ Film français de Michel Gérard (1985), avec Florent Pagny, Patricia Millardet, Boris Bergman, Riton Liebmann, Rosette, Bob Aécio, Jean-Pierre Laurant ; 22 h 15, **Flash d'informations** ; 22 h 30, **Cinéma** : La septième cible ■■, cycle Lino Ventura. Film français de Claude Pinoteau (1984), avec Lino Ventura, Léo Massari, Jean Point, Elisabeth Bourgeois, Béatrice Agenin ; 0 h 10, **Cinéma** : Trieste et beauté, film français de Joy Fleury (1985), avec Charlotte Rampling, Andrzej Zulawski, Myriem Roussel, Jean-Claude Adelin ; 1 h 45, **Série** : Rawhide ; 2 h 35, **Document** : Animaux d'Australie.

## LA 5

- 8 h, 13 h 35 **Série** : Happy Days ; 8 h 25, **Série** : Shérif, fais-moi peur ; 9 h 15, **Série** : Star Trek ; 10 h 10, **Série** : K 2000 ; 11 h, 14 h, **Feuilleton** : Racines (5<sup>e</sup> épisode) ; 12 h 40, 15 h 40, **Série** : Kojak ; 16 h 30, **Dessins animés** : Les Schtroumpfs ; 17 h 20, **Série** : Shérif, fais-moi peur ; 18 h 15, **Série** : Ripide ; 19 h 10, **Série** : Happy Days ; 19 h 35, **Série** : Star Trek ; 20 h 30, **Série** : L'inspecteur Derrick ; 21 h 35, **Série** : Arabesque ; 22 h 25, **Série** : Supercopier ; 23 h 20, **Série** : Star Trek.

## TV 6

- 14 h, **Tonic 6** ; 17 h, **Système 6** ; Invité : F.R. David ; 19 h, **NRI 6** ; Invité : Joe Moubarek ; 20 h, **Tonic 6** ; 23 h, **NRI 6** (rediff.) ; 0 h, **Tonic 6**.

## FRANCE-CULTURE

- 20 h 30 **Concert**. Numéro spécial consacré à la poésie indienne du XX<sup>e</sup> siècle. 21 h 30 **Magazine** : Perspectives du XX<sup>e</sup> siècle. Les rapports entre la musique contemporaine et le jazz. Œuvres de Stravinski, Rzewski, Fouquey, Zimmermann, Abrams, Braxton. 22 h 30 **Nuits magiques**.

## FRANCE-MUSIQUE

- 20 h 30 **Concert** : en direct du Grand Auditorium de Radio-France. La Reine, symphonie n° 85 en si bémol majeur, de Haydn ; Concerto pour piano et orchestre n° 22 en mi bémol majeur, K 482, de Mozart ; Symphonie n° 2 en ré majeur, op. 36, de Beethoven, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. Marek Janowski ; soliste : Emmanuel Ax, piano. 23 h **Les soirées de France-Musique**.

هكذا من الراحل

## Informations « services »

## EN BREF

● **EXPOSITION** : Cet été-là... — Le 3 mai 1938, le Front populaire gagne les élections. Le 5 juin 1939, Léon Blum, premier président du conseil socialiste, constitue son gouvernement. Le 10, la loi sur les congés payés est votée, et les premiers «vacanciers» ne tardent pas à envahir les plages et les routes. Le Centre Georges-Pompidou présente une exposition «Sur la route des vacances, l'été 38 et quelques autres...», du 24 septembre au 10 novembre. Photos, affiches, objets représentatifs de la vie quotidienne mais aussi audiovisuel (mur d'images) replaceront les visiteurs dans le contexte de l'époque et leur feront revivre «cet été-là». (Entrée libre.)

● **EXPOSITION** : les machines de Vinci. — Léonard de Vinci se passionna pour la mécanique, l'hydraulique, l'optique, le génie civil et militaire, la marine et l'aéronautique. C'est ainsi qu'au Clos-Lucé (Indre-et-Loire), où la peinture passa les quatre dernières années de sa vie, on peut découvrir une collection de maquettes de machines imaginées par Vinci et réalisées par IBM avec les matériaux de l'époque : les premiers aéroplanes, hélicoptères, automobiles, chars d'assaut, pont tournant, parachutes, etc., ainsi que les reproductions de quatre-vingt-dessins originaux de Vinci, ingénieur précurseur et visionnaire, qui avait quatre siècles d'avance.

● Le Clos-Lucé 37400 Amboise (Indre-et-Loire), tél. : 47-57-83-88.

● La Fondation Europe université organise à Paris, du 24 au 27 septembre, un colloque consacré à «Population, démographie et défense de l'Europe». Renseignements : Fondation Europe université, 10, boulevard Barbès, 75018 Paris. Tél. : 42-62-98-74.

● **EMPLOI JEUNES** : Journées d'information. — Les jeunes demandeurs d'emploi (moins de vingt-cinq ans) de la région parisienne pourront obtenir toutes les informations nécessaires sur les stages que propose l'ANPE au cours des journées d'information organisées les 24 et 25 septembre, de 10 heures à 18 heures, à l'ANPE République : Point Jeunes, 80, rue de Malte, 75011 Paris.

● Le Salon de l'automobile sur minitel. — Le 73<sup>e</sup> Salon de l'automobile, de la moto et des véhicules industriels sera sur minitel, à partir du 25 septembre. Ce salon se tiendra, du 2 au 12 octobre, à la porte de Versailles. Les utilisateurs de minitel pourront obtenir toutes les informations à son sujet : jours et horaires d'ouverture, prix d'entrée, moyens d'accès, possibilités de stationnement, nouvelles voitures présentées, catalogue des exposants, animations, statistiques sur l'industrie automobile. Ce service a été conçu par la Chambre syndicale des constructeurs automobiles.

● Pour accéder au sommaire «Spécial Salon 86», composer sur le poste téléphonique : 36-15, appuyer sur la touche du minitel «extension fin», taper : «salon», puis appuyer sur la touche «envoi». Se conformer ensuite aux indications données en bas de chaque page d'écran.

● **JOURNÉES D'INFORMATION** : mieux comprendre le phénomène islamique. — L'Agence pour le développement des relations interculturelles, créée en 1977 et qui produit notamment l'émission «Mosaïque» de FR3, organise à Paris, du 17 octobre au 12 décembre, cinq journées d'information sur l'Islam en France, à l'intention entre autres des cadres d'entreprise. Parmi les intervenants sont prévus notamment des érudits, des entrepreneurs, des imams et des spécialistes (G. Kappel, M. Arkoun, J.-P. Péroche-Hugon, etc.).

● Tous renseignements à l'ADRI, 40, rue Cambours, 75740 Paris. Tél. : (1) 43-06-21-73. Téléc. : ADRI 201763.

● Des avions pour les handicapés. — Avant la fin de l'année, Air France aura équipé la totalité de sa flotte long-courriers d'une chaise mobile destinée à faciliter les déplacements à l'intérieur de l'avion des passagers souffrant d'un handicap moteur. Étudiée avec le concours du Comité de liaison pour le transport des personnes handicapées (Colitrah), cette chaise permet au personnel d'acheminer le passager jusqu'à son siège réservé du côté de l'allée et muni d'accoudoirs relevables ou jusqu'aux toilettes spécialement aménagées. Toutefois, cette chaise ne dispense pas de la présence d'un accompagnateur, lorsque ce dernier est requis par le service médical de la compagnie.

## ÉCHECS

● **ÉCHECS** : Youssoufov maintient son avance. — Dans la finale du Tournoi des prétendants au championnat du monde qu'il dispute à Riga contre Sokolov, Youssoufov est en train d'établir une sorte de record : ne gagner qu'avec les Noirs. Après la première et la troisième partie remportées, avec cette couleur, il a pareillement, dimanche 21 septembre, gagné la neuvième partie. Sokolov, qui a enregistré son unique victoire dans la septième partie, se trouve donc toujours mené de deux points (5,5 à 3,5). Il reste cinq parties à jouer.

**B P F BOUCHARD PÈRE & FILS**  
Depuis 1731  
«Domaine de Châteaux de Beaune»  
52 hectares dont 71 hectares de Premiers crus et Grands crus  
Documentation LM sur demande à Maison  
Boucharde Père et Fils au Château  
Bou Pèrre 70 - 71702 BEAUNE CEDEX  
Tél. (03) 22.14.41 - Telex : Bouchar 339 530 F

**RFM**  
Dans toute la France  
RFM Paris ..... 96,9  
RFM Antibes ..... 97,8  
RFM Arlon ..... 92,1  
RFM Bordeaux ..... 101,2  
RFM Bourg-en-Bresse ..... 97,8  
RFM Brive ..... 90,9  
RFM Caen ..... 103,2  
RFM Châteaubriant ..... 94,7  
RFM Châteaufort ..... 92,0  
RFM Douai ..... 97,1  
RFM Lens ..... 97,1  
RFM Lille ..... 102,1  
RFM Limoges ..... 102,1  
RFM Lyon ..... 92,1  
RFM Montpellier ..... 88,8  
RFM Nantes ..... 96,8  
RFM Orange ..... 92,1  
RFM Perpignan ..... 95  
RFM Rennes ..... 92,9  
RFM Saint-Étienne ..... 92,6  
RFM Saint-Nazaire ..... 94,8  
RFM Strasbourg ..... 102,9  
RFM Toulouse ..... 88,8  
RFM Tours ..... 94,7  
RFM Valenciennes ..... 97,1

Jeudi 25 septembre 8 h 30  
«DOSSIER»  
Grandes écoles : du carburant pour l'avenir

**RESULTATS COMPLETS N°57**  
**LOTTO SPORTIF**  
NOMBRE DE JEUX GAGNANTS RAPPORT PAR JEU GAGNANT (pour 5F)  
16 bons résultats : —  
15 bons résultats : —  
14 bons résultats : 3 1 878 725,00 F  
13 bons résultats : 101 32 201,00 F  
Bons résultats sur "7 Numéros de la Chance" : 436 3 462,00 F  
Tirage des "7 Numéros de la Chance" du Dimanche 21 Sept. 1986 : 1 8 8 0 2 9 5  
**SUPER PACTOLE 3.000.000 F**  
PROCHAIN **LOTTO SPORTIF**

**annonces associations**  
**Appels**  
L'ÉPIQUE EN CHANTANT  
Ass. loi 1901 vous propose spectacles, animations, spectacles audiovisuels avec diffusion documentation. Recherches sur le chant, etc.  
Ez. 123, rue de Valenciennes, 75008 Paris  
**Sessions et Stages**  
ANALYSE-PRATIQUE ALLEMAND-RUSSE  
Apprentissage officier, juré, rapide sur la supposée méthode d'enseignement. Français. Tél. : 43-25-22-64  
**תורת**  
Si c'est de l'ÉPIQUE pour vous, alors : initiation sérieuse à l'ÉPIQUE par professeur universitaire, cours en groupe à Paris  
Ouverture : 8-10-1986  
MONTAIGNE, 18  
BP 380, 75018 Paris Cedex 18  
Tél. : (1) 42-62-25-41  
**COMMUNICATION**  
Journalisme, pub., rel. pub. Cours du jour et du soir gratuits.  
Cours : 47-70-16-32  
**DESSIN ANIMÉ**  
Deux jours pour vous apprendre à faire un dessin animé classique ou moderne. Trois mois de cours à raison d'une séance hebdomadaire, le vendredi 19-22 h. Places limitées. Soirée info le 10 oct à 19 h, 201, bd Raspail Paris 14<sup>e</sup>. Tél. : 45-71-33-77 et 42-95-21-50.  
**VICTOIRE SUR LE TABAC**  
En 4 semaines, sans grosir, vous pouvez cesser de fumer. Une nouvelle méthode gratuite et reconnue vous permettra progressivement et confortablement de vous libérer du tabac. Même si vous avez tout essayé, informez-vous : Victoire sur le tabac. Tél. : 46-81-15-13  
● Prix de la ligne 30 F TTC DS agencé, livraison en espèces.  
● Joindre une photocopie de déclaration au 212.  
● Chaque boîte à l'ordre de Régie-Presses LMA et à adresser au plus tard le jeudi pour parvenir au mardi de retour à Régie-Presses LMA, 7, rue de Montmorency, 75007 Paris.

**Je fais mes courses d'un coup de baguette**  
Techno : Faites vos courses de votre fauteuil.  
Le Monde sur Minitel  
36.15 tapez : LEMONDE  
LE MINTEL A TROUVÉ A QUI PARLER

**STERN**  
GRAVEUR  
Pour votre Société  
papiers à lettres et  
imprimés de haute qualité  
Le prestige  
d'une gravure traditionnelle  
Ateliers et Bureaux :  
47, Passage des Panoramas  
75002 PARIS  
Tél. : 42.36.94.48 - 45.08.86.45

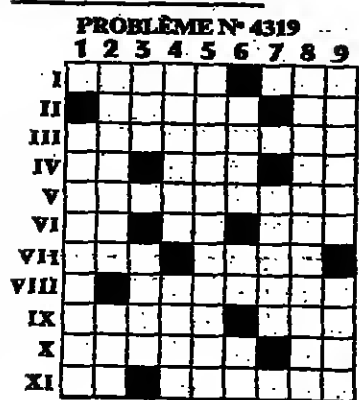
Mes info...  
est une question...  
215 tapez : LEMONDE  
LEMENT OR...  
PROPRE EMP...  
EVEVE...  
ECONOMIE...  
Vous avez d...



Services

# Informations « services »

## MOTS CROISÉS



**PROBLÈME N° 4319**  
1 2 3 4 5 6 7 8 9  
II  
III  
IV  
V  
VI  
VII  
VIII  
IX  
X  
XI

**HORIZONTALEMENT**  
I. Pailasse non pour s'étendre, mais pour se défendre. Rassemble l'effectif des sans grade. — II. Un temps pour frapper. Divinité. — III. Des temps pour « frapper ». — IV. Rensait pendant la morte saison. Souligne un manque d'intelligence. Note. — V. Route quand elle en donne. — VI. On le roule par jeu. A demi-réel. Ses Côtes de Provence sont appréciées des baigneurs comme des buveurs. — VII. Méchante personne. Pour la protection des mineurs comme des croquants. — VIII. Pour de modestes légumes, mais pas pour les « grosses ». — IX. Ce sont généralement les hommes qui tiennent le rôle de maîtres. Qui s'est fait copieusement mettre en boîte. — X. Se p...

**VERTICALEMENT**  
1. Peuvent être blackboulés dans une consultation ou reçus à un examen. 2. Grand lecteur des lettres persanes. En connaît un brin quand il est premier. 3. Pas élevé chez des personnes bien élevées. Peut être, à la fois, sec et humide. — 4. Fauché et mis sur la paille. Mis au secret. — 5. Ne s'intéresse qu'à l'envers du décor. — 6. Enfant du sable et de la mer. Personne. Se touchent en espèce. — 7. Comme une cure qui se fait plutôt dans la région de Pouilly qu'à Pougues-les-Franches. — 8. Sursauter avant de sauter. — 9. Des sujets à pinceaux s'y font pincer. Baignoire des mineurs beaucoup.

**Solution du problème n° 4318**  
**Horizontalement**  
1. Fatigue. — II. Aliment. — III. Sitar. — IV. Targite. — V. Escale. — VI. G. Prêt. — VII. Lièvre. — VIII. In. Dépu. — IX. Soc. Javel. — X. Alose. — XI. Erreur.  
**Verticalement**  
1. Pastelliste. — 2. Alias. Ino. — 3. Tirage. Cor. — 4. Imagier. — 5. Nécé. Jan. — 6. On. Pédale. — 7. Ixi. Evod. — 8. Références. — 9. Era. Etoile.

GUY BROUTY.

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiées au Journal officiel du mardi 23 septembre 1986 :

**DES LISTES**  
● D'admission à l'Ecole nationale des ingénieurs des travaux des eaux et forêts (concours 1986).  
● D'admission à l'Institut national agronomique Paris-Grignon, aux

écoles nationales supérieures agronomiques de Montpellier, Rennes et Toulouse, à l'Ecole nationale supérieure d'agronomie et des industries alimentaires de Nancy et à l'Ecole nationale supérieure des industries agricoles et alimentaires de Meaux (concours communs 1986).

## UTA inaugure une liaison Paris-San Francisco-Papeete

A partir du 1<sup>er</sup> octobre, la compagnie UTA dessert San Francisco et Papeete, deux fois par semaine, avec un DC 10. Chaque mercredi et chaque samedi, l'avion décolle de Paris à 18 h 20 pour se poser à San Francisco à 21 h 25. Il en repartira à 23 h 25 pour atterrir à Papeete à 4 h 35.

Au retour, chaque mardi et chaque vendredi, l'appareil décollera de Papeete à 9 heures pour se poser à San Francisco à 20 h 05. Il en repartira à 21 h 30 pour atterrir à Paris à 16 h 05.

Pour San Francisco, les tarifs aller-retour seront les suivants : 29 105 F en première classe, 17 895 F en classe Galaxie, 12 865 F en classe économique, 6 635 F en haute saison pour le tarif « Visi », 6 115 F en basse saison et 4 890 F pour le tarif « jeune ». Les tarifs pour Papeete restent inchangés, mais le billet d'excursion à 10 710 F permet désormais un arrêt à San Francisco.

**ASSURANCES : accidents de chasse.** — L'assurance obligatoire que les chasseurs doivent souscrire ne couvre que les dommages causés aux tiers au cours de la chasse ou à l'occasion de la destruction d'animaux nuisibles. Mais un accident peut survenir lors du nettoyage ou de la vérification d'un fusil, ou par suite d'imprudence ou de maladresse (un enfant s'empare d'un fusil chargé laissé à sa portée et blesse un camarade, par exemple). Dans ces cas, le chasseur devra prendre en charge les conséquences de l'accident, à moins qu'il n'ait souscrit un contrat comportant des clauses de garanties « accidents ». Ces assurances facultatives peuvent couvrir les accidents corporels et matériels causés à des tiers par l'assuré et par son chien en dehors de la chasse, les accidents subis par le chasseur, les accidents causés aux chiens, et comporter une assistance juridique (garantie « défense recours ») : c'est l'assureur qui se charge alors d'obtenir les indemnités dues en cas d'accident de l'assuré. Dans le cas inverse, si le chasseur est responsable d'un accident et poursuivi en justice, l'assureur assume sa défense.

## MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le mardi 23 septembre à 0 heure et le mercredi 24 septembre à 24 heures.

Au cours des prochains jours, le temps sera caractérisé, sur la moitié nord du pays, par des formations brumeuses le matin, suivies, l'après-midi, d'un temps nuageux avec toutefois d'assez belles éclaircies. Une activité orageuse se développera sur la moitié sud, mais elle régressera rapidement en fin de semaine pour s'intensifier que la Corse en fin de période.

Mercredi matin, le temps sera nuageux et orageux sur le quart sud-ouest, les averses seront plus fortes des Pyrénées au Massif Central. Les nuages s'étendront aussi de la Bretagne à l'Auvergne et au Roussillon, mais il ne pleuvra pas. De la Méditerranée aux

Alpes et à la vallée du Rhône, le temps sera ensoleillé.

Sur toutes les autres régions, soit à peu près la moitié nord-est du pays, persistera du temps frais et très brumeux, puis ensoleillé en milieu de matinée. Dans l'après-midi, le mauvais temps va s'étendre sur toute la moitié sud, donnant surtout des averses orageuses sur le relief. De la Vendée et des Charentes au Jura, le ciel sera passagèrement nuageux.

Au nord de la Loire, dans le Nord et le Nord-Est, le temps ensoleillé prédominera encore malgré des passages nuageux près des frontières belge et allemande. Dans l'ensemble, peu de changement pour les températures, il fera de 18 à 20 degrés du nord au sud. Le vent d'est sera faible sur la majeure partie du pays.

Jusqu'à la moitié nord de la France, après la dissipation des bancs de brume ou de brouillards matinaux, le temps sera variable, avec des passages nuageux plus abondants près de nos frontières de l'Est et du Nord-Est, et des éclaircies plus larges près de la Bretagne.

Sur la moitié sud, on observera également des formations brumeuses, le matin. Mais une activité orageuse modérée se développera l'après-midi, principalement sur les Pyrénées-orientales, le Massif Central et les Alpes.

Les températures minimales avoisineront 6 à 8 degrés sur la moitié nord, 8 à 16 degrés sur la moitié sud. Les températures maximales seront comprises entre 18 et 26 degrés du nord au sud.

Vendredi, la situation évoluera peu par rapport à jeudi. Le temps sera tou-

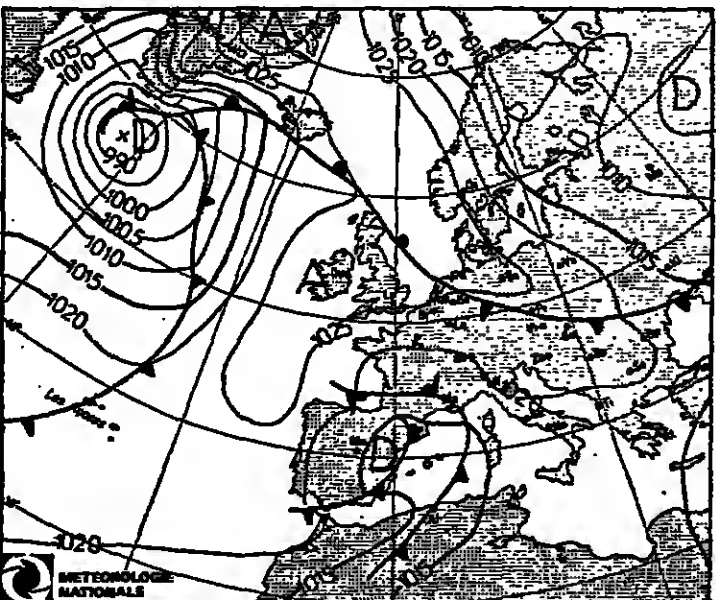
jours frais et brumeux le matin, puis nuageux sur la moitié nord. Sur la moitié sud, après la dissipation des bancs de brume et de brouillards matinaux, le temps sera variable et instable se maintiendra, mais l'activité orageuse s'intensifiera en régressant vers le sud.

Les températures minimales et maximales ne subiront pas de changement notable.

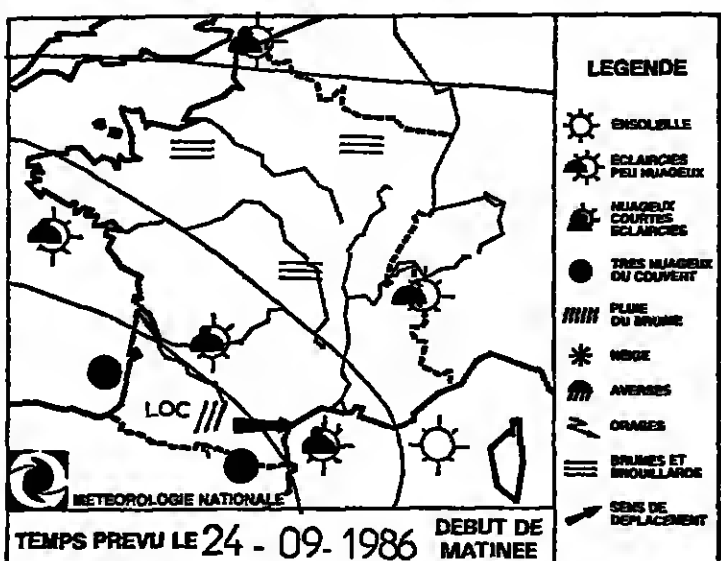
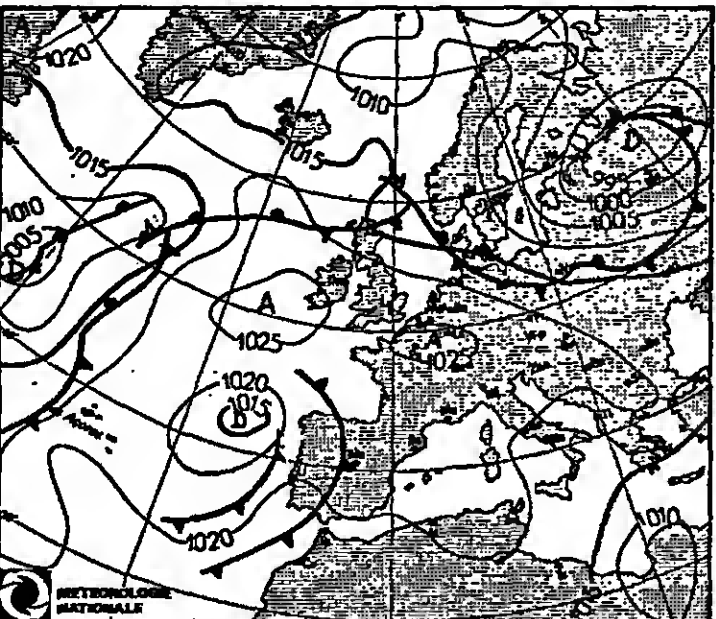
Samedi et dimanche, les bancs de brume et de brouillards seront encore assez denses le matin. Ils feront place à un temps généralement ensoleillé, avec cependant quelques passages nuageux plus abondants l'après-midi sur les massifs montagneux et en Méditerranée, où l'activité orageuse se limitera à la Corse.

On notera une légère hausse des températures maximales.

### SITUATION LE 23 SEPTEMBRE 1986 A 0 HEURE TU



### PRÉVISIONS POUR LE 25 SEPTEMBRE A 0 HEURE TU

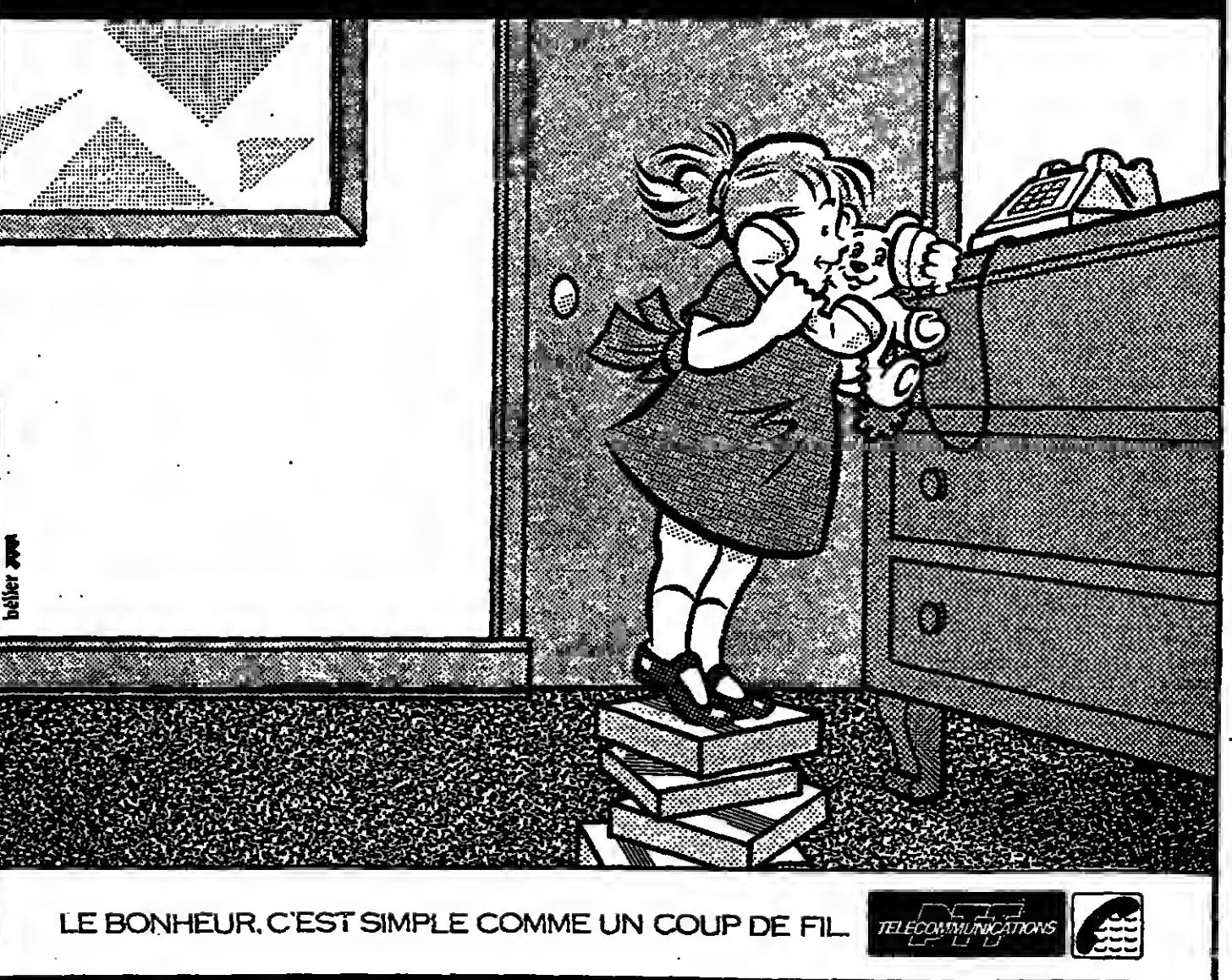


TEMPÉRATURES maxima - minima				Temps observé le 23-9-1986 à 6 heures TU							
Valuers extrêmes relevées entre le 22-9-1986 à 6 h TU et le 23-9-1986 à 6 h TU											
FRANCE				ÉTRANGER							
ALGER	25	13	S	TOULOUSE	27	13	C	LOS ANGELES	22	13	S
BARCELONE	27	17	S	NORT-ME	26	24	A	LINDENBURG	17	6	A
BONNEVILLE	26	16	C	ÉTRANGER				MADRID	27	15	S
BOURG	22	10	-	ALGER	30	16	S	MADRAS	39	23	S
BOULOGNE	17	8	N	AMSTERDAM	16	12	N	MILAN	27	12	C
CHEN	16	5	B	ATHENS	22	20	C	MONTREAL	18	5	C
COURMAYEUR	15	7	B	BANGKOK	32	25	N	MOSCOW	12	6	C
CLERMONT-FERR.	23	9	N	BARCELONE	28	20	C	NAGBOM	27	12	F
DOUV	22	9	N	BERLIN	16	13	S	NALANDA	24	14	A
GRANDVILLE-SARH	24	14	C	BRUXELLES	15	8	S	NEW-DEHRAH	29	17	S
LALE	19	7	B	LE CAIRE	37	25	S	PEKIN	30	14	C
LIMOGES	22	12	C	COPENHAGUE	14	6	N	ROSA-SANTERRO	23	20	N
LYON	21	9	C	DAKAR	30	27	N	ROME	26	11	S
MASSILLAN	26	13	N	DELHI	36	22	N	SARAGURA	30	16	C
NANCY	20	5	B	GUANABARA	27	23	S	STOCKHOLM	13	4	A
NANTES	21	12	C	GENÈVE	21	8	S	SYDNEY	19	15	S
NEZ	18	5	B	HONGKONG	30	25	S	TOKYO	21	21	N
PAU	27	15	N	ISTANBUL	23	14	S	TUNIS	28	17	S
PERPIGNAN	28	16	C	JERUSALEM	28	17	S	VARSOPPE	26	11	S
RENNES	18	7	B	LEONARDO	23	18	O	YERSE	26	11	S
ST-ETIENNE	22	9	S	LOS ANGELES	20	10	N	YERNE	22	15	C
STRASBOURG	21	6	B								
A B C N O P S T *				a b c n o p s t *							
averse brume écoulement nuageux orage pluie soleil tempête neige				averse brume écoulement nuageux orage pluie soleil tempête neige							

\* TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## COUP DE FIL-COUP DE COEUR.



## Mes infos ? C'est une question de seconde

L'actualité sur Minitel. Les flashs minute par minute. Les dossiers du jour.

Le Monde sur Minitel 36.15 tapez : LEMONDE

LE MINITEL A TROUVÉ A QUI PARLER

## COMMENT CREER SON PROPRE EMPLOI

SCIENCE & VIE ECONOMIE OCTOBRE

## Vous avez dit micro ?

Concours sur Minitel. Gagnez chaque jour un abonnement à Science et Vie Micro.

Le Monde sur Minitel 36.15 tapez : LEMONDE

LE MINITEL A TROUVÉ A QUI PARLER

هكذا من الاصل







## SECTEURS DE POINTE

### UN BILAN DU SICOB

## Jeunesse des « micro »

« **E**n 1987, le SICOB s'envole », annonce un dépliant largement diffusé au cours du salon d'automne qui vient de se tenir du 15 au 20 septembre. Ce n'est pas un départ pour les Amériques, mais pour le Parc des expositions de Villepinte, près de l'aéroport Charles-de-Gaulle. A ce déplacement spatial s'ajoute une mutation temporelle, puisque c'est du 6 au 11 mars que sera organisé le prochain SICOB.

Pour une exposition visitée depuis si longtemps au mois de septembre et au CNIT de la Défense, c'est une transformation profonde, sur laquelle les avis sont partagés. Nouvelle jeunesse ou commencement de la fin ? L'avenir le dira, mais on sent déjà un parfum de nostalgie flotter entre les stands. De plus, un contrôle d'entrée draconien élimine sans faiblesse les moins de dix-huit ans. Le moyeu de l'âge s'en ressent, mais aussi l'animation. Cette exclusion était peut-être un mal nécessaire. Les « sicobiens » se retrouvent ainsi entre gens sérieux, entre professionnels. Pourtant, il semble bien que le stand où l'on se bouscule le plus soit celui d'Amstrad, qui présente le micro-ordinateur PC-1512, un compatible IBM à 5 000 F.

Le SICOB n'est plus, depuis longtemps, l'endroit privilégié où s'annoncent les nouveautés informatiques. Mais l'information est le thème de tellement de salons et d'expositions qu'on peut pratiquement faire une annonce n'importe quand qui coïncide avec le début d'une de ces manifestations. Beaucoup de constructeurs ont d'ailleurs préféré dévoiler leurs produits un peu avant l'ouverture du SICOB, et dans des lieux qui leur paraissent plus appropriés.

Que retiendrait-on de ces présentations ? Le secteur de la micro-informatique reste celui où l'on voit le plus de nouveautés, tous les constructeurs renouvelant leur gamme et certains présentant des appareils qui tranchent avec leurs précédentes productions.

#### Un vieux tout jeune

Doyen des micro-ordinateurs encore en vie, l'Apple II réajuste. Présent en première mondiale le jour d'ouverture du SICOB, l'Apple II GS vient s'ajouter aux Apple IIe et Apple IIc actuellement commercialisés. Ce nouveau modèle a la plus grande ressemblance avec l'Apple II d'origine, la célèbre machine bicolorée il y a dix ans dans un garage qui, avec le Pet de Commodore et le TRS-80 de Tandy, fit connaître au monde la micro-informatique. Même le cœur de l'ordinateur a été changé : le microprocesseur 65 C816, à seize bits, remplace le

65 C802 à huit bits des versions précédentes. Mais le nouveau peut fonctionner comme l'ancien, trois fois plus vite, et cela donne au nouveau modèle la grande force de pouvoir utiliser les quel- que seize mille logiciels écrits pour ses prédécesseurs. Autre « compatibilité » : la carte électronique qui équipe l'Apple II GS a les dimensions et l'organisation de celle qu'on trouve sur l'Apple IIc.

**Caractéristique du dernier SICOB : le secteur de la micro-informatique reste celui où l'on constate les plus nombreuses et les plus intéressantes nouveautés. C'est l'éternel jeunesse des « micro »...**

Cela permet de transformer l'un en l'autre.

Le plus spectaculaire est l'éventail des possibilités graphiques et sonores (GS) de ce nouvel Apple. Une palette de quatre mille quatre-vingt-seize couleurs, la possibilité de faire varier continuellement les nuances, celle de faire de l'animation (seize images par seconde) font presque de ce micro-ordinateur un appareil de traitement d'images, même si la définition verticale est un peu faible. D'autre part, un synthétiseur à seize voix lui donne dans le domaine sonore des possibilités aussi riches que celles du domaine visuel.

Ne sont-elles pas trop riches pour les besoins ? Jean-Louis Gassée, ancien directeur général d'Apple France et présentement chargé de la recherche et du développement au siège californien d'Apple, leur voit de nombreuses utilisations : en éditions personnelles, d'autant que des périphériques permettent la liaison avec une caméra et l'édition de diapositives. Les utilisations éducatives sont un autre secteur où les capacités graphiques seront précieuses. Côté son, un développeur américain va utiliser la possibilité de synthétiser la voix humaine pour des utilisations téléphoniques. Un autre développeur met au point un logiciel qui permettra à l'Apple II GS de travailler sous le système d'exploitation MS-DOS, lui donnant ainsi accès à la gamme des compatibles IBM.

Ce nouvel Apple est immédiatement disponible au prix très bas de 15 900 F (12 900 F avec écran monochrome). C'est trop cher pour le marché des utilisations familiales. Moins onéreuse est la transformation d'un Apple II GS en Apple IIc. Immédiatement réalisable aux Etats-Unis pour environ 500 dollars, elle le sera en Europe au début 1987.

Ce n'est pas uniquement le prix qui dissuadera l'amateur. On rap-

pelle chez Apple qu'en 1980 des Apple II rustiques se vendaient 18 000 F de l'époque. C'est surtout qu'il peut trouver bien moins cher ailleurs.

Ailleurs, c'est d'abord chez Amstrad. La firme britannique a fait une gigantesque tournée sur le marché européen en pratiquant des prix très bas. C'est la politique qui avait fait la fortune de Sinclair — marque reprise en avril

dernier par Amstrad, — fortune suivie d'un effondrement rapide dû aux faibles capacités et surtout à la fragilité des micro-ordinateurs ainsi bradés. Amstrad risque-t-elle le même destin ? On ne peut lui faire la première objection : ses modèles sont aux normes actuelles et susceptibles de suivre l'évolution de la demande. Pour la seconde, c'est une question ouverte ; certains craignent que le talon d'Achille ne soit encore là.

#### Offensive britannique

Quoi qu'il en soit, Amstrad vient de frapper un grand coup avec son PC-1512, annoncé début septembre à Londres et que tous les visiteurs du SICOB vont voir. Le nom l'indique, il s'agit d'un « clone », d'un compatible avec l'IBM-PC. Le même système d'exploitation (MS-DOS), un microprocesseur Intel 8086 — un peu plus rapide que le 8088 ébahi par IBM, — une mémoire centrale de 512 kilo-octets, seize couleurs... Rien d'exceptionnel jusqu'ici. Mais les tests de performances mettent la machine en bonne position parmi ses nombreux concurrents. Et surtout le prix stupéfie. La version de base est commercialisée à 4 997 francs hors taxes : avec moniteur couleur, la gamme de prix commence à 6 890 F.

La comparaison avec l'Apple II GS est difficile puisque les deux machines ont des caracté-

ristiques différentes et qu'elles ne s'adressent pas vraiment à la même clientèle. Mais l'équation « trois Amstrad pour un Apple » paraît une bonne approximation. Et la compatibilité IBM — il faudrait presque dire : la compatibilité avec les compatibles IBM — est un puissant argument commercial.

On l'a compris chez Commodore, qui a doté son Amiga d'un « émulateur ». Sidécar, assurant cette compatibilité. On assiste aux nouveaux débuts en France de Tandy, pratiquement disparu après 1982, revenu couvert à la compatibilité IBM, et dont le modèle 1000-EX n'est guère plus cher que le PC-1512 d'Amstrad. Il serait d'ailleurs vain de vouloir citer ici tous les nouveaux compatibles. En s'en tenant aux premiers mondiaux, on citera Audisonic, DKL technologies et Grid.

#### Cannes contre Paris

Hors du micro-informatique, les nouveautés ne manquent pas. Annoncés au SICOB même, les modèles A2 et A5 de Burroughs, qui complètent une gamme d'ordinateurs que la firme américaine a complètement renouvelée ces deux dernières années.

Annoncée un peu avant le SICOB, la calculatrice de poche financière HP-18C de Hewlett-Packard, une jolie, mais chère, petite merveille qui vous explique en français ce que vous devez faire.

Annoncé enfin « contre » le SICOB, à l'exposition Decville de Cannes, par Digital Equipment qui a déserté depuis deux ans « les frileux salons parisiens » (citation de M<sup>me</sup> le maire de Cannes), le terminal VTX 20, à la fois informatique et vidéotexte. Ce terminal, première production de la firme américaine qui ait été conçue en Europe, permet d'accéder aux incompatibles services vidéotexte mis en service en Grand-Bretagne, en France, en RFA... Et pour la France, le VTX 20 n'autorise la connexion qu'aux services figurant sur une liste préétablie. Afin de couper la route du bureau aux messageries roses.

MAURICE ARVONNY.

### Au Centre des jeunes dirigeants

## Former comme investir

A tout attendre de la spontanéité pour faire preuve d'imagination, les adhérents du CJD (Centre des jeunes dirigeants) peuvent tout aussi bien sombrer dans la banalité qu'échouer des propositions hardies. La troisième « école des présidents » qui s'est réunie du 11 au 13 septembre à Zarzis, en Tunisie, en a encore apporté la démonstration. Sur trois journées, seule la dernière, centrée sur la formation des hommes, a permis de faire jaillir l'étincelle dans ce

moyens dont ils ont besoin. La formation devrait devenir un droit qui ne se limiterait pas à l'aspect professionnel.

Les employeurs s'aperçoivent aussi que les compétences techniques ne suffisent plus. Les capacités individuelles, la richesse humaine, le comportement sont des facteurs essentiels. « Avoir appris, c'est bien, savoir apprendre, c'est mieux », disent-ils, en mettant l'accent sur la formation individuelle qui pourrait faire l'objet d'un quota à définir.

**La formation professionnelle doit être considérée à tous points de vue comme un investissement nécessaire et surtout rentable.**

mouvement de chefs d'entreprise qui a toujours cultivé son paternalisme.

« Vous allez devoir vous faire prier le cerveau », avait annoncé Jean-Pierre Cressy, vice-président national, aux participants qui, brusquement, à l'écoute de Daniel Croquette, secrétaire général de l'UCC-CFDT (Union confédérale des cadres), découvraient des convergences enthousiasmantes. Ce fut l'éclosion, symbolisée par plusieurs recommandations qui alimentèrent, dans les sections locales du CJD, « le thème de l'année ».

Investissement immatériel, la formation pourrait être incluse dans les amortissements ou faire l'objet d'un prêt bancaire quand elle dépasse, en volume, l'obligation légale du 1,1% de la masse salariale. Considérée comme une richesse, elle pourrait figurer en haut du bilan, et les sommes correspondantes être gagnées auprès des FAF (fonds autonomes de formation). Les fonds salariaux pourraient être utilisés ou, encore, les adhérents du CJD pourraient « pratiquer l'entrisme » dans les conseils d'administration d'organismes de formation pour y faire admettre les préoccupations spécifiques d'une profession ou d'un bassin d'emploi géographique délimité. L'opération a été tentée avec succès par de jeunes transporteurs qui ont ainsi pu créer une école capable de leur fournir les promotions de cadres

Les présidents de section réunis à Zarzis se proposent également d'ouvrir leurs commissions de formation à d'autres acteurs économiques, à commencer par des syndicalistes. « Il faut écouter la différence », se sont-ils convaincus tandis que Daniel Croquette acceptait, lui, d'accueillir quelques jeunes dirigeants dans les universités d'été. Persuadés que les rigidités du système de formation sont davantage responsables de l'incompréhension que les hommes, patrons ou enseignants, les jeunes dirigeants voudraient tenter des expériences de rapprochement, à la manière d'Alain Fribourg en Vendée.

Patron d'une grosse unité de Thomson, celui-ci a imaginé de former des élèves de BTS en un an ou deux afin de compenser l'absence d'un enseignement supérieur dans la région. Ce dispositif, mis au point avec les établissements privés et publics, en collaboration avec les responsables politiques de droite et de gauche, comme avec les syndicalistes, serait accompagné d'une garantie sous forme de préembauche. « Je travaille avec les rebus du système d'éducation », déclare fierement Alain Fribourg, qui constate que « le mode de sélection scolaire ne correspond pas aux critères des entreprises ». « Il y a de l'or dans vos poubelles », répète-t-il aux enseignants.

ALAIN LEBEAUCHE.

### PHOTOCOPIE :

## Le laser et la couleur

On voit peu de prototypes au SICOB. Ce qui rend notable la présentation chez Canon d'un photocopieur couleur à laser.

La firme japonaise commercialise depuis deux ans des photocopieurs noir et blanc à laser, dans lesquels l'éclairage de chaque point de l'image est numérisé, l'information ainsi obtenue commandant ensuite une impression par laser. La numérisation autorise tous les traitements imaginables : on peut agrandir l'image, la déformer, la stocker pour usage ultérieur, insérer une image dans une autre... D'autre part, la photocopie en couleur a déjà une longue histoire, et des machines complexes furent présentées au SICOB dès le début des années 70. Des photocopieurs bichromes ou multichromes sont maintenant présents chez plusieurs constructeurs. Restait à associer la couleur au laser, pour profiter de la qualité intrinsèque et de la souplesse d'utilisation qu'apporte ce mode d'impression, ainsi que des possibilités de traitement colorimétrique que permet la numérisation de l'image.

Le photocopieur présenté par Canon a effectivement des qua-

lités nombreuses. Mais on peut se poser trois questions. A quel sera-t-il ? Combien coûtera-t-il ? A combien reviendra la copie ? Or les réponses précises manquent encore.

Pour la deuxième question, il faut attendre la commercialisation, prévue en 1987. Pour la troisième, l'espoir est d'aboutir un jour à un prix d'environ trois ou quatre fois celui d'une copie en noir et blanc. Quant à la première, il est apparu ces dernières années une consommation de copies en couleurs dans des domaines comme la publicité, l'architecture, l'urbanisme, la mode, et plus généralement chez les utilisateurs de plans, de schémas, de graphiques. Mais seule une infime minorité des cinquante milliards de photocopies faites chaque année en France sont en couleurs. En pourcentage, c'est zéro.

La proportion peut-elle devenir mesurable ? Spécialistes des études de marché en bureau, que, Rémy Ganton la croit. Il estime que si l'objectif précité pour le prix de la copie est atteint, 4 % à 5 % des photocopies pourraient être en couleurs. Soit pour la France deux milliards de copies annuellement, ce qui n'est pas un marché à négliger.

## COUP DE FIL-COUP DE FILET.



LE BONHEUR, C'EST SIMPLE COMME UN COUP DE FIL.

TELECOMMUNICATIONS



هكذا من الاصل



# SECTEURS DE POINTE

## JEUNES INGENIEURS ET GESTIONNAIRES GRANDES ECOLES

## ETRE INGENIEUR COMMERCIAL HEWLETT-PACKARD FRANCE, C'EST...

Rejoindre des équipes de femmes et d'hommes considérés, concernés, formés qui agissent et réussissent dans un cadre d'objectifs ambitieux ; une entreprise se juge à ses résultats.

Etre maître d'œuvre : négocier, en collaboration avec nos services internes et nos partenaires (OEM, distributeurs...), pour apporter à chacun de nos clients la solution informatique HP la plus adaptée à leurs besoins.

Avoir des idées, mobiliser ses compétences, être exigeant envers soi-même, induire les changements, avoir les moyens de réaliser ses projets.

Etre diplômé(e) d'une Grande Ecole d'Ingénieurs (ESE, ENST, ECL, ...) ou de Gestion (HEC, ESSEC, ESCP, ...) débutant ou avec une première expérience.

Ecrivez-nous dès maintenant, sous réf. SF/3/M, votre candidature nous intéresse, même si vous n'êtes pas disponible dans l'immédiat. Postes à pourvoir sur toute la France.

HP France, Service Recrutement, Parc d'Activités du Bois Briard, Avenue du Lac, 91040 Evry Cedex.

HP EN FRANCE  
3000 PERSONNES,  
3 USINES,  
4,3 MILLIARDS DE CA,  
3° EXPORTATEUR  
D'INFORMATIQUE.



HEWLETT  
PACKARD

PERFORMANCES A L'APPUI.

## Ingénieur commandes numériques

Rhône-Alpes

Cette entreprise, jeune filiale de grands groupes internationaux, poursuit son expansion rapide qui la positionne au deuxième rang européen. Sa vocation : concevoir et commercialiser du matériel électronique sophistiqué lié à la productique et aux automatisations industrielles. Pour renforcer ses structures, elle recherche un ingénieur qui, au sein d'une équipe plus particulièrement centrée sur les applications de commandes numériques, devra prendre en charge la conception et la gestion de projets d'étude de développement de cartes à micro processeur (conception de logiciels d'application et spécification matériel). Nous recherchons un ingénieur expérimenté pouvant justifier de compétences en commandes numériques. Une expérience professionnelle d'environ deux ans serait un plus incontestable mais nous analyserons également les candidatures de débutants. La rémunération proposée sera de ce fait fonction de l'expérience et de l'envergure du candidat retenu. Ecrire à C. TIERZ en précisant la référence A/T7143M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N°1 EN EUROPE

71 bis, allée Jean-Jaures - 31000 TOULOUSE - Tél. 61.63.70.63  
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

EQUIPEMENT AUTOMOBILE

## Ingénieur Grande Ecole : négocier les ventes export

Regroupant près de 30 000 personnes, nous assurons notre développement auprès de l'ensemble des constructeurs mondiaux (tourisme + poids lourds). Un enjeu : gérer les projets en cours de développement de nos produits et obtenir de nouveaux marchés. Votre mission : prendre en charge les relations techniques et commerciales avec les bureaux d'études et les services achats de nos clients européens. La réussite dans cette première fonction ouvrira de larges possibilités d'évolution de carrière, au-delà du domaine initial de compétences. Ingénieur Généraliste, à dominante mécanique ou électrotechnique (Centrale, AM, ESE, ENSIEG...), vous disposez d'une expérience industrielle de 2 à 3 ans. Basé à Paris, ce poste implique des déplacements de courte durée en France et à l'étranger ; la pratique courante de l'anglais est indispensable. Merci d'adresser votre candidature à notre

Conseil ALGOE, en écrivant sous référence 983 M, 9 bis route de Champagne, 69134 ECULLY CX.

ALGOE

DELICIE A L'ACTION

## L'informatique bancaire : un placement sûr pour une carrière vivante.

Un placement d'autant plus sûr que vous intégrerez la Direction Informatique d'une grande banque internationale, bien décidée à améliorer en permanence son système d'information face à l'évolution des techniques et des besoins de ses utilisateurs.

## Jeunes ingénieurs grandes écoles,

Venez rejoindre nos équipes chargées du développement et de l'évolution de notre architecture informatique, une des plus performantes et des plus ambitieuses (10 000 terminaux bancaires, des réseaux locaux, Vidéotex, messageries électroniques...).

Vous débutez dans la vie professionnelle ou vous avez jusqu'à 2 ans d'expérience dans la réalisation de projets informatiques techniques (système, réseau...).

Vous êtes attiré par le travail en équipe et vous êtes conscient que c'est dans l'informatique bancaire que se trace l'avenir de votre carrière.

Nous vous offrons d'acquies la double compétence informatique et banque ; à vous de saisir les opportunités d'évolution de carrière, en France et à l'étranger, qui se présenteront de toute évidence à vous.



DATAID SELECTION  
GROUPE DATAID

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la référence DE 644 M à notre Conseil DATAID SELECTION 48, av. Raymond Poincaré 75116 PARIS.

## Produits chimiques

Filiale d'un groupe international spécialisé dans la fabrication de produits chimiques destinés aux industries plastiques et dérivés.

## Coordinateur de production

Intervenant auprès des 5 usines françaises basées dans le Sud, il est chargé :

- de la mise en oeuvre et du contrôle des moyens de production,
- de la préparation et du suivi des budgets annuels de chaque usine
- de leur performance, du contrôle de la qualité et du planning.

Dépendant du Directeur de Production Europe, il peut intervenir dans d'autres pays européens.

Agé de 30 ans minimum, Ingénieur Chimiste, il justifiera non seulement d'une expérience de 5 ans en tant qu'ingénieur de fabrication/contrôle qualité de produits chimiques ou plastiques mais également de gestion et de développement de production.

Anglais indispensable.

Poste basé à Paris.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. CHIM/CdS à IMS, 18 Avenue Maignon, 75008 PARIS.

ims

international management selection

HPT

## Contrôle QUALITE des FABRICATIONS

Notre entreprise, active et performante dans le secteur des TELECOMMUNICATIONS, recherche un chef de service

### Contrôle QUALITE des FABRICATIONS

- Formation INGENIEUR généraliste à dominante mécanique : INSA, Arts et Métiers, E.N.S.I.
- Expérience indispensable acquise en milieu industriel : B.E., Méthodes, Industrialisation. De préférence dans le secteur ELECTRONIQUE.
- Aptitude aux contacts, coordination d'équipes pluridisciplinaires. Vocation affirmée pour la QUALITE.

Le poste que nous proposons présente d'intéressantes perspectives d'évolution. Il est à pourvoir dans une région particulièrement agréable, entre Genève et Mont-Blanc.

Ecrire à H.P.F. - Direction du Personnel Avenue de Savoie - 74130 BONNEVILLE.

FILIALE D'UN GRAND GROUPE CHIMIQUE INTERNATIONAL  
recherche pour son siège à La-Défense (92)

## RESPONSABLE DU CREDIT CLIENT

Rattaché au Secrétaire Général et en liaison avec le Contrôleur de Crédit du Groupe, il participera à l'élaboration de la politique de crédit de la société et sera chargé de l'application de cette politique.

- Analyse financière et détermination de la ligne de crédit du client.
- Surveillance des règlements.
- Suivi des recouvrements.

Le candidat, âgé d'environ 30 à 40 ans, aura une formation supérieure et si possible une expérience dans une fonction financière comportant de l'analyse financière, au sein d'une banque. Il aura de préférence rempli une fonction de contrôle de crédit dans une entreprise industrielle. Il aura une compréhension des problèmes commerciaux et une grande aptitude à la communication et à la négociation. Il devra être en mesure de prendre des décisions rapides et fondées et de les faire appliquer.

Une bonne connaissance en langue anglaise est nécessaire.

Adresser C.V. détaillé s/réf. 13398 à CONTESSA PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01, q.tr.




**Telemecanique**
*les solutions de progrès*

recherche pour sa  
DIVISION (1700 personnes)  
«ACQUISITION DE DONNEES  
DIALOGUE HOMME-MACHINE»  
située à ANGOULEME

## INGENIEUR ELECTRONICIEN

**Le poste :**  
Responsable d'un projet d'étude de nouveaux produits électroniques dans le domaine des capteurs à usage industriel.

**Formation :**  
Ingénieur diplômé Grande Ecole électronique ou électronique-mécanique.

**Expérience :**  
3 ans au moins en électronique analogique.

**Connaissances requises :**  
électro-magnétisme, optoélectronique, électronique, analogique.

Adresser CV, photo et prétentions  
TELEMECANIQUE Direction du personnel  
16340 ISLE D'ESPAGNAC Tél. (45) 69.22.22.

## LCT radars et systèmes

*recherche*

pour études, conception et construction de radars  
et systèmes avancés

## un Ingénieur Chef de projets expérimenté

formation Grandes Ecoles

### Ingénieurs

Etudes en traitement de signal  
Formation Grandes Ecoles ou Universités.  
Débutants ou quelques années d'expérience.

La nationalité française est exigée.

Merci d'adresser votre candidature (CV, photo et prétentions)  
à LCT - BP 40 - 78141 VELIZY-VILLACOUBLAY Cedex

Nous sommes un Laboratoire Pharmaceutique,  
filiale d'un grand groupe Industriel Français.  
Nous recherchons notre

## RESPONSABLE

RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Médecin de Formation, âgé d'environ 35 ans, vous aurez  
une bonne expérience dans un poste similaire (en France ou  
à l'étranger).

Votre rôle consistera à :

- participer, avec l'équipe de direction, à la définition des programmes,
- diriger, avec efficacité, une équipe de 35 personnes chargée du développement de nouveaux produits.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, à

**COMPAGNIE ORIS INDUSTRIE**  
Direction Administrative-1  
Boîte Postale 21 - 91190 Gif-sur-Yvette.

## Bétel Ingénierie

Société de services et d'ingénierie à forte croissance

recherche pour son département

**INFORMATIQUE INDUSTRIELLE**

(systèmes embarqués, avionique, imagerie, logiciels de base...)

**INGENIEURS GRANDES ECOLES**

(MINES, ESE, ENST, ENSIMA, ENSERINT...)

(Option informatique ou automatique)

ayant acquis une première expérience dans l'un des environnements suivants :

68000, UNIX, C, PASCAL, VAX, IBM, 8088, 8086, RMX, PDP, MITRA, SOLAR.

• Evolution assurée dans le cadre  
de notre expansion.  
• Rémunération attractive.

Merci d'adresser votre candidature  
(à : réf. MS 92) à

**BETEL INGENIERIE**

23, rue de la Paix - 75002 Paris

## SECTEURS DE POINTE



BSN c'est 8 Mds de francs de CA dans  
le domaine des boissons (bières, eaux  
minérales, champagnes). Le Tépist, près  
de Nancy est le centre de recherche  
et développement des boissons.  
42 chercheurs y mettent en œuvre  
créativité, et moyens technologiques  
puissants, au service de nos produits.

An carrefour de toutes les recherches de notre  
service biotechnologie, vous définissez et  
mettez au point les procédés ; vous établissez le  
cahier des charges expérimental et effectuez  
à l'échelon minimal l'ensemble des phases  
préliminaires aux essais pilotes.

Jeune ingénieur spécialisé en génie biologique,  
vous avez acquis en 2 à 5 ans une bonne

maîtrise des biotechnologies alimentaires  
et pratiquez professionnellement l'anglais.  
Aujourd'hui vous voulez vous dépasser  
dans une mission de recherche créative.  
Vous dynamisez votre potentiel d'innovateur  
et vos qualités d'animateur d'équipe, pour  
évoluer dans un groupe qui vous donne  
tous les moyens pour réussir.



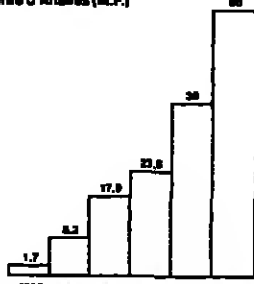
Merci d'adresser votre candidature sous réf. F20M, en précisant  
votre rémunération actuelle à BSN, Service Recrutement des Cadres,  
7, rue de Téhéran, 75081 Paris Cedex 08.

LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

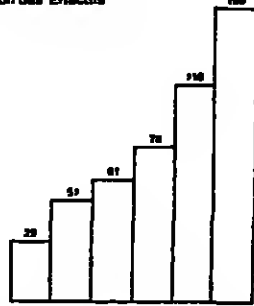


Filiale d'ALCATEL ELECTRONIQUE, nous sommes une société  
d'ingénierie informatique spécialisée dans la conception et  
le développement de systèmes temps réel appliqués aux domaines  
militaire (réseau de défense français STRIDA) et industriel (conduite  
de processus, pilotage d'unités, réseaux).  
Nous connaissons une croissance rapide et soutenue.

Evolution du Chiffre d'Affaires (M.F.)



Evolution des Effectifs



C'est pourquoi nous sommes en mesure d'intégrer des ingénieurs motivés par les techniques de pointe et par une grande autonomie dans leur travail.

## ■ Ingénieurs développement

Dans le cadre de forfaits, vous participerez à des développements sur des projets industriels complexes de pilotage d'unités et d'automatisation de process.

De formation supérieure (Ecoles d'ingénieurs), vous possédez une première expérience en informatique temps réel et une bonne connaissance du SERIE 1 (EDX/EDL). (Réf. MPL/ISR/DV)

## ■ Ingénieurs analystes

Vous prendrez en charge le développement et l'adaptation de logiciels destinés à la grande distribution sur IBM 38.

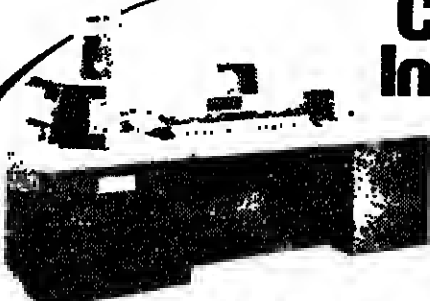
De formation supérieure (Ingénieur, MIAGE, DUT), vous avez acquis grâce à une expérience d'environ 3 ans, de bonnes connaissances en GAP III sur des applications de gestion. (Réf. MPL/ISR/IA)

Ces postes sont à pourvoir au siège social de l'entreprise situé en proche banlieue Sud.

ORDIS

Patrick LECLERC vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature  
sous la référence du poste choisi à

## Cambridge Instruments



Notre groupe de renommée internationale  
dans le domaine de l'INSTRUMENTATION  
SCIENTIFIQUE entre dans une nouvelle phase  
d'expansion après la fusion Racht-Jung.  
Nous recherchons pour notre filiale française  
(CA : 100 MF) :

### 4 Ingénieurs de maintenance département microlithographie

Réf. 48.1411

VOUS : avez une formation d'ingénieur électronique,  
de bonnes connaissances en mécanique et  
informatique, 3 à 4 ans d'expérience en laboratoire  
de recherche ou S.A.V. Vous assurez  
l'assistance client sur le site : installation, formation,  
maintenance, support technique. Contacts à  
très hauts niveaux. L'ANGLAIS est impératif.  
3 postes situés en REGION PARISIENNE.  
1 poste situé à GRENOBLE.

### 1 Ingénieur d'application département analyse d'image

Réf. 48.1415

### 1 Ingénieur d'application département microscopie à balayage

Réf. 48.1416

VOUS : avez une formation BTS, type méthodes  
physiques d'analyse, quelques années  
d'expérience. Vous assurez le back-up  
client-ingénieur commercial (animation  
salles de démonstration).  
Connaissances SOFTWARE indispensables  
ainsi que l'ANGLAIS.

### 1 Product manager

Réf. 48.1414

VOUS : avez quelques années d'expérience dans  
la vente d'équipements sophistiqués auprès de  
l'industrie du semi-conducteur. Une solide formation  
d'ingénieur (physicien de préférence), le sens  
de la négociation à haut niveau. Vous aimez les  
déplacements (30%) et êtes bilingue ANGLAIS.  
Poste basé en REGION PARISIENNE.

NOUS VOUS OFFRONS POUR TOUS CES POSTES :  
- Une possibilité de développement personnel au sein d'un groupe à la POINTE DE LA TECHNOLOGIE.  
- Une FORMATION à la maison mère en GRANDE BRETAGNE.  
- Des conditions de travail motivantes (flexi + voiture de fonction + frais...).

Intéressés par l'une de ces OPPORTUNITES ! Rencontrez-nous : adressez vos C.V. + photo +  
rémunération actuelle à notre Conseil MERCURY URVAL, 14bis, rue Darn, 75008 Paris,  
en précisant bien pour chaque poste la référence sur la lettre et sur l'enveloppe.

**Mercuri Urval**

هكذا من الاصل



5021111111

SECTEURS  
DE POINTE

## Jeune chef de projet

### evian

La société Evian (1,4 milliard de francs de CA, 1250 personnes) poursuit son expansion sur le marché français avec ses marques Evian, Badoit, Fruité, Athlon, et consolide son rang de leader mondial de l'exportation d'eaux minérales.

Nos ambitions de développement informatique sont importantes. Dans le cadre de notre plan informatique nous souhaitons renforcer notre équipe d'Etudes et intégrer un jeune chef de projet. Diplômé d'Etudes Supérieures, vous avez prouvé vos compétences dans un poste d'analyste et souhaitez maintenant prendre une autre dimension. Chef de projet dans notre équipe vous avez l'opportunité de travailler sur des projets moti-

vants par leur envergure et riches en contacts avec tous les secteurs de l'entreprise. En liaison étroite avec les services utilisateurs votre champ d'action va de l'analyse fonctionnelle à la réalisation et la mise en place des applications. L'ouverture de ce poste vous donnera l'occasion d'élargir vos compétences et d'évoluer au sein de la société ou du groupe. La situation géographique, Evian en Haute-Savoie vous garantit une grande qualité de vie.

**BSN**  
LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

Merci d'adresser votre candidature sous réf. P 14 M en précisant votre rémunération actuelle, à BSN, Service Recrutement Cadres, 7 rue de Téhéran, 75381 Paris Cédex 08.

## INGÉNIEURS INFORMATIENS, REJOIGNEZ UN GRAND PROJET D'AUJOURD'HUI...

Faisant appel aux technologies les plus sophistiquées, CIMS-SINTRA affirme sa compétence au niveau international dans le domaine de l'informatique et de l'électronique de pointe. Constructeur de produits de traitement et d'exploitation de l'information, système, nous intervenons dans les secteurs les plus divers : aéronautique, spatial, défense, énergie... Le développement des actions en cours, les perspectives qui s'affirment déjà, nous conduisent à renforcer nos équipes. C'est pourquoi nous recherchons pour notre département chargé de la réalisation d'un calculateur parallèle de forte puissance plusieurs ingénieurs dans les spécialisations suivantes :

### RESPONSABLE RÉALISATION SYSTÈMES LOGIQUES

Il animerait l'équipe de 4 à 5 ingénieurs chargée de l'adaptation et de la réalisation des dispositifs spécifiques.  
Réf. 91255/LM

### INGÉNIEURS ÉTUDE MATÉRIELLE DE LOGIQUES RAPIDES

chargés de concevoir, puis mettre au point avec l'aide de CAE des sous-ensembles logiques, des circuits LSJ, des cartes, etc.  
Réf. 91256/LM

### INGÉNIEURS ÉTUDES, INFORMATIENS

pour développer des outils de génération de programmes (assembleur, compilateur, éditeur de liens...). Des connaissances en UNIX, C, FORTRAN sont souhaitées.  
Réf. 91257/LM

Pour tous ces postes, une formation supérieure Grande École ou universitaire (DEA + Thèse) spécialisée électronique, informatique et complétée d'une expérience industrielle de trois à cinq ans est indispensable. Les postes sont basés à Colombes, dans notre tout nouveau centre conçu et équipé pour offrir un cadre et un outil de travail modernes et performants.

Merci d'adresser votre candidature en indiquant la référence du poste souhaité à notre conseil qui traitera ces recrutements avec la plus grande confidentialité.  
IFD Conseil - 102, boulevard Malesherbes, 75017 Paris.

**CIMS SINTRA**  
FILIALE DE THOMSON-CSF

## VENDEZ LA COMMUNICATION D'ENTREPRISE



France Câbles & Radio est une société d'ingénierie en télécommunications. International leader dans la vidéoconférence et l'audioconférence. Pour développer ce marché porteur, nous recherchons un

### Ingénieur Commercial

Vous avez une formation commerciale supérieure et l'expérience des services et des technologies des télécommunications. Nous vous confierons tout en France qu'à l'étranger :  
- le développement d'une clientèle de grands comptes (sociétés et administrations),  
- la négociation à un niveau très élevé de contrats de l'ordre de 700 MF.

Vous connaissez les besoins et de l'évolution des marchés vous permettra de participer à l'élaboration des stratégies d'expansion.  
Poste basé à Paris.  
Régions perspectives d'évolution de carrière.  
Merci d'adresser lettre man., CV, photo et prétentions, à notre Conseil :

**RH&O**  
CONSULTANTS 40, rue Blanche 75009 Paris.

La CNCA recherche pour sa Direction Informatique

## UN INGENIEUR METHODE MERISE

Vous avez une formation supérieure, plusieurs années d'expérience acquise en SSI et une pratique courante de la Méthode MERISE.

Vous êtes motivé par les différents aspects de la prévision, des schémas directeurs, des méthodes et outils de la nouvelle génération. Venez rejoindre une équipe performante dans un domaine de pointe pour :  
- participer à la définition des outils et à l'implantation de la méthode de conception MERISE,

- intervenir comme conseil auprès des équipes de développement.  
Adressez-nous vos lettres de candidature et CV détaillé en précisant votre rémunération actuelle, sous réf. ALH/0955, à CNCA - B.P. 48, 78280 GUYANCOURT.

**CAISSE NATIONALE DE  
CREDIT AGRICOLE**

## SOCIÉTÉ DE SERVICE ET CONSEIL EN INFORMATIQUE

recherche URGENT

### 2 INFORMATIENS (REF. 201)

Maîtrise du DEA Informatique.  
Connaissance du système approprié.

### 2 INGÉNIEURS (REF. 202)

Même débutants, connaissant l'informatique.

### 2 CONTRÔLEURS (REF. 203)

DEA en Informatique.

pour REWRITING et CONTRÔLE TECHNIQUE DE DOCUMENTS INFORMATIQUES

Envoyer CV, photo et prétentions sous n° 8.023  
LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, Paris-7.

## A LA POINTE DE L'ELECTRONIQUE

OREGA, filiale de THOMSON GRAND PUBLIC, est spécialisée dans la fabrication de composants et sous-ensembles électroniques. Nous souhaitons intégrer au sein de notre centre industriel de GRAY (HAUTE-SAONE) comptant 500 salariés, un

### INGÉNIEUR EN ÉLECTRONIQUE

Responsable d'une équipe de 5 personnes, vous êtes chargé de l'étude et du développement de transformateurs et d'alimentation à découpage.

Vous maîtrisez l'anglais et si possible l'allemand.

Votre expérience réussie, de 2 ans minimum, votre goût des contacts humains vous permettent une évolution de carrière rapide.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo) sous réf. 91269/LM, à Philippe DUSSINE - OREGA - Service du Personnel - Route de Noiron - B.P. 24 - 70101 GRAY.

**THOMSON  
GRAND PUBLIC**

### Directeur Informatique Organisation

Cette importante société de distribution, fortement informatisée recherche un « patron » de l'informatique.

Homme de développement, il sera l'interlocuteur de la direction générale et proposera les solutions du moyen-long terme.

Formation supérieure, sens du dialogue, technicité irréprochable sont indispensables à la réussite.

Ce poste est basé en province.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV détaillé, photo et salaire actuel en précisant la référence NM 56009 à TEC, 113 rue de l'Université, 75007 Paris.

**The Executive  
Group**

Notre Société, située au centre de Paris, a pour objet la conception et l'industrialisation de systèmes experts.

Créée il y a 5 ans, elle a aujourd'hui un effectif de 25 personnes en majorité ingénieurs. Normal Sup, X, Supélec, Insa, Grandes Ecoles.

La poursuite de notre croissance nous conduit à créer 2 postes de

### CHEFS DE PROJETS LOGICIELS

Formation Grande École, 1 à 3 ans d'expérience, connaissance : Pascal et C.

Si vous voulez participer au développement de technologies de pointe, dans une équipe ambitieuse (moyenne d'âge 28 ans), envoyez-nous c.v., photo, lettre manuscrite, prétentions, au MONDE PUBLICITÉ, sous le n° 8 030  
5, rue Montessuy, 75007 Paris

(Nous recrutons directement nos collaborateurs.)

## DIRECTION GÉNÉRALE TECHNIQUE

bureau d'études de prototypes à Saint-Cloud

## INGÉNIEUR JEUNE DIPLOMÉ

ECP, SUPAERO, ENSMA, ECL...

Vous aurez la responsabilité de développer des méthodes informatiques pour calculer l'aérodynamique des avions civils, militaires ou spatiaux. Vos idées et votre sens pratique vous permettront de rendre opérationnelles des techniques issues de la recherche théorique. Votre formation d'ingénieur est éventuellement complétée par une expérience professionnelle.

Merci d'envoyer C.V., photo et lettre manuscrite sous réf. DGT/PERS au Service du Personnel, 78, quai Camot, B.P. 300, 92214 SAINT CLOUD Cedex.





SECTEURS  
DE POINTE
**INGENIEUR**  
**CHEF DU SERVICE RECHERCHE**  
**ET DEVELOPPEMENT**  
**EN BOURGOGNE**

Groupe industriel français de réputation internationale (4500 personnes, 1,7 MMF de CA, 14 usines), nous produisons en très grandes séries des articles destinés à une clientèle difficile qu'il nous a fallu séduire et fidéliser. Notre outil de production, que nous développons nous-mêmes, est surtout fait de machines automatiques intégrant mécanique de précision, électronique, informatique.

Ingénieur diplômé (ESE, A.M.) âgé d'au moins 30 ans, vous avez la maîtrise de l'étude et de la réalisation d'équipements de production automatisés sophistiqués.

A la tête de votre équipe technique, vous êtes le moteur du développement de notre nouvelle génération de machines, très axée productique. Vous déterminerez les choix technologiques, dirigez, coordonnez et contrôlez l'activité des intervenants (R&D, proto, mise au point) internes et externes, faites avancer les projets en conciliant les divers points de vue aux objectifs à atteindre. Vous parlez peut-être allemand ou anglais.

Merci d'adresser votre dossier s/réf. 432 LM à notre Conseil :

**SODERHU**  
 22 rue Saint Augustin  
 75002 PARIS

**Soderhu**  
 MEMBRE DE SINTEC

**CHEF DE PROJET**  
**pour une BANQUE**  
**INTERNATIONALE (Paris)**

chargé de l'étude, du développement, et de la mise en place sur IBM 38 d'applications bancaires. Bonne connaissance comptabilité bancaire, GAP III, et Anglais indispensable.

Adresser lettre manuscrite et CV à :  
 Contesse Publicité, Réf. 13198  
 20, avenue de l'Opéra  
 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

**Débutants,**  
**et si vous pensiez**  
**carrière informatique ?**

Groupe parisien de sociétés de services et d'ingénierie en informatique, nous avons eu depuis plus de vingt ans une excellente réputation auprès de grands organismes du secteur public et privé, tout en maintenant une entreprise à dimension humaine.

Aujourd'hui, nous recherchons de jeunes collaborateurs possédant plusieurs années d'études supérieures scientifiques ou en gestion, dégageant des obligations militaires, et libres rapidement. Vous n'avez pas de connaissances particulières en informatique, nous vous formerons intégralement à la technique et à nos méthodes et vous permettrons de connaître une véritable évolution au sein de notre groupe.

Pour un premier contact, merci d'adresser une lettre manuscrite avec CV détaillé + photo sous réf. M.2209 à A.S. PUBLICITE, 3, rue de Liège 75009 Paris, qui transmettra.

**PROGRAMMES ARIANE - HERMES**

La direction des lanceurs du CNES recherche 3 Ingénieurs Grandes Ecoles pour leur confier la responsabilité du contrôle technique des Industriels chargés du développement :

- d'une part, des structures du lanceur ARIANE 5 et du lanceur HERMES.
- d'autre part, des éléments propulseurs cryotechniques du lanceur ARIANE 5.
- enfin, du chargement du propulseur à poudre du lanceur ARIANE 5.

Pour ces 3 missions nous faisons appel respectivement à un :

**Ingénieur matériaux composites** - Réf. 86/DLA/17.

spécialisé en mécanique et thermique, possédant 2 à 3 ans d'expérience dans la conception, le dimensionnement, la fabrication et les essais des matériaux composites (structures aéronautiques).

**Ingénieur propulsion cryotechnique** - Réf. 86/DLA/14.

possédant 2 à 3 ans d'expérience dans ce domaine.

**Ingénieur propulsion à poudre** - Réf. 86/DLA/11.

spécialisé en thermodynamique, propulsion, chimie et mécanique avec si possible 2 à 3 ans d'expérience de la propulsion à poudre.

Ces 3 postes nécessitent la pratique de la langue anglaise et l'utilisation d'ordinateurs.

Veillez adresser lettre de candidature, avec CV et photo sous la référence choisie, au Chef du Département "Personnel" de la Direction des Lanceurs, Centre Spatial d'Evry, Rond Point de l'Espace 81028 Evry Cedex.

CENTRE NATIONAL D'ETUDES SPATIALES


**L'Équipement Automobile**

**Valeo**  
 Personnel recruté des constructeurs mondiaux  
 28000 personnes - C.A. 11,5 Milliards de Francs 45% réalisés à l'étranger  
 recherche pour

Valeo Eclairage (Bobigny - 93)

**Ingénieurs d'Études Diplômés Grande Ecole**  
 (Centrale, Mines, A.M. ...)

**Responsable Méthodes Feux Spécialiste Matières Plastiques**

Au sein du Centre d'Études, vous aurez pour mission l'industrialisation des nouveaux produits (pièces en thermoplastique et thermoset) et l'amélioration des méthodes de fabrication. Pour ce faire, vous animeriez une équipe de 5 dessinateurs et serez responsable du bureau d'études de la ligne de produit feux. Les contacts techniques que vous assurerez avec nos clients français et étrangers nécessitent des déplacements de courte durée. Formation ou expérience des matières plastiques impérative. Réf. 61980/1/M

**Ingénieur Bureau d'Études Produits Nouveaux**

Sous l'autorité du responsable du B.E. de la ligne de produit projecteurs, vous serez responsable de l'étude et de la mise au point de ces produits ainsi que des liaisons techniques avec nos clients constructeurs. Vous collaborerez avec nos services commerciaux et assureurs, avec votre équipe de 5 techniciens, les relations entre le laboratoire, l'atelier prototypes, les services méthodes et qualité de nos unités de production. Ce poste implique de fréquents déplacements en France et à l'étranger (G.B., Scandinavie, U.S.A., Japon). Réf. 61980/2/M

Pour ces deux fonctions, l'anglais courant est indispensable et l'allemand apprécié.

A partir de ces postes, notre politique de gestion des Ingénieurs et Cadres ouvre de larges possibilités d'évolution de carrière dans le groupe.

Adresser lettre (R/F), CV, prétentions et photographie en indiquant la référence du poste choisi à : Valeo Service Recrutement 1 & C - 43 rue Bayen - 75017 PARIS

**Mettez tout en oeuvre pour la fabrication de nos produits**


2 Mds de CA, 1700 personnes, 9 usines.  
 Sur des marchés en croissance sensible,  
 des marques en position de leader,  
 Panzani bien sûr, mais aussi  
 GARRIT, FEITJEAN, MACANL.

**Ingénieur études industrielles formation agro-alimentaire**

Interface entre les directions d'usine, le marketing, la recherche et le contrôle de gestion, vous allez travailler en direct avec le Directeur industriel de la division FLATS CUISINES (plus de 60 produits différents fabriqués dans 3 usines).

A l'afût des évolutions et nouveautés, vous orientez efficacement les choix d'investissement en matière de biens d'équipement, vous suivez les budgets, coordonnez les essais et en tenez les conclusions ; vous définissez les normes de fabrication en intégrant réglementations, contraintes de fabrication, recommandations du marketing.

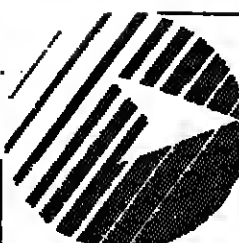
Investi d'une large délégation, on attendra de vous une mobilité d'esprit, une compétence et une personnalité propres à « débrayer » les habitudes, à susciter les décisions les plus performantes, c'est-à-dire celles qui non seulement résolvent les problèmes immédiats mais s'inscrivent aussi dans la politique de développement à moyen terme.

Ingénieur grande école, de préférence agro-alimentaire vous avez déjà participé à la vie des produits par le biais d'un poste technique en production ou Recherche/Développement cette étape doit vous permettre d'évoluer vers des responsabilités opérationnelles. Poste à Lyon.

Merci d'adresser votre candidature en précisant votre rémunération actuelle, sous réf. C 18 M à Catherine Thibaut, BSN Service Recrutement Cadres, 7 rue de Téhéran, 75081 Paris Cedex 08.



LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS



SOLEX, filiale d'un grand groupe industriel, spécialisée dans la conception et la fabrication d'équipements moteurs, recherche (H/F) pour renforcer sa Direction Technique située au Siège (Nanterre)

**Ingénieur Qualité Logiciel**

Sa responsabilité est de structurer et d'organiser la qualité logiciel (définition du cadre Qualité logiciel, mise en place d'outils, formation des utilisateurs ...) et de veiller au respect des méthodes et des procédures dans le cadre des projets. Pour ce poste nous recherchons un ingénieur informaticien possédant une expérience professionnelle d'environ 5 ans dont 2 ans en assurance qualité logiciel. Réf.A

**Ingénieurs Logiciel Temps Réel**

Leur mission : concevoir et développer des logiciels destinés à des équipements à base de microprocesseurs ayant l'électronique automobile pour application. Sous la responsabilité du Chef de Projet, il s'agit de procéder à l'analyse fonctionnelle, à la programmation en assembleur et langage évolué, de définir les procédures de test, d'assurer l'intégration et d'établir les documents nécessaires à la validation des logiciels. Pour ces postes, nous recherchons des ingénieurs diplômés d'une école d'électronique avec option informatique, possédant une expérience d'environ 2 ans vers le domaine de la micro-informatique (matériel et logiciel). Réf.B

**Ingénieur Etudes Labo Electronique**

Il est chargé de la conception analogique et digitale de circuits ainsi que de la simulation sur calculateurs. Ce poste s'adresse à un diplômé d'une école d'électronique (ESE, ENSERG, ISEN, ISEP ...) débutant à 2 ans d'expérience. La connaissance du traitement du signal sera appréciée. Réf.C

**Ingénieur Electronicien**

Dans le cadre des études système pour l'application de dispositifs d'injection, il définit l'architecture électronique globale basée sur microprocesseurs et en assure le développement matériel et logiciel. Diplômé d'une école d'électronique, le candidat retenu possèdera une expérience d'environ 3 ans. Réf.D

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, prétentions) en précisant la référence du poste choisi à Joëlle WATTIER - Direction du Personnel 19 rue Lavoisier - 92000 NANTERRE



**SOLEX**

Nous sommes l'un des tous premiers constructeurs d'ordinateurs en Europe et notre taux d'expansion est important.

Dans le cadre de notre développement, nous recherchons, rattachés à nos directions opérationnelles :

**1 chef de projet bureautique**

(Réf. 33.35/CB/803)

**1 chef de projet organisation**

(Réf. 33.36/CO/804)

Leurs missions, en assistance amont et aval de la force commerciale, consisteront à élaborer un schéma directeur ou à effectuer une mission d'audit ou à conclure un projet chez nos clients.

Le profil requis est celui d'un diplômé d'enseignement supérieur (Ecole d'Ingénieur ou Ecole de Commerce), âgé d'environ 35 ans, ayant une expérience pratique du conseil informatique, de bonne présentation et possédant le sens du contact et de la communication.

Connaissance de l'anglais indispensable. Possibilités, à terme, de prendre des responsabilités importantes.

Adresser C.V. + Photo + salaire actuel sous référence respective à : ADEQUATION 62/64, Avenue Emile Zola 75015 Paris.


**Pour une électronique de la communication**

Spécialisée dans l'étude et la construction d'ensembles et de matériels spécifiques de haute technicité, dans des secteurs où l'électronique est en pleine évolution (Télécom, Informatique, Aide à la Navigation Aérienne), SECRE, Filiale du Groupe JEUMONT-SCHNEIDER recherche

**INGENIEURS LOGICIEL**

Vous souhaitez :  
 - approfondir et étendre votre expérience  
 - élargir par la suite le champ de vos responsabilités  
 - rester proche du client dans toutes les phases de la réalisation des affaires.  
 - être appuyé par une équipe stimulante et jeune.  
 Si votre formation d'ingénieur et votre première expérience sont significatives, nous pourrions satisfaire votre ambition.  
 La connaissance du langage C et des matériels VAX et HP 64.000 serait un plus très apprécié.



Envoyer CV, photo et prétentions sous référence I. à :  
 SECRE - Direction du Personnel  
 214 Rue du Faubourg Saint-Martin 75010 PARIS

هكذا من الاجل



هكذا من الاعمال

**SECTEURS  
DE POINTE**

**DIRECTEUR  
INFORMATIQUE**

... un rôle clé  
dans notre stratégie  
d'entreprise

**Organisateur** de talent, vous assurez la coordination la plus harmonieuse de tous les projets en cours et à venir dans le cadre de notre nouveau schéma directeur dans un environnement IBM 38.

Excellent **négociateur** avec tous les fournisseurs, vous n'en dominez pas moins l'art qui consiste à vendre vos solutions aux différentes directions du groupe.

**Gestionnaire** avisé d'un très important budget, vous maîtrisez parfaitement les exigences de la rentabilité.

Vos études supérieures et l'expérience d'une fonction similaire depuis au moins 5 ans (par ex. dans le secteur financier), font de vous un professionnel chevronné au savoir éclectique.

A terme, pour un candidat de valeur, l'accès à une fonction de Directeur Général est envisageable.



Dans le peloton de tête des sociétés à vocation financière et immobilière, ce groupe est basé à PARIS.

Pour un premier contact, merci d'écrire (réf. 645) à Jean-Pierre POHU :

**SCA**  
**Perspectives**

59, rue de Châteaudun, 75009 Paris.

SA de CONSTRUCTION  
ANALYSEURS DE GAZ tech.  
pour son service ETUDE

**INGÉNIEUR  
ÉLECTRONICIEN**

Ayant quelques années de pratique industrielle. Connaissances en absorption en électronique appliquée.

Sur : à COSMA, chemin de la Sablière, Z.I. 91430 IGNY.

**ÉTABLISSEMENT  
PUBLIC  
DE FINANCEMENT**

Intervenant en Afrique recherche pour réaliser son service de l'Administration du Personnel à Paris.

**UN SPÉCIALISTE  
DE L'INFORMATIQUE  
GESTION  
DU PERSONNEL**

**CHARGÉ (SE)**  
- De la maintenance et de l'évolution d'un logiciel de paie  
- De l'administration des procédures de gestion  
- Des opérations de contrôle de la paie  
- Du budget du personnel.

**PROFIL :**  
- Niveau de formation supérieure  
- 5 ans d'expérience professionnelle dans une partie de la fonction personnelle  
- Très bonnes connaissances en informatique de gestion et en comptabilité.

Envoyer CV manuscrit + photo  
CAISSE CENTRALE de Coopération Économique, Département de personnel, 35-37, rue Bolewy-d'Anglais, 75378 PARIS CEDEX 08.



**MATRA TRANSPORT**, au sein de sa Division EQUIPEMENTS, conçoit et réalise des systèmes de pilotage automatique de métro.  
Nous recherchons : (H/F)

**Ingénieurs Etudes Automatismes**

diplômés Grande Ecole, débutant à 3 ans d'expérience

Un Ingénieur chargé de la définition, de l'analyse des performances et de la spécification de systèmes d'automatismes ferroviaires. Il pourra à terme évoluer vers la coordination technique de projets. Réf.1379/M

Un Ingénieur chargé du développement de sous-ensembles, d'automatismes ferroviaires complexes. La réalisation de ces sous-ensembles inclut le développement du matériel et du logiciel ainsi que la mise en œuvre des prototypes sur le site. Réf.1380/M

**Ingénieur Qualité Industrialisation**

Il participe à la mise en place d'un plan assurance-qualité fabrication et installation et est chargé de la qualification complète de dossiers industriels (matériels et logiciels). Ingénieur diplômé en électronique/informatique et 2 à 5 ans d'expérience en milieu industriel (Méthodes, Qualité). Réf.1381/M

**Ingénieur Planning**

Chargé de l'élaboration, la mise à jour et l'exploitation des plannings projets ainsi que la mise en œuvre de la planification et des plans de charge des activités dans les services. Généraliste débutant à quelques années d'expérience en projet ou chantier. Réf.1382/M

Ces postes sont à pourvoir au Bourget (93) et offrent à des candidats jeunes des possibilités d'évolution dans notre Société en plein essor.

Merci d'adresser lettre, photo CV, et prétentions en précisant la référence du poste choisi à P. LEROUX - MATRA TRANSPORT, 53 rue du Commandant Rolland - 93350 LE BOUGRET

**MATRA TRANSPORT**



**CHEF DE FABRICATION**

L'unité de production de notre secteur Audio Professionnel situé à AVRANCHES, assure la fabrication des disques pour l'enregistrement direct et celle des bandes magnétiques perforées pour l'enregistrement du son destinées au cinéma et à la télévision.

C'est pour ce dernier atelier que nous recherchons notre RESPONSABLE DE FABRICATION. Réaliser les objectifs de production en qualité, délai et coûts, manager un effectif de 70 personnes, former, informer et motiver vos collaborateurs, telle sera votre mission. Les techniques que nous utilisons : fabrication des enduits, enduction de films, découpe et perforation des bandes puis contrôle.

Pour cette activité en important développement, nous souhaitons rencontrer un Ingénieur Généraliste Type AM, parlant anglais, ayant déjà une expérience de production et de conduite des hommes.

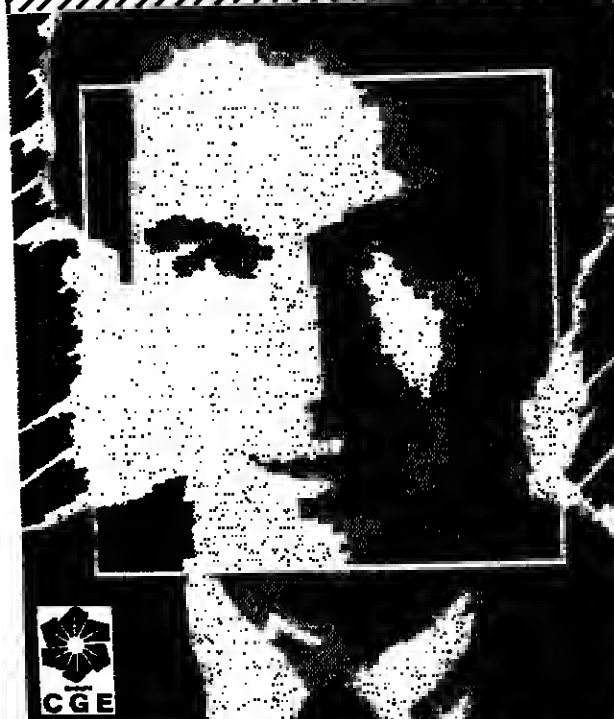
A terme, le poste devrait évoluer vers la responsabilité de l'ensemble de la production du secteur Audio Professionnel. Bon manager, vous devrez alors pouvoir animer avec une grande autonomie, une équipe de 110 personnes, savoir dialoguer et travailler en groupe.

Pour un premier contact adressez votre candidature en indiquant votre niveau de rémunération actuelle sous la référence 141M.

ALPHA CDI, 181, avenue Charles de Gaulle 92200 NEUILLY SUR SEINE.

ALPHA CDI

**UN VISAGE DE NOTRE DYNAMISME  
L'INTERNATIONAL**



Le contrôle industriel de CGEE ALSTHOM c'est : automatiser, réguler et superviser les procédés industriels dans le MONDE ENTIER. Nous complétons différentes équipes du groupe en :

**INGÉNIEUR GRANDE-ECOLE**  
ECP - ESE - ENST - INPG...

**• LOGICIEL «TEMPS REEL»**

Vous réalisez des logiciels de base et/ou d'application pour les automatismes temps réel, les régulations d'ensemble, les contrôles commande. Vous établissez les spécifications, la réalisation et éventuellement la mise en service sur les sites en France et à l'étranger.

Une connaissance des systèmes d'exploitation VMS - UNIX, des matériels VME, VAX, SOLARIS, DPS 6, 68000 et langages C ou PASCAL est souhaitée.

Une compétence dans l'un des domaines suivants est indispensable :  
- systèmes, réseaux, base de données, compilation, simulation.  
- Anglais nécessaire.

De nombreux postes sont à pourvoir de l'ingénieur débutant au chef de projet.

Ecrire à Fabienne DUCRET 13, rue Antonin RAYNAUD 92309 LEVALLOIS PERRET.



CGEE ALSTHOM

**PARTICIPEZ AU SUCCÈS  
DU PRODUIT "CONVERGENCE"**

Pour accompagner la croissance de nos activités informatiques, Technicon leader mondial dans le domaine des systèmes analytiques et informatiques pour laboratoires d'analyses médicales, recherche pour son Centre International de Grenoble, à renforcer son équipe de :

**support produit**

Vous avez vécu dans un laboratoire ou chez un fournisseur la mise en œuvre de systèmes informatiques. Déplacements de courte durée en France et à l'étranger.

Envoyez nous votre candidature :  
Monsieur GRIMPERELLE - TECHNICON  
B.P. 115 - 38243 MEYLAN Cedex



CENTAURE VISIONIC, société de matériel de haute technologie, recherche pour son Département Commercial :

**INGÉNIEUR COMMERCIAL**

Diplômé d'une grande école, vous avez une formation d'ingénieur option électronique ou informatique, mais vous êtes d'abord un «Commercial».

Dynamique, très disponible, vous possédez une expérience commerciale, et avez l'habitude des contacts de «haut niveau».

Parfaitement bilingue anglais, une bonne connaissance de l'allemand serait un plus.

Merci de nous adresser CV, photo et prétentions  
44, rue des Meuniers, 93100 Montreuil.



**Vous avez des compétences dans les domaines  
COMMERCIAL et MEDIAS (AUDIOVISUEL et TÉLÉMATIQUE)  
à Rennes... dirigez notre centre**

Nouvellement créé, ce centre a pour vocation de développer et promouvoir la diffusion des nouvelles technologies de la communication audiovisuelle et télématique et en synthèse d'image 3D (réalisation d'applications, exploitation, formation...).  
Votre mission : En tant que DIRECTEUR (postes à temps partiel possible), vous mettez en place et encadrez l'équipe audiovisuelle. Vous coordonnerez à terme les activités de l'équipe 3D, dirigée par un adjoint. Vous assurerez les relations commerciales du Centre.

Votre profil : Agé de 30 ans minimum, fort d'une expérience réussie, disposant en outre d'excellentes capacités relationnelles et d'organisation, vous vous sentez capable de prendre des responsabilités de direction.  
Nous vous assurons une rémunération à la hauteur de vos compétences et de nos exigences. Ensemble, nous la déterminerons. Poste basé à RENNES, avec déplacements sur PARIS.

Adressez votre dossier de candidature au C.E.R.T.A.C. c/o C.N.E.D.  
7, rue du Clos Courtil, 35050 Rennes cedex.

**C.E.R.T.A.C.**

**CENTRE REGIONAL DES TECHNOLOGIES DE  
L'AUDIOVISUEL ET DE LA COMMUNICATION**

# SECTEURS DE POINTE

## Vallee du Rhône

l'informatique de gestion pour un

## INGENIEUR ANALYSTE

Diplômé d'une école d'ingénieur (ou équivalent) vous avez une expérience d'encadrement et d'animation d'une équipe de réalisation d'applications en informatique de gestion.

Vous serez chargé de :

- l'organisation de la migration de notre environnement actuel (HP 3000/68, avec système MPE, COBOL, 2, FORTRAN...) vers les bases de données relationnelles, les langages de 4<sup>ème</sup> génération, le système UNIX...
- développer et suivre les applications transactionnelles, la gestion des contrats passés avec les SSC.

La connaissance de l'anglais est nécessaire et une expérience sur ordinateur HP 3000 serait un plus.

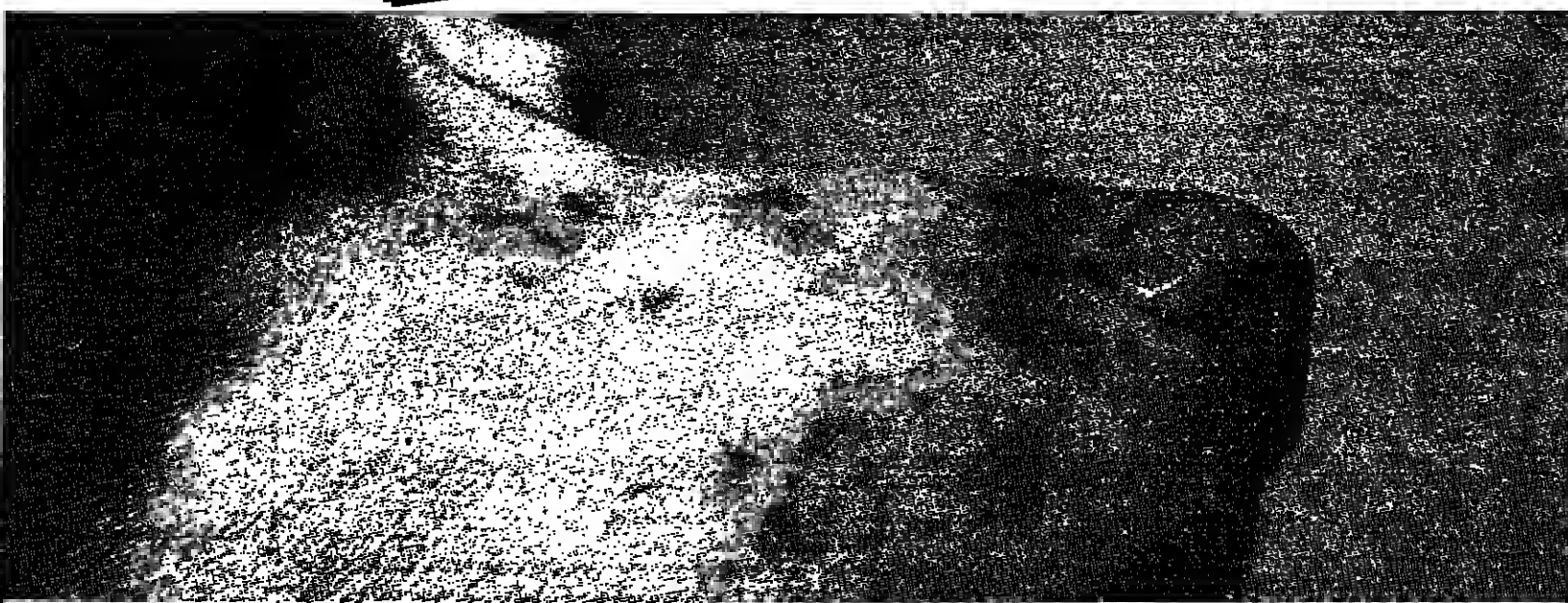
Merci d'adresser votre dossier sous réf. 12719 à CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

FILIALE D'UN GROUPE CHIMIQUE AMERICAIN MONDIALEMENT CONNU DANS LE DOMAINE DES PRODUITS CHIMIQUES recherche pour sa nouvelle usine située dans le

## INGENIEUR PROJET

Rattaché au directeur d'usine, vous serez chargé de l'étude et du suivi des projets d'équipement et d'investissement. Ingénieur A.M. Génie chimique ou équivalent, 30 ans environ, homme de terrain et de communication, vous avez une expérience réussie de 5 ans dans un bureau d'études ou dans un service entretien/travaux, né en milieu industriel, de préférence dans la chimie. Une expérience en automatisation industrielle et instrumentation-régulation industrielle est un atout supplémentaire. Anglais indispensable.

Merci de nous adresser CV, photo et rémunération actuelle s.v.p. 81462 à Conteresse Publicité 5, place du Corbeau, 67000 Strasbourg.



## Nous allons vous doter d'un sixième sens.

Chez Télésystèmes, les ingénieurs ont un sens particulièrement aiguë, celui d'une perception plus vive et plus prospective. Pour développer cette capacité à pressentir, à percevoir ce que les autres ne sentent pas, nous offrons à ceux qui rejoignent Télésystèmes un parcours que les autres n'ont pas.

Un voyage qui aiguise l'esprit. Entrer chez Télésystèmes, c'est avoir l'opportunité d'aiguiser votre esprit, d'échapper au quotidien au contact des métiers que nous maîtrisons : ingénierie de systèmes et réseaux, banque de données, télématique, centres informatiques, conseil-assistance et

développement de logiciels. Voyager au sein de Télésystèmes sur des projets de pointe en France comme dans le monde, c'est aussi l'opportunité d'acquiescer un ensemble de connaissances qui vous permet de bâtir une carrière.

Les grands moyens. Télésystèmes, une des premières SSII françaises, forte de ses compétences, de son assise financière et de ses moyens de développement, poursuit sa croissance en intégrant plus de 200 ingénieurs en 1986 : ingénieurs d'application - chefs de projet - ingénieurs systèmes - ingénieurs réseaux - ingénieurs d'affaires, dans des environnements Bull, DPS6, DPS7,

DPS8, IBM gros systèmes, DEC... Si vous êtes de ceux qui veulent percevoir ce que les autres ne sentent pas, rejoignez-nous.

Envoyez CV et lettre manuscrite à : Télésystèmes, Direction du personnel, 115, rue du Bac, 75007 Paris. Tél.: (1) 45.44.38.98

**Telesystemes**  
Gagnons ensemble.

## CREER ET DEVELOPPER UN CENTRE DE PROFIT A PARIS

Cette PME de 170 personnes située en région PROVENCE connaît un fort développement. Décidée à s'implanter à Paris, elle recherche :

### CHEF D'AGENCE

Vous avez pour mission de prendre en main les chantiers en cours et surtout de développer le CA existant.

Le secteur concerné étant avant tout le tertiaire-ouvrages fonctionnels et semi-industriels - vous êtes à même dans un premier temps d'effectuer des devis.

Vous êtes de préférence INGENIEUR et à 35 ans, possédez une réelle compétence en électricité tertiaire.

Si mettre en place une structure et la développer vous intéresse, merci d'adresser votre CV, photo et lettre manuscrite, sous réf. M 240 à notre Conseil.

Charlotte Voituriez  
17, rue de La Baume 75008 Paris

## CHEF SERVICE ELECTRONIQUE

LAISNE



Cette jeune entreprise, créée il y a 5 ans, va réaliser cette année un CA de 90 M de francs. Elle conçoit et réalise des produits axés essentiellement sur la téléinformatique, l'informatique médicale et la visionique.

Au sein du département développement et industrialisation, vous avez tout une mission de concepteur de produit : vous devez élaborer le devis, réaliser le prototype, mettre au point le cahier des charges et l'industrialisation, suivre la production réalisée en sous-traitance.

Ingénieur en micro-électronique, vous avez déjà une expérience de production.

Si vous souhaitez intégrer une équipe jeune (moyenne d'âge 28 ans) une entreprise leader sur son marché, si vous êtes passionné d'électronique, merci d'adresser votre CV, photo et lettre manuscrite, sous réf. M 239, à notre Conseil.

Charlotte Voituriez  
17, rue de La Baume 75008 Paris

## POLYMERISATION ET AUTOMATISATION DE PRODUCTION

La SOCIÉTÉ FRANÇAISE HOECHST est filiale de l'un des leaders mondiaux de la chimie et de la pharmacie. Elle réalise en France un chiffre d'affaires de 5 milliards de francs en produits importés qu'en produits fabriqués.

Son activité industrielle s'exerce au sein d'un Centre de Recherches et d'Applications et de quatre usines. Une de celles-ci, située à STAINS (93) produit une large gamme de DISPERSIONS, destinées notamment aux industries de la peinture, des colles et du textile. Pour contribuer à sa modernisation, elle souhaite renforcer son équipe de production par un

### INGENIEUR CHIMISTE

spécialisé en polymérisation.

Ayant déjà une expérience de quelques années en laboratoire ou en production, il doit avoir des connaissances en automatisation et en langue allemande (et/ou anglaise).

Merci de préciser la référence 714 dans la candidature (CV et prétentions) que vous adresserez au Département des Ressources Humaines de la Société Française HOECHST, Tour Rousset-Hoechst, Cédex 3, 92090 PARIS LA DEFENSE.



Hoechst

## EURECOR consultants

Société de Conseil et d'Organisation, filiale d'un grand groupe de services, renforce son potentiel dans le cadre d'un plan de développement ambitieux.

Nous recrutons plusieurs Consultants :

## informatique, production, logistique

Vous possédez :

- un diplôme d'une grande Ecole d'Ingénieurs ou de Commerce,
- 3 à 5 ans de pratique du métier d'Organisation.

Vous souhaitez valoriser votre expérience dans un environnement de haute technologie. Merci d'adresser votre candidature à Michel SALIOU, EURECOR, 26, rue du Château des Rantiers, 75013 Paris.

## SUIVI D'AFFAIRES : DE A à Z

Appartenant au secteur Mesure et Régulation de Schlumberger, SEREG, spécialiste du contrôle industriel, poursuit le développement de ses ventes pour son système de régulation : capteur, régulateur (Modumac 800), vannes, utilisés dans les industries agro-alimentaire, chimique, sidérurgique... Nous renforçons nos équipes et recherches des

## INGENIEURS D'AFFAIRES FRANCE ET EXPORT

Vous prendrez en toute autonomie la responsabilité de projets de 1 à 20 MF. L'étude de l'appel d'offres, la définition du système à proposer et son devis, la négociation et la négociation technique, le suivi de l'affaire et sa mise en service chez le client vous incombent.

Vous êtes ingénieur diplômé, option automatique ou contrôle de processus. Vous avez 2 ans d'expérience minimum dans l'industrie ou en ingénierie. Vous maîtrisez l'anglais et pour les postes à l'export la connaissance de l'allemand serait appréciée. Poste basé à Meisey.

La dimension de notre groupe ouvre de bonnes perspectives d'évolution pour qui sait faire preuve de potentiel.

Veuillez préciser la référence 110 M dans le dossier de candidature que vous adresserez à la Direction du Personnel de Sereg / Schlumberger, 100 rue de Paris, 91342 Meisey Cedex.

SEREG

Schlumberger

## MICHELIN

recherche

Des INGENIEURS Grande École (Mines, Centrale, ENSI chimie,...) intéressés par un début de carrière dans la recherche, pour effectuer une THÈSE de Docteur-Ingénieur.

Recrutés par la société, ces ingénieurs seraient détachés pendant la durée de leur thèse dans un laboratoire universitaire pour y conduire des travaux de recherche. Au terme de ceux-ci, ils seraient intégrés au sein du Groupe qui offre de larges possibilités d'évolution.

Les candidats intéressés sont invités à prendre contact avec :

## MICHELIN

Service du Recrutement Ingénieurs et Cadres - Réf. 5265  
63040 CLERMONT FERRAND CEDEX

Importante filiale française d'un groupe industriel multinational de premier plan recherche un

## juriste d'entreprise H/F

En complément d'une très solide formation de base - DEA, DESS exigés - le candidat doit justifier d'une expérience pratique de 2 à 5 ans en cabinet ou entreprise.

Il doit être opérationnel dans tous les domaines du droit des affaires notamment droit des contrats, concurrence, propriété industrielle, réglementation des prix et droit social.

Le goût du travail en équipe est indispensable et l'aptitude à formuler des recommandations immédiatement applicables et à défendre oralement un dossier en réunion de décision est un impératif.

La connaissance de l'anglais et de l'espagnol est indispensable.

Le poste basé à Paris, avec de courts déplacements en France et en Europe doit convenir à un jeune professionnel désireux de rejoindre un groupe de forte notoriété offrant d'excellentes possibilités d'évolution.

Merci d'adresser votre candidature sous référence GB 2 à :

Mutatis - 22, rue Royale - 75008 PARIS



MUTATIS

هكذا من الاجل



هكذا من الامم

REPRODUCTION INTERDITE

30 - Le Monde • Mercredi 24 septembre 1986 •

## SECTEURS DE POINTE

### VOTRE EXPÉRIENCE D'INGÉNIEUR AU SERVICE DE LA SANTÉ

#### RESPONSABLE BUREAU D'ÉTUDES

Avec une équipe de 5 collaborateurs dont vous avez l'entière responsabilité, vous êtes chargé de l'étude et de la conception mécanique des tubes à rayons X et des détecteurs pour scanners ainsi que des outillages associés. Par ailleurs, vous assurez l'interface avec nos différents sous-traitants. Nous souhaitons rencontrer des ingénieurs de formation Grande École (Arts & Métiers, ECP...) possédant une expérience de 5 à 6 ans minimum en bureau d'études. Des connaissances en DAO, CAO seront appréciées.

Groupe International présent dans 93 pays, avec environ 70% de son C.A. à l'export, THOMSON-CGR est un des leaders mondiaux de l'imagerie médicale. Dans un secteur très porteur, nous créons, réalisons et développons des équipements médicaux de haute technologie. Notre ambition de renforcer notre position internationale repose sur la maîtrise technologique et la compétence affirmée de nos équipes. Pour conforter son développement, notre Division "Tubes et Détecteurs" intègre un

THOMSON-CGR

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo et prétentions) sous réf. RBE/V/LM à Pierre GROISY - THOMSON-CGR - 52, boulevard Gallieni, 92133 ISSY-LES-MOULINEAUX.

### SODETEG T.A.I.

Société d'Ingénierie Informatique  
550 personnes dont 250 Ingénieurs - 60% du C.A. réalisé à l'export  
recherche dans le cadre de sa forte expansion des

#### INGÉNIEURS CHARGÉS D'AFFAIRES de formation Grande École

Vous avez acquis une expérience significative de la conduite d'affaires dans les domaines de l'Ingénierie Informatique. Véritables CHEFS D'ENTREPRISE vis-à-vis de nos clients et de nos partenaires, vous serez responsables de la rédaction des documents de spécification et dirigerez les équipes de développement consacrées à l'affaire jusqu'à l'installation sur site. Une expérience de développement de logiciel et la connaissance de l'anglais sont indispensables.

SODETEG/TAI, présente dans 25 pays, offre à des INGÉNIEURS talentueux et disponibles, une évolution à la mesure de leur ambition.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) en précisant la référence 7/LM à la Direction des Affaires Sociales, SODETEG/TAI, Sandrine MANDIN, 283, rue de la Minière, BP 11 - 78530 BUC.

THOMSON

### RANK XEROX

#### Chefs de projet confirmés

##### Le concept du document n'a rien à cacher

Le document, concept clé du bureau, est une réalité chez Rank Xerox qui se traduit par une gamme de relais (composition et édition électroniques, postes de travail, réseaux locaux, micro-informatique, informatique départementale) reliés ou non à un ordinateur central. Une position de premier plan réclame un effort de développement soutenu, en particulier dans le domaine d'applications importantes de gestion (dans une direction de 120 personnes disposant de réseaux de plus de 750 terminaux et postes de travail intelligents). Ingénieur grande école (N. Ponts, Mines, ENSIAG, Supélec, Centrale...), vous avez une bonne expérience du management d'équipes et du développement d'applications sur grands moyens et micro-systèmes IBM, BULL, DEC, XEROX. Vous êtes un informaticien accompli (5 ans d'expérience), nous proposons de participer à des études de faisabilité et d'audit sur les systèmes à développer ou existants (architectures de systèmes de données, développement, info-centre, bureautique). Votre compétence sur les estimations et le respect des objectifs, votre aptitude au dialogue avec l'utilisateur, votre capacité à encadrer une équipe importante vous permettront d'évoluer rapidement.



Une formation continue dans le domaine des produits bureautiques de demain sont des atouts supplémentaires pour faire carrière avec Rank Xerox quel que soit le domaine que vous choisissez (centre de compétences bureautique, marketing, finances, commercial).

Ecrivez-nous, sous code I/246, à Hélène Lautredou, Rank Xerox, Direction des Ressources Humaines, 93607 Aubry-sur-Bois Cedex.

### Jeunes ingénieurs généralistes

#### Philips Eclairage

spécialiste français de l'éclairage, fabrique et commercialise des produits destinés aux professionnels et au grand public. Avec 5000 personnes, nous réalisons un CA de 2,7 Milliards de francs dont 1/3 à l'export.

#### DÉVELOPPEMENT

Pour notre usine de Font à Mousson, unité spécialisée dans la fabrication de lampes à décharge ou spéciales nous cherchons l'adjoint du responsable développement qui s'occupera plus particulièrement du secteur lampes halogènes.

#### MAINTENANCE

Notre centre industriel de Chalon/Saône hautement mécanisé, fabrique des lampes fluorescentes et recherche un responsable études et méthodes qui participera à l'informatisation de la maintenance.

#### ORGANISATION INDUSTRIELLE

A Dijon où notre usine fabrique des lampes à incandescence, nous recherchons un responsable organisation, qui sera chargé des études sur l'organisation du travail, l'implantation, les prix de revient, en collaboration avec les différents services du centre.

Jeunes ingénieurs généralistes débutants ou première expérience, maîtrisant l'anglais nous étudions attentivement vos candidatures.

Philips Eclairage : M. Dutot, Tour Vendôme, 204 Rd Pt du Pont de Sévres, 92156 Boulogne-Billancourt Cedex.

Philips France, c'est 19 milliards de CA, 29000 hommes et femmes qui évoluent de la recherche au commercial, du marketing à la production dans l'un des secteurs de l'innovation. Profitez-en pour vous faire connaître, nous sommes prêts à accueillir les talents qui nous permettront de continuer à être les premiers européens mondiaux d'éclairage.

PHILIPS

Philips c'est déjà demain.

### WOOD MILNE hutchinson

Leader français du composant chaussure, nous recherchons pour notre usine de MAULEON (Pyrénées Atlantiques)

#### CHEF DE FABRICATION MELANGES

Responsable de l'animation d'un atelier d'une quarantaine de personnes, il devra assurer la production en permanence des progrès de qualité et de productivité. Le poste conviendrait à un ingénieur Chimiste ayant une bonne connaissance des élastomères et obligatoirement une expérience industrielle de quelques années. Anglais indispensable, connaissance des automatismes appréciée.

Si vous êtes intéressé, adressez votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence 225 WML à WOOD MILNE SNC Département Recrutement 2, rue Balzac 75008 PARIS.

Paris

#### Ingénieur Grande École Chef de Projets Informatique de gestion

Nous sommes un groupe à vocation internationale de près de 30 000 personnes. Vous prenez en charge le développement de projets informatiques, de l'analyse des besoins à la mise en œuvre des systèmes, pour les différentes fonctions de l'entreprise. Interlocuteur permanent des utilisateurs, vous animez une équipe d'analystes-programmeurs qui a pour mission l'automatisation de la fonction. Par la suite, de larges possibilités d'évolution existent dans le Groupe, en informatique ou dans d'autres filières. Nous souhaitons rencontrer un Ingénieur Grande École (CENTRALE, SUPÉLEC, MINES, AM...), ayant déjà réalisé une première expérience.

Merci d'adresser votre candidature à notre Conseil ALGOE, en écrivant sous référence 984 M, 9 bis route de Champagne, 69134 ECULLY CX.

ALGOE

### PAULSTRA hutchinson

recherche pour son Département JOINTS à SEGRE (Maine et Loire)

#### JEUNE INGENIEUR DEVELOPPEMENT

Mission principale : étudier et concevoir les pièces nouvelles en liaison avec les B.E. des clients (constructeurs de roulements) France et étranger. Il en aura la responsabilité complète depuis la définition jusqu'au lancement en fabrication. Le poste nécessite une formation d'Ingénieur Mécanicien (type A.M.), la connaissance courante de l'Anglais et de l'Allemand et si possible une première expérience industrielle. Si vous êtes intéressé, adressez votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence 229 PA à PAULSTRA SNC Département Recrutement 2, rue Balzac 75008 PARIS.

#### INGÉNIEURS INFORMATIQUES

Compétences :  
- Chef de projet, technicien et leader d'équipes ;  
- MITRA et LTR, Dévelop. de logiciels de visualisation ;  
Déplacements : salaires élevés.  
Téléphone pour rendez-vous : (1) 45-84-21-41.

Ingénieur électronique, électro-mécanicien, pour poste de direction technique études et développement.  
- TECHNICIENS électroniques, BTS/DUT expérimentés en électronique.  
- 4, rue Salvador-Allende, 92000 NANTERRE ou tél. pr RV 47-23-23-25.

#### INFORMATICIEN

Expert en architecture MICRO, connaissances impératives de BOD, Libre de suite.  
Tél. : 47-84-74-82.

La Compagnie des Entrepôts et Gares Rigoriques, leader européen de la logistique froid, recherche :

#### JEUNE INGENIEUR AM ou équivalent

première expérience souhaitée en maintenance et en maintenance générale. Homme de terrain, vous avez un esprit dynamique et inventif. Vous aimez le travail d'équipe et êtes fortement intéressé par les problèmes d'automatisme et d'informatique. Sous l'autorité du responsable du service technique d'exploitation, vous serez plus particulièrement chargé :  
- des études ;  
- de la recherche des méthodes et des moyens ;  
- de la gestion des parcs des matériels ;  
- du suivi de la maintenance des matériels et des installations.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV et rémunération souhaitée à : C.E.G.F. - Service du Personnel 29, Bd. Malesherbes 75008 PARIS.



A l'enthousiasme et l'esprit d'équipe, nous ajoutons :  
- la rigueur de gestion, à court terme et prévisionnelle ;  
- la volonté d'investir en permanence dans la recherche et l'innovation, tant à l'égard des techniques élaborées de nos propres équipements de fabrication que de nos productions largement diffusées à l'étranger. L'expansion de notre Société, située à LAMBEUIL (70) nous amène à créer le poste de :

#### RESPONSABLE DE PRODUCTION

appelé à accéder à la fonction de

#### DIRECTEUR TECHNIQUE ET DE PRODUCTION

Ingénieur AM, ICAM, ENSI, et/ou une expérience dans ce type de poste qui ne sera pas inférieure à 3 ans. Tempérament de leader et fort potentiel pour :  
- prendre en charge la gestion de nos différents secteurs de production :  
• Revêtements Industriels et Auto-Motocyclistes ;  
• Turbines Hydro-Électriques ;  
• Chaudières Industrielles ;  
- être apte à élargir ses responsabilités, à moyen terme, à la fonction de Directeur Technique et de Production. Une bonne connaissance en robotique et une approche qualitative des problèmes seront un plus. Nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite, CV, photo, rémunération, sous réf. M 86091 au Cabinet qui nous assiste pour ce recrutement.

IFER CP VINCENT

22-24, rue Sergent Bauchot, 75012 Paris.

SECTEURS  
DE POINTE

**SOCIÉTÉ FRANÇAISE  
DE RANG INTERNATIONAL**  
recherche pour son département  
**MACHINES NOUVELLES**

un  
**INGÉNIEUR**  
de haut niveau en  
**CONCEPTION  
MÉCANIQUE**

Il sera responsable de plusieurs équipes pluridisciplinaires chargées de la conception, de la réalisation et de la mise au point de machines performantes dans le cadre d'un processus de fabrication faisant appel à des technologies de pointe.

L'importance des responsabilités qui lui seront confiées, impose qu'un tel haut niveau de formation supérieure ait acquis une expérience de plusieurs années dans un Bureau d'Etudes d'Engineering.

Les possibilités d'évolution qu'il trouvera dans la Société sont nombreuses et à la mesure de la personnalité du candidat.

Ecrire en joignant curriculum vitae à :  
**INTERMEDIA n° 619 - 9 bis, rue Labie,  
75017 PARIS, qui transmettra.**  
Discrétion assurée.

**Mobil**

Spécialiste mondial des lubrifiants et de la lubrification,  
vous propose d'être le Conseil Technique  
de sa clientèle industrielle.

**Ingénieur d'application**

La diversité des entreprises dans lesquelles vous interviendrez fera de vous un ingénieur généraliste compétent.

Vos connaissances, notamment technologiques et mécaniques, vous permettront de développer chez nos clients nos programmes de collaboration technique : pré-conisations, études d'application, organisation de la maintenance : ceci en étroite liaison avec nos commerciaux.



Par votre goût du contact, de la mobilité et du challenge, vous contribuerez efficacement au développement de nos ventes dans les affaires qui vous seront confiées.

L'expérience que vous acquerez vous donnera les possibilités d'évolution de carrière qu'offre une grande société comme Mobil Oil Française, filiale d'un des plus grands groupes industriels mondiaux.

Si VOUS VOULEZ AVANCER AVEC NOUS... adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et photo) sous réf. 12809 à : **MOBIL OIL FRANÇAISE - Service Recrutement**  
Tour Septentrion - 92081 Paris la Défense Cedex 9

**Mobil. Avancez avec nous.**

**PARTAGEZ LES AMBITIONS  
D'UN GRAND GROUPE**

Le Groupe SG2 (une des premières SSII françaises) a orienté ses activités, en Juin dernier, sur deux axes stratégiques : **Les Etudes informatiques et la Monétique**. Cette orientation sur deux créneaux fondamentaux s'est accompagnée d'une réorganisation structurelle autour de 8 sociétés.

Le Groupe SG2 vise désormais un nouveau développement de ses activités tant sur le plan national qu'international et ses ambitions sont, par la concentration de ses efforts sur deux secteurs fortement porteurs, d'atteindre une croissance conséquente dans les prochaines années.

Si vous souhaitez relever ce défi avec nous, vous trouverez au sein de chaque unité des opportunités réellement évolutives et motivantes.

SG2 Industries est spécialisée dans l'ingénierie informatique auprès des entreprises industrielles de la région parisienne.  
Nous participons à d'importants projets mettant en œuvre des compétences en méthodologie, conseil dans le choix des outils, réalisation de logiciels spécifiques...

Nous recherchons aujourd'hui :

**UN CHEF DE PROJET MAPICS**  
possédant 2 ans d'expérience au moins.

**DES INGENIEURS INFORMATIENS**  
ayant une 1ère expérience de réalisation en :  
CICS/DLI - IMS/DLI - VAX/VMS/DBMS

L'avance de nos méthodes et la souplesse de nos structures sont à même de satisfaire les plus performants d'entre vous et de leur offrir une évolution motivante.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. CEB M 09 à :

**SG2 Industries**  
64, rue du Ranelagh - 75016 PARIS

SG2 Ingénierie est la filiale dédiée aux Etudes Informatiques auprès du secteur Public et Parapublic.  
Dans le cadre de la maîtrise d'œuvre de grands projets nationaux et européens liés à la mise en place de nouvelles technologies, nous recherchons des :

**- INGENIEURS D'AFFAIRES ET COMMERCIAUX**

de formation supérieure, ayant acquis une expérience des développements informatiques dans les techniques de pointe, qui souhaitent donner une orientation commerciale à leur carrière.

**- FORMATEURS ET HOMMES DE METHODOLOGIE**

Vous partagez l'ambition de nos objectifs, envoyez dès à présent votre dossier de candidature (lettre, CV, photo) en précisant le poste qui vous intéresse sous la référence MPYM 09 à :

**SG2 Ingénierie**  
64, rue du Ranelagh - 75016 PARIS

SG2 Systèmes intervient dans le secteur des services (Banque, Assurance, Distribution...) Vous avez des compétences et nous en cherchons :

**- INGENIEURS**

ayant 2 à 5 ans d'expérience dans la conception ou la réalisation de logiciels sur IBM, VAX, BULL.

**- CHEFS DE PROJET**

ayant une formation supérieure et au moins 2 ans d'expérience pour des réalisations dans les domaines financiers (change, titres...)

**- SPECIALISTES**

pour matériels MATRA, DATA POINT ou TANDEN, pour toutes applications utilisant ADABAS ou FOCUS.

**- ANALYSTES PROGRAMMEURS**  
connaissant BULL DPS 7 (une expérience bancaire serait appréciée).

Vous évoluerez dans un environnement technique de pointe et vous bénéficierez d'un contexte relationnel privilégié pour partager notre passion de l'informatique et du service.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence JP/M 09 en précisant le poste qui vous intéresse à :

**SG2 Systèmes**  
55, quai de Grenelle - 75015 PARIS

SG2 Etudes Régionales gère les Etudes Informatiques du groupe SG2 sur toute la France hors région parisienne. Nous assurons notre développement au travers de 7 Directions Régionales responsables de leurs choix stratégiques, techniques et commerciaux, ainsi que de leurs comptes d'exploitation.  
Au sein de ces directions régionales, nous recrutons des :

**- INGENIEURS**

**ANALYSTES CONFIRMES**  
de formation supérieure type MAGE.

Expérience IMS/DLI ou langage C et Pascal pour un poste basé à Nantes.  
Expériences CICS/DBMS.

**- CHEF DE PROJET**

Expérience environnement gros systèmes IBM, Réseaux SNA et Assembleurs (IBM 370). Le poste est basé à Sophia Antipolis.

**- ANALYSTES PROGRAMMEURS**  
DUT minimum pratique PAC BASE, connaissances CICS/DBMS.

Lille, Strasbourg, Rennes, Nancy, Nantes, Lyon, Bordeaux, Aix et Sophia Antipolis.

Si vous êtes comme nous, passionnés par le développement régional de la France, Envoyez-nous dès à présent votre dossier de candidature sous la réf. GL-M 09 en précisant le poste et la ville qui vous intéressent à :

**SG2 Etudes Régionales**  
12, Avenue Vion Whitcomb - 75016 PARIS

ORDINA est une société filiale du groupe SG2, spécialisée dans l'assistance technique. Nous intervenons auprès des entreprises du secteur tertiaire dans le développement d'applications de gestion, et auprès des entreprises industrielles dans le développement de logiciels de commande de processus.

Notre clientèle nous est fidèle car elle sait qu'elle trouvera chez Ordina des équipes informatiques compétentes et efficaces.

Nous proposons des postes évolutifs à des :

**- INGENIEURS INFORMATIENS**

de formation supérieure (Bac + 2 minimum), vous posséderez plus de 2 ans d'expérience sur :

- IBM gros et moyens systèmes (30XX, 43XX, 34, 36, 38)  
- BULL (DPS 6, DPS 7, DPS 8)

**- ANALYSTES PROGRAMMEURS**

Merci de nous adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV) sous la référence D/M 09 à :

**ORDINA**  
10, rue Auber - 75009 PARIS

**LABORATOIRE  
ELECTRO ACOUSTIQUE**

P.M.E. en pleine expansion, (70 kms Ouest Paris) près de DREUX, spécialisée dans l'étude et la fabrication d'APPAREILS de MESURE ELECTRONIQUE dans le domaine des TELECOMMUNICATIONS, recherche.

**1 ingénieur de projets**

Il sera responsable de PROJETS D'ETUDES de la conception à l'industrialisation, rattaché à la Direction Technique, le candidat devra avoir 4 à 5 années d'expérience.

**1 ingénieur d'études  
électronicien**

une première expérience dans un domaine équivalent est souhaitée.

Les candidats devront être diplômés d'une école d'ingénieur en électronique (ESE - ENSEA, CNAM ou équivalent).

Merci d'envoyer C.V., photo et prétentions à L.E.A. Service du Personnel - rue de l'Ormeau, 28570 Abondant

**Établissement Public  
d'Envergure Nationale  
Recherche  
pour son établissement  
d'Aquitaine proche de Bordeaux**

**1 INGÉNIEUR  
SYSTEME VM**

pour travailler sur gros systèmes IBM 30XX utilisés dans un environnement scientifique. Formation : Grandes écoles (CENTRALE - SUPTELECOM - ENSIMAG - ENSEEHT). Débutant ou 2 ans d'expérience. Connaissances VM/CMS appréciées.

Adresser lettre manuscrite + CV + photo et prétentions sous réf. 391 à :  
**P.A. SERVICE**  
9, rue Poquein-Molère 33000 BORDEAUX  
qui transmettra.

هكذا من الاجل



# SECTEURS DE POINTE

## Jeune ingénieur automatismes/process P-A-R-I-S

Importante société multinationale, nous étudions et développons une très large gamme de produits techniques destinés à des applications professionnelles ou industrielles. Leader, et de loin, sur notre marché, nous préservons notre avance technologique grâce à nos résultats économiques exceptionnels.

Notre expansion nous conduit à créer aujourd'hui un poste d'INGÉNIEUR AUTOMATISME. Il aura pour mission d'étudier et de développer l'ensemble de nos automatismes de procédés, sur des lignes de production lourdes, qui travaillent en continu. Cette mission implique la supervision des études techniques et la réalisation des projets sur site (Ile-de-France et Province) en

collaboration avec les équipes internes (B.E., etc.) et externes (sous-traitants, etc.). Elle implique aussi une bonne connaissance des derniers développements technologiques en la matière (automates, informatique de process).

Nous souhaitons rencontrer un jeune ingénieur généraliste (Centrale, A et M, INSA) débutant ou première expérience, fortement motivé par l'envergure technique et l'autonomie du poste.

Son potentiel lui permettra d'évoluer ensuite vers des responsabilités opérationnelles. Le poste est basé à proximité immédiate de Paris-Ouest.

NEMESIS

Merci d'adresser CV complet, lettre manuscrite de candidature et rémunération souhaitée, sous référence 105 K à notre Conseil d'Administration, NEMESIS, 21 rue du Bourg Tibourg 75004 PARIS.

## CHEF DE PROJET, PASSEZ DE LA QUALITÉ DE PROJETS... AU PROJET QUALITÉ!

Vous êtes diplômé d'une Grande Ecole et avez acquis, si possible au sein d'une SS II, une solide expérience de 5 à 6 années en conception et réalisation de projets informatiques.

Vous savez être à l'écoute de vos interlocuteurs et ne manquez ni de créativité ni de rigueur.

Vous vous sentez Homme de contact et de dialogue.

Votre mission au sein de notre Département CONSEIL en MONÉTIQUE BANCAIRE :

- l'intervention qualité auprès de nos clients,
- la définition du niveau des prestations,
- la conception des moyens de mesures.

Deux postes sont à pourvoir l'un à Paris et l'autre à Blois.

Merci d'adresser votre candidature (C.V., photo et prétentions) sous réf. PH/AS, à Anna STAROSWIECKI - SUGOS, Service Recrutement, Immeuble Ile-de-France Cedex 49 - 92067 PARIS-LA DÉFENSE 9.

Importante société, filiale d'un grand groupe européen  
Banlieue Nord de Paris  
recherche un

## RESPONSABLE DES SERVICES GÉNÉRAUX (FORMATION ÉLECTRIQUE ET MÉCANIQUE)

Cadre Technique, ayant une dizaine d'années d'expérience similaire dans un environnement industriel et dans une structure d'importance équivalente (environ 1.000 personnes), vous maîtrisez parfaitement les diverses responsabilités inhérentes à la fonction : entretien, travaux neufs, systèmes de communication, sécurité.

Votre compétence et vos qualités de négociateur, vous permettent d'assurer les relations avec les divers prestataires de services extérieurs.

Vous animeriez une équipe d'une vingtaine de personnes (maîtrise et professionnels) et assumerez la gestion de votre service et de votre budget.

Merci d'adresser votre candidature (C.V., photo et prétentions) sous réf. 91263/LM à HAVAS-CONTACT - 1, place du Palais-Royal, 75001 PARIS, qui transmettra.

## RESPONSABLE ETUDES, RECHERCHE, DEVELOPPEMENT

Nous sommes une société industrielle (300 personnes, 165 M. de CA) réputée dans la domaine de la transformation des matières plastiques et du caoutchouc.

Nous fabriquons des produits finis et semi-finis à usage industriel. Dans le cadre de notre développement, nous avons décidé d'accroître notre effort de recherche et nous renforçons le potentiel de notre laboratoire d'Etudes, Recherche et Développement.

Grâce à une étroite collaboration avec le Marketing, à sa connaissance des produits et des technologies les plus évoluées, il propose à la Direction Technique des axes de recherche et de développement conformes à la stratégie de l'entreprise. Il anime une équipe de 7 personnes (1 ingénieur, 6 techniciens) et réalise avec elle des projets débouchant sur des produits et des procédés novateurs réalisables par l'entreprise. Il gère le budget du laboratoire et est le garant de la créativité de l'entreprise. Vous êtes Ingénieur Chimiste et possédez une très bonne connaissance des matières plastiques (PVC, Elastomères) et de leurs techniques de mise en œuvre, acquise au travers d'une expérience minimum de 10 ans en Recherche, Développement et Fabrication. Vous souhaitez aujourd'hui apporter votre contribution au développement d'une société en pleine expansion.

HAY Manager

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre + CV + photo + rémunération) sous réf. 877 Joëlle KHUAT DUY, LE RHODANEN, 5, place de la Gare, 69003 Lyon. Elle vous assure la plus grande confidentialité.

LYON

## Le domaine des réseaux d'entreprises vous intéresse.

Vous pensez qu'un consultant dans ce domaine doit intégrer tout le savoir-faire pour la mise en œuvre de ces réseaux, vous êtes intéressé par les protocoles et la modélisation, vous croyez que les aspects des méthodes de câblage sont complexes mais gérables avec des outils logiciels comme les bases de données relationnelles, vous voulez entretenir des relations étroites avec les constructeurs sur des grands projets basés sur les normes ISO.

Si vous répondez oui à 3 de ces points, contactez le CESIA à Paris au (1) 45.66.90.47 et présentez-nous votre diplôme tout frais ou votre expérience.

Nous prendrons en compte vos aptitudes.

CESIA, Conseil en Systèmes d'Information des Administrations.

l'esprit entrepreneurial

# Le Monde CADRES

REPRODUCTION INTERDITE

## GOULD Electronique

Filiale Française du Groupe Américain GOULD qui conçoit, fabrique et commercialise des instruments de mesure et de contrôle électroniques (systèmes d'enregistrements, oscilloscopes, analyseurs logiques) recherche son

## CHEF DU SERVICE ASSISTANCE CLIENTS

"un nouveau challenge dans un secteur de pointe"

Il devra nous apporter une solide expérience dans la gestion d'un service assistance clients et l'animation d'une équipe de techniciens.

SA MISSION :

- organiser une maintenance de haut niveau
- être un animateur chevronné
- négocier les contrats de maintenance avec les grandes compagnies
- avoir une gestion efficace
- assurer la croissance du service.

Vous avez acquis une formation supérieure en électronique-ingénieur ou équivalent, une expérience d'au moins 3 ans dans un poste similaire, une pratique courante de l'anglais.

Nous vous offrons du fait de notre expansion et du challenge une rémunération très motivante + intéressement.

Merci d'adresser candidature avec CV, prétentions et photo à : GOULD ELECTRONIQUE, Direction de Personnel, 57, rue Saint-Sauveur 91160 BALLAINVILLIERS

GRUPE INDUSTRIEL PRIVE REGION NORD-OUEST  
EN PLEINE EXPANSION (400 MF CA)

cherche son

## DIRECTEUR TECHNIQUE

Rattaché à la Direction Générale, il sera chargé d'optimiser l'outil de production par l'automatisation et l'amélioration de la productivité dans tous les domaines.

Il aura autorité sur tous les services techniques : Bureau d'Etudes, Méthodes, Outillage, Entretien.

Ingénieur de formation, le candidat aura une expérience technique prouvée, si possible dans la transformation des métaux en feuilles.

C'est un manager et un excellent animateur capable de motiver et d'organiser le travail d'une équipe importante.

L'expansion du groupe permet d'envisager une évolution de carrière intéressante.

Envoyer CV, photo et prêt. sous réf. 13082 à CONTESSA PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

## Organiser notre système d'information

COMPAGNIE  
DES LAMPES

spécialiste français de l'éclairage, fabrique et commercialise des produits destinés aux professionnels et au grand public.

Véritable interface entre les services informatiques et les utilisateurs internes, vous élaborerez les cahiers des charges nécessaires à l'amélioration des systèmes. De plus vos talents d'organisateur, alliés à un grand sens de l'écoute vous mettront en relation, aussi bien avec les commerciaux qu'avec les administratifs.

De formation supérieure ESC ou équivalente, vous possédez déjà une expérience de l'entreprise.

Merci d'adresser lettre manuscrite + CV à : M. Dutot, CDLME, Tour Vendôme, 204 Rd Pt du Pont de St-Etienne, 92516 Boulogne-Billancourt Cedex.

Philips France, c'est 19 milliards de CA, 2900 hommes et femmes qui évoluent de la recherche au commercial, du marketing à la production dans l'univers passionnant de l'innovation. Professionnalisés, dynamiques, polyvalents, mobiles sont les atouts qui vous serviront les postes de l'entreprise. Tous les postes de l'entreprise de l'une des premières entreprises mondiales d'électronique.

PHILIPS

Philips c'est déjà demain.

m  
w

LE GROUPE DES MUTUELLES DU MANS  
recherche  
pour sa Direction Commerciale

## INSPECTEUR du CADRE

Ce poste est offert à un inspecteur I.A.R.D. confirmé qui prendra sa fonction après un stage de courte durée.

Il lui sera demandé de devenir à la fois un technicien en Assurance, un animateur commercial et un conseiller en organisation et gestion d'Agences.

L'évolution de sa carrière le conduira à résider dans différentes régions où il devra se déplacer très fréquemment.

Nous vous remercions d'adresser votre curriculum vitae détaillé et vos prétentions sous référence JLS/CH 01 au :

GRUPE DES SOCIÉTÉS  
MUTUELLE GÉNÉRALE FRANÇAISE  
Direction du Personnel - 19/21, rue Chanzy  
72030 LE MANS CEDEX

## Le Monde CADRES

### Contrôleur de gestion usine

Filiale française performante d'un groupe international de renom: en France 5 usines, 2.000 personnes; dans le monde 50.000 personnes; à l'avant-garde de la transmission (automobile, TGV, VAL...) recherche le Contrôleur de Gestion de son unité de production principale (plus de 1.000 personnes) située près du Mans.

Directement rattaché au Directeur d'usine, il sera chargé, à l'aide d'une petite équipe, d'assurer le suivi économique de l'unité et notamment de:

- déterminer les coûts standards et d'analyser les prix de revient;
- élaborer, de suivre et d'analyser les écarts de l'ensemble des budgets;
- de participer aux études, au niveau société, impliquant les coûts de fabrication et les investissements;
- de proposer, concevoir et mettre en place des systèmes permettant une meilleure connaissance des performances de l'usine.

Le candidat retenu, de formation supérieure (de préférence ingénieur + formation économique ou DECS) sera âgé d'une trentaine d'années et possèdera une première expérience du contrôle de gestion industrielle, acquise en entreprise ou en cabinet.

La connaissance de l'anglais sera obligatoire pour une évolution ultérieure dans cette société qui pratique la gestion des carrières.

Ecrire sous réf. KS 158 AM.  
Discrétion absolue.

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

### chef de production industrie textile - région centre

Filiale d'un groupe puissant, notre constante progression (avec un C.A. de 250 M.F. et 200 personnes) et notre politique d'investissement nous permettent de développer notre usine et de renforcer notre équipe de Direction.

Ingénieur de Production - diplôme type AM option Génie chimique - Vous êtes directement rattaché à notre Directeur Industriel et vous êtes chargé de:

- diriger et animer plusieurs ateliers;
- optimiser la fiabilité du matériel;
- contrôler le fonctionnement du processus.

La réussite à ce poste évolutif implique une expérience de l'industrie textile, une maîtrise des systèmes de production en continu, ainsi que de réelles qualités de Manager.

Nous vous remercions d'adresser votre lettre de candidature, CV, photo et références sous référence M/10, à:

REVEL CONSEIL: 24, rue Vignon 75009 Paris.

REVEL  
conseil

SOPHARGA, filiale du Groupe ROUSSEL UCLAF, occupe une position de leader sur le marché des produits de nutrition médicale. Nous voulons intégrer le

### Responsable du Département des Contrôles et Qualité

du site industriel de CREULLY (18km de Caen).

Avec la Direction Industrielle, vous aurez pour fonction:

- d'être l'interlocuteur de l'Inspection Pharmaceutique et des audits de qualité de Roussel Uclaf;
- de mener activement la politique de qualité entraînant votre décision de mise sur le marché des produits finis;
- de diriger les laboratoires d'analyses (14 pers.).

Agé d'environ 30 à 35 ans, vous êtes pharmacien spécialiste en contrôles et développements analytiques: microbiologie et physico-chimie.

Personne de conviction, vous participez activement à la politique et aux actions d'assurance qualité. Pour contribuer au développement international, vous travaillez aussi en anglais.

Merci d'adresser votre candidature (lettre et CV) sous réf. 110/M à M. BALLAGNY, Direction du Développement et de la Gestion des Cadres - 35, bd. des Invalides 75007 PARIS.

ROUSSEL UCLAF

### BANQUE LOUIS DREYFUS

AFFILIÉE AU GROUPE LOUIS DREYFUS ET À LA BANQUE BRUXELLES LAMBERT

#### RESPONSABLE DU GROUPE ENGAGEMENTS

Rattaché au Directeur Administratif

Vous dirigerez plusieurs services (environ 100 personnes) et serez responsable du traitement administratif des opérations de crédit. Vous veillerez à la bonne marche des services et à la bonne gestion des crédits. Vous serez responsable de la politique de crédit et de la gestion des crédits. Vous serez responsable de la gestion des crédits et de la gestion des crédits. Vous serez responsable de la gestion des crédits et de la gestion des crédits.

Envoyer votre candidature (lettre et CV) sous réf. 110/M à M. BALLAGNY, Direction du Développement et de la Gestion des Cadres - 35, bd. des Invalides 75007 PARIS.

BANQUE  
LD

## SECTEURS DE POINTE

### POUR UN INGENIEUR

d'abord le contrôle de gestion, ensuite des fonctions opérationnelles

Nous sommes une entreprise industrielle à la notoriété incontestée, à l'expansion constante et aux résultats économiques exceptionnels. Dans un contexte institutionnel, nous continuons de développer notre organisation dans le domaine de la gestion et de la production.

Nous proposons aujourd'hui pour l'une de nos Usines (400 pers.) située en Ile-de-France le poste de **CONTRÔLEUR DE GESTION**. Il assurera naturellement tous les aspects classiques de la fonction (budgets prévisionnels, reporting, élaboration des résultats, suivi, développement des procédures de gestion de production, et d'une informatique de gestion décentralisée, etc.) tout en exerçant une action de conseil et d'orientation auprès de toutes les hiérarchies concernées.

Ce poste conviendrait bien à un jeune Ingénieur Généraliste (Centrale, A et M, etc.) car nous souhaitons lui confier à terme des responsabilités opérationnelles, à la fois business et techniques, sur l'un de nos sites de production. Il dispose d'une première expérience (2 à 4 ans) qui s'est déroulée soit dans un poste similaire, soit dans des responsabilités de gestion ou d'organisation. Les conditions offertes sont naturellement attractives. Le poste est basé dans la proche banlieue Est de Paris.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature, comprenant la rémunération souhaitée, sous référence 106 I à notre Conseil Arnaud de MENDITTRE.

NEMESIS

21, rue du Bourg Tibourg 75004 PARIS.

### STRATÉGIES DU FUTUR

### Ingénieurs grandes écoles

Débutants

FRAMATOME, groupe industriel diversifié, vous propose de participer au développement de ses Stratégies du Futur.

Le point de départ de votre carrière sera la fonction ETUDE où vous apporterez l'innovation par la recherche et l'étude de méthodes et de produits à la pointe de la technologie.

Nous vous confierons le développement et l'application de codes de calculs de structures par éléments finis que vous mettrez en œuvre pour élaborer des produits avancés. Vous participerez aux essais en laboratoire de prototypes ou de maquettes pour établir des diagnostics, pour concevoir ou modifier les matériels de nos installations industrielles.

Bien sûr, vous avez un intérêt marqué pour les problèmes énergétiques et avez choisi l'option mécanique ou thermohydraulique, alors écrivez nous vite, sous référence ICE, à FRAMATOME, Direction des Affaires Sociales, Tour Fiat, Cédex 16, 92084 Paris-La Défense.

FRAMATOME

INVENTEZ ET GEREZ POUR GAGNER.

### CORNING FRANCE

### Participer au lancement en production d'une nouvelle ligne de produits

CORNING GLASS WORKS, leader mondial des verres spéciaux, accorde une place privilégiée à la recherche et à l'innovation. Grâce à la qualité de nos chercheurs, nous sommes devenus le premier fabricant de fibres optiques. CORNING FRANCE lance aujourd'hui la production pilote de composants en optique intégrée pour ces nouveaux réseaux. Afin de compléter l'équipe en charge de ce démarrage, nous recherchons

### Responsable de l'industrialisation

Chargé du lancement et de la montée en capacité de la ligne pilote, vous serez responsable de l'organisation et de la coordination des moyens humains et techniques. Ingénieur diplômé d'une grande école (ESE, ECP, Physique ou Optique...) vous disposez d'une expérience d'environ 5 ans dans le domaine de la fabrication des composants électroniques de préférence dans le semi-conducteur: assemblage de microcomposants, micro-mécanique... Vous êtes prêt à assumer une responsabilité de management.

Réf. RIM

### Ingénieur d'industrialisation

Diplômé d'une grande école, vous êtes débutant ou disposez d'une première expérience. Votre esprit rigoureux et concret, le goût pour la technique et les réalisations vous permettent de prendre la responsabilité des opérations de finition: micromécanique, automatisme, optique...

Réf. IIM

Compte tenu de la dimension de notre groupe et de la diversité de nos marchés, un profil et une ouverture internationale ainsi qu'une solide connaissance de la langue anglaise sont nécessaires. Localisation: Fontainebleau.

Envoyer lettre manuscrite, CV et photo sous la référence choisie, à CORNING FRANCE, Direction du Développement du Personnel, 44, Avenue de Valvins - 77211 AVON CEDEX.

### Informaticien et gestionnaire relevez le défi chez Colgate-Palmolive

#### GRANDES ECOLES D'INGENIEURS

Incontestablement, l'informatique, vous connaissez! C'est le domaine de votre première expérience au cours de laquelle vous vous êtes familiarisé avec le développement d'applications sur gros systèmes IBM. Fort et fier de votre technique, vous souhaitez donner aujourd'hui une nouvelle dimension à votre avenir. D'ailleurs, votre ouverture d'esprit et le raisonnement de gestionnaire que vous avez acquis au contact des utilisateurs vous ont déjà amené à vous interroger sur votre évolution dans un autre domaine d'activité. Ce sont des femmes et des hommes de votre trempe que nous souhaitons associer au développement de Colgate Palmolive. Chef de projet informatique dans un premier temps, vous évoluerez au sein d'un environnement IBM 43 xx et logiciels de 4<sup>ème</sup>

génération. Durant cette période, nous vous donnerons les moyens de développer vos qualités d'innovation, d'organisation et votre sens des contacts. Nous vous permettrons ainsi de choisir ultérieurement un métier dans un des domaines d'intervention que nous vous offrons: gestion de production, informatique industrielle, gestion financière et comptable, ventes et marketing.

Si ce challenge vous passionne, relevons ensemble le défi et rencontrons-nous sans plus tarder. Jacques Colin attend votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions), sous référence LM 23, Service Central de l'Emploi et des Carrières, 55 bd de la Mission Marchand, 92401 Courbevoie Cedex.

COLGATE PALMOLIVE

هكذا من الاجل



5024 من الاصل

REPRODUCTION INTERDITE

34 Le Monde • Mercredi 24 septembre 1986 •

Le Monde  
CADRES

QUILLE

## LA PREMIERE PIERRE DE VOTRE CARRIERE

La première pierre de votre carrière, venez la poser chez nous.  
Première filiale du groupe Bouygues, nous connaissons un fort développement dans notre région Normandie Picardie.

Notre CA a doublé en trois ans.  
**JEUNES INGENIEURS,**

venez construire avec nous. Le chantier, c'est une entreprise. Nous vous proposons des défis à la mesure de votre ambition, quelle que soit la filière de votre choix : Travaux, Etudes, Commercial, Gestion...  
Nous ferons une large place à votre épanouissement personnel et à l'expression de vos talents.  
Nous bâtissons avec vous, selon vos goûts et vos aptitudes un programme personnalisé d'intégration et de formation.

Ecrivez-nous : Direction des Ressources Humaines - Le Hastings - 2 Mail Pélissier - 76015 ROUEN CEDEX  
ou téléphonez-nous :

(16) 35 03 48 48  
(16) 35 03 48 10  
(16) 35 03 48 11

## ingénieur méthodes et organisation

Vous voulez jouer un rôle opérationnel et fonctionnel, dans une entreprise qui vous plaise et dans une région de grande renommée ou il "fait bon vivre" ?  
En Vendée, nous comptons parmi les tout premiers. Cela tient à notre activité et à notre structure mais aussi à notre stratégie de développement... qui fait toute la différence :  
• activité : messagerie nationale et internationale,  
• C.A. : 1,3 MF en 1987 - 450 MF en 1986,  
• 1 200 personnes, 35 agences en France, 8 000 clients,  
• une logistique totalement informatisée,  
• une position réellement privilégiée sur son marché.  
C'est dans cet environnement que vous aurez à OPTIMISER :  
• les lignes de transports entre nos agences,  
• les flux techniques et ceux des documents administratifs.

en Vendée

Contact-téléphone  
(1) 42 61 82 81

SECTEURS  
DE POINTE

## CENTRALE, SUPELEC, INPG...

Appartenant au secteur Mesure et Régulation de Schlumberger, SEREG, spécialiste français du contrôle industriel, poursuit le développement de son système numérique de conduite de processus MODUMAT (réseaux locaux, régulateurs, processeurs graphiques...). Nous renforçons notre équipe et recherchons :

### INGENIEURS D'ETUDES INFORMATIQUES

Réf. 109/A

Passionnés par la micro informatique, vous participerez à l'étude de postes de conduite, de réseaux locaux industriels, d'outils de mise en œuvre et de configuration.  
Des connaissances en contrôle de procédés industriels seraient appréciées.

### INGENIEUR SYSTEME

Réf. 109/B

Intéressé par le génie logiciel, vous contribuerez à la mise en place de notre système de développement VAX et définirez des projets orientés vers sa maintenance.  
Ces postes sont basés à Massy et s'adressent à des ingénieurs ayant une première expérience. Anglais nécessaire.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence correspondante à Sereg Schlumberger, Marc Caron, Direction du personnel, 100 rue de Paris, 91342 MASSY Cedex.

SEREG

Schlumberger

AGRO-  
ALIMENTAIRE

Filiale du groupe FRAMATOME, nous sommes une société à taille humaine, N° 1 français dans la chimie plastique, leader mondial dans notre spécialité : les extrudeurs couteurs réacteurs malaxeurs à bi-vis, nous recherchons pour notre ligne de produits chimie plastique :

### un ingénieur technico-commercial

Réf. ITC

Vous aurez à assurer le développement de la commercialisation en FRANCE et à l'EXPORT, d'une gamme complète de mélangeurs malaxeurs extrudeurs continus dans les domaines de la chimie et du plastique.

Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer un ingénieur ayant de bonnes connaissances en chimie et mécanique, maîtrisant parfaitement l'anglais et éventuellement une deuxième langue et prêt à se déplacer régulièrement.

Ce poste est basé à Firminy (proximité de ST-ETIENNE).

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV + photo + lettre manuscrite) en indiquant la référence choisie à Framatome, SRC/CLEXTAL, Département Recrutement/Tour Fiat Cedex 16, 92084 Paris La Défense.

**CLEXTAL**

### un ingénieur physique-chimie

Réf. IP

(diplômé de l'Ecole Physique Chimie de Paris ou équivalent)

Vous prendrez en charge le développement technique de nouvelles applications d'un produit largement commercialisé. Ce poste implique de nombreux contacts avec les Centres de Recherches, Laboratoires de développement chimique et les principaux clients.

Ce poste est basé à Firminy dans notre nouvelle station d'essai démonstration de 3 000 m<sup>2</sup>.

## CHARGE DE CLIENTELE PARTICULIERE DE TRES BON NIVEAU

AVANT :  
• une solide expérience des problèmes patrimoniaux concernant cette clientèle,  
• la connaissance des marchés financiers,  
• une bonne formation générale, universitaire, et, ou I.T.B.

Le poste devrait déboucher à assez brève échéance sur les fonctions de Second d'Agence.

La classification et la rémunération seront fonction de l'expérience précédemment acquise.

Nous remercions les candidats d'adresser leur C.V., photo et prétentions à  
BANQUE N.S.M. - Section Recrutement  
B.P. 466-08 - 75366 PARIS Cedex 08.

## LES EDITIONS BORDAS recherchent dans le cadre du développement du DEPARTEMENT D'EDUCATION SCOLAIRE

### EDITEUR DE HAUT NIVEAU

Pour gérer et développer les ouvrages d'histoire-géographie. Ce poste pourra évoluer rapidement vers celui de Responsable d'Édition.

### EDITEUR

Pour collaborer à la production pédagogique.  
Pour ces postes, il est demandé :  
• une formation supérieure en lettres,  
• des connaissances en histoire-géographie,  
• une expérience confirmée de l'édition (si possible scolaire) pour le premier poste, une expérience de 2 à 3 ans pour le second poste.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et rémunération actuelle à :  
Denise HIRLEMANN, 11, rue Cassin,  
92443 MONTRouGE Cedex.

Christine d'Aubigny - Consultante  
responsable depuis 1979 du développement de  
Valens Conseil Recrutement

crée **VALEURS**

Conseil en Recrutement et Ressources Humaines  
59, rue de Richelieu - 75002 PARIS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ  
Prestataire de Services Immobiliers dépendant d'un groupe  
financier recherché

## CHEF DE SERVICE GERANCE

Diplômé de l'enseignement supérieur, il devra avoir acquis une expérience d'au moins 8 ans en matière de gestion d'immeubles commerciaux. Il aura la responsabilité d'un service chargé de gérer un important patrimoine composé essentiellement d'immeubles, de bureaux, et d'entrepôts appartenant aux Sociétés du groupe.

## CADRE DE GERANCE

Ce poste conviendrait à un jeune gérant ayant une première expérience d'au moins 3 ans de gestion d'immeubles commerciaux. Une formation supérieure ou de type ICH serait appréciée.

Lieu de travail : Gare St Lazare.  
Adresser CV, photo et prétentions sous réf. 12603 à CONTESSÉ PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra.

PARIS  
SAINT-MALO

Le groupe privé français dans le domaine de la fertilisation (engrais, amendements), leader sur le marché de l'agro-alimentaire, nous recherchons dans le cadre de notre expansion :

## CHEFS DE PRODUITS

Vous justifiez d'une formation supérieure de type agro-agri, Sup de Co. A la fois homme de marketing innovateur et excellent gestionnaire, une première expérience a confirmé vos talents d'analyste commercial et votre capacité à analyser, conseiller et dynamiser un réseau de vente. Responsables de plusieurs lignes de produits, vous en assurerez la progression par une gestion rigoureuse et une promotion permanente sur leur marché, en vous appuyant sur une structure commerciale nationale. BX diesel fournis. Frais réels. Salaire en rapport avec la fonction.

Merci d'adresser votre manuscrite de candidature, CV, photo récente et prétentions s/réf. TMO/159 Groupe Roullier, Gilles CLEMENT, Service du Personnel, B.P. 158, 35408 SAINT-MALO Cedex.

Le Groupe Roullier de dimension internationale (33 usines dans le Monde dont 16 en France) est leader en agro-alimentaire. Il emploie 2 100 personnes. Son C.A. est de 2,4 milliards de francs.

**ROULLIER**

**Le Monde**  
CADRES

# 3M SANTÉ une entreprise en marche ...

3M SANTÉ (500 MF de CA pour 550 personnes) fabrique et commercialise des produits originaux et sûrs dans tous les domaines de la santé. Dans le cadre de notre développement, nous recherchons :

## RESPONSABLE QUALITE

Rattaché à la Direction vous serez chargé, pour l'ensemble du Groupe, de l'organisation de la qualité et plus particulièrement de notre image de marque auprès de notre clientèle. De formation supérieure, vous avez une première expérience d'une entreprise commerciale et industrielle.

Lieu de travail : Malesherbes. (Réf. RQ/1)

## RESPONSABLE FORMATION

Agé d'environ 35 ans, de formation supérieure, vous avez une expérience réussie de la fonction au sein d'une entreprise commerciale et industrielle.

Vous serez rattaché au Directeur des Ressources Humaines. Lieu de travail : Malesherbes. (Réf. RF/2)

## PHARMACIEN GALENISTE

Assistant du Chef du service galénique, vous serez chargé du développement des nouveaux produits et de l'optimisation industrielle. Lieu de travail : Pithiviers (45300). (Réf. PG/3)

## CONSEILLER TECHNIQUE « ORTHOPEDIE »

Rattaché au Directeur du Département, vous apporterez aux vendeurs et marketeurs, le support scientifique nécessaire à la réalisation des objectifs. Jeune médecin, vous avez une expérience du bloc opératoire de quelques années.

Lieu de travail : Malesherbes. (Réf. CTO/4)

## CONSEILLER TECHNIQUE

### « ASEPTIE STERILISATION »

Rattaché au Directeur du Département vous vous occuperez d'une gamme de produits hospitaliers à usage unique destinés au bloc opératoire ainsi que d'une gamme pour la stérilisation. Vous serez chargé du suivi des études cliniques, de la formation et du suivi de l'évolution technique des produits. Jeune médecin ou surveillant connaissant parfaitement le bloc opératoire, vous aimez le travail d'équipe et vous êtes disponible pour des déplacements en province. Lieu de travail : Malesherbes. (Réf. CTA/5)

## INGENIEUR CHIMISTE

Rattaché au Directeur du Laboratoire, vous vous intégrerez au sein du service chimie analytique et pharmacocinétique. Vous avez une expérience de quelques années.

Lieu de travail : Pithiviers (45300). (Réf. IC/6)

## INGENIEUR BUREAU D'ETUDES

De formation supérieure (Arts et Métiers, T & P, Ingénieur mécanicien) vous avez une première expérience de l'entreprise industrielle. Vous serez rattaché au responsable du service engineering. Lieu de travail : Pithiviers (45300). (Réf. IBE/7)

## DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

40, RUE GABRIEL-CRIE  
92245 MALAKOFF  
CEDEX

**POUR TOUS CES POSTES L'ANGLAIS EST INDISPENSABLE**  
Nous vous offrons une entreprise dynamique, des rémunérations motivantes pour des candidats à des postes à responsabilité. Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, en précisant la référence du poste choisi à :

**3M**  
SANTÉ

## INGENIEUR AGRO DEBUTANT

Le Groupe SOCOPA, avec 5.000 personnes et 12 M.F. de CA, est un des n° 1 de l'agro-alimentaire (transformation et conditionnement de viandes).

Outre les normes de qualité liées à notre activité, notre position de leader et notre volonté d'améliorer constamment nos prestations nous amènent à créer le poste d'

## Ingénieur qualité

pour notre unité pilote de la Ferté Bernard

Par la mise en place du cahier des charges industrielles et de ses procédures d'application, vous contribuerez à la bonne image de nos produits par leur qualité. Interface entre la production et nos clients, votre autorité naturelle et votre rigueur seront aussi importantes que vos compétences techniques. Vous serez également amené, ponctuellement, à intervenir sur la mise au point de produits nouveaux. Une évolution à moyen terme vers des responsabilités en production est envisagée pour ce poste.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions à notre DIRECTION DES AFFAIRES SOCIALES B.P. 20 Cherré - 72401 LA FERTE BERNARD Cedex.



une force de la nature

SOCOPA

## CHERCHEZ LE MEILLEUR PRODUIT

Au sein d'un grand groupe industriel français également implanté aux U.S.A., nous avons un département spécialisé dans la vente et la promotion d'un produit très spécifique, largement utilisé dans le secteur BTP en France et à l'étranger. Nous recherchons le FUTUR RESPONSABLE DE CE DEPARTEMENT qui aura pour mission de maintenir et de développer un C.A. déjà très important.

• CADRE DE HAUT NIVEAU, diplômé d'une Grande Ecole de Commerce ou d'Ingénieur, vous possédez plusieurs années d'expérience.

• HOMME DE TERRAIN, vous êtes rompu aux difficultés de la vente de produits techniques dans des secteurs hautement concurrentiels.

MANAGER DE TEMPERAMENT, vous animerez une équipe commerciale ayant une connaissance approfondie du produit et vous mettrez en œuvre une politique commerciale dynamique.

Langues : anglais exigé, allemand souhaité.

Si ces perspectives vous intéressent, merci d'adresser votre dossier complet de candidature (lettre manuscrite, curriculum vitae, photo EXIGEE et prétentions), sous la référence 4324/LM, à :

MEDIA PA, 71, avenue Victor-Hugo  
75116 PARIS, qui transmettra.

## SOCIÉTÉ CHERCHE

### PERSONNES

Connaissent bien EXCEL et programmation et vidéos. Tél. au : 42-61-80-86.

### REVUE SPÉCIALISÉE GRANDE DISTRIBUTION

### RECHERCHE

### JOURNALISTE-PIGISTE

Régulier pour la rubrique TECHNOLOGIE ET GESTION. Connaissance du secteur souhaitée. Connaissances informatiques exigées.

Adresser CV à Ghislain LEVY, 14, rue Capot, 92300 Levallois.

DATA RESOURCES, INC. Leader mondial de bases de données et prévisions économiques. Recherche pour son département Energie Europe.

### UN ÉCONOMISTE

#### JUNIOR OU UNE ANNÉE D'EXPÉRIENCE

Profil souhaité : Économiste, modélisation, anglais courant. Connaissance du secteur énergétique appréciée. Env. CV et photo à DRI Europe 13, rue de la République, 75002 Paris.

URGENT. Ecole secondaire privée, rech. PROFES de maths, physique, chimie, hist./géo, anglais, arts plastiques, musique.

Env. CV + photo sous n° 8032 M LE MONDE PUBLICITÉ, 8, rue de Montessuy, Paris-7.

Le Centre d'Information Financière (10 ans exp.) organise un stage pour recruter des CONSEILLERS COMMERCIAUX (H.F.) - goût des relations publiques - formation adaptée - rémunération intéressante. T. pr. r. 48-63-20-00.

Importateur articles d'habillement EXTREME-ORIENT. Clientèle ciblée d'achat rech. livre de suite.

### JEUNE COLLABORATEUR

M.F., débutant, niveau école commerce international. Très bons contacts. Anglais. Trava divers. Étude de collection. Prix de revient. Possibilité d'avancer pour candidature renouvelée et très disponible. Env. ou se prie, M. REINHARD 26-28, rue d'Aboukir, Paris-2.

La Caisse Nationale de Crédit Agricole recherche pour sa filiale de Crédit Bail Immobilier un(e)

## ADJOINTE(E) AU RESPONSABLE DE GESTION

des opérations de Crédit Bail

Ce cadre devra :

- assurer le suivi administratif des contrats et des immeubles et le traitement d'affaires particulières
  - encadrer une équipe de plusieurs personnes.
- Il est demandé :
- un diplôme d'études supérieures (maîtrise en droit, maîtrise de gestion) + ICH
  - si possible, une expérience professionnelle de 2 ans en gestion immobilière.
- Le poste est basé en banlieue Ouest de Paris.

Adresser CV, photo et prétentions, sous référence DPE/GP - réf. LAM.09.58 à CNCA, Gestion des Personnes B.P. 48 78280 GUYANCOURT.

CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE

La société holding d'un important groupe français à vocation internationale

créée à Paris le poste

### D'ADJOINT AU RESPONSABLE DE SON SERVICE COMPTABLE

Ce poste nécessite une compétence certaine en comptabilité générale (3 à 5 ans d'expérience concrète), la maîtrise de l'utilisation d'un outil informatique ainsi que des qualités de rigueur, d'adaptabilité et de contacts.

Le candidat recherché possède le DECS et a obtenu ou prépare le certificat supérieur juridique et fiscal. Une formation antérieure du type école supérieure de commerce serait appréciée.

Envoyer lettre de candidature manuscrite, prétentions et C.V. sous n° 8 027 M LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, Paris-7.

### CHERCHONS ANALYSTE PROGRAMMEUR

Haut niveau avec expérience en langage Pascal.

CV à MICRO COMPO S.A., 17, rue Béranget, 75003 PARIS.

La Filiale d'un Groupe International recherche

## le responsable pour la France de la production réassurance

Mission : il sera chargé de produire un volume d'affaires facultatives dans les branches suivantes : Incendie, Risques techniques, R.C., R.D., individuelle et groupe.

Profil : ce poste conviendrait à un candidat âgé de 28 ans minimum, ayant acquis 5 ans d'expérience au sein d'un cabinet de courtage en réassurance.

Son dynamisme et son tempérament commercial seront ses atouts majeurs.

La maîtrise de la langue anglaise sera un plus.

Adresser lettre manuscrite, Curriculum-Vitae, photo et prétentions sous référence M.309, à notre Conseil (plus de 10 ans d'expérience).

**nu**

MICHEL JOUSSE 13, rue Tranchet 75008 Paris

## Nos CONCESSIONNAIRES APPRECIERONT VOS CONSEILS EN GESTION

Membre de l'équipe commerciale, vous assisterez nos concessionnaires automobiles dans le développement croissant de leur activité. Vous leur apporterez un soutien dans la mise en place de tableaux de bord, prévisions de trésorerie, analyses de bilan, comptes de résultats.

- jeune cadre de formation supérieure (école de commerce ou de gestion, option finance-comptabilité), vous êtes mobile géographiquement et êtes disposé à habiter le Sud-Ouest. (Réf. CG/50)
- cadre confirmé de formation supérieure, vous avez acquis une expérience de 3 ans environ dans le milieu automobile, vous êtes disposé à vous déplacer sur la région Nord-Ouest. (Réf. CG/NO)

Adresser votre candidature avec lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en précisant la réf. du poste choisi à VOLVO FRANCE S.A., Direction du Personnel, 49 avenue d'Iéna, 75116 PARIS.

**VOLVO**

حکذا من الاجل



هكذا من الامل

**Le Monde**  
**CADRES**

**Etablissement public d'aménagement  
de la Loire et de ses affluents**

recrute

**ADJOINT au DIRECTEUR**

**FORMATION :**

Ingenieur grande école ou équivalent : hydrologie, aménagement de rivières, ouvrages d'art, connaissance du fonctionnement des collectivités locales et du droit des travaux publics.

**EXPERIENCE :**

5 à 10 ans de service public, notamment dans le domaine de l'aménagement des eaux.

**FONCTION :**

programmation technique et financière des travaux, préparation des décisions des assemblées délibérantes, conduite des procédures administratives, suivi et contrôle de l'exécution, organisation de l'exploitation des ouvrages.

**LIEU DE TRAVAIL :**

ORLÉANS, avec déplacements dans le bassin de la Loire.

Adresser candidature avec C.V. et prétentions avant le 10 octobre 1986, à :  
Monsieur le Directeur de l'EPALA, avenue de Buffon,  
B.P. 6339, 45063 ORLÉANS CEDEX.

**ASSISTANCE  
CLIENT**

La société **IRD** vient de fêter ses 15 ans d'existence en tant que conseil de direction, spécialisé dans la recherche de cadres, et remercie ses clients et candidats de la confiance qu'ils ont su lui témoigner. Au fil des années, nous avons fait évoluer nos méthodes et moyens d'intervention en fonction du niveau des spécificités des postes et des missions qui nous ont été confiés. Nous sommes donc passés progressivement du recrutement par annonces à la recherche directe, tout en développant par ailleurs le département d'outplacement **EXECUTIVE DRIVE**.

Afin de répondre plus largement à l'attente de nos clients, nous ouvrons le département **INTERNATIONAL RECRUITING DRIVE (IRD)**, dont la mission est, pour ceux qui ne souhaitent pas un recrutement complet, de rédiger leurs annonces, d'effectuer des tris et analyses graphologiques, de procéder à l'évaluation des possibilités de « greffe » des candidats à l'entreprise, suivant ce qui leur convient le mieux. Merci d'écrire ou téléphoner à Gérard DESJELX.  
Tél. (1) 45.61.95.33.

**INTERNATIONAL  
RECRUITING DRIVE**  
28, av. de Messine  
75008 PARIS



PARIS  
MILANO  
LONDON

Importante Société Française (2500 personnes) du secteur électronique-informatique, nous renforçons les équipes d'études de notre département.

**TELEPHONIE  
AUTOCOMMUTATEURS PRIVES**

Dans le cadre de sa politique de développement d'autocommutateurs spécialisés, adaptés aux exigences d'une clientèle professionnelle, les ingénieurs recherchés s'intégreront à de petites équipes travaillant étroitement avec les ingénieurs commerciaux et les clients.

**INGENIEURS  
MATERIEL ET LOGICIEL**

■ **CHIEF DE GROUPE DEVELOPPEMENT MATERIEL.**  
ENST ou Grande Ecole pour prendre en charge le développement d'une nouvelle génération. (Réf. 97RM)

■ **JEUNE INGENIEUR OPTION TRAITEMENT DU SIGNAL.**  
ENST, ESE, ENSTA... Il sera le pôle de la compétence traitement du signal pour l'étude d'une nouvelle génération. (Réf. 97TS)

■ **CHIEFS DE PROJET LOGICIEL.**  
Expérience logiciel temps réel. Animation de 2/3 ingénieurs ou analystes. (Réf. 97CP)

■ **INGENIEURS LOGICIEL DEBUTANTS OU 1<sup>er</sup> EX. TEMPS REEL.**  
Ecole d'ingénieurs option informatique ou maîtrise informatique. (Réf. 97L)

Lieu de travail : proche banlieue Sud Paris, sur ligne RER.  
Merci d'adresser votre candidature (lettre, C.V., prétentions) en précisant la référence du poste choisi, à A.S. Publicité, 3, rue de Liège 75009 Paris, qui vous garantira la plus totale discrétion.

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ DISTRIBUTION  
MIDI DE LA FRANCE**

recherche son

**DIRECTEUR GÉNÉRAL**

diplômé Grandes Ecoles Commerce  
expérience souhaitée.

Ecrire à : M. BOYER  
22, rue Lafayette,  
78000 VERSAILLES.

**LE MONDE PUBLICITÉ S.A.**

Vous êtes diplômé(e) d'une université de gestion et vous avez une première expérience d'au moins deux ans.

Vous êtes attiré(e) par les métiers de la communication, et l'emploi entre dans vos préoccupations.

Alors venez rejoindre notre équipe comme

**CHEF DE PUBLICITÉ  
JUNIOR**

en charge d'aller en entreprise parler du Journal *le Monde* et de l'emploi.

Adresser C.V., photo et prétentions à :  
Micheline OERLEMANS sous le n° 7 022,  
**LE MONDE PUBLICITÉ**  
5, rue de Montessuy,  
75007 PARIS.

**BANQUE PARISIENNE**

Adossée à un puissant Groupe Financier recherche

**POUR SA DIRECTION  
DES GRANDES ENTREPRISES  
UN (E) EXPLOITANT (E)  
TRES CONFIRME (E)**

Niveau hiérarchique : classe VII/VIII

**Profil :**  
Expérience de 10 ans au moins en exploitation France. Diplômes d'études supérieures.  
**Mission :**  
Responsabilité d'un fond de commerce axé principalement sur le secteur pharmaceutique et para-pharmaceutique (expérience dans le secteur appréciée).  
...réf. CT/552/11

**POUR SA DIRECTION  
DES CRÉDITS  
L'ADJOINT(E) DU DIRECTEUR**

Niveau hiérarchique : Classe VII/VIII

**Mission :**  
Encadrement et formation d'une équipe d'analystes crédits. Suivi des engagements (siège et réseau). Ce poste offre de très bonnes perspectives d'évolution.  
...réf. CT/552/11

Adresser C.V. détaillé en précisant le montant de la rémunération souhaitée et la référence à :  
**FRANCE CADRES**  
22, rue Saint-Augustin  
75002 PARIS  
qui vous garantit la plus stricte anonymité.



**INTERNATIONAL**

Welcome  
to  
our  
world



Dow Chemical Europe is expanding its Research and Development function.

Our Technical Services and Development Center in Horgen near Zurich, Switzerland has an opening for a

**CHEMIST/CHEMICAL ENGINEER**  
in the field of Polyurethanes

You will be responsible for product and application development as well as for customer service to the European Polyurethane industry. To support the rapid growth of the Polyurethane chemicals business, you can apply creativity in solving technical problems and work in close liaison with other functions such as research, manufacturing, sales and marketing.

**We require:**

- a degree in Chemistry or Chemical Engineering
- preferably two years of industrial experience in the field of Polyurethanes
- age between 25 and 32 years
- knowledge of English, other major European languages are an asset
- willingness to travel
- creative, dynamic personality

**We offer:**

- training on the job
- career opportunities based on your performance
- attractive employment conditions
- a stimulating working environment in a young team

If you like what you have read, please write or telephone for an application form.

**Dow Chemical Europe S.A.**  
Mrs. M. E. Kaellin  
Bachtobelstrasse 3  
8810 Horgen, Switzerland  
Telephone 01 728 21 11

\* TRADEMARK OF THE DOW CHEMICAL COMPANY

**LA COUR  
DE JUSTICE  
DES COMMUNAUTÉS  
EUROPÉENNES**

**interprètes**

de langue espagnole  
et de langue portugaise

Parmi les conditions requises:

- avoir moins de 38 ans au 17.10.1986;
- avoir une formation complète d'interprète ou bien une expérience professionnelle d'interprète.

Pour obtenir plus de détails ainsi que l'acte de candidature obligatoire, veuillez écrire à la Division du Personnel de la Cour de Justice, case postale 1406, L-2925 LUXEMBOURG.

La date limite pour les candidatures valables est le 17 octobre 1986.

**SAUDI ARABIA**

Une société hautement réputée, soumet requiert de toute urgence des candidats qualifiés pour occuper les positions suivantes offrant des salaires et avantages très attractifs :

**1. RÉPARATEUR CHASSIS ET SYSTÈME DE SUSPENSION**

(Exige une connaissance technique de chassis PANHARD et d'autres engins blindés à roues, de la théorie et technologie des procédures de réparation et sécurité. Trois ans d'expérience minima au minimum.)

**2. RÉPARATEUR TOURELLE AMX 30/PANHARD**

(Exige une connaissance technique des systèmes de tourelle employés sur les AMX 10, AMX 30 et PANHARD AMX. Doit être un mécanicien et technicien électrique de tourelle certifié bénéficiaire d'au moins trois ans d'expérience minima.)

Les candidats qualifiés sont priés d'écrire d'urgence à : **Iran Ministry of Defense Recruitment Ltd.**, 17, Tottenham Court Road, Londres, W1P 9DP. TEL. : 01-636 1802. En envoyant un résumé de carrière dactylographié avec certificats d'études, formation technique et travail de la part d'employeurs actuels et passés. Proficiency of the English language, oral and written is required.

**OBLIGATOIRE : PRATIQUE COURANTE DE L'ANGLAIS PARLÉ ET ÉCRIT.**

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ INTERNATIONALE  
DE MATIÈRES PREMIÈRES**

recherche pour son équipe européenne, un

**INGENIEUR DE  
DEVELOPPEMENT**

Basé en GRANDE BRETAGNE

Le candidat devra posséder une expérience professionnelle de 5 à 10 ans dans l'industrie des polymères et une bonne maîtrise de la langue anglaise.

Ce poste est à pourvoir très rapidement. Envoyer C.V. détaillé et résumé sous réf. 11366 à **CONTEXTE PUBLICITE** 29, av. de l'Opéra 75001 Paris. Réponse assurée par téléphone.

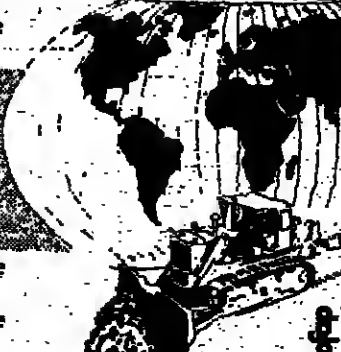
Importante société de Travaux Publics recherche pour grand chantier d'Amérique Latine.

**INGENIEURS MECANICIENS DEBUTANTS**  
ENSAE - ENSM - IN - ESTE

**INGENIEURS TRAVAUX** : 2 à 3 ans d'expérience  
ENSAE - ENSM - IN - ESTE

L'ensemble de ces postes nécessite une parfaite connaissance de l'Espagnol et de l'Anglais.

Merci d'adresser CV photo et prétentions sous référence 49194 à COFAP 39, rue de l'Arcade 75008 PARIS qui transmettra.







سكنا من الامم

# Economie

## REPÈRES

### Salaire horaire ouvrier + 1 % au deuxième trimestre

Selon les résultats de l'enquête trimestrielle sur l'activité et les conditions d'emploi du 1<sup>er</sup> juillet 1986, le salaire horaire ouvrier a progressé de 1 % (et non de 1,1 % comme l'indiquaient les résultats provisoires, le Monde du 14 août) au cours du deuxième trimestre. Le salaire horaire ouvrier avait progressé de 0,9 % au premier trimestre de cette année et de 1,5 % au deuxième trimestre de 1985. Sur un an, la progression du salaire horaire est de 4,3 % (contre + 5,7 % de juillet 1984 à juillet 1985) et celle du SMIC de 3,4 % (contre + 9,2 % un an plus tôt). La hausse des prix, en glissement, a été de 0,7 % au deuxième trimestre de 1986 et de 2 % sur un an, de juillet 1985 à juillet 1986.

### Produits industriels

### Reprise de la consommation en août

La consommation des ménages en produits industriels a repris au cours du bimestre juillet-août, après

les fluctuations importantes qu'elle a connues en mai (+ 5,2 %) et en juin (- 10,5 %). En juillet-août, indique l'INSEE, elle retrouve à peu près le niveau moyen du second trimestre, grâce notamment à une forte croissance des achats d'automobiles, surtout au mois d'août.

### SICOB

### Baisse de moitié du nombre de visiteurs

Le Salon du SICOB (Informatique, télématique, bureautique, matériel de bureau), qui a fermé ses portes le 20 septembre, a enregistré une baisse de fréquentation de 52,8 %, avec 186 000 entrées. Le SICOB connaît une baisse régulière du nombre de ses visiteurs : 423 000 en 1983, 407 000 en 1984, 390 000 en 1985. La durée réduite à six jours, contre neuf l'an passé, explique, en partie, cette chute. La crainte des attentats également. Mais le SICOB a souffert aussi de la multiplication des manifestations concurrentes à Paris ou en province, comme DEC-Ville à Cannes. Le prochain SICOB devrait quitter le quartier de la Défense, pour se dérouler du 6 au 11 avril 1987 au Parc des expositions de Villepinte-Paris-Nord. (Lire aussi page 23.)

### PEKIN de notre correspondant

La signature, mardi 23 septembre, à Pékin, d'un contrat d'environ 15 milliards de francs pour la vente, par la France et la Grande-Bretagne, d'une centrale nucléaire à la Chine met fin à plus de huit longues et difficiles années de négociations. La construction de la centrale de Daya-Bay, située à proximité de Hongkong, est le plus gros contrat jamais signé par les Chinois. Il sera officiellement ratifié par le conseil des affaires d'Etat (gouvernement) chinois en octobre (1). Dans le petit monde de l'industrie nucléaire, ce contrat a d'autant plus d'importance que la concurrence est très rude et les commandes rares : aucune depuis 1981.

Les Chinois ont su jouer des difficultés actuelles de l'industrie nucléaire mondiale pour obtenir le prix le plus serré, après des discussions qui ont mis la patience des délégations à rude épreuve. En effet, même si le groupe français Framatome a encore quelques commandes d'EDF, sa chaîne de fabrication de centrales risque de tourner de plus en plus au ralenti au cours des prochaines années, et la commande chinoise ne pourrait être que bienvenue. Sans doute aussi valait-il mieux pour le gouvernement français subventionner la vente des deux unités de 900 mégawatts de Daya-Bay plutôt que de verser des allocations de chômage ou de reconversion.

## Un contrat de 10 milliards de francs avec la France

# La construction de la centrale de Daya-Bay suscite l'inquiétude à Hongkong

La part française des contrats signés officiellement mardi se situe entre 10 et 11 milliards de francs. Le groupe Framatome fournira l'îlot nucléaire, les éléments combustibles et une assistance pour les plans et le montage. EDF assurera l'assistance technique pour l'ensemble du projet et la formation des hommes. La part britannique, plus limitée, — environ 3,5 milliards de francs — porte sur la fourniture de la cuve par General Electric. Une autre société française, Campon Bernard, devrait ultérieurement conclure un contrat de génie civil d'environ 50 millions de dollars (325 millions de francs). Associé à trois groupes chinois et à un japonais, elle a signé, le 15 septembre, à Pékin, un précontrat portant sur 10 % des travaux envisagés.

La Chine ayant peu de devises, le projet de Daya-Bay est financé, en totalité, par un consortium de banques françaises, des banques britanniques et par la Banque de Chine. Le remboursement de ces prêts se fera sur la vente d'électricité à Hongkong à partir de 1992, date à laquelle la centrale devrait entrer en activité. Le but principal de Daya-Bay est de fournir de l'énergie à la colonie britannique voisine. Les autres projets, dont celui de Sunan, sur lequel des négociations avaient été entamées avec la France en 1978, ont été rangés dans les tiroirs, faute de financement, de personnel qualifié et d'usines pour fabriquer un équipement très sophistiqué. La Chine ennuie seulement la

construction de la petite centrale de Qinshan, près de Shanghai (le Monde du 29 avril 1986).

Le début de la coopération nucléaire franco-chinoise date de la signature du premier accord bilatéral en 1975. Mais déjà auparavant, dans les années 40, des savants nucléaires chinois avaient été formés en France, dont le professeur Qian Sanqiang. La coopération s'étend de plus en plus dans le domaine de la sécurité, en particulier avec la NNSA (Administration nationale de sûreté nucléaire). Depuis l'accident de Tchernobyl, les Chinois ont réalisé l'importance des mesures de sécurité, de protection de l'environnement et de maintenance, qui leur paraissent jusqu'à présent coûteuses et secondaires. Ne pouvant se payer le luxe d'un incident avec leur première grande centrale, ils ont, par exemple, au cours des derniers mois, quintuplé le personnel de la NNSA.

### Le transmanche de Tchernobyl

Les problèmes de sécurité sont d'autant plus importants qu'ils dépassent la dimension chinoise. A Hongkong, une majorité de la population, traumatisée par Tchernobyl, est désormais hostile à la construction de Daya-Bay, et ne fait pas confiance aux Chinois pour entretenir convenablement la centrale et assurer sa sécurité. Des pétitions ont circulé, des manifestations ont eu lieu dans ce territoire généralement dépolité. Des délégations

ont été envoyées à Pékin. Les déclarations parfois imprécises des responsables chinois et leur refus de retarder la signature du contrat jusqu'à la fin des études sur la sécurité de la centrale ont accru l'inquiétude d'un territoire surpeuplé.

La question est d'autant plus sérieuse qu'elle montre une crise de confiance globale de nombreux résidents de Hongkong envers la Chine, à onze ans de la réunification de la colonie avec la « mère-patrie » : manque de confiance sur Daya-Bay, manque de confiance dans la manière dont Pékin conçoit ses futurs rapports avec Hongkong. Au point qu'une crise constitutionnelle a failli éclater à Hongkong, où des élus ont voulu forcer le gouverneur britannique à un débat sur Daya-Bay au sein du conseil législatif. La tension risque de durer. C'est probablement la raison pour laquelle Pékin a adopté un profil bas pour la signature du contrat. Une arrogance nucléaire aurait fait mauvais effet. Qui plus est, le programme nucléaire chinois, ambitieux il y a encore deux ans, n'est plus que l'ombre de lui-même alors que priorité est donnée aux centrales thermiques et aux barrages.

PATRICE DE BEER.

(1) Une lettre d'intention avait déjà été signée en mars dernier avec les industriels français, et un accord global de financement conclu entre les gouvernements en décembre 1985.

## Réunion à Genève sur les modalités d'un rapprochement entre la CEE et le COMECON

### BRUXELLES (Communautés européennes) de notre correspondant

Lentement mais — sauf surprise — sûrement, la CEE et le COMECON s'acheminent vers une reconnaissance mutuelle. Les Douze et l'organisation économique regroupant l'Union soviétique et ses alliés de l'Europe de l'Est ont délégué depuis le 22 septembre à Genève, leurs experts pour préparer « une réunion à haut niveau ».

Le rapprochement actuel entre la Communauté et le COMECON a pour point de départ une initiative de M. Gorbatchev, qui déclarait le 30 mai 1985 à M. Ciri, alors président en exercice des travaux communautaires, « qu'il était temps d'organiser des relations économiques avantageuses entre la CEE et le COMECON ». Trop souvent

soumis aux aléas des relations Est-Ouest, le dialogue entre Moscou et Bruxelles est parti, cette fois, selon les responsables européens, d'un bon pied, alors qu'il avait été interrompu pendant plus de cinq ans.

Pour la Commission européenne, les autorités communistes paraissent disposées à accepter l'approche communautaire, qui consiste à aboutir à une reconnaissance mutuelle mais sans que les relations commerciales soient traitées de bloc à bloc. Autrement dit, les Douze écartent — c'est cette question qui avait fait échouer les premières négociations — la possibilité pour le COMECON de traiter de politique commerciale au nom des pays de l'Est.

Le projet de déclaration commune, « au caractère hautement politique », selon l'expression de M. De Clercq, le commissaire aux relations extérieures, soulève toute-

fois deux difficultés non négligeables. La première porte sur la détermination des Douze à ce qu'il ne soit pas fait référence, de quelque manière que ce soit, au commerce. La seconde concerne l'inclusion, demandée par la CEE, d'une clause territoriale rappelant que Berlin-Ouest fait partie intégrante du Marché commun.

L'autre objectif de la Communauté est de conclure, avec chacun des partenaires de l'URSS, des accords de coopération comportant un volet substantiel sur le commerce. Une normalisation des relations avec l'organisation communiste donnerait, estime-t-on à Bruxelles, une plus grande latitude aux pays de l'Est pour négocier avec les Douze. Aussi, parallèlement aux discussions avec la direction du COMECON, la commission conduit des conversations exploratoires avec les capitales de l'Europe

orientale. Les progrès enregistrés ont amené M. De Clercq à prendre l'initiative de la réunion de Genève.

Selon les conclusions des services bruxellois, tous les pays concernés sont disposés à établir des relations bilatérales et de conclure — à l'exception de la RDA — des accords commerciaux avec la CEE. Dans le passé, seule la Roumanie a signé un accord commercial en bonne et due forme avec la CEE, tandis qu'avec les autres pays (Bulgarie, Hongrie, Pologne, Tchécoslovaquie) les liens se sont bornés à des arrangements d'autolimitation pour les ventes de produits textiles et sidérurgiques dans le Marché commun. Bruxelles a déjà préparé des mandats de négociations avec la Tchécoslovaquie et, pour un nouvel accord, avec la Roumanie.

MARCEL SCOTTO.

## Les pressions du gouvernement sur les compagnies

### Civisme pétrolier

Boycottage ou pas ? Le gouvernement français a-t-il, comme nous l'avons écrit en août, exercé à deux reprises — en avril puis à la mi-juillet — de discrètes mais fermes pressions sur les compagnies pétrolières afin qu'elles cessent d'acheter du brut libyen. (Le Monde du 6 août) ? Les autorités et les compagnies s'en étaient débarrassées sans que les statistiques le prouvent.

En juillet, alors que Tripoli réussissait grâce à des prix très attractifs à augmenter notablement ses ventes à l'ensemble de ses clients (de 20 % environ par rapport à l'année précédente), les achats français de brut libyen se sont, eux, effondrés : 106 000 tonnes seulement enlevées en juillet, soit 77,5 % de moins que l'an passé au même mois (474 000 tonnes) et 56 % de moins que la moyenne des douze mois précédents (244 000 tonnes). Le fait est d'autant plus remarquable que,

globalement, les importations françaises de brut sont restées stables (- 0,6 %) et que la plupart des pays de l'OPEP ont vu leurs parts progresser fortement.

« Les achats pétroliers français sont faits en fonction des conditions régnant sur le marché telles que les appréhendent les compagnies, et non des décisions gouvernementales », avait précisé en août M. Madefin. Les compagnies n'ont donc sûrement pas reçu d'« injonction ». D'ailleurs la loi française ne permet pas à un gouvernement d'interdire officiellement les achats selon leurs provenances, surtout à des filiales de groupe internationales.

Si les désirs de l'Etat ne sont pas des ordres, apprécions néanmoins le civisme exemplaire des compagnies, qui, spontanément et dans un bel ensemble, se sont retenues d'acheter l'un des bruts les moins chers du marché.

VÉRONIQUE MAURUS.

## ENTREPRISES

### Chantiers navals : M. Jean-Claude Gaudin annonce un plan de reprise de La Ciotat

M. Jean-Claude Gaudin, président (UDF) du conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, a indiqué, le lundi 22 septembre, à Marseille, qu'il y avait « actuellement un repliement pour La Ciotat qui s'appuie sur des forces institutionnalisées de l'économie du département des Bouches-du-Rhône ».

M. Gaudin, qui a fait cette déclaration à l'issue d'une rencontre avec l'intersyndicale des Chantiers navals de La Ciotat, a ajouté que, « si le gouvernement acceptait ce plan, dit « plan Margnat », il « demanderait au conseil régional d'apporter aussi sa contribution financière ». « Je crois que cette équipe est sérieuse, a-t-il précisé, elle a mon soutien moral ».

M. Jacques Margnat, vice-président de l'Union patronale des Bouches-du-Rhône et président de la commission des finances au conseil régional, a la tête d'un groupe familial s'occupant de vins, d'industries chimiques et de promotion immobilière, a indiqué qu'il était effectivement au centre d'un « projet » de reprise du site de La Ciotat. M. Margnat a été toutefois refusé à tout autre commentaire. On sait seulement qu'il pourrait reprendre mille cinq cents personnes dans des activités de construction navale. Ce projet implique un important volume d'aides publiques.

### Electro-ménager : Phillips et Whirlpool envisagent la création d'une filiale commune

Le fabricant néerlandais d'électro-ménager grand public Philips négocie avec Whirlpool, l'une des principales sociétés américaines d'électro-ménager, la création d'une filiale commune, a annoncé Philips, le lundi 22 septembre à Enghoven. Les deux compagnies cherchent à réaliser la meilleure combinaison entre leurs activités de recherche, de production et de commercialisation des gros appareils ménagers. Les deux compagnies sont de force à peu près égales. Philips, qui a réalisé 400 millions de florins de résultats d'exploitation (1,2 milliard de francs) en 1985, sur un chiffre d'affaires de 8,6 milliards de florins dans ce secteur, est le numéro deux en Europe, derrière Electrolux. Quant à Whirlpool, également second sur le marché américain, il a dégagé, en 1985, un profit

de 182 millions de dollars (1,2 milliard de francs), pour un chiffre d'affaires de 3,5 milliards de dollars.

### USX (acier) annonce un vaste programme de restructuration

Le numéro un de l'acier américain USX (anciennement US Steel), groupe qui a également de gros intérêts dans le pétrole (Marathon Oil), a annoncé un programme de restructuration pour « augmenter la valeur boursière de la société ». USX fait l'objet, depuis une semaine, d'attaques concertées de quatre « radeurs » de Wall Street, MM. T. Boone Pickens, Carl Icahn, Irwin Jacobs et de l'australien Robert Holmes Courtrot. La difficulté pour USX sera de conserver l'intégrité d'un groupe dont les deux axes, acier et pétrole, souffrent. Les syndicats de sidérurgistes s'inquiètent d'un abandon éventuel de la production d'acier.

(Publicité)

Le programme des vols d'AIR FRANCE de la journée du

### MERCREDI 24 SEPTEMBRE 1986

sera en partie affecté par un mot d'ordre de grève lancé par une organisation syndicale du personnel navigant commercial de la Compagnie (hôtesses et stewards).

AIR FRANCE pense pouvoir cependant assurer au cours de cette journée :  
• tous ses vols long-courriers,  
• près de 90 % de ses vols moyen-courriers.

Pour toute information concernant les vols du mercredi 24 septembre, la Compagnie invite sa clientèle à appeler le

(1) 43.20.14.44

ou le service de réservation de la région de son domicile (pour Paris, le (1) 45.35.61.61). AIR FRANCE déplore les désagréments que cette situation pourra occasionner à certains de ses passagers et mettra tout en œuvre afin de les limiter.

La Direction générale d'AIR FRANCE refuse de céder aux exigences d'une organisation syndicale de son personnel navigant commercial à propos du temps d'arrêt à Tahiti des hôtesse et stewards assurant le service à bord du nouveau vol hebdomadaire de la Compagnie vers cette destination.

Ce refus est à l'origine du mot d'ordre de grève du mercredi 24 septembre.

Un arrêt à Tahiti supérieur aux 12 h 30 fixées représenterait pour la Compagnie un coût supplémentaire injustifié.

Les hôtesse et les stewards qui assureront le nouveau vol hebdomadaire PARIS-LOS ANGELES-PAPEETE d'Air France disposeront :

- de 36 heures de repos (dont 2 nuits) à PARIS avant le vol,
- d'un arrêt de 45 h 30 à LOS ANGELES après un vol PARIS-LOS ANGELES d'une durée de 11 h 25,
- d'un arrêt de 12 h 30 à PAPEETE après un vol LOS ANGELES-PAPEETE d'une durée de 8 h 00,
- d'un arrêt de 96 h 45 à LOS ANGELES après un vol PAPEETE-LOS ANGELES d'une durée de 7 h 50,
- d'une période de repos comportant 4 nuits à leur retour en France après un vol LOS ANGELES-PARIS d'une durée de 10 h 30.

# **QU'EST-CE QUE SAN FRANCISCO A DE PLUS QUE TOUTES LES AUTRES VILLES AMERICAINES?**

**REPONSE:**

# **WLN**

A partir du 1<sup>er</sup> octobre, UTA sera en effet la seule compagnie à assurer, 2 fois par semaine, un vol Paris-San Francisco sans escale.

Directs à l'aller comme au retour, ces vols vous permettront de retrouver le service 3 classes UTA - Première de Luxe, Galaxy, Classe Économique - à destination de San Francisco. Welcome UTA, welcome to San Francisco. **UTA FOR USA**

Doyle Dane Barnbach

هكذا من الاميل



## Après la remontée du dollar

## Le ministre allemand des finances cherche à calmer le jeu

« Arrêtons d'utiliser les médias pour influencer le cours du dollar », a demandé, lundi 22 septembre, M. Gerhard Stoltenberg, ministre allemand des finances, qui appelait ainsi à une pause, après les déclarations et prises de positions

qui ont marqué ces derniers jours et provoqué de vifs mouvements sur la devise américaine. La semaine dernière, on le sait, M. Karl Otto Poehl, le très sourcilieux président de la Bundesbank, dans un entretien accordé au *Financial Times*, avait

réaffirmé son opposition absolue à toute diminution des taux d'intérêt outre-Rhin, et son refus, non moins absolu, de céder aux pressions américaines en ce sens.

De l'autre côté de l'Atlantique, M. James Baker, le secrétaire américain au Trésor, avertissait qu'une nouvelle baisse du dollar serait nécessaire pour réduire l'énorme déficit commercial de son pays (actuellement de 175 milliards de dollars en rythme annuel), si l'Allemagne et le Japon ne stimulaient pas davantage leur économie, c'est-à-dire ne réduisaient pas, à nouveau, leur taux d'escompte.

Comme on pouvait facilement le prévoir, cet échange de propos musclés eut un effet magique sur le dollar, dont les cours chutèrent de près de 6 % en quatre jours, tombant jeudi à leur plus bas niveau depuis le 21 janvier 1981, « cassant », notent les analystes, le mythe des 2 deuschmarks, qualité d'important par les opérations travaillant sur graphiques. Provoquant une baisse supplémentaire du « billet vert », et donc une hausse correspondante du mark, la devise la plus recherchée, la spéculation se rua sur la monnaie allemande, aux dépens, naturellement, des autres monnaies du système monétaire européen, qui eurent du mal à suivre. La couronne danoise, le franc belge et le franc français furent particulièrement éprouvés. A Paris, la Banque de France, défendant le cours de 3,2760 francs français pour 1 mark, dut faire face à plus de 20 milliards de francs de sorties de capitaux, ces mêmes capitaux qui avaient afflué après la dévaluation du franc, le 6 avril dernier, à hauteur de 70 milliards de francs.

De l'autre côté de la Manche, la Banque d'Angleterre devait intervenir massivement pour défendre la livre sterling, tombée à son plus bas niveau historique vis-à-vis du mark. Il est vrai que la livre sterling a bien des raisons d'être faible : le prix du pétrole, l'hypothèse d'élections proches...

A la veille du week-end, l'inquiétude grandissait en Europe, au point que l'on se demandait si la Banque de France, par exemple, déjà empêchée d'abaisser son taux d'intérêt en raison de l'obstination de la Bundesbank, n'allait pas être obligée de les relever pour défendre sa monnaie : une perspective tout à fait catastrophique, au moment où le gouvernement veut relancer l'économie.

## Le soulagement des banques centrales

Samedi 20 septembre, les ministres des finances des Douze, réunis à Glenclogie, en Ecosse, cherchaient à enjamber ce processus, en déclarant officiellement qu'ils allaient intervenir pour stopper la baisse du dollar. Immédiatement, les cours de ce dernier remontaient vivement, passant de 1,99 DM à 2,03 DM et de 6,51 F à 6,64 F, un grand soulagement des banques centrales, qui pouvaient rester l'arme au pied, notamment à Paris où le mark fléchissait à 3,27 F.

Lundi, M. Stoltenberg appelait au calme, dans l'attente de la réunion du groupe des cinq pays les plus industrialisés du monde, vendredi prochain, à Washington, qui précédera le début de la session du FMI. Le problème du dollar sera au centre des discussions un an, presque jour pour jour, après l'accord du 22 septembre 1985, dit du « Plaza », conclu précisément par les Cinq pour faire baisser le dollar, avec le succès que l'on sait.

Il n'est pas du tout sûr, en revanche, que l'Allemagne assouplisse vraiment ses positions. L'annonce d'une progression de 6,7 % au rythme annuel de la masse monétaire outre-Rhin en août, très supérieure à la norme de 3,5-5,5 % fixée précédemment, ne pourra qu'aigreur dans ses convictions M. Poehl, pour qui il serait dangereux de stimuler davantage l'économie allemande : gare à l'inflation ! Il a tout de même accepté de retarder son départ pour Washington pour assister à la réunion, jeudi matin, du conseil de la Bundesbank.

Quant à M. Baker, il a réaffirmé, lundi, que les États-Unis ne diminueraient pas leur taux sans une mesure similaire au Japon et en Allemagne. On en est là, et les milieux financiers internationaux doutent que l'on puisse empêcher le dollar de baisser à nouveau si les États-Unis continuent à le réclamer. En attendant, les cours de l'or continuent à monter, frôlant les 440 dollars l'once, au plus haut depuis 1983, ce qui traduit bien l'inquiétude latente des milieux financiers internationaux.

FRANÇOIS RENARD.

## PÊCHE

## La Commission de Bruxelles donne raison à Paris dans un contentieux franco-espagnol

Le secrétaire d'Etat français à la mer, M. Ambroise Guellée, a annoncé le lundi 22 septembre à Bruxelles que la Commission européenne venait de donner raison à la France dans son conflit avec l'Espagne à propos de l'arrondissement d'un thonier français, le *Henri*, dans les eaux espagnoles.

En conséquence, la Commission doit entamer une procédure judiciaire contre l'Espagne, comme le lui avait demandé Paris à la suite de la condamnation du capitaine du thonier à une amende de près de 100 000 F, le 4 septembre.

Les autorités de Madrid reprochaient au patron du *Henri*, un thonier de Saint-Jean-de-Luz, d'avoir enfreint une décision espagnole interdisant la pêche au thon dans des zones sous contrôle espagnol. Paris, en revanche, avait affirmé que le texte sur lequel se fondait Madrid était, selon la Commission elle-même, « contraire à la réglementation communautaire sur la pêche ».

## AGRICULTURE

## Les producteurs de lait s'interrogent sur la répartition des aides annoncées par M. Guillaume

Les mesures annoncées par M. Guillaume, ministre de l'Agriculture, laissent les organisations professionnelles perplexes (*le Monde* du 23 septembre). La FNSEA et les producteurs de lait de la FNPL estiment certes qu'elles vont dans le bon sens, mais elles ajoutent : « Il faut voir comment elles seront appliquées, et elles risquent de n'être pas suffisantes. » Parmi ces mesures, M. Guillaume a annoncé une aide de 75 millions de francs destinée en priorité à régler l'arriéré de paiement des cotisations sociales des petits producteurs. Selon une enquête de la Mutualité sociale agricole, il y a de 8 000 à 10 000 agriculteurs qui ne payent plus leurs cotisations sociales. On ignore combien parmi eux sont producteurs de lait.

L'objectif de ces aides est d'empêcher que des exploitations viables soient mises en péril par l'application de pénalités pour dépassement de quotas. Le ministre de l'Agriculture indique qu'on ne peut pas arrêter de critères fixes pour l'octroi des aides ni indiquer précisément aujourd'hui combien de producteurs sont en difficulté. « Mais, précise le ministre, on commencera par aider les plus petits ».

Du côté des syndicats minoritaires, on est franchement sceptique. La CNSP et la FNPP ont calculé que pour 150 000 producteurs (sur environ 300 000) livrant moins de 60 000 litres par an, et qu'on peut donc considérer comme des « petits producteurs », l'aide de 75 millions de francs correspondrait à une subvention de 500 F par exploitant.

● Prêts européens pour les PME de l'Ouest. — La Banque européenne d'investissement (BEI) a signé lundi 22 septembre, à Redon (Ille-et-Vilaine), deux contrats de prêts de 60 millions de francs chacun avec la Société de développement régional (SDR) de Bretagne et avec la Société de développement régional de l'Ouest (Pays de la Loire). C'est la

première fois que la BEI accepte de consentir des prêts à des établissements financiers régionaux sans la garantie de l'Etat, et c'est également la première fois que deux SDR apportent leur garantie réciproque à un établissement prêteur. Une centaine de PME bénéficieront de ces prêts. — (Corresp.)

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## USINOR communique :

En vue de reconstruire les capitaux propres de la société, négatifs de 17 192 MF à fin 1985, le conseil d'administration d'Usinor, réuni le 19 septembre 1986, a décidé de soumettre à l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires les mesures suivantes :

- Réduction à zéro du capital social, préalablement porté de 4 726 MF à 5 755 MF, par conversion d'obligations convertibles rachetées par l'Etat au Fonds d'intervention sidérurgique (FIS). Cette réduction de capital sera réalisée par voie d'annulation de la totalité des actions de 12,50 F composant le capital de 5 755 MF. Tous les actionnaires conserveront le droit de souscrire préférentiellement à l'augmentation de capital qui suit et qui constitue la condition suspensive de cette opération, à raison de 41 actions nouvelles pour 10 anciennes.
- Augmentation de capital, ouverte au public, de 23 550 MF par émission au pair de 1 884 000 000 d'actions nouvelles de 12,50 F, à libérer intégralement à la souscription en espèces ou par compensation de créances.
- Le 1er janvier 1987, principal anniversaire d'Usinor avec 80,71 % du capital actuel, a d'ores et déjà fait connaître son intention d'assurer la bonne fin de cette deuxième augmentation de capital. Compte tenu des modalités de la réduction de capital qui suit, la souscription portera obligatoirement sur 157 actions ou un multiple de ce nombre.
- Dernière réduction de capital, ramenant ce dernier de 23 550 MF à 1 500 MF, qui permettra d'apurer le solde des pertes accumulées au 31 décembre 1985 et de constituer une réserve. Cette deuxième réduction de capital sera réalisée par voie de réduction du nombre des actions et de 157 actions de 12,50 F souscrites au titre de l'augmentation de capital précédente contre 10 actions nouvelles.

Conformément à la réglementation, un avis sera publié au BALO, comportant notamment le texte des projets de résolutions qui seront soumises à l'assemblée générale extraordinaire.

## le journal mensuel de documentation politique

## après-demain

(non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

## L'ÉCONOMIE MONDIALE

Envoyer 33 F (timbres à 1 F ou chèque) à APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

## L'ORÉAL

Pour le premier semestre 1986, le chiffre d'affaires consolidé de L'Oréal et de ses filiales françaises et étrangères s'est élevé à 9,333 milliards de francs. La progression du chiffre d'affaires en termes comparables, c'est-à-dire à structure et taux de change identiques, a été de 12,2 % par rapport à la même période de 1985.

La situation consolidée au 30 juin 1986 fait ressortir un résultat net (après élimination des plus-values et de l'incidence des provisions pour investissements) de 472 millions de francs contre 407 millions de francs au 30 juin 1985, soit une augmentation de + 16 %.

## HERVILLIER DMC

DMC a engagé des pourparlers avec le groupe familial majoritaire de HERVILLIER SA en vue d'acquiescer 51 % du capital de cette société. Un accord définitif devrait intervenir au plus tard début octobre 1986.

Le groupe HERVILLIER (chiffre d'affaires : 370 millions de francs en 1985, effectif : 350 personnes), coté à la bourse de Lille, a connu une croissance remarquable durant les dix dernières années. En introduisant le premier le mode et le style dans les fils à tricoter, il est devenu le leader de la laine à tricoter haut de gamme avec deux marques de grande renommée : ANNY-BLATT et BERGER DU NORD, reconnues mondialement pour leur créativité exceptionnelle.

Le groupe DMC (chiffre d'affaires : 6,5 milliards de francs, effectif : 12 000 personnes) occupe une place importante sur les marchés des tissus pour l'habillement et l'équipement de la maison. Il est surtout connu du grand public par ses fils pour ouvrages, commercialisés sous la marque DMC, et son linge de maison, distribué sous la marque DESCAMPS.

Le rapprochement entre les deux groupes apportera à HERVILLIER le soutien logistique nécessaire à son expansion internationale. Il constitue une étape importante dans la stratégie de croissance de DMC, dont l'objectif est de devenir le leader européen de l'industrie textile. Les deux groupes ont décidé, en appuyant sur les compétences et le potentiel humain d'HERVILLIER, de développer en commun leurs positions sur le marché mondial des fils à tricoter.

## Carnet des entreprises

## IBI Holding Company NV

Le conseil d'administration d'IBI Holding Company NV s'est réuni à Luxembourg le 16 septembre 1986.

M. Jean-Maxime Lévêque, à la suite de sa nomination à la présidence du Crédit Lyonnais, a exprimé au conseil son désir de ne plus assumer les fonctions de président d'IBI Holding Company NV. Le conseil a unanimement élu à ce poste M. Franz Schmitz, ancien directeur général de la Société de banque suisse et actuellement président de Riunione Adriatica di Sicurtà SpA.

La présidence de M. Franz Schmitz prend effet à la date du 16 septembre 1986. M. Jean-Maxime Lévêque reste membre des conseils d'administration d'IBI Holding Company NV et d'International Bankers Incorporated SA à Luxembourg, ainsi que des différents comités de groupe. La composition du conseil d'administration d'International Bankers Incorporated SA, dont le président est M. Jean de Roquemaurel, n'est pas modifiée.

## OFFICIERS MINISTÉRIELS VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique O.S.P. - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66

Vente sur saisie-immobilière, au Palais de Justice de Paris, le 2 octobre 1986 à 14 heures.  
**LOGEMENT A PARIS 11<sup>e</sup>**  
84 et 86, r. de Montreuil - 2 pces-cuis. - 4 ét. - M. à P. 20 000 F. S'adr. M<sup>e</sup> MERMET, avocat, 18 r. Lisboise, Paris 8<sup>e</sup>. Tél. 43-87-18-90.

Vente sur saisie-immob. au Palais de Justice de Créteil (94), le 2 octobre 1986 à 9 h 30  
**APPARTEMENT A CHENNEVIERES-SUR-MARNE (94430)**  
4 étages - 4 pièces, cave et 2 empl. pour voiture - 3 Chénies des Bordes. Mise à Prix 60 000 F. S'adr. M<sup>e</sup> Th. MAGLO, avocat, 4, allée Toison d'Or à Créteil (94000) - Tél. 43-87-18-90.

Vente sur saisie-immob. au Palais de Justice de Créteil (94), le 2 octobre 1986 à 9 h 30  
**APPART. A CHAMPIGNY-S/MARNE (94500)** 1, av. de l'Épargne à Égange - 4 pièces. S'adr. M<sup>e</sup> Th. MAGLO, avocat, 4, allée de la Toison d'Or à Créteil (94000).  
**M. à P. : 100 000 F**

VENTE SUR LICITATION, au Palais de Justice de PARIS  
le LUNDI 29 SEPTEMBRE 1986, à 14 heures - EN UN LOT  
**UN APPARTEMENT** 3 ét. sur entréel, 4 pces, cuis., avec C.A.V.E. et parking à PARIS (2<sup>e</sup>)  
25, RUE ST-AUGUSTIN, et RUE MONSIGNY, sans numéro  
**M. à P. : 200 000 F** S'adr. SCP M<sup>e</sup> RAVETON et FOURNIER, avocats, 8, rue de Castellane, PARIS (8<sup>e</sup>), tél. : 42-65-38-09 ; au greffe du TGI de PARIS.

VENTE sur saisie immobilière, au Palais de Justice de BOBIGNY  
le MARDI 30 SEPTEMBRE 1986, à 13 h 30 - EN UN LOT  
**UN APPARTEMENT** 3 pièces, bdt, 10, esc. C, 8<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> étages, avec C.A.V.E. et parking  
3, ALLEE VICTOR-HUGO, à CLICHY-SOUS-BOIS (93)  
**M. à P. : 100 000 F** S'adr. M<sup>e</sup> J. PIETRUSZYNSKI, avocat, 28, rue Scandicci, PANTIN, 48-43-75-32 ; M<sup>e</sup> M. AYOUN, avocat, 124, bd Malesherbes, PARIS (17<sup>e</sup>), 46-22-47-42 ; au greffe du TGI de BOBIGNY ; sur les lieux pour visiter.

VENTE sur saisie immobilière, au Palais de Justice de PARIS  
le JEUDI 9 OCTOBRE 1986, à 14 heures - EN UN LOT  
**UN APPARTEMENT** de 3 pces, cuis., au 2<sup>e</sup> ét., bdt A, esc. 2, avec C.A.V.E. et 2 sous-sol, dans imm.  
25 et 29, bd EDGAR-QUINET, PARIS (14<sup>e</sup>)  
**M. à P. : 300 000 F** S'adr. M<sup>e</sup> RAILLY, GUILLET, DELMAS, avocats associés, à PARIS (1<sup>er</sup>), 18, rue Duphot, tél. : 42-60-39-13 ; les avocats près Trib. gde inst. Paris ; sur les lieux pour visiter.

VILLE DE PARIS - ADJUD. à la chambre des notaires de Paris  
le MARDI 7 OCTOBRE 1986, à 14 h 30  
**3 APPARTS de 2 P. PRINC. et 1 PIÈCE**  
1, RUE SAINT-ELEUTHÈRE, PARIS (18<sup>e</sup>)  
LIBRES - M. à P. : de 60 000 F à 273 000 F  
M<sup>e</sup> MAHOT DE LA QUERANTONNAIS, BELLAGENT, LIEVRE, not. assoc., 14, rue des Pyramides, Paris (1<sup>er</sup>). Tél. : 42-60-31-12.  
Visites sur place les 27, 29 septembre et 4 octobre, de 14 à 16 h.

VENTE sur saisie immobilière, Palais de Justice à NANTERRE  
179-191, av. Joliot-Curie, jeudi 2 octobre 1986, à 14 heures - EN UN LOT  
**IMMEUBLE INDUSTRIEL à GENNEVILLIERS (92)**  
28, avenue Louis-Roché - Cont. 7 a 61 ca  
**MISE A PRIX : 500 000 F**  
S'adr. : cabinet de M<sup>e</sup> BARON-BONNET, BOUCHERY-OZANNE et BEYNAUD-DUPORT, avocats, 47 bis, rue de Stalingrad, à NANTERRE, tél. : 47-21-69-95 et 47-25-21-13 ; au greffe du TGI de NANTERRE ; et sur les lieux pour visiter, le 30 septembre, de 14 à 16 heures.

**CONCOURS :**  
**ÊTES-VOUS LE MEILLEUR FINANCIER EUROPEEN ?**  
**800 000 F DE PRIX.**

SCIENCE &amp; VIE

ECONOMIE

OCTOBRE

## SOLDES INCROYABLES

MOINS 30 %, 40 %  
Fautouils, chaises dactylo.  
Bureaux, bibliothèques.  
Armoires métalliques.  
Bureau direction  
bois  
EN PROMOTION

ROGER H. FRANCE

59-61, rue La Fayette - 75009 PARIS  
Tél. : 42-85-42-41 - Métro : Cadet  
Parking gratuit de 9 h à 18 h 30  
du lundi au vendredi sans interruption  
Expédition de fauteuils dans toute la France



## Economie

# Les négociations sur les procédures de licenciement

## Une volonté d'aboutir

Les négociations sur les procédures de licenciement reprennent ce mardi 23 septembre et pourraient bien aboutir rapidement. Pour les partenaires sociaux, il s'agit de définir les règles qui remplaceront l'autorisation administrative, supprimée par la loi de juillet 1986.

Une fois n'est pas coutume : tous les participants à la négociation sur les procédures qui se substitueront à l'autorisation administrative de licenciement ont intérêt à aboutir, et vite. La deuxième rencontre entre les délégations patronales et les délégations syndicales, ce mardi 23 septembre au siège du CNPF, après le tour d'horizon de juillet, n'inaugure pas un marathon social. Deux rendez-vous sont prévus, un troisième sera peut-être nécessaire, mais en tout état de cause, les discussions ne se poursuivront pas au-delà du mois d'octobre.

Côté patronal, la trêve de négociateurs mise en place ne peut pas se fixer d'autre échéance, compte tenu de l'assemblée générale qui aura, en décembre, le président du CNPF.

Côté syndical, à l'exception de la CGT, drapée dans son refus, on veut bien négocier mais à condition d'avoir un interlocuteur fiable.

Or le temps presse, et c'est bien de cette urgence que M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi, entend tirer profit. La loi supprimant le contrôle par l'administration du bien-fondé des licenciements économiques s'applique depuis le 3 juillet et n'a d'effets tangibles que pour les licenciements collectifs de moins de neuf salariés, créant ainsi une situation

déséquilibrée. Qu'un accord intervienne ou non entre les partenaires sociaux, il lui faudra compléter le dispositif par une deuxième loi, applicable dès le début de l'année prochaine.

Mais si le patronat, les syndicats et le ministre souhaitent chacun une conclusion rapide de ce dossier, ils ne mettent pas les mêmes ingrédients. M. Séguin, que les syndicats jugent affaibli par les derniers arbitrages rendus sur son budget, a vu sa marge de manœuvre se rétrécir, d'où le souci de certaines organisations syndicales d'avancer elles-mêmes des propositions.

Pour autant, et c'est là la deuxième caractéristique de la discussion qui s'engage, ces partenaires pressés n'ont pas pour objectif premier de conclure un accord. Les membres de la délégation patronale ne veulent pas signer, à tout prix, un texte qu'ils estiment peu satisfaisant. Les négociateurs syndicaux n'ont pas intérêt à accepter des conditions restrictives. « Si nous n'y trouvons pas notre compte, nous n'avons pas eu casse-pipe avec un accord trop juste », explique M. Nicole Notat, pour la CFDT.

« Nous signons », déclare M. Alain Deleu, secrétaire général adjoint de la CFCT, « seulement un bon accord, un texte équilibré ».

Seule exception, M. Séguin, qui a besoin d'un accord entre les partenaires sociaux, mais devra faire le principal effort, notamment financier, pour résorber la différence de traitement entre les grandes entreprises et les petites, les unes pouvant se permettre d'élaborer des plans sociaux, les autres affirmant qu'elles en sont économiquement incapables.

Il est clair que le « coût amoindri » pour les PME passe par une action de l'Etat, pour corriger une cause d'inégalité entre licenciés.

Le dossier « a muri », prétend-on cependant au CNPF, où l'on évoque des « contacts » et des « travaux » menés depuis le 9 juillet. De fait, il est possible de constater « de bonnes convergences », selon l'expression de M. Antoine Fesch (FO), délégué entre Force ouvrière et la CFDT. Même la CFCT, tenue en dehors de ces contacts, semble partager ces objectifs.

### Les écarts possibles

Tous, en effet, s'accordent pour désigner les écarts possibles. Outre les délais et l'amélioration des plans sociaux, à propos desquels des compromis sont sans doute envisageables, malgré les divergences affirmées tactiquement, il est évident que les affrontements se produiront surtout autour des congés de conversion et du rôle dévolu à l'administration pour le contrôle des procédures. Prenant l'« égalité de traitement », le CNPF voudra que le bénéficiaire d'un congé de conversion n'ait plus de lien formel avec l'entreprise — par son contrat de travail —, cette obligation étant au-dessus des moyens des petits employeurs. La CFDT et la CFCT se refusent à envisager une telle « régression ». M. Notat préconise la création d'une entité spécifique, tandis que M. Fesch, pour FO, évoque l'intervention des Fonds d'assurance formation (FAF).

Quant au contrôle de la procédure de licenciement, l'entente paraît encore plus difficile à obtenir. Le CNPF accepte, certes, que l'un

puisse vérifier la régularité de la procédure, « mais pas son opportunité », et se refuse à envisager un contrôle qui suspendrait le licenciement. A l'opposé, les syndicats estiment insuffisant un contrôle a posteriori qui resterait sans sanction. Ils réclament donc l'intervention de l'inspecteur du travail, dont ils entendent défendre la fonction, et rappellent que leur exigence correspond « à la directive européenne » en vigueur depuis 1975.

Contraint et forcé par le respect des règles communautaires, le CNPF pourrait revenir sur son attitude, mais l'on sait déjà que, si tel était le cas, cette référence ne figurerait pas dans l'accord. Les partenaires sociaux ne pouvant s'engager en lieu et place d'un Etat membre de la CEE, il conviendrait alors de joindre au texte par un paragraphe adressé au gouvernement. On lui indiquerait la bonne interprétation... dans l'intérêt de tous.

Aussi abstraite qu'elle puisse paraître, cette négociation se déroule toutefois sur fond de licenciements, facilités par la suppression de l'autorisation administrative. Si les désastres pronostiqués par certains ne se sont pas produits, les effets bénéfiques pour l'emploi promis par d'autres n'ont pas, non plus, été observés. On sait seulement, pour reprendre la formule d'un observateur, qu'« on ne licencie plus les mêmes ». C'est-à-dire que, forts de la loi, des employeurs se débarrassent sans pitié de salariés handicapés à des titres divers, âgés ou moins productifs que d'autres.

ALAIN LEBEAUBE.

## TRANSPORTS

### Grève des hôtesses et stewards d'Air France le 24 septembre

Les vols d'Air France devaient être perturbés le mercredi 24 septembre par le mot d'ordre de grève de vingt-quatre heures lancé par le Syndicat national du personnel navigant commercial (SNPNC).

La compagnie pense cependant pouvoir assurer tous ses vols longs courriers et près de 90 % des vols moyens courriers.

Les hôtesses et stewards protestent contre les horaires de travail et les temps de repos sur la ligne Paris-Tahiti via Los Angeles, qu'Air France ouvre le 26 septembre.

\* Pour toute information concernant les vols du 24 septembre, Air France invite ses clients à appeler le (1) 45-20-14-44, ou le service de réservation de la région de son domicile (pour Paris le (1) 45-35-61-61).

## CONJONCTURE

● Nouvelle baisse des taux des prêts conventionnés du Crédit foncier. — Une nouvelle baisse, de 0,80 %, qui porte l'ensemble des taux des prêts conventionnés à moins de 10 %, vient d'être annoncée par le Crédit foncier de France. Pour les opérations Crédit foncier, le taux du CCF, les taux d'intérêt sont à 9,70 % pour les prêts à taux fixe et à 9,45 % pour les prêts à taux révisable.

### La « rentrée » de la CGC à Pont-à-Mousson

## Le « chaud » et le « froid » de M. Marchelli

PONT-A-MOUSSON de notre envoyé spécial

En décentralisant sa « rentrée » sociale, le lundi 22 septembre à l'abbaye des Prémontrés, à Pont-à-Mousson (Meurthe-et-Moselle), dans une Lorraine très atteinte par le chômage, M. Paul Marchelli, président de la CGC, a doublement innové. Grande première pour la rentrée d'une organisation syndicale, il a prononcé son discours devant deux ministres lorrains : M. François Guillaume, ministre de l'Agriculture, et M. André Rossinot, ministre chargé des relations avec le Parlement, invités (silencieux) de l'union CGC de Lorraine. Retenu aux Etats-Unis, M. Longuet a fait faux bond. Quant à M. Séguin, il a renoncé à l'ouverture le matin le comité exécutif de la CGC au complet et, avant de s'envoler pour un Conseil européen en Ecosse, il a adressé un message vidéo aux 2000 militants rassemblés en fin d'après-midi. Mais il a laissé M. Marchelli « sur sa faim ».

Seconde innovation sur le terrain syndical : la CGC a lancé son « challenge pour l'initiative » (doté d'un prix de 50000 F) qui, chaque année, récompensera une organisation de la Confédération pour « des réalisations et des projets portant sur la création d'emplois ou d'entreprise ». Le premier lauréat, M. Marc Couderc, président de l'union CGC du Var, avait constitué en janvier 1985, avec le concours de la CFDT et les aides des pouvoirs publics, du

conseil général et du conseil régional, un GIE (groupement d'intérêt économique) de soutien logistique aux créateurs d'entreprise qui a favorisé la création de 218 entreprises et 458 emplois.

### Avertissements

S'il n'a pas hésité, comme à l'accoutumée, à « muscler » certains passages de son discours (1), M. Marchelli s'est bien gardé de déterrer la hache de guerre. Tout en affirmant ne pas être influencé par le débat politique, il a lancé des avertissements quant à l'attitude des cadres lors de futures échéances électorales. Jugant « bonnes au plan économique » les orientations du gouvernement, le président de la CGC a souligné : « Les signes positifs d'une reprise prudente se multiplient. Savons-nous transformer l'essai et engager réellement ce redressement national sur lequel comptent nos régions pour retrouver l'espoir en 1987 ? Je le crois, mais à certaines conditions ». Il a reproché au gouvernement de n'avoir, pour mobiliser la nation, qu'un « discours fragmentaire » en donnant l'impression « de ne se préoccuper que des chefs d'entreprise et des possesseurs de grosses fortunes ».

M. Marchelli, qui a égratigné FO et surtout la FEN, a jugé le patronat endormi. Mais il a décollé ses principales flèches à M. Séguin tant à propos de la suppression de l'autorisation de licenciement et de la Sécurité sociale — il lui reproche de

noyer le poisson en multipliant les commissions et les sous-commissions — que de l'emploi : « Nous regrettons la précipitation et la maladresse du ministre des affaires sociales, qui aurait dû négocier ces « petits boulois » avant de les lancer en pâture à l'opinion publique. Résultat : cette dernière les assimile à « une nouvelle régression sociale ».

Pour autant, le président de la CGC n'est pas hostile au traitement social s'il contient une « forte dose de formation professionnelle ». Et il n'est pas très éloigné de M. Maire quand il affirme : « Tout doit être tenté pour évacuer le plus rapidement possible le maximum d'individus de l'état chronique et malsain du chômage, même si l'emploi offert n'est provisoirement pas satisfaisant au regard des dispositions classiques du code du travail ou des conventions collectives ». M. Marchelli s'est montré plus incisif — et plus menaçant à moyen terme, l'impératif du redressement lui faisant écarter dans l'immédiat toute « rupture » de la concertation avec le pouvoir en place — sur les mesures fiscales pour 1987. Des « sacrifices » pour l'emploi lui, mais... plus sur un pouvoir d'achat entamé depuis vingt ans. Il a dénoncé ainsi cette « force misérable et grasse » consistant à annoncer une baisse de 3 % de l'impôt en 1987 alors qu'on augmente par ailleurs les prélèvements sociaux. « Il serait regrettable que nous soyons obligés de refaire nos campements lors de la prochaine échéance électorale », a-t-il averti.

Dernière pomme de discorde : la timidité réelle ou supposée du gouvernement sur la participation sous la pression des « lobbies patronaux ». La présence des salariés dans les conseils d'administration, a-t-il souligné, « n'est pas un crime de lèse-pouvoir patronal. C'est aujourd'hui un acte de bon sens et un engagement pour assurer notre avenir commun ». Sans une « volonté de propagation de la participation », qui ne doit pas résulter de la seule initiative patronale, la lutte de classes demeurera et la bataille économique sera perdue.

M. Marchelli a ainsi placé la majorité en contradiction avec son propre discours libéral. En envisageant d'organiser des assises nationales de la participation et du partenariat avant les élections présidentielles, il implicitement agité la menace de la sanction électorale d'une éventuelle timidité. Le « chaud » (relatif) de la CGC en 1986 pourrait se transformer en « froid » (éventuel) en 1988. Même si, dit M. Marchelli, « nous risquons de ne plus avoir le temps de nous payer le luxe de nouvelles alternatives politiques ». Pour cause de retard économique.

MICHEL NOBLECOURT.

(1) A propos des attentats terroristes, M. Marchelli, qui souhaite un sommet syndical sur ce sujet, a fait part de sa « confiance » au gouvernement.

## American Airlines. Le seul vol quotidien sans escale Paris-Orly/Chicago.

## Et la seule compagnie aérienne transatlantique ayant des correspondances vers 190 villes aux USA, Canada, Mexique et Caraïbes.



Doyle Dana Bernbach

## American Airlines. The American Airline:

Contactez votre agence de voyages ou appelez-nous au : 47.23.00.35.

\* La compagnie typiquement américaine.

**La perfection dans tout le répertoire**

NEC, c'est une gamme complète d'imprimantes matricielles 24 aiguilles, reconnues pour leur qualité, leur rapidité et leur fiabilité.

Les imprimantes NEC P6 - P7 : de remarquables interprètes dans tous les registres de l'impression, 216 CPS - 80/132 colonnes.

L'imprimante NEC P5 : la virtuose du traitement de texte, 264 CPS - 132 colonnes - 8 K buffer.

**NEC**  
Les Grands Interprètes

Vous pouvez voir et essayer les imprimantes NEC chez :

**ISTA**  
RN 186 - La Boursière - 92357 LE PLESSIS ROBINSON  
Tél. : (1) 46.30.21.46

هكذا من الامم



## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## WAGONS-LITS

Le volume d'affaires réalisé par le groupe au cours de premier semestre 1986, par branche d'activité, a été le suivant (en milliards de francs belges) :

Secteur ferroviaire	5,2
Secteur hôtellerie	6,9
Secteur restauration	12,7
TOTAL	24,8
Secteur tourisme	28,0

A l'exception du secteur ferroviaire, dans le volume d'affaires est identique à celui du premier semestre 1985, les autres branches d'activité progressent par rapport à l'an dernier de :

- 6 % pour la restauration ;  
- 8 % pour l'hôtellerie et le tourisme.

Quant à l'hôtellerie, l'environnement assez peu favorable provoqué en Europe par la baisse du trafic en provenance des USA, risque de ralentir sa progression au cours du deuxième semestre.

Grâce aux efforts de gestion entreprise, ainsi qu'à l'amélioration des produits financiers liés en partie à l'augmentation de capital, le résultat net de l'exercice (pour le groupe) pourrait globalement atteindre le niveau prévu de 800 millions de FB.

## CREEKS

LE STYLE DES 15/25 ANS

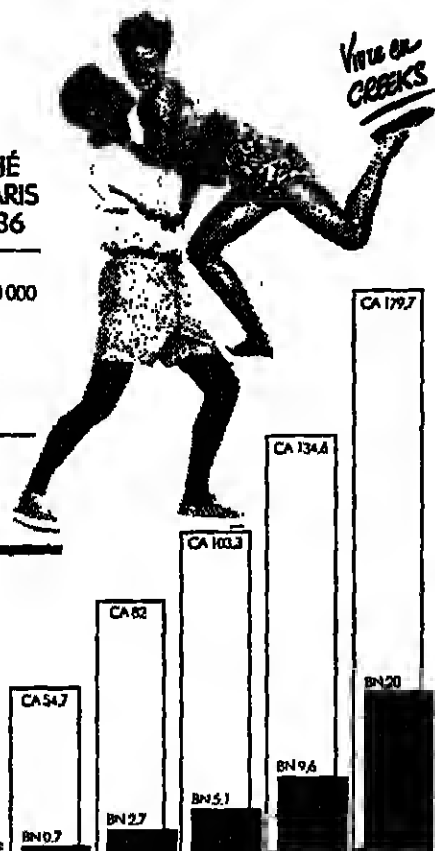
AU SECOND MARCHÉ  
DE LA BOURSE DE PARIS  
LE 30 SEPTEMBRE 1986

Prix d'offre minimum : F 330  
Nombre d'actions offertes : 70 000

Introductions  
Crédit Lyonnais  
Chargé Nivard, Flomoy et Cie

Bolo du 15 septembre 1986

UNE SOCIÉTÉ  
A FORTE  
CROISSANCE



Source : Société d'Etudes et de Conseil S.A.

## MMB

Le conseil d'administration de la société MMB propose à l'assemblée générale mixte des actionnaires, convoquée pour le 23 octobre 1986 :

- de ratifier l'apport à MMB par la société Arjil, dont le capital est contrôlé par M. Jean-Luc Lagardère, de sa participation de 16,5 % dans le capital de la société Maris, laquelle contrôle majoritairement le groupe Hachette. En rémunération de l'apport, MMB émettra des actions nouvelles à raison de 2,5 actions MMB pour 1 action Maris reçue. Compte tenu de ce mouvement, la société Arjil détiendra 33,37 % du capital de MMB, qui elle-même possèdera 36,5 % de celui de Maris. La société Arjil sera alors le principal actionnaire de la société MMB ;

- d'autoriser le conseil à procéder à un

renforcement des fonds propres de la société MMB par voie d'augmentation de capital en numéraire, d'émission de certificats d'investissement ou encore d'obligations remboursables en certificats d'investissement.

A la suite de ces deux opérations, la société MMB disposera des moyens financiers et d'un actionariat propres à en faire le pôle d'un groupe puissant, profondément ancré dans le domaine des médias et de la communication et capable d'investir tant dans le développement de celui-ci qu'au-delà, dans des prises de participation à caractère industriel et directement opérationnelles. MMB assurera l'animation. En raison de la dimension qu'elle acquerra ainsi, la société sollicitera alors des actions boursières sur admission à la cote officielle (marché à règlement mensuel).

## B

## L'Européenne de Banque

RESULTATS AU 30 JUIN 1986

L'EUROPÉENNE DE BANQUE, qui a réalisé l'année dernière son premier exercice bénéficiaire depuis 1980, poursuit cette année son redressement et en accélère le rythme.

Le bénéfice brut d'exploitation après amortissements, du groupe, qui comprend la Banque et ses filiales Nord Financier, Lafitte Investissement et la Compagnie Commerciale et Financière Européenne de Monaco, atteint à la fin du 1<sup>er</sup> semestre 64 millions de francs alors qu'il ne dépassait pas 27 millions au 30 juin 1985 et que le montant correspondant pour toute l'année 1985 était de 67 millions.

Une partie importante des progrès accomplis est due aux activités de placement de produits financiers et de gestion de patrimoines, qui sont des spécialités traditionnelles de la Banque et ont été exceptionnellement favorables cette année. En particulier, le réseau de placement de produits financiers Lafitte Investissement, qui exerce son activité dans toute la France et complète les 17 succursales de la Banque, a réalisé, au cours de ce premier semestre, un chiffre d'affaires de 900 millions de francs, en hausse de 44 % par rapport au 30 juin 1985.

Les autres activités du groupe, notamment les opérations commerciales en France, évoluent également de manière favorable.

## Marchés financiers

PARIS, 22 septembre ↓  
Incertitude : - 0,26 %

A la Bourse, on ne sait plus sur quel pied danser. Après la forte hausse enregistrée vendredi dernier (+ 2,5 %), le marché a de nouveau baissé. Mais de façon modérée. En fin de séance l'indice cédait 0,26 %.

Après la forte hausse de l'éché, les marchés boursiers sont devenus très volatiles. Ils sont à la recherche d'un nouveau souffle.

Pour l'instant les événements monétaires ne sont pas de nature à les rassurer pleinement. Certains investisseurs ont vu leur intérêt pour les valeurs de la CEE pour défendre les profits au sein du SME a été bien accueilli à la corbeille. Mais, lundi, ce ne sont pas les valeurs qui ont bénéficié du reflux de capitaux. C'est l'Etat.

En effet, à Londres, le métal jaune a fait un bond spectaculaire, passant de 430 dollars à 443 dollars, un cours record depuis quatre ans.

A Paris, le lingot a gagné 3 250 F à 92 160 F et le napoleon 5 F à 854 F.

L'once d'or traitée à 431,32 dollars, contre 423,31 dollars vendredi. Depuis le 1<sup>er</sup> septembre, le métal fin a donc gagné 40 dollars.

Pour la réponse des primes, les ventes ont été dans l'ensemble modérées. A noter au passage qu'en quatre semaines, les valeurs françaises ont perdu 4 % environ.

Schneider a perdu 10 % à 612 F, des analystes estiment le titre 30 % trop cher. Par ailleurs a cédé 6,6 % et le Compagnie des Entrepreneurs 6 %.

Rendit de 7,5 % d'IFR, 64,77 % de Via Danube et de 4 % de TWT. Le Club Méditerranée a baissé de 3 % et l'Etat de 2,8 %.

A l'inverse, Eurochemie a gagné 3 %, Majorie, 2,2 % et Bongrain 6 %. Grande fermes de Saint-Louis (+ 6,9 %) et des Produits de la Cité (+ 3 %).

Au comptant, des valeurs étrangères, haussées des mines d'or dans le sillage du métal fin. Xerox a progressé de 3,7 %, et Générale de Belgique de 3,5 % à 461 F.

Le marché obligataire et le MATIF restent orientés à la baisse.

NEW-YORK, 22 septembre ↑  
Nette reprise

Wall Street a enregistré, le 22 septembre, dans un marché calme, sa meilleure reprise depuis le 4 septembre, bénéficiant à la fois de rachats techniques et d'une détente des taux d'intérêt obligataires. L'indice Dow Jones des valeurs industrielles a cédé à 1 793,45, soit un gain de 30,80 points. Le volume des transactions a porté sur 126 millions d'actions, contre 153,860 millions les de la précédente séance.

Avant le Big Board, les analystes ont attribué ce regain au soulagement des investisseurs, Wall Street ayant surmonté sans grand dommage, le 19 septembre, l'explosion d'une série d'opérations sur les indices et titres boursiers. Une baisse des taux d'intérêt sur le marché du crédit a aussi ralenti la tendance. Les opérateurs attendent, cependant la publication, prévue pour le 23 septembre, de statistiques sur les prix de détail et les commandes de biens durables, afin de se faire une meilleure opinion sur le sentiment réel de l'économie américaine.

Par ailleurs les titres les plus traités figurent US X Corp. (10,53 millions d'échanges), Commonwealth Edison (2,84 millions) et Mca (1,605 millions).

Les valeurs les plus traitées figurent US X Corp. (10,53 millions d'échanges), Commonwealth Edison (2,84 millions) et Mca (1,605 millions).

Les valeurs les plus traitées figurent US X Corp. (10,53 millions d'échanges), Commonwealth Edison (2,84 millions) et Mca (1,605 millions).

VALEURS	Cours de 19 sept.	Cours de 22 sept.
Alcoa	38 5/8	38 3/4
AT&T	35 1/2	35 1/4
Banque	56 1/4	56 3/4
Chemical Bank	38 1/2	37
Deutsche Bank	35 1/8	35 3/4
Eastman Kodak	53	53 1/4
Exxon	68 3/8	66 1/2
Genl	71 1/4	73 1/4
General Electric	88 5/8	89 7/8
General Motors	117 1/8	118 1/4
IBM	127	128 5/8
ITT	48 1/2	48 3/8
Mobil Oil	37 1/8	37 1/4
Pfizer	58 3/8	58 1/8
Schmiedinger	32 1/2	32 1/4
Shell	37 1/8	37 1/4
U.S. Steel	67 7/8	68 3/4
U.S. X Corp.	21 3/8	21 1/4
U.S. X Corp.	25 1/4	25 3/8
U.S. X Corp.	25 1/4	25 3/8
U.S. X Corp.	25 1/4	25 3/8

## CHANGES

PARIS

Dollar : 6,86 F ↑

La reprise du dollar, amorcée lundi 22 septembre après la dévaluation des Doute en Espagne, marquant leur volonté de stopper le paiement de cette devise, a été consolidée mardi 23, dans l'attente de la réunion des G7 à Washington en fin de semaine. Le dollar a gagné à Paris 0,01 F, passant de 6,85 F à 6,86 F.

Le dollar a gagné à Paris 0,01 F, passant de 6,85 F à 6,86 F.

Le dollar a gagné à Paris 0,01 F, passant de 6,85 F à 6,86 F.

Le dollar a gagné à Paris 0,01 F, passant de 6,85 F à 6,86 F.

## INDICES BOURSIERS

PARIS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1985)

19 sept. 22 sept.

Valeurs françaises : 145

Valeurs étrangères : 124,3

C<sup>o</sup> des agents de change (base 100 : 31 déc. 1981)

Indice général : 398,2 398,1

NEW-YORK

(indice Dow Jones)

17 sept. 18 sept.

Industrielles : 1 762,76 1 793,45

LONDRES

(indice Financial Times)

18 sept. 19 sept.

Industrielles : 1 260,1 1 282,5

Mines d'or : 331,2 357,8

Fonds d'Etat : 94,28 93,98

TOKYO

22 sept. 23 sept.

Nikkei : 17 763,3 17 763,3

Indice général : 1 408,3 1 408,3

## MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 22 septembre

Nombre de contrats : 3 840

COURS	Sept. 86	Déc. 86	Mars 87	Juin 87
Dernier	110,55	111,60	111,55	111,20
Précédent	110,70	111,85	111,80	111,45

## AUTOUR DE LA CORBEILLE

ACCORD EQUIPEMENT-OLIVETTI - Au terme d'un accord récemment conclu, le groupe Bail Equipement et Olivetti ont transféré leur filiale commune de location, Locomat, à la direction de crédit, et ont créé un capital à 7,5 millions de francs (51 % Olivetti, 49 % groupe Bail Equipement). Locomat, société spécialisée dans la location de matériel pour le bâtiment, a été créée par le groupe Bail Equipement.

HAUSSE DU BÉNÉFICE NET DE ELF ANTARGAZ - Le bénéfice net de la société Elf Antargaz, au premier semestre 1986, s'est établi à 32,5 millions de francs, contre 30 millions de francs l'an passé à la même époque. Ces chiffres tiennent compte de résultats exceptionnels, comparables pour l'ensemble à des profits sur cession d'actifs, qui s'élèvent à 28,7 millions de francs.

HAUSSE DU BÉNÉFICE NET DE ELF ANTARGAZ - Le bénéfice net de la société Elf Antargaz, au premier semestre 1986, s'est établi à 32,5 millions de francs, contre 30 millions de francs l'an passé à la même époque. Ces chiffres tiennent compte de résultats exceptionnels, comparables pour l'ensemble à des profits sur cession d'actifs, qui s'élèvent à 28,7 millions de francs.

HAUSSE DU BÉNÉFICE NET DE ELF ANTARGAZ - Le bénéfice net de la société Elf Antargaz, au premier semestre 1986, s'est établi à 32,5 millions de francs, contre 30 millions de francs l'an passé à la même époque. Ces chiffres tiennent compte de résultats exceptionnels, comparables pour l'ensemble à des profits sur cession d'actifs, qui s'élèvent à 28,7 millions de francs.

HAUSSE DU BÉNÉFICE NET DE ELF ANTARGAZ - Le bénéfice net de la société Elf Antargaz, au premier semestre 1986, s'est établi à 32,5 millions de francs, contre 30 millions de francs l'an passé à la même époque. Ces chiffres tiennent compte de résultats exceptionnels, comparables pour l'ensemble à des profits sur cession d'actifs, qui s'élèvent à 28,7 millions de francs.

HAUSSE DU BÉNÉFICE NET DE ELF ANTARGAZ - Le bénéfice net de la société Elf Antargaz, au premier semestre 1986, s'est établi à 32,5 millions de francs, contre 30 millions de francs l'an passé à la même époque. Ces chiffres tiennent compte de résultats exceptionnels, comparables pour l'ensemble à des profits sur cession d'actifs, qui s'élèvent à 28,7 millions de francs.

HAUSSE DU BÉNÉFICE NET DE ELF ANTARGAZ - Le bénéfice net de la société Elf Antargaz, au premier semestre 1986, s'est établi à 32,5 millions de francs, contre 30 millions de francs l'an passé à la même époque. Ces chiffres tiennent compte de résultats exceptionnels, comparables pour l'ensemble à des profits sur cession d'actifs, qui s'élèvent à 28,7 millions de francs.

HAUSSE DU BÉNÉFICE NET DE ELF ANTARGAZ - Le bénéfice net de la société Elf Antargaz, au premier semestre 1986, s'est établi à 32,5 millions de francs, contre 30 millions de francs l'an passé à la même époque. Ces chiffres tiennent compte de résultats exceptionnels, comparables pour l'ensemble à des profits sur cession d'actifs, qui s'élèvent à 28,7 millions de francs.

HAUSSE DU BÉNÉFICE NET DE ELF ANTARGAZ - Le bénéfice net de la société Elf Antargaz, au premier semestre 1986, s'est établi à 32,5 millions de francs, contre 30 millions de francs l'an passé à la même époque. Ces chiffres tiennent compte de résultats exceptionnels, comparables pour l'ensemble à des profits sur cession d'actifs, qui s'élèvent à 28,7 millions de francs.



## Banque Européenne d'Investissement

INSTITUTION DE DROIT PUBLIC CRÉE PAR LE TRAITÉ DE ROME ÉTABLISSANT LA COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE

Siège provisoire : 100, boulevard Konrad Adenauer à Luxembourg  
Capital : 28.800.000.000 d'Euros

# EMPRUNT 7,20 %

## SEPTEMBRE 1986

### DE F 1,5 MILLIARD NOMINAL

REPRÉSENTÉ PAR 300.000 OBLIGATIONS DE F 5.000 NOMINAL

Prix d'émission : 97,50 %, soit F 4 965 par titre.

Date de jouissance et de règlement : 4 octobre 1986.

Taux de rendement : 7,60 %

Durée : 10 ans.

Amortissement normal : Les obligations seront amorties en totalité le 4 octobre 1996 par remboursement au pair. Avant ce terme, il sera procédé en fonction des conditions du marché, au cours des 5 premières années à des

amortissements annuels par rachats en Bourse, portant au total sur un maximum de 90 000 obligations de manière à amortir 24 000 actions la première année, 21 000 actions la deuxième année, 18 000 actions la troisième année, 15 000 actions la quatrième année, 12 000 actions la cinquième année.

Amortissement anticipé : Possibilité de remboursement anticipé au gré de l'émetteur à la fin des 7<sup>e</sup>, 8<sup>e</sup> et 9<sup>e</sup> années au pair avec un coupon d'intérêt majoré.

Régime fiscal : En vertu de l'article 6, paragraphe 2 de la loi française N° 95-986 du 12 juillet 1986, les titres du présent emprunt sont assimilés à des obligations françaises pour l'application de la retenue à la source.

S'agissant d'un emprunt émis en France et en vertu de l'article 28 de la loi de finances rectificative du 12 juillet 1986, les intérêts du présent emprunt, versés à des bénéficiaires ayant ou non leur domicile fiscal en France, sont exonérés de la retenue à la source prévue par l'article 110 bis du Code Général des Impôts.

Le paiement des intérêts et le remboursement des titres seront effectués sous la seule déduction des retenues opérées à la source ou des impôts que la loi ou pourrait mettre ultérieurement à la charge des porteurs.

Cotation : à la Cote Officielle (Bourse de Paris).

Une fiche d'information qui a reçu le visa 88.317 du 18.9.1986 de la Commission des Opérations de Bourse, a été publiée par l'Agence Economique et Financière du 22 septembre 1986.

## SACILOR communique :

En vue de reconstruire les capitaux propres de la société, décaissés de 20 903 MF à fin 1983, le Conseil d'administration de SACILOR, réuni le 19 septembre 1986, a décidé de soumettre à une prochaine assemblée générale extraordinaire des actionnaires les mesures suivantes :

a) Réduction à zéro du capital social, préalablement porté de 1 458 MF à 4 600 MF par conversion d'obligations convertibles rachetées par l'Etat au Fonds d'investissement sidérurgique (F.I.S.) ; cette réduction de capital sera réalisée par voie d'annulation de la totalité des actions de 100 F composant le capital de 4 600 MF. Tous les actionnaires auront le droit de souscrire préférentiellement à l'augmentation de capital qui suit et qui constitue la condition suspensive de cette opération, à raison de 6 actions nouvelles pour une ancienne.

b) Augmentation de capital ouverte au public de 26 676 MF, par émission au pair de 266 760 000 actions nouvelles de 100 F, à libérer intégralement à la souscription en espèces ou par compensation de créances. L'Etat, principal actionnaire de SACILOR avec 91,8 % de capital actuel, a d'ores et déjà fait connaître son intention d'assurer la bonne fin de cette augmentation de capital. Compte tenu des modalités de la réduction de capital qui suit, la souscription portera obligatoirement sur 18 actions ou un multiple de ce nombre.

c) Deuxième réduction de capital, ramenant ce dernier de 26 676 MF à 1 482 MF, qui permettra d'apurer le solde des pertes constatées au 31 décembre 1985 et de constituer une réserve. Cette deuxième réduction de capital sera réalisée par voie de réduction du nombre des actions et d'échange de 18 actions de 100 F souscrites au titre de l'augmentation de capital précédente contre une action nouvelle de 100 F.

Conformément à la réglementation, un avis sera publié au B.A.L.O. comportant notamment le texte des projets de résolutions qui seront soumis à l'assemblée générale extraordinaire.

Conformément à la réglementation, un avis sera publié au B.A.L.O. comportant notamment le texte des projets de résolutions qui seront soumis à l'assemblée générale extraordinaire.

Conformément à la réglementation, un avis sera publié au B.A.L.O. comportant notamment le texte des projets de résolutions qui seront soumis à l'assemblée générale extraordinaire.

Conformément à la réglementation, un avis sera publié au B.A.L.O. comportant notamment le texte des projets de résolutions qui seront soumis à l'assemblée générale extraordinaire.

Conformément à la réglementation, un avis sera publié au B.A.L.O. comportant notamment le texte des projets de résolutions qui seront soumis à l'assemblée générale extraordinaire.

Conformément à la réglementation, un avis sera publié au B.A.L.O. comportant notamment le texte des projets de résolutions qui seront soumis à l'assemblée générale extraordinaire.

Conformément à la réglementation, un avis sera publié au B.A.L.O. comportant notamment le texte des projets de résolutions qui seront soumis à l'assemblée générale extraordinaire.

## Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-81-82, poste 4330

## Pillo-Pak

Dépensez moins, protégez plus !... avec l'enduit simple face Pillo 77

40 % MOINS CHER

Remarque en France, le Pillo 77 est un produit simple, largement utilisé en Belgique ; malgré un prix de vente inférieur, il assure une protection accrue de vos surfaces (100 cm² couverts par mètre au lieu de 150 cm²) à la qualité 400 g/m².

Buhrman Emballage • Tél. (0) 472.92.94

Tout Albert 1<sup>er</sup> - 85, Av. de Colonne - 92537 Nanterre-Malakoff Cedex - Tél. : 222.640



## BOURSE DE PARIS

22 SEPTEMBRE

**Cours relevé  
à 17 h 35**

Réglement mensuel																													
Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%												
1850	A.S. 5/16 1873	1787	1800	1800	+ 0.72	1850	Danvers S.A.	2008	2008	2008	- 1.87	536	Magnésie (L.)	621	644	584	+ 0.25	720	Schneider & Co	581	558	630	+ 2.38	84	Deutsche Cred.	118	117	180	+ 1.72
4600	C.A.F. 3/16	4570	4590	4588	+ 0.63	1860	2008	2008	2008	- 1.87	536	Magnésie (L.)	621	644	584	+ 0.25	720	Schneider & Co	581	558	630	+ 2.38	84	Deutsche Cred.	118	117	180	+ 1.72	
1120	C.A.F. 7/16	1210	1210	1210	+ 0.00	1870	2008	2008	2008	- 1.87	536	Magnésie (L.)	621	644	584	+ 0.25	720	Schneider & Co	581	558	630	+ 2.38	84	Deutsche Cred.	118	117	180	+ 1.72	
1094	Edison T.P. 1/16	1211	1211	1211	+ 0.79	1880	2008	2008	2008	- 1.87	536	Magnésie (L.)	621	644	584	+ 0.25	720	Schneider & Co	581	558	630	+ 2.38	84	Deutsche Cred.	118	117	180	+ 1.72	
2866	Edison T.P. 2/16	2280	2280	2280	+ 0.80	1890	2008	2008	2008	- 1.87	536	Magnésie (L.)	621	644	584	+ 0.25	720	Schneider & Co	581	558	630	+ 2.38	84	Deutsche Cred.	118	117	180	+ 1.72	
1070	Edison T.P. 3/16	1211	1211	1211	+ 0.80	1900	2008	2008	2008	- 1.87	536	Magnésie (L.)	621	644	584	+ 0.25	720	Schneider & Co	581	558	630	+ 2.38	84	Deutsche Cred.	118	117	180	+ 1.72	
2348	Edison T.P. 4/16	2347	2347	2347	+ 0.82	1910	2008	2008	2008	- 1.87	536	Magnésie (L.)	621	644	584	+ 0.25	720	Schneider & Co	581	558	630	+ 2.38	84	Deutsche Cred.	118	117	180	+ 1.72	
1298	Edison T.P. 5/16	1467	1467	1468	+ 0.26	1920	2008	2008	2008	- 1.87	536	Magnésie (L.)	621	644	584	+ 0.25	720	Schneider & Co	581	558	630	+ 2.38	84	Deutsche Cred.	118	117	180	+ 1.72	
1282	Edison T.P. 6/16	1467	1467	1468	+ 0.82	1930	2008	2008	2008	- 1.87	536	Magnésie (L.)	621	644	584	+ 0.25	720	Schneider & Co	581	558	630	+ 2.38	84	Deutsche Cred.	118	117	180	+ 1.72	
475	Accor	1378	1378	1378	+ 0.82	1940	2008	2008	2008	- 1.87	536	Magnésie (L.)	621	644	584	+ 0.25	720	Schneider & Co	581	558	630	+ 2.38	84	Deutsche Cred.	118	117	180	+ 1.72	
1830	Agence Hauss.	1010	1770	1825	+ 0.82	1950	2008	2008	2008	- 1.87	536	Magnésie (L.)	621	644	584	+ 0.25	720	Schneider & Co	581	558	630	+ 2.38	84	Deutsche Cred.	118	117	180	+ 1.72	
1590	Ag. Havas G. L.	710	1280	1280	+ 0.41	1960	2008	2008	2008	- 1.87	536	Magnésie (L.)	621	644	584	+ 0.25	720	Schneider & Co	581	558	630	+ 2.38	84	Deutsche Cred.	118	117	180	+ 1.72	
1830	Alcatel	1590	1590	1590	- 0.03	1970	2008	2008	2008	- 1.87	536	Magnésie (L.)	621	644	584	+ 0.25	720	Schneider & Co	581	558	630	+ 2.38	84	Deutsche Cred.	118	117	180	+ 1.72	
1840	Al. Sagram.	1840	1840	1840	+ 0.72	1980	2008	2008	2008	- 1.87	536	Magnésie (L.)	621	644	584	+ 0.25	720	Schneider & Co	581	558	630	+ 2.38	84	Deutsche Cred.	118	117	180	+ 1.72	
375	Alcatel	3640	3640	3640	+ 0.94	1990	2008	2008	2008	- 1.87	536	Magnésie (L.)	621	644	584	+ 0.25	720	Schneider & Co	581	558	630	+ 2.38							

## Comptant *(reflection)*

## Second marché

VALEURS			% du nom.	% de coupon	VALEURS			Cours princ.	Dernier cours	VALEURS			Cours princ.	Dernier cours	VALEURS			Cours princ.	Dernier cours	VALEURS			Cours princ.	Dernier cours									
<b>Obligations</b>										<b>Étrangères</b>										<b>SICAV (Affection)</b>													
Emp. 7 1/2 1973.					8680	Columbia (S)					842	878	M&E Déptel					412	412	A.E.S. A.S.					1300	1300	Dowdry					1700	1188
Emp. 8 1/2 77/78					122 48	Cofin					1190	1200	Mars					172	173 80	Alcan					780	780	Deville					941	931
8,80 % 78/79					100 80	Cofin					323	323	M&E Wtms					168	168	B&P					750	750	Dreux-Amersham					535	545
8,80 % 79/80					100 41	Cofin					323	323	M&E Wtms					168	168	B&P					750	750	Edison Belland					300	300
10,25 % 79/80					110 50	Cofin					323	323	M&E Wtms					168	168	B&P					750	750	Eaton Belland					300	300
12,25 % 80/80					111 20	Cofin					323	323	M&E Wtms					168	168	B&P					750	750	Eaton Belland					300	300
12,25 % 80/81					111 20	Cofin					323	323	M&E Wtms					168	168	B&P					750	750	Eaton Belland					300	300
12,25 % 81/82					111 20	Cofin					323	323	M&E Wtms					168	168	B&P					750	750	Eaton Belland					300	300
12,25 % 81/82					111 20	Cofin					323	323	M&E Wtms					168	168	B&P					750	750	Eaton Belland					300	300
12,25 % 81/82					111 20	Cofin					323	323	M&E Wtms					168	168	B&P					750	750	Eaton Belland					300	300
12,25 % 81/82					111 20	Cofin					323	323	M&E Wtms					168	168	B&P					750	750	Eaton Belland					300	300
12,25 % 81/82					111 20	Cofin					323	323	M&E Wtms					168	168	B&P					750	750	Eaton Belland					300	300
12,25 % 81/82					111 20	Cofin					323	323	M&E Wtms					168	168	B&P					750	750	Eaton Belland					300	300
12,25 % 81/82					111 20	Cofin					323	323	M&E Wtms					168	168	B&P					750	750	Eaton Belland					300	300
12,25 % 81/82					111 20	Cofin					323	323	M&E Wtms					168	168	B&P					750	750	Eaton Belland					300	300
12,25 % 81/82					111 20	Cofin					323	323	M&E Wtms					168	168	B&P					750	750	Eaton Belland					300	300
12,25 % 81/82					111 20	Cofin					323	323	M&E Wtms					168	168	B&P					750	750	Eaton Belland					300	300
12,25 % 81/82					111 20	Cofin					323	323	M&E Wtms					168	168	B&P					750	750	Eaton Belland					300	300
12,25 % 81/82					111 20	Cofin					323	323	M&E Wtms					168	168	B&P					750	750	Eaton Belland					300	300
12,25 % 81/82					111 20	Cofin					323	323	M&E Wtms					168	168	B&P					750	750	Eaton Belland					300	300
12,25 % 81/82					111 20	Cofin					323	323	M&E Wtms					168	168	B&P					750	750	Eaton Belland					300	300
12,25 % 81/82					111 20	Cofin					323	323	M&E Wtms					168	168	B&P					750	750	Eaton Belland					300	300
12,25 % 81/82					111 20	Cofin					323	323	M&E Wtms					168	168	B&P					750	750	Eaton Belland					300	300
12,25 % 81/82					111 20	Cofin																											

**SICAV** (a.d.)

22/9

[illegible]

**Hors-cote**

	13	12
.....	80 10	63
.....	360 50	360
(Cont.)	820	795
.....	300	
.....	250	
.....	820	
.....	238	
V.	142 80	142 80
.....	85 70	
.....	200	
.....	360	
.....	137 20	

## Droits et bons

## Cote des changes

## Marché libre de l'or

[illegible]

c : coupon détaché  
o : offert  
• : droit détaché  
d : demandé  
◆ : prix précédent  
★ : marché continu.

05/11/50



50

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES
3 La session de l'Assemblée générale des Nations unies et le sort de la FINUL. 4 Chili : l'armée, cette inconnue. 5 Entretien avec le président du Liban et avec le chef de la diplomatie de Damas. 7 Zimbabwe : la prochaine ralliement au pouvoir de la ZAPU.	8 La préparation des élections sénatoriales. 9 L'élection législative partielle de Haute-Garonne. 14 La vague d'attentats à Paris et la lutte contre le terrorisme.	10 Un trafic d'objets d'art entre la France et les Pays-Bas. 11 Les nouveaux barèmes des mutations dans l'enseignement secondaire avantagent les agrégés. 13 Sports.	17 Cinéma : <i>Thérèse</i> , d'Alain Cavalier. 18 Musiques : <i>Stimmung</i> , de Stockhausen, à Musica 86. 22 Danse : Twyla Tharp à Chailot.	38 La vente d'une centrale nucléaire à la Chine. 40 Après la remontée du dollar. 41 Les négociations sur les procédures de licenciement.	Radio-télévision ..... 20 Petites annonces ..... 24 à 37 Cartes ..... 22 Météorologie ..... 21 Mots croisés ..... 21 Loto, Loto sportif ..... 20 Programmes des spectacles ..... 19

Les attentats dans la région parisienne

Les policiers français réfutent les affirmations du clan Abdallah

Georges Ibrahim Abdallah a été placé en garde à vue, du samedi 20 au lundi 22 septembre, dans sa nouvelle cellule de la prison de la Santé à Paris. Cette décision, qui explique que ses avocats, M. Jean-Paul Mazurier et Jacques Vergès, n'aient pu le rencontrer durant ces deux jours, a été prise par M. Alain Marsaud, le juge d'instruction chargé du dossier de l'ensemble des attentats commis dans la région parisienne.

Condamné à quatre ans de prison à Lyon, en juillet dernier, et toujours inculpé de complicité d'assassinat dans le cours d'une instruction judiciaire ouverte à Paris, le chef présumé des Fraternités armées révolutionnaires libanaises (FARL) a ainsi dû répondre à des questions de M. Marsaud liées aux attentats récents dont l'un des enjeux est sa libération.

La police judiciaire continue d'affirmer que le « clan » Abdallah et le réseau terroriste construit par les FARL de 1980 à 1984 sont à l'origine de la récente vague d'attentats. Les convictions des policiers, liées, tout à la fois, aux renseignements en leur possession depuis l'été et aux témoignages recueillis au cours d'investigations classiques, ont

été paradoxalement confortées par les dénégations, au Liban, de certains des proches de Georges Abdallah. « Nous savons qu'ils mentent sur le passé, cela a même été établi par la justice française. Alors pourquoi ne continueraient-ils pas ? », résume un responsable de l'enquête.

Ainsi Salim El Khoury, reconnu par deux témoins comme l'un des auteurs, avec Emile Abdallah, de l'attentat de la rue de Rennes, a affirmé, dimanche, à Andakir (Liban nord), qu'il ne s'était pas rendu à Paris depuis quatre ans. Or, condamné à quatre ans de prison par défaut lors du procès de Georges Abdallah à Lyon en juillet, il a été signalé entre 1981 et 1984 à Rome, Chypre, Genève, Madrid et est entré en France le 19 février 1984 au poste frontière d'Hendaye. Il réside cette même année dans des hôtels de Paris et Lyon et est contrôlé, le 29 août 1984, à l'entrée du tunnel de Frejus au volant d'une CX achetée à Lyon en présence de Georges Abdallah.

El Khoury participe, de plus, toujours selon le dossier établi pour le procès de Lyon, au déménagement d'un des appartements loués par le chef présumé des FARL 3, rue d'Hauteville, à Paris (10<sup>e</sup>), vers le 18, rue Lacroix (17<sup>e</sup>). C'est dans ce dernier studio que seront retrouvés des explosifs et des armes, dont celle ayant servi pour les assassinats de l'Américain Charles Ray et de l'Israélien Yacov Barsimantov. L'appartement de la rue d'Hauteville avait été loué par Ferial Daher, qui s'est présentée, dimanche, au Liban, comme une jeune fille sans histoire qui « ne comprend pas » de quoi elle est accusée. Or elle séjournera à Lyon et Paris en 1983 et 1984, où elle rencontrera Georges Abdallah. Elle servit de pseudo-nom pour la location studio de la rue Lacroix. On la voit aussi à Rome en 1981, à Chypre en 1983, à Milan en 1984. Elle fut elle aussi condamnée par défaut à quatre ans de prison, en juillet dernier.

Maurice Abdallah et Jacqueline Esber ont connu le même sort judiciaire, le premier étant reconnu, comme son frère Robert ainsi qu'El

Khoury, par Gilles Sidney Peyroles, comme l'un de ses ravisseurs à Tripoli en mars 1985. Emile, lui, n'apparaît pas dans les enquêtes de la DST menées lors de l'arrestation de Georges. En revanche, Joseph, l'aîné de la famille, celui qui a pris la parole pour le défendeur, jeudi 18 septembre, n'est pas un inconnu pour les services de police.

Joseph, qui semble être le chef du clan, était en France au moins jusqu'en 1983, et ce depuis 1980. Il y a soutenu une thèse de troisième cycle dont nous avons pu retrouver un exemplaire qui a échappé, en janvier 1985, aux saisies sur commission rogatoire faites par la DST. Ce

travail universitaire apparaît comme une théorisation de l'activité politique de la famille « Elargie » (lire page 14).

En dehors de ces réfutations, les enquêteurs continuent de recueillir les témoignages qui mettent en cause Robert et Emile Abdallah et Salim El Khoury pour les attentats récents. Ils recherchent toujours la BMW noire, dont ils ont déterminé la série (320). Mais il y a neuf cents BMW de ce modèle immatriculées dans les Yvelines. Ils recherchent maintenant celles d'entre elles qui étaient de couleur noire à leur sortie de fabrication.

E. P.

La solidarité des milieux politiques n'empêche pas les débats polémiques

« Nous n'avons pas peur du tout. Nous sommes calmes et forts. Nous savons que nous allons gagner », a déclaré M. Chirac, le lundi 22 septembre, à la chaîne de télévision américaine NBC. Le premier ministre estime que la France n'est ni « déstabilisée » par le terrorisme et qu'elle ne cédera pas à « chantage ». Selon M. Chirac, « personne ne peut dire aujourd'hui que la Libye est responsable » des attentats de Paris. Le premier ministre considère que la « riposte militaire » n'est pas une « bonne réponse pour lutter contre le terrorisme ».

Les socialistes, toujours solidaires de l'action engagée par le pouvoir, continuent de s'interroger sur le lien entre la politique menée par M. Chirac au Proche-Orient et les attentats dont la France est la cible. Ainsi, M. Jospin juge que les informations que lui a livrées vendredi 19 septembre, le premier ministre, ne sont pas « suffisantes ». Selon le premier secrétaire du PS, qui s'exprimait mardi 23 septembre sur RTL, les questions que les socialistes se posent ne peuvent trouver de réponse « que dans des relations diplomatiques, des décisions politiques, dans des déclarations souvent contradictoires qui ont été faites ces derniers mois ». Le porte-parole du PS, M. Jean-Jack Querry, ajoute : « Y a-t-il eu au cours de ces derniers mois des hésitations, des comportements, qui, sur le plan diplomatique, ont pu embrouiller la situation plutôt que de la dénouer ? ».

M. Jean-Pierre Chevènement, pour sa part, s'interroge sur la normalisation des relations de la France avec l'Iran. Il le juge « souhaitable », mais pas « dans n'importe quelles conditions », et il demande

« quelles contreparties ont été obtenues en échange de la libération de deux otages détenus au Liban. Quels engagements ont été pris par M. Chirac à l'égard de l'Iran ? », ajoute l'ancien ministre socialiste.

M. Chevènement n'est guère enthousiaste sur l'hypothèse d'une utilisation par le président de la République de l'article 16 de la Constitution. « Les conditions qui sont prévues par la Constitution ne sont pas réunies », a-t-il déclaré lundi à France-Inter. Ni l'intégrité du territoire national ni le fonctionnement régulier des pouvoirs publics ne sont pour l'instant menacés.

« Nous n'en sommes pas là et nous n'en serons pas là », affirme pour sa part M. Michel Debret. L'ancien premier ministre affirme que l'article 16 est une « opération politique » tentée par le Parti socialiste. A son avis, M. Mitterrand porte « une part de responsabilité considérable » dans la situation actuelle puisque au début de son septennat, « il a annulé l'Action directe, réseau dont se servent les terroristes internationaux ».

Accusé par M. Pasqua d'avoir promis, à la fin du mois de mars 1985, la libération de Georges Ibrahim Abdallah contre celle de Gilles Peyroles (captive à Tripoli (Liban)), le 23 mars 1985 et relâché le 1<sup>er</sup> avril, M. Roland Dumas, ancien ministre socialiste des relations extérieures, dément cette version des faits. Il parle dans le *Matin* de Paris d'un « engagement qui n'en fut pas un de libérer M. Ibrahim Abdallah ».

« La trace des initiatives que nous avons prises en mars et avril 1985 existe dans les archives officielles de l'Etat. Celles-ci sont convaincantes », affirme-t-il.

En attendant que soient ouvertes aux chercheurs des archives officielles de l'Etat (le délai normal est de trente années) derrière lesquelles se réfugie M. Dumas, il faut rappeler que plusieurs officiels algériens ont confirmé d'ores et déjà que reprises qu'Alger avait joué un rôle important dans la libération de Gilles Peyroles ; ces mêmes officiels, qui ne se sont jamais exprimés publiquement il est vrai, ont également affirmé qu'en échange de la libération du conseiller culturel français qui avait été enlevé dans le nord du Liban, à Tripoli, devait intervenir celle de Georges Ibrahim Abdallah. Le 2 avril 1985, lorsque survint la libération de Gilles Peyroles, le Quai d'Orsay publia un communiqué dans lequel il remer-

ciait notamment « tous ceux dont les efforts ont aidé à obtenir » cette libération. On expliqua alors au Quai d'Orsay que ces remerciements visaient avant tout l'Algérie.

La controverse à propos des promesses non tenues dans l'affaire Abdallah a connu d'autre part un nouveau rebondissement lundi soir à Londres. La chaîne de télévision BBC 2, dans son émission « Panorama », a en effet diffusé le document d'un ancien ambassadeur personnel du président de la République, M. Omar Adham, ancien opposant syrien qui vit aujourd'hui à Paris, mais qui s'est réconcilié avec le président Assad et affirme volontiers avoir ses entrées chez le président syrien. Selon M. Adham, un riche homme d'affaires, « il y a bien eu négociation (en 1985) par l'intermédiaire de l'Algérie, mais j'ai pu vous dire pourquoi Abdallah n'a pas été libéré ou échangé à l'époque ». Selon la BBC, ces négociations auraient eu lieu non seulement à Alger — par l'intermédiaire de M. Yves Bonnet, alors directeur de la DST — mais aussi à Damas et à Kobay, où se seraient rendus des agents de la DST.

M. Adham, qui a été mêlé de près aux négociations sur la libération des otages français détenus au Liban, a d'autre part affirmé que la libération de Philippe Rochot et de Georges Hansen, les deux collaborateurs d'Antenne 2, avait été obtenue en juin dernier moyennant le versement d'une somme substantielle, qu'il n'a pas voulu préciser.

Sur le vif

Boulot, dodo... solo

Ce qu'ils sont pénibles, mes chefs, vous ne pouvez pas savoir ! Déjà ils étaient pas marrants, mais alors là, maintenant, depuis les attentats, des postes de prison ! La Santé, c'est rien à côté. D'ailleurs, c'est pas compliqué, dès que je m'approche, ils commencent à me fouiller. Ils me demandent : mes papiers. C'est quoi, ça ? De quoi tu parles là ?

Moi, mes copains, on est mort de trouille. Comme 87 % des Parisiens, on n'a pas changé nos projets de week-end parce qu'on avait décidé de le passer au fond de notre lit. Dans la nuit, on se réveille, on se dit : ça va, ça va, tout va bien. Et là, le France flippe, c'est ça ? Non, mais ça va pas !

Bon, bien si vous préférez, je peux mettre : c'est pas les Dupont Lajoie qui ont le pétocchio, c'est les frères Abdallah. Ils sont barbus dans leur ville au Liban et personne à le droit d'entrer. Sauf les journalistes. Alors magnétoscope, ils sont prêts de la maison du voisin, ils y vont à un café, puis ils reviennent se pointer. Ils les suivent. D'ailleurs, se planquent derrière leur fauteuil.

Très, très drôle ! C'est tout ce que ça trouve ?

Non, il y a aussi la BBC qui dit qu'on a mené la libération des deux mecs d'A 2 et que Badinter a appuyé de tout son poids pour faire passer l'affaire Abdallah.

Ecoule, en souffre comme ça. La politique étrangère de la France, le terrorisme international, c'est pas tellement pour toi, tu vois.

OK, alors je me prends Paquet. A force de recouper ses témoignages et de recouper ses témoignages, il va finir par s'emmêler les pédales.

Paquet, pas touche ! C'est pas le moment de mettre la zébrure entre ton Jacques, qui peut pas le piffer, et ton Mimi, qui s'est pris de passion pour lui.

Qu'est-ce que je fais, alors ?

— Va te coucher, va !

— Où ça ?

— Dans le lit de l'infirmerie. T'es bien fait un truc, hier, sur le dodo au boulot ?

— Oui, mais en duo.

— Tu voudrais tout de même pas qu'on vienne te tenir la main. Vas-y en solo et bonne nuit !

CLAUDE SARRAUTE.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 23 septembre

Vive reprise : + 2,27 %

La Bourse de Paris s'est vivement raffermie le 23 septembre en séance du matin, l'indicateur de tendance gagnant 2,27 %. En hausse figuraient Crouzet (+ 5,42 %), Bouygues (+ 5,11 %), Bougrain (+ 4,44 %) et UCB (+ 4,09 %). Seul Eurocom s'inscrivait en repli (- 0,37 %).

Valeurs françaises	Cours précéd.	Plus haut	Dernier cours
Accor	433	438	440
Agence Havas	1825	1850	1850
Alcatel	728	733	734
Alcatel	328	329	328
Banque Paribas	1180	1186	1222
Bouygues	2058	2100	2100
Bougrain	1270	1286	1335
B.S.I.	4200	4242	4242
Carrefour	3320	3380	3380
Chargem SA	1294	1330	1330
Club Méditerranée	665	675	663
Danone	1685	1740	1738
Euro (G&L)	1352	1358	1354
ELF-Agip	337 50	343	343
Eurol	3042	3100	3100
Lafarge-Coppée	1335	1370	1362
Michelin	3080	3120	3110
Midat	1038	1050	1050
Midi-Hermès	2140	2200	2195
Nestlé	1038	1050	1076
Oréal	3645	3700	3680
Peugeot	680	1007	1010
Peugeot SA	1058	1127	1132
Santel	713	730	730
Suez	764	780	785
Télécom	2800	2830	2820
Thomson-CSF	1495	1525	1540
Unilever	435	438	438
U.T.I.	2801	2780	2810
Vallo	577	598	600

Dirigeants prêts à changer d'activité ou d'entreprise...

Plus 10 ans, plus de 3000 dirigeants et cadres supérieurs se sont fait conseiller dans leur stratégie d'évolution de carrière par les consultants de Forgeot, Weeks.

L'une des clés de leur succès ? La prospection de la face cachée du marché, qui recouvre généralement des 2/3 des opportunités.

Prenez rendez-vous pour un premier entretien confidentiel.

Forgeot, Weeks

50, rue Saint-Ferdinand, 75017 Paris  
Téléphone (1) 45.74.24.24.

LES AMATEURS D'APPLE PROFITENT DES REMISES D'INTERNATIONAL COMPUTER LES SONT TOUJOURS DANS LE SIROP.

Un Macintosh Plus et un disque dur IC20 29.426 F HT et 34.900 F TTC.

INTERNATIONAL COMPUTER La micro sans frontière 29, rue du Renard Paris 4 • 42.72.26.26. 64, av. du Prado Marseille 13006 • 91.37.25.03.

3 CONFIGURATIONS APPLE EN PROMOTION C'EST A LA REGLE A CALCUL

MACINTOSH PLUS :  
Logiciel Mac Write, Mac Draw 23 995.00 F (1) N.T.  
au lieu de 27 880.00 F N.T.

APPLE IIe couleur :  
Moniteur 9" 114 + contributeur, carte vidéo, matériel couleur 8 425.00 F (2) N.T. au lieu de 9 880.00 F N.T.

APPLE IIe couleur :  
Source de tension couleur, logiciel Excalibur, Mouse Desk 7 100.00 F (2) N.T. au lieu de 8 425.00 F N.T.

Ces matériels et leurs configurations sont entièrement sous garantie Apple.

(1) 29.100 F TTC, (2) 9 880 F TTC.  
(3) 8 400 F TTC.

la Règle à Calcul

A LA REGLE A CALCUL TOUTES LES GRANDES MARCHES :  
BNA, G.P. BOUTIER, THOMSON, COMPAG.  
ET EN OUTRE-MER : FRANCE PIRELLA (1) 42.25.66.66  
Jours : 9h - 19h